



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES



FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

Isabelle Totikaev

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (Traduction)

GRADE / DEGREE

École de traduction et d'interprétation

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

Tous les points de vue du monde dans un seul journal ?
Ou la sélection des articles sur les *pateras* dans *Courrier international*

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Clara Foz

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

Marc Charron

Rodney Williamson

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

**Tous les points de vue du monde
dans un seul journal ?
ou la sélection des articles sur les *pateras*
dans *Courrier international***

Isabelle Totikaev

**École de traduction et d'interprétation
Université d'Ottawa**

**Sous la direction de
Clara Foz
École de traduction et d'interprétation**

**Thèse présentée à la Faculté des Études supérieures
et postdoctorales de l'Université d'Ottawa**



Library and
Archives Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-46501-1
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-46501-1

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Remerciements

Mes remerciements les plus chaleureux vont à ma directrice de thèse, Clara Foz, inlassable et attentive, d'une patience inébranlable, en dépit des versions qui n'arrivaient pas ou, au contraire, tombaient en cascade. Clara Foz m'a toujours donné le bon conseil ou recommandé la lecture indispensable au moment opportun, tout en me laissant entière liberté d'action et de choix.

Je remercie également l'ensemble des professeurs de l'École de traduction et d'interprétation de la Faculté des arts de l'Université d'Ottawa de leur disponibilité et, en particulier Luise von Flotow pour ses suggestions originales.

Enfin, cette thèse n'existerait pas sans les entretiens que m'ont si aimablement accordés Danielle Renon, Pierre Cherruau et Olivier Ragasol de *Courrier international*. Ils m'ont consacré plusieurs heures de leur temps précieux et ont répondu à toutes mes questions avec une grande précision. Je les remercie d'avoir joué le jeu. Je remercie également Abdelkrim Hizaoui, maître assistant à l'Institut de presse et des sciences de l'information de l'Université de la Manouba (Tunisie) pour ses explications détaillées sur la pyramide inversée.

Sans oublier la « pequeña fotografía » qui, sans le savoir, m'a aidée à mener ce projet à terme par les nombreuses discussions enrichissantes et revigorantes que nous avons eues.

Résumé

La traduction est omniprésente dans la presse écrite : souvent, les journalistes choisissent leurs sujets à la lecture des dépêches d'agences ou d'autres journaux. Cette thèse porte sur la sélection des articles dans la presse écrite en vue de leur republication, après traduction, dans un autre journal d'un autre pays pour un public nouveau. Elle comporte une présentation générale de deux grands facteurs qui aboutissent à la décision d'un journaliste de sélectionner un article : l'idéologie et les rapports de force qui s'exercent entre les langues. L'idéologie est analysée sous quatre angles différents : l'idéologie de la société – soit, l'influence de la société et du milieu professionnel dans lesquels vit le journaliste – l'idéologie individuelle – soit, les idées personnelles du journaliste, son vécu – l'idéologie du journal – soit, sa ligne éditoriale et ceux qui la définissent – et enfin, l'éthique. Sont également présentées certaines techniques qui sont très employées dans la traduction journalistique et qui ont un lien avec la sélection (ajout, suppression, contextualisation). L'application de ces techniques peut donner naissance à un nouvel article ou à une traduction « intégrale ». L'objet pratique de cette étude est un hebdomadaire français, *Courrier international*, qui a la particularité d'être constitué d'articles puisés dans la presse étrangère et traduits. Un thème particulier a été analysé : l'arrivée des *pateras* aux Canaries pendant l'été 2006, en d'autres termes l'immigration clandestine au départ des côtes de l'Afrique occidentale et du Maghreb et à destination de l'Espagne. Trois corpus d'articles sont comparés : le « corpus local », puisé dans deux quotidiens du Sénégal, deux d'Algérie et deux d'Espagne, le « corpus français » puisé dans deux quotidiens français et le « corpus traductionnel » puisé dans *Courrier international*.

Abstract

Translation is everywhere in the written press: journalists often select their topics from existing texts like newswire or newspaper articles. This thesis focuses on the selection of newspaper articles for re-publication, after they have been translated, in another newspaper, another country and for new readers. It includes an overall presentation of two important factors in the selection and the elimination of press articles: ideology and power relations among languages. Ideology is examined from four different points of view: ideology and society – that is the influence of society and the workplace on the journalist; personal ideology – that is the journalist's personal ideas and life experience; newspapers' ideology – that is the editorial policy and those who create it; and finally, ethics. Under examination as well are certain techniques that are frequently applied in newspaper translation and that affect text selection (adding, suppressing, contextualising). These may result in a new shorter article or in a “whole” translation. A French weekly newspaper, *Courrier international*, has been chosen as a case study, because it is made of translated articles from newspapers around the world. And the study focuses on one topic: *pateras* arriving on the Canary Islands in the summer of 2006, in other words, illegal immigrants leaving the coasts of Western Africa and Maghreb and heading for Spain. Three corpora are compared: the “local corpus” built on articles from six newspapers (two from Senegal, two from Algeria and two from Spain); the “French corpus” built on articles from two French newspapers; and the “translational corpus” built on articles from *Courrier international*.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	II
RESUME.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIERES.....	V
1 INTRODUCTION.....	7
1.1 Le sujet.....	7
1.1.1 Pateras et cayucos	8
1.1.2 La fin des pateras ?.....	12
1.2 Utilité et importance du sujet.....	14
1.2.1 Pour la traductologie et la presse	14
1.2.2 Dans l’histoire récente de la société française	17
1.2.3 Dans l’actualité et pour moi	19
1.3 Hypothèse et méthodologie.....	24
1.4 Présentation des chapitres.....	29
2 LES MULTIPLES VISAGES DE L’IDEOLOGIE.....	31
2.1 L’idéologie	31
2.2 Les agents de l’idéologie	33
2.2.1 L’idéologie ambiante : le milieu professionnel, la société et le lectorat.....	33
2.2.1.1 Sélection obligée.....	33
2.2.1.2 La manipulation se vend bien	34
2.2.2 L’idéologie personnelle (la personne, le rédacteur).....	39
2.2.3 L’idéologie interne : ligne éditoriale, actionnaires et lecteurs	41
2.2.3.1 La ligne éditoriale.....	41
2.3 L’éthique est-elle un facteur de sélection ?	50
2.4 Traduction et idéologie : un instantané sur la sélection	54
3 L’IDEOLOGIE ET LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE LES LANGUES.....	57
4 LA TRADUCTION JOURNALISTIQUE ET SES TECHNIQUES.....	64
4.1 Techniques journalistiques	64
4.2 Techniques de traduction journalistique	67
4.3 Trois études de cas réalisées par des auteurs : commentaires	70
4.3.1 Raed al-Kadhumi al-Sadi.....	70
4.3.2 Oussama Ben Laden	71

4.3.3	<i>Newsweek Hankuk Pan</i>	72
5	<i>COURRIER INTERNATIONAL</i>	74
5.1	L'origine des titres	74
5.2	Organisation générale de <i>Courrier</i>	76
5.3	Le Service de traduction et les langues	77
5.4	La sélection des journaux et des articles à <i>Courrier</i>	79
5.4.1	De l'Europe... à l'Afrique	79
5.5	Ma sélection	82
5.5.1	Les pays	82
5.5.2	Les journaux, et ce qu'ils représentent	83
5.5.3	Les articles des corpus	84
5.5.3.1	La période de référence	84
5.5.3.2	Du corpus exploratoire au corpus de travail	86
5.5.3.3	La recette rapide du corpus de travail	88
5.6	D'un journal à l'autre : analyse des thèmes	90
5.6.1	Le périple	91
5.6.2	L'analyse	92
5.6.3	Les investissements des émigrés dans leur communauté d'origine	96
5.6.4	La propagande	97
5.6.5	Les négociations	100
5.6.6	Trouver la nouveauté	102
5.7	La contextualisation des articles : quelques exemples	104
5.7.1	Les articles republiés par <i>Courrier</i>	105
6	CONCLUSION	114
	ANNEXE 1 : TRADUCTION DANS LA PRESSE OU ARTICLES REPRIS	118
	ANNEXE 2 : JOURNAUX : NOMBRE DE TITRES PAR PAYS	120
	ANNEXE 3 : CORPUS : REPARTITION DES THEMES	122
	ANNEXE 4 : LES DEUX LANGUES D'UN ARTICLE	123
	ANNEXE 5 : ARTICLES ANALYSES	128
	ANNEXE 6 : POINTS DE VUE DIVERGENTS OU CONTREPOINT	151
	BIBLIOGRAPHIE	152
	BIBLIOGRAPHIE – PRESSE	163
	BIBLIOGRAPHIE – ILLUSTRATIONS	169

1 Introduction

1.1 Le sujet

L'hebdomadaire français *Courrier international*, né le 8 novembre 1990¹, repose « fondamentalement sur la presse étrangère et sur la traduction » (Renon 2006 : 50)². Cette démarche particulière a été choisie par ses créateurs pour présenter aux lecteurs « tous les points de vue du monde dans un seul journal » (*Courrier, le film*). L'affirmation est forte et audacieuse. Il est évident, en effet, que *Courrier international* ne saurait présenter « tous les points de vue du monde » pour la simple raison qu'il est impossible de les connaître tous malgré la meilleure volonté de ses rédacteurs. Comme il s'agit d'un slogan publicitaire, l'hyperbole est compréhensible. Par ailleurs, le seul fait de publier des articles parus dans des journaux étrangers élargit forcément le nombre de points de vue, au sens strictement numérique : d'une part, la traduction élimine la barrière linguistique qui empêche la lecture d'articles publiés par la presse étrangère dans d'autres langues que le français (*Courrier international* traduit non seulement les six langues de l'ONU, mais aussi l'allemand, le japonais, le serbo-croate..) ; d'autre part, *Courrier international* ouvre à ses lecteurs les pages de journaux rédigés en français, mais difficiles ou impossibles à trouver en France.

Compte tenu de ces remarques, je me propose de vérifier si la sélection opérée par *Courrier international* offre au lecteur des points de vue plus variés, quant à l'origine et au contenu, que ceux qui sont habituellement exposés dans la presse française grand public de qualité. En d'autres termes, les données mises à la disposition du lecteur de *Courrier international* sont-elles plus diversifiées que celles qui sont généralement publiées dans cette presse ? Je reviendrai sur cette question dans la partie « méthodologie ». Pour le moment, il suffit de savoir que j'ai sélectionné des journaux à grand tirage qui font appel à la réflexion plutôt qu'à l'affectif. Il s'agit donc de déterminer si la traduction ou la réédition d'articles parus dans la presse étrangère ouvre la voie à des points de vue rarement traités par la presse française. Pour ce faire, j'analyse les différents paliers de sélection : pays, journaux, articles dans ces journaux et thèmes abordés, car le contenu est indissociable du contenant. J'ai donc

¹ Date de parution du premier numéro.

² Danielle Renon travaille à *Courrier international* depuis la naissance du journal. Elle est à la fois chef de rubrique Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, donc rédactrice et traduit l'allemand.

compilé trois corpus d'articles provenant de la presse des pays d'origine, de *Courrier international*, et de la presse française, et je compare ces corpus d'articles entre eux.

Pour des raisons pratiques, cette étude porte sur un seul des nombreux thèmes traités par *Courrier international* : l'arrivée des *pateras* aux Îles Canaries entre le 1^{er} mars et le 30 septembre 2006. Avant de poursuivre, une parenthèse sur *pateras* et sur *cayucos*, autre terme actuellement employé dans la presse, s'avère nécessaire. J'expliquerai ensuite pourquoi ce thème me paraît important.

1.1.1 Pateras et cayucos

Patera (au pluriel *pateras*) est un terme espagnol qui désigne une petite embarcation à fond plat et sans quille (*Real Academia, patera*)³. Les passeurs les utilisent en Méditerranée, notamment dans le détroit de Gibraltar, et entre la côte africaine et les Canaries pour transporter les immigrés sans papiers qui tentent de gagner l'Europe. Ce terme semble s'être répandu à mesure que le phénomène prenait de l'ampleur. Selon Fernando Prieto Ramos, au début des années 90, il était si peu connu en Espagne qu'un journal espagnol qui l'employait a éprouvé le besoin de l'expliquer : embarcation de faibles dimensions, équipée d'un moteur hors-bord d'une puissance de 60 chevaux⁴.

En français, *patera* semble avoir fait son apparition dans *Le Figaro* en 1998 (*Le Figaro*, Acuna 25/02/1998 : 5), dans *Le Monde* en 1992 (*Le Monde*, Bole 24/10/1992 : 1), dans *L'Express* en 1996 (*L'Express*, Demetz 22/08/1996 : 50)⁵ et dans *Courrier international*

³ « Embarcación pequeña, de fondo plano, sin quilla ». Sauf mention contraire, « *Real Academia* » désignera le *Diccionario de la lengua española*.

⁴ « utilizó una embarcación tipo patera, de pequeñas dimensiones y equipada con un motor fuera borda con una potencia de 60 caballos » (Prieto Ramos 2004 : 77).

⁵ *L'Express* ne fait pas partie des journaux étudiés, mais je n'ai pas résisté au titre : « France-Espagne. Des polices mano en la mano » [SIC].

en 2000 (*Courrier (El País)*, Vicent 13/04/2000 : 34-35)⁶. Mais ce terme ne s'est répandu que pendant la décennie actuelle : j'ai recensé 17 articles dans *Le Figaro*, 38 dans *Le Monde* et 24 dans *Courrier international*.⁷ Ce dernier a éprouvé le besoin de donner, à un moment précis, une définition de *patera*, dans laquelle il indique l'usage passé et présent de ces barques. La voici : « **patera**, Espagne, 1991, nom féminin. Littéralement : barque à fond plat utilisée pour la chasse aux canards (*potos*), en eaux peu profondes. Au Maroc, ces embarcations légères ont d'abord été détournées de leur fonction originelle pour faire entrer du haschich en Espagne. Aujourd'hui, les passeurs s'en servent pour faire traverser le détroit de Gibraltar aux candidats à l'immigration en provenance du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. » (*Courrier international*, « 100 mots de la décennie... » 9/11/2000 : 70)⁸. Je reviendrai sur le contexte dans lequel a été publiée cette définition au point 1.2.3.

Dans les articles plus récents, le terme est encore souvent expliqué, et, en général les marques typographiques, guillemets ou italiques disparaissent après la première occurrence. *Le Figaro* : « Un système de surveillance électronique traque en permanence les “*pateras*”, ces barques en voie de disparition » (*Le Figaro*, Oberlé 29/09/2006 : 3). *Le Monde* : « La

⁶ Figurent entre parenthèses dans les références des articles de *Courrier*, les titres des journaux d'origine des articles. Pour mes recherches d'articles ou de termes dans les articles européens, j'ai principalement eu recours à trois bases de données (Factiva, Eureka.cc et Europresse.com) ou aux sites Internet respectifs des journaux. Remarque : lorsque l'article provient de Factiva ou du site Internet du journal, le numéro de la page n'est pas indiqué. Ces trois bases de données répertorient les articles publiés dans la presse et, selon le journal et la base, il est possible de remonter plus ou moins loin dans le passé. Factiva se targue de donner accès à plus de 10 000 journaux publiés dans le monde (c'était en juillet 2007 ; en 2008, elle annonce 14 000 sources...). Selon la fiche d'information du *Figaro* que l'on trouve dans Factiva, les articles du *Figaro* sont répertoriés depuis le 31/10/1996, ceux du *Monde* depuis le 01/01/1995 et ceux de *Courrier international* depuis le 10/05/2007. Mais de 1996 à 2001, seule une sélection d'articles du *Figaro* est reprise, et de 5 à 10 % des articles de *Courrier* sont exclus en raison des droits d'auteur. Par ailleurs, les résultats des recherches dans *Le Figaro* donnent beaucoup de doublons. Compte tenu de toutes ces remarques, j'ai dû jongler avec d'autres bases de données, notamment Eureka.cc et Europresse.com. Ces deux bases sont de faux clones. La première est une version canadienne de la seconde, ou vice-versa ; on y trouve des journaux français (mais pas *Le Figaro*) et canadiens francophones. La seconde est plus fournie en journaux français. Factiva et Eureka.cc sont accessibles depuis le site Internet de la bibliothèque de l'Université d'Ottawa, pas Europresse.com. De ce fait, je n'ai pas pu reconsulter Europresse.com lorsque j'ai voulu vérifier et affiner mes recherches dans *Le Figaro*. En bref, des emplois antérieurs à ceux que j'ai recensés sont possibles. L'un d'eux est d'ailleurs avéré : l'article paru le 25/02/1998 dans *Le Figaro* s'affiche dans Europresse.com mais pas dans Factiva.

⁷ Une recherche dans Factiva effectuée le 5/07/2007 sur le terme *patera* affiche 38 pour *Le Monde*, dont 35 publiés entre 2000 et 2008 et 17 articles pour *Le Figaro* tous publiés entre 2001 et 2008. Toutefois une recherche dans Europresse.com fait apparaître un article en 1998 supplémentaire pour *Le Figaro* en 1998. Une recherche sur le site Internet de *Courrier international* fait apparaître 24 articles, tous publiés entre 2000 et 2008.

⁸ Lorsqu'un article de presse n'est pas signé, j'ai indiqué le début du titre à la place du nom de l'auteur.

mission diplomatique, dirigée par un ambassadeur en mission spéciale, Miguel Angel Mazarambroz, durera de trois à six mois, au plus fort de la saison des embarcations - les "pateras" -, et visera à limiter les départs et conclure des accords de rapatriement avec ces pays » (Lemonde.fr, « Madrid lance un "Plan Afrique"... » 4/07/2006). Dans *Courrier international*, les explications semblent également de mise : « L'année dernière, pour la seule ville de Cadiz [en Andalousie, dans le sud du pays], la Croix-Rouge est venue en aide à une quarantaine de nourrissons arrivés en pateras ou cayucos [embarcations de fortune], presque tous d'origine subsaharienne » (*Courrier (ABC)*, Telléz 8/06/2006 : 54)⁹. Mais parfois, il est étrange de constater que c'est le terme espagnol qui est rappelé entre parenthèses, comme s'il était mieux connu : « Après avoir utilisé l'avion, le bateau, avec toutes les astuces possibles, après avoir pris le chemin hasardeux des caravanes sahariennes, après avoir tenté la traversée suicidaire du détroit de Gibraltar avec des canots de fortune [pateras], après avoir pris d'assaut les barbelés de Ceuta et de Melilla [enclaves espagnoles au Maroc], il ne restait que la voie la plus directe : la mer. Et le moyen de transport le plus inattendu : la pirogue » (*Courrier (Nouvel Horizon)*, Sall 8/06/2006 : 38).

Ces deux derniers extraits, m'amènent à *cayuco*. Selon la *Real Academia*, *cayuco* désigne une embarcation indienne à fond plat et sans quille, creusée dans une seule pièce que l'on manœuvre en pagayant¹⁰. En d'autres termes, il s'agit d'une sorte de pirogue. Prieto Ramos ne fait aucun commentaire sur l'apparition de *cayuco* dans les articles de la presse espagnole portant sur l'immigration africaine. Les résultats que donne Factiva montrent clairement que l'emploi de *cayuco* s'est répandu beaucoup plus récemment : entre 1995 et 2008, il y a 1 499 occurrences de *cayuco* dans *El País* et *El Mundo* mais 8 seulement sont antérieures à 2006. Et cette nouvelle jeunesse de *cayuco* est liée à l'intensification des départs en pirogues des côtes sénégal-mauritaniennes à destination des Canaries. Un article d'*El País* le prouve. Ce quotidien a récemment fait état d'une nouvelle acception de *cayuco* après avoir rappelé son usage ancien : à l'origine ce terme désignait un bateau indien sans quille – c'est d'ailleurs à

⁹ Les passages entre crochets figurant dans les citations sont de *Courrier international* et non une intervention personnelle.

¹⁰ « Embarcación india de una pieza, más pequeña que la canoa, con el fondo plano y sin quilla, que se gobierna y mueve con el canalete ». Je n'ai pas repris la précision sur la taille des embarcations, car celles-ci sont parfois très grandes. C'est ce qu'indique la nouvelle définition donnée par le dictionnaire *Moliner*, que je cite plus bas (*Real Academia, cayuco*).

cet emploi que l'article du *Monde* cité ci-dessous sur l'écologie et les Indiens faisait référence – mais aujourd'hui, on l'emploie surtout pour désigner une grande barque conçue pour la pêche traditionnelle en Mauritanie mais qui sert souvent au transport des Africains tentant de gagner les Canaries pour immigrer illégalement¹¹. Comme dans le cas de *Courrier*, je reviendrai sur le contexte dans lequel a été publiée cette définition au point 1.2.3.

Du côté français, on peut constater que *cayuco* commence à être employé avec ou sans explication, avec ou sans marques typographiques : entre 2006 et la mi-2008, *Courrier international* a utilisé ce terme dans trois articles, *Le Figaro*, dans une quinzaine d'articles et *Le Monde*, dans 16 articles traitant de l'immigration et antérieurement, une seule fois, en 1994, dans un article sur le tourisme écologique et les Indiens du Panama. Voici deux exemples : « L'arrivée en "cayucos" dans l'archipel des Canaries de Subsahariens mineurs a battu tous les records cette année » (*Le Figaro*, Cambon 7/10/2006 : 5) ; « A bout de souffle, leur cayuco (pirogue) n'a pu être tracté jusqu'à la côte et a été coulé en pleine mer » (*Le Monde*, Hopquin 14/10/2006 : 32)¹².

Patera n'est employé de manière courante, en Espagne, que depuis peu. L'emploi de *cayuco* est encore plus récent. Le premier terme renvoie à la traversée de la Méditerranée tandis que le second évoque la traversée de ce bout d'Atlantique qui sépare les Canaries du continent africain. On l'a vu, la presse française a rapidement adopté ces termes. Compte tenu de leur emploi relativement répandu en français et de l'antériorité de *patera* j'emploierai *patera* et *cayuco* sans italiques ni guillemets, et *patera* me servira de générique alors que *cayuco* désignera exclusivement les passages entre l'Afrique et les Canaries.

¹¹ « La palabra *cayuco* estaba ya ahí. Un término hispanoamericano para designar un tipo de barco indio, "sin quilla". Pero la realidad venía imponiendo una nueva acepción. Algo así como "barca grande empleada para la pesca tradicional en la zona de Mauritania. Se utiliza también frecuentemente para el transporte de inmigrantes ilegales africanos hasta las islas Canarias". » (*El País*, Galán 9/09/2007)

L'auteur de l'article cite cette définition à l'occasion de la sortie de la troisième édition du *Diccionario de uso del español* de María Moliner.

¹² Certains journaux accentuent les majuscules d'autres pas. Le manque d'uniformité typographique se retrouve parfois dans un même journal, voir un même article. Je n'ai donc pas inscrit [SIC] à chaque fois qu'une majuscule n'était pas accentuée.

1.1.2 La fin des pateras ?

Le phénomène des pateras n'est pas nouveau : au début des années 1990, des pateras parties du continent africain arrivaient déjà aux Canaries, l'une des 17 communautés autonomes d'Espagne, mais l'itinéraire le plus fréquenté est le détroit de Gibraltar. Les arrivées aux Canaries ont « explosé » à la suite du renforcement des contrôles dans le détroit de Gibraltar, à Melilla et à Ceuta, enclaves espagnoles au Maroc (Amnesty International 2005 : 51).

Pour une meilleure compréhension de ce phénomène, voici une carte indiquant la position des Canaries par rapport à l'Afrique et à l'Espagne (figure 1), ainsi qu'une carte des flux migratoires du Sud vers le Nord (figure 2).

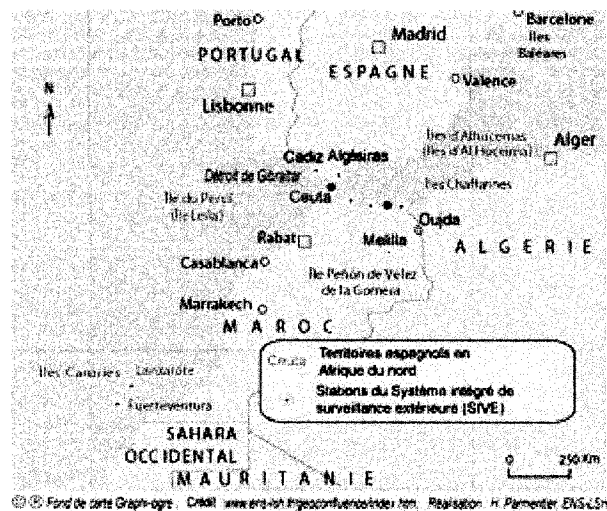


Fig. 1 (Géococonfluences, « La Méditerranée... »)

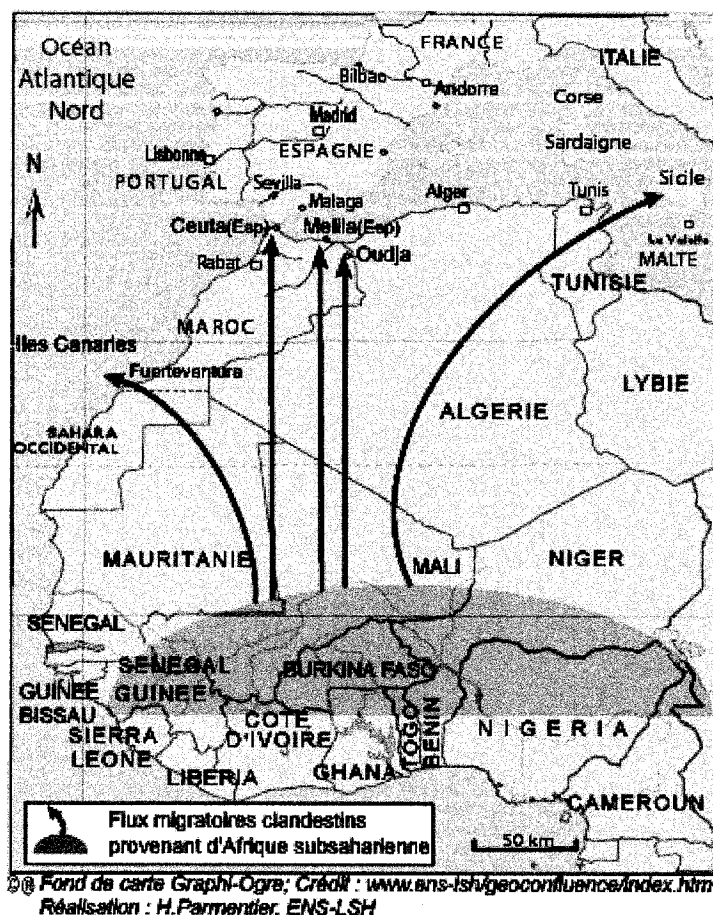


Fig. 2 (Géoconfluences, « La Méditerranée... »)¹³

Selon Frontex, Agence européenne chargée de « coordonne[r] la coopération opérationnelle entre les États membres en matière de gestion des frontières extérieures »¹⁴, les Canaries sont l'une des quatre principales voies d'accès à l'Europe : entre juin et décembre 2006, plus de 20 000 immigrés clandestins, des ressortissants de l'Afrique sub-saharienne, y sont arrivés (Frontex 2006 : 12). Ces immigrés étaient principalement originaires du Maroc, du Sénégal, du Mali, de la Gambie et de la Guinée (Frontex 2006 : 12).

¹³ Géoconfluences : « Espace de partage et de ressources en géographie proposé par la DGESCO - (Direction générale de l'enseignement scolaire) et l'ENS LSH (École Normale Supérieure - Lettres Sciences Humaines) à Lyon - Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche » <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/accueil/index.htm> (consulté le 15/07/2007).

¹⁴ Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex).

En 2007, cependant, « les patrouilleurs » de Frontex ont intercepté deux fois moins de personnes à bords des cayucos que l'année précédente (18 057 contre 39 180). Les contrôles ont produit leur effet, ce qui ne signifie nullement que les départs cessent, car des poches d'immigrants se forment à l'intérieur du continent¹⁵. L'itinéraire changera une fois de plus, mais les raisons qui incitent les gens à partir, comme les mers, ne sont sans doute pas près de s'épuiser. Au Canada aucun phénomène de cette ampleur n'a lieu. À titre de comparaison, 5 161 personnes ont tenté d'entrer illégalement au Canada en 2006, toutes frontières confondues¹⁶.

1.2 Utilité et importance du sujet

1.2.1 Pour la traductologie et la presse

Ce sujet se veut utile pour la traduction et pour la presse parce que la presse écrite génère un volume important de traductions. Les dépêches, les interviews de personnalités étrangères, les articles provenant de journaux étrangers, les actualités sur l'étranger... ont de fortes chances d'être des traductions (Hernández Guerrero 2005 : 155-156 ; Li 2006 : 612). Mais, dans la courte histoire de la traductologie, la traduction journalistique¹⁷ a fait l'objet de peu de travaux (Hernández Guerrero 2006 : 125) en comparaison de la traduction littéraire, par exemple. La traduction dans la presse audiovisuelle n'est pas mieux lotie : bien que l'anglais soit la langue la plus traduite au monde (Heilbron 1999 : 434), on recense peu d'études sur les effets de la traduction en anglais dans les journaux télévisés, puis de l'anglais en arabe (Darwish 2006 : 54). En outre, ces études portent, la plupart du temps, sur les mots ou les micro-unités : les auteurs comparent des termes dans les langues de départ et d'arrivée

¹⁵ « Au total, les patrouilleurs de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne (Frontex) ont intercepté, en 2007, 18 057 candidats à l'immigration à bord d'embarcations pour l'Espagne, contre 39 180 en 2006, soit 53,9 % de moins. Toutefois, sur le continent africain, d'importants flux migratoires se poursuivent. Dans des villes de l'intérieur comme Kayes, au Mali, non loin de la frontière sénégalaise, il s'était formé en 2007, en à peine deux mois, une poche de 10 000 immigrants provenant d'autres régions et désireux de s'embarquer pour l'Espagne. La situation est la même dans la région de Kidal, dans le nord du Mali, frontalière de l'Algérie. » (*Courrier (Público)*, Ayllón 19/06/2008 : 30)

¹⁶ Commissariat à l'information du Canada. Courriel du 7/11/2007. Frontières terrestres : 3 399 ; frontières maritimes : 98 ; frontières aériennes : 1 664.

¹⁷ De manière succincte, la traduction journalistique est une spécialité, au même titre que la traduction littéraire ou scientifique. Le traducteur journalistique s'adresse à un lectorat qui est défini par le journal pour lequel il travaille et qui s'inscrit dans un espace-temps déterminé. Son principal objectif est de transmettre l'information à ce lecteur dans les styles employés dans le monde de la presse (Tapia Sasot de Coffey 1992).

(Hernández Guerrero 2006, Carbonell i Cortes et Madouri 2005, Abusalem 2006). Ces études sont d'une grande utilité, et certaines témoignent des luttes idéologiques qui continuent à diviser le monde. Elles mériteraient d'être plus connues et, pourquoi pas, d'être commentées dans la presse grand public. Les auteures¹⁸ qui s'intéressent à la sélection des textes sont peu nombreuses (Hernández Guerrero 2006 ; Meylaerts 2007, Sánchez 2007). Et Hernández Guerrero est la seule qui, à ma connaissance, se soit penchée sur la traduction « au quotidien » dans la presse. J'entends par là, la traduction d'une dépêche qui va permettre de décider si le sujet mérite d'être traité ou la traduction d'un article tiré d'un autre journal – *El País* traduit des articles du *Monde* – et non celle qui est « obligée » parce qu'elle entre dans le cadre d'un accord particulier, et qui donne naissance à un faux jumeau, comme *Newsweek* et sa version coréenne *Newsweek Hankuk Pan*, *Scientific American* et *Pour la science*, ou encore *La Recherche* et *Mundo Científico*, avec une traduction « obligée ». Par ailleurs, je n'ai pas connaissance d'études semblables à celles de Hernández Guerrero ou Sánchez¹⁹ sur la traduction dans les médias francophones. Je ne sais donc pas si la réciproque est vraie, si *Le Monde*, par exemple, traduit *El País*.

En général, la traduction journalistique répond à un critère fonctionnaliste. Le texte est adapté au nouveau lectorat, au nouvel espace ; il est raccourci et complété ; tantôt c'est le traducteur qui se livre lui-même à ces adaptations, tantôt le rédacteur s'en occupe (Kang 2007, Tapia Sasot de Coffey 1992, Li 2006, Renon 2008, Cherruau 2008). Par ailleurs, c'est généralement le rédacteur qui sélectionne les articles à traduire. Traducteur et rédacteur sont liés par des activités qui se chevauchent. Tous deux participent à une entreprise de communication, mais ni l'un ni l'autre ne peut prévoir les réactions que vont provoquer ces écrits. Tous deux sont qualifiés de médiateurs, l'un entre le monde et le lecteur, l'autre entre deux cultures ; l'un et l'autre doivent veiller aux références culturelles qu'ils utilisent pour qu'elles puissent « être captées sans décodeurs » (Martin-Lagardette 2005 : 24). L'un interprète la réalité (Lozano 2007 : 17 ; Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998 : 14), ou est médiateur entre l'information et son « véritable propriétaire », le lecteur (Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998 : 23), l'autre se fait médiateur culturel et interprète « les

¹⁸ Forte majorité féminine oblige.

¹⁹ Sánchez a analysé un numéro de *La Recherche* et de *Mundo Científico* (voir *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007).

expressions, les intentions, les perceptions et les attentes d'un groupe pour l'autre »²⁰. Le journaliste adapte son vocabulaire au niveau de son lectorat et les informations qu'il lui transmet de manière à ne pas trop le choquer tout en lui apportant du nouveau (Martin-Lagardette 2005, Renon 2008). À propos du rôle de médiateur que peut jouer le traducteur ou l'interprète, voici une anecdote à laquelle je ne résiste pas.

Depuis 2000, le Service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent de l'Hôpital Avicenne (situé à Bobigny, en banlieue parisienne) compte une « consultation transculturelle » qui a pour base théorique l'ethnopsychanalyse : le patient et les membres de sa famille sont reçus par un groupe de psychothérapeutes et d'anthropologues polyglottes et cosmopolites (Moro 2005, *Le service de psychothérapie...* et *La consultation transculturelle d'Avicenne*). Au besoin, un interprète est présent. Le 2/07/2007, Radio France internationale (RFI) diffuse un reportage sur cette consultation. La thérapeute interviewée relate une conversation avec un enfant amené à la consultation parce qu'il refusait de parler hors de la maison ; il ne voulait utiliser ni la langue de ses parents ni celle de son pays d'adoption :

« Et alors il y avait un des enfants qu'on avait soignés... Y m'avait dit : "Tu sais je veux te dire quelque chose, tu sais qui c'est qui m'a guéri ?" J'avais envie de lui dire "moi"... mais j'ai dit "non". Et il m'a dit donc : "Eh ben, c'est le traducteur qui m'a guéri". Alors je lui ai dit : "Tu as raison, tu as raison. C'est vrai que c'est le traducteur qui t'a permis de passer d'une langue à l'autre, et d'un monde à l'autre sans crainte, sans peur de perdre les choses de la maison". » (RFI, Lebel 2/07/2007).

Les études sur les passages d'un article qui ont été traduits sont donc rares. La mienne se propose d'enrichir la réflexion des traducteurs et des rédacteurs sur leur travail, et pourquoi pas de susciter des recherches plus approfondies en la matière, car cette étude n'est ni exhaustive ni définitive. Et qui sait ? De donner des idées nouvelles à *Courrier international*.

Pour en revenir aux similitudes entre le traducteur et le journaliste, il serait, a priori, raisonnable de supposer qu'à *Courrier*, l'un et l'autre forment un couple ou un binôme. À

²⁰ « A cultural mediator is a person who facilitates communication, understanding, and action between persons or groups who differ with respect to language and culture. The role of the mediator is performed by interpreting the expressions, intentions, perceptions, and expectations of each cultural group to the other... » (Katan 1999 : 418, citant Taft).

Courrier, une personne sélectionne les articles, ensuite le traducteur se met à l'œuvre, puis interviennent les différents paliers de révision (Renon : 51-54). Le sélectionneur est-il aussi l'un des relecteurs ? Le cas échéant, une collaboration extrêmement étroite entre le sélectionneur-rédacteur et le traducteur-rédacteur, paraît indispensable.

Il est fort probable que les traducteurs travaillant pour *Courrier* rédigent dans un style journalistique répondant aux normes établies dans le « style de *Courrier* » ou par la rédaction. En outre, je serais fort étonnée que les traducteurs ne procèdent pas d'eux-mêmes à un certain nombre d'explicitations, de suppressions, pour ne citer que quelques techniques, pour la simple raison que cette liberté permet, ou permettrait, un gain de temps. Si tel était le cas, le travail des traducteurs de *Courrier* comporterait certaines similitudes avec celui des journalistes classiques qui décident des informations qu'ils vont transmettre ou écarter. Et il serait alors paradoxal qu'à *Courrier*, une seule employée cumule les deux fonctions (*Courrier*, « rédaction » 5/07/2007).

Pour ces différentes raisons, il me semble important d'étudier un hebdomadaire français qui repose fondamentalement sur la traduction, et d'axer mes recherches sur un thème qui réveille périodiquement les passions et suscite des débats où les mêmes sempiternels arguments sont resservis et ressassés : l'immigration. La traduction pourrait être, pour cet hebdomadaire, l'occasion d'insuffler dans ces débats de nouveaux points de vue, par exemple ceux qui ont cours dans les sociétés d'origine des immigrés, et de faire progresser la réflexion. Ce point m'amène à apporter des précisions sur la question de l'immigration et des débats qu'elle suscite dans la société française et à expliquer mon choix d'un point de vue personnel.

1.2.2 Dans l'histoire récente de la société française

D'aucuns se demanderont ce que l'immigration en France a à voir avec le phénomène des pateras ou des cayucos. Très simple. Au cours des années 1990, l'espace Schengen²¹ s'est peu à peu mis en place dans l'Union européenne (UE), un espace de libre circulation des

²¹ Schengen, du nom de la ville luxembourgeoise où ont été signés les accords. Au 4/04/2008, 18 pays en font partie. Pays qui n'en font pas encore partie : Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, République tchèque (Europa, « L'espace et la coopération Schengen » et « Règlement Dublin II »).

personnes, non seulement des « communautaires » mais aussi des ressortissants d'États tiers, à condition que ces derniers soient munis des documents requis. Dans cet espace, les États n'effectuent plus de contrôles aux frontières intérieures. En contrepartie, ils ont harmonisé leurs politiques sur les « conditions d'entrée et de visas pour les courts séjours » et créé Frontex, l'agence chargée de coordonner les contrôles aux frontières extérieures. Or, beaucoup des immigrés d'Afrique de l'Ouest et d'Algérie qui cherchent à gagner l'Espagne en patera, ont d'abord des liens avec la France, parce qu'ils y ont de la famille et parce qu'ils parlent le français.

En France, l'immigration de masse commence dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (Schor 1996 : 5)²² et se poursuit tout au long du XX^e siècle. La population étrangère est principalement constituée d'immigrés²³ d'origine modeste et, dans une moindre mesure, de réfugiés. Les immigrés sont surtout employés dans l'industrie, secteur auquel vient s'ajouter le bâtiment après la Deuxième Guerre mondiale²⁴. Les périodes de prospérité sont entrecoupées de crises caractérisées par des poussées de xénophobie : 1882-1889, crises passagères des années 1920, grande crise des années 1930 et depuis 1974. Pendant les périodes fastes, notamment après les deux guerres mondiales, la France, qui semble souffrir d'une « anémie démographique » chronique²⁵, recrute directement et massivement à l'étranger. Mais à la suite de l'embargo sur les produits pétroliers, elle déclare l'arrêt de l'immigration en 1974 (Schor 1996 : 241 ; Weil 1995 : 90). Toutefois, elle continue à accueillir entre 100 000 et 200 000 personnes selon les années à divers titres : regroupement familial, conjoints de français, travailleurs... (Weil, 1995 : annexe VII ; INED (Institut national d'études démographiques), « Statistiques... »).

²² Sauf mention contraire, toutes les informations et appréciations sur l'immigration que je présente dans les sections 1.2.2 et 1.2.3 proviennent principalement de deux ouvrages : l'un de Ralph Schor, l'autre de Patrick Weil.

²³ Vu de France, l'immigré est une « personne née étrangère et à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable. Un immigré a pu, au cours de son séjour en France, acquérir la nationalité française. » (Vie publique.fr, glossaire).

²⁴ L'industrie emploie 51,3 % des immigrés actifs en 1901 et 59,3 % en 1931 ; en 1975, l'industrie et le bâtiment emploient 65,2 % des immigrés actifs (Schor 1996 : 20, 103 et 206).

²⁵ « En 1896, le nombre d'enfants par famille était de 2,2 » ; l'anémie ou le problème démographique sera de nouveau à l'ordre du jour en 1927 et après la Deuxième guerre mondiale (Schor 1996 : 7, 79 et 196).

Très vite, des débats surgissent dans la société française ; leurs ingrédients : l'emploi et la sécurité ; leurs protagonistes : la gauche, la droite, le patronat, les syndicats et enfin, les adversaires et défenseurs des immigrés ; la question de l'immigration divise les membres d'un même parti, suscite des éloignements ou des rapprochements en fonction du contexte ; les États la brandissent comme une arme. Dans les années 1920, « les socialistes accus[ent] le PCF [le Parti communiste français, qui prône l'internationalisme] d'être indifférent à l'anxiété des travailleurs », « la droite s'en pren[d] aux partis et syndicats [...] de gauche, [et] à la Ligue des droits de l'homme qu'elle accus[e] de protéger les agents étrangers », « la gauche [...] s'indign[e] de la répression policière contre les immigrés et des expulsions injustes » ; les syndicats tentent de contenir leur base qui réclame la fermeture des frontières : l'extrême droite se réjouit de ces revendications nationalistes (Schor 1996 : 64, 73 et 74). Quant à l'Algérie, elle décide, en 1973, « l'arrêt de toute émigration vers la France » pour faire pression sur cette dernière et pour s'opposer à une association indépendante d'Algériens qui vient de se créer (Weil 1995 : 112 et 115).

1.2.3 Dans l'actualité et pour moi

Au moment où naissait ma conscience politique, Jean-Marie Le Pen créait le Front national et se présentait pour la première fois aux élections présidentielles ; il ne remportait alors que 0,74 % des voix (Lepen2007.fr, « Biographie »). Cependant, au début des années 1980, le chômage commence à toucher les immigrés, et Jean-Marie Le Pen s'empare du thème de l'immigration, un thème porteur : en 1984, il est élu député européen après la première véritable percée de son parti, l'année précédente, grâce à une alliance avec la droite traditionnelle (Schor 1996 : 284)²⁶. Il n'a cessé depuis de gangréner un débat politique en perte de repères. Ce thème fait couler beaucoup d'encre et de salive quoi que disent les politiciens : une phrase assassine par-ci, une phrase anodine par-là. Elle sera assurément

²⁶ Le Front national est élu à Dreux, en 1983 lors des élections municipales.

reprise, car l'immigration déchaîne les passions de tous bords²⁷. Les déclarations qui (rap)portent se succèdent au fil des ans. Si bien que Nicolas Sarkozy affirmait dans son programme électoral pour les élections de 2007 : « Pendant des années, on n'a pas pu parler d'immigration dans notre pays. Ceux qui n'acceptaient pas l'ouverture totale des frontières étaient immédiatement taxés d'extrémisme ou de racisme. » (Sarkozy : 15).

En 2002, l'émotion est montée à son comble lorsque Jean-Marie Le Pen accède au second tour des élections présidentielles, mais en 2007 il est retombé à ses taux habituels²⁸.

L'explication ? Une partie importante de ses électeurs de 2002 a été « séduite » par le discours de Nicolas Sarkozy qui aborde « les mêmes thèmes » mais est perçu comme « plus modéré », « moins dangereux », « plus crédible » (Fourquet 2007 : 1, 2, 10 et 11)²⁹. Si « [l]'impact du discours sur la sécurité a été déterminant » (Fourquet 2007 : 4), cela ne signifie pas que l'immigration n'intéresse plus les Français. L'association entre sécurité et immigration n'a rien de nouveau. En 1993 déjà, Édouard Balladur, alors premier ministre, n'hésitait pas à déclarer contre toute évidence : « [...] la drogue est un fléau dans notre pays qui va en s'aggravant, eh bien, la moitié des délits concernant la drogue sont commis par des étrangers » (*Le Monde diplomatique*, Gresh 5/1993 : 3)³⁰. Aujourd'hui, l'immigration est

²⁷ En 1985, Jacques Chirac affirme : « S'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage » tout en tenant un discours antiraciste au roi du Maroc (*Libération*, « Jacques Chirac et... » 30/10/1984: 5). En 1989, François Mitterrand déclare à la télévision : « le seuil de tolérance a été atteint dès les années 1970 ». Réintégrée dans son contexte, cette phrase contribue à démontrer, avec une prudence toute politicienne dont l'objectif est de plaire à tous, que le seuil de tolérance est une valeur fictive. Christine Okrent [journaliste] : « Monsieur Mitterrand, est-ce que vous acceptez comme une grande majorité de Français cette notion qu'il y a en fait un seuil de tolérance ? Est-ce que c'est une notion que vous acceptez ? » François Mitterrand : « Si c'est une notion, je ne donnerai pas mon avis sur le caractère moral bien que j'aie quelque opinion. Mais le seuil de tolérance il a été atteint dès les années 1970 puisque le nombre n'a pas augmenté. Le nombre de 4 400 000 cartes de séjour était déjà celui de 1982. Il était de quatre millions, je ne sais pas, moi, deux cents mille, cent mille, dix ans plus tôt, il n'y a pas d'aggravation. » (Antenne 2-Europe 1, « François Mitterrand » 10/12/1989).

En 1991, Jacques Chirac remet de l'huile sur le feu avec « le bruit et l'odeur » des immigrés (TF1, « immigration - Chirac » 20/06/1991), puis en 1993, c'est le tour de Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, avec son « immigration zéro » (*Le Monde*, Bernard et al. 2/06/1993: 13).

²⁸ En 2002, Jean-Marie Le Pen a recueilli 16,86 % des suffrages exprimés et 10,44 % en 2007 (CEVIPOF, « Résultat des 2 tours de la présidentielle 2002 » ; « Résultats complets du 1^{er} tour de l'élection présidentielle » de 2007).

²⁹ Nicolas Sarkozy a lui-même déclaré : « Oui, je cherche à séduire les électeurs du FN » ; il est question de « transferts massifs [...] de Jean-Marie Le Pen vers le candidat de l'UMP » (Fourquet 2007 : 1).

³⁰ Cité par Alain Gresh qui ajoute en note : « Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, la part des étrangers dans les infractions à la législation des stupéfiants tourne autour de 20 % ».

l'un des quatre axes du programme de travail de la présidence française de l'Union européenne et elle figure au chapitre de la sécurité³¹.

Les médias transmettent cette association d'idées. Des spécialistes en science de l'information et de la communication ont décortiqué le discours qui accompagne l'immigration et confirment qu'en France, le thème de l'immigration « illégale » occupe une place centrale dans le débat politique, dans la presse et dans la vie quotidienne des Français. En 1989, la revue *Mots : Les langages du politique* publiait une étude sur les immigrés et l'immigration dans la presse française entre 1974 et 1984. Plus récemment, la revue *Réseaux – Communication – Technologie – Société* a publié un article sur les glissements terminologiques dans les débats télévisés ayant pour thème l'immigration. L'auteur de l'article fait les observations suivantes : « Depuis le milieu des années 1970, le thème de l'immigration s'est peu à peu imposé dans les débats politiques, juridiques et médiatiques français » ; la terminologie du travail qui marquait l'immigration dans les années 1970 a glissé, dans les années 1990, vers une association « entre situation juridique et référence à l'origine comme marqueur identitaire : “clandestin(s)”, “sans-papier(s)”, “Arabe(s)”, “Maghrébin(s)”, “Africain(s)” » (Barats 2001 : 149-151). Le sociologue Driss Ajbali observe lui aussi que la terminologie employée par « la télévision et la presse, les sociologues et les élus » lie inéluctablement « les quartiers, l'immigration et la violence »³².

Fait également symptomatique des controverses et du sentiment d'urgence que suscite l'immigration en temps de crise, le *Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile* n'a été modifié que six fois pendant les trente glorieuses, mais trente deux fois entre 1974 et 2005 (Legifrance, « Ordonnance... »)³³ soit, en moyenne, une fois par an ; et le nouveau président y a aussitôt imprimé sa patte en remplaçant la notion d'« immigration zéro » par celle d'« immigration choisie » (Sarkozy, *Mon projet* : 14) : deux mois à peine

³¹ Les États membres de l'Union européenne (UE) occupent à tour de rôle la présidence de l'UE pour six mois. La France doit l'occuper du 1/07/2008 au 31/12/2008. Titre et sous-titre d'un des sous-chapitres du programme de travail : « 2.1 Un espace de liberté, de sécurité et de justice [...] Vers un engagement politique renouvelé pour l'asile et l'immigration » (Présidence française du Conseil de l'Union européenne : 15-19).

³² Échantillon des termes relevés par Driss Ajbali : « guerre de la rue, guerre des gangs, cité de non-droit, cité interdite, guerre de dealers, de Zoulous, de loubards, gang Black et Beur, caillera, la haine, agression dans les transports publics, violence à l'école, [...] incendie de voitures, [...] guérilla urbaine... [et] intifada ».

³³ Le *Code* était autrefois appelé « Ordonnance 45-2658 du 2 novembre 1945 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France » (Ajbali 2001 : 214).

après son élection, un nouveau projet de loi modifiant le *Code* (Assemblée nationale, « Projet de loi... ») était déposé à l'Assemblée nationale. Autre symptôme de la crise qui a entouré les débats au Parlement, un membre du gouvernement a déclaré « qu'elle en avait “*marre qu'on instrumentalise l'immigration*” et qu'elle trouvait ça “*dégueulasse !*” » (RFI, « La polémique Amara » 9/10/2007)³⁴ et aussitôt après sa promulgation, le 20 novembre 2007, la loi a fait l'objet d'un recours au Conseil constitutionnel (Vie publique.fr, « Loi du 20 novembre 2007... »).

Dans ce contexte, j'ai, pendant neuf ans, donné des conseils juridiques à des demandeurs d'asile en France pour le compte d'une organisation de défense des droits de la personne : la plupart de ces gens étaient entrés illégalement sur le territoire français ou ne s'y trouvaient plus légalement au moment où ils s'adressaient à cette organisation ; certains même étaient bloqués à la frontière et avaient toutes les peines du monde à s'exprimer en français, en anglais ou en espagnol et ne comprenaient pas ce que la police allait faire d'eux.

À *Courrier international*, « les sujets les plus prisés sont ceux couverts par la presse française » (Renon 2006 : 54). Le premier numéro de *Courrier* n'était-il pas intitulé « Europe, Etats-Unis : les nouveaux immigrants » ? (*Courrier*, n° 1 8/11/1990). Les pateras qui constitue un sous-thème de l'immigration intéresse aussi les Français parce que l'immigration en Espagne, c'est l'immigration en Europe et donc en France. Un indice de cet intérêt ? Deux. Deux définitions relativement élaborées des termes *patera* et *harraga* dans un numéro spécial de *Courrier*. Alors qu'aucun événement vraiment particulier n'est signalé ce jour-là, *Courrier* saisit l'occasion de ses dix bougies pour évoquer les pateras dans un glossaire des « 100 mots de la décennie : D'airbag à zrakomlat... » et enfoncer le clou avec une définition d'un terme peut-être moins connu, *harraga*, qui désigne cette fois-ci en arabe le même genre de voyage hasardeux et périlleux. De la sorte, *patera* n'est plus submergé par

³⁴ Fadela Amara, secrétaire d'État à la Politique de la ville.

les 99 autres termes, avec son pendant arabe, il occupe une place plus importante et il est lié à un moment crucial de l'existence de *Courrier*³⁵.

En Espagne, d'autres signes montrent l'intérêt que suscite l'immigration africaine dans la société et la presse espagnole. Tout d'abord, *El País*, comme *Courrier international*, saisit une occasion sans rapport avec l'immigration pour parler des cayucos. Il ne fête pas son anniversaire mais profite de la publication d'une troisième édition du dictionnaire d'usage de l'espagnol de María Moliner, dont il fait la promotion, pour expliquer que le cayuco désigne aujourd'hui une barque qui sert souvent au transport des Africains tentant de gagner les Canaries pour immigrer clandestinement³⁶. De plus, les titres de la presse donnent l'impression d'une invasion par la mer, à quelques exceptions près, alors que les Africains recensés en Espagne sont deux fois moins nombreux que les Latinos-américains ; quant aux clandestins africains ils seraient également minoritaires³⁷.

³⁵ « **harraga** [SIC sans virgule après harraga] Algérie et Maroc, 1995, nom masculin pluriel. Littéralement : brûleurs, de l'arabe dialectal *harrag*, celui qui brûle. Dans ce Maghreb qui a du mal à nourrir tous ses enfants, un jeune sans emploi-logement-futur décide un jour de tout brûler. Ses papiers d'abord, pour ne plus pouvoir revenir, les frontières ensuite, ses ailes, sa vie, son œuvre. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes tentent le passage par les mers, traditionnellement moins surveillées que les airs. Gibraltar, Malte, la Sicile, et tous les gués où les continents ennemis sont plus proches. Il y a encore vingt ans, un candidat à l'émigration partait la nuit, sans bruit, et faisait ses valises dans le noir. Aujourd'hui, la honte s'est transformée en expédition-aventure, un jeu de la mort où le vainqueur peut espérer gagner un toit, un emploi, la sécurité sociale et la retraite qui va lui permettre de rentrer dans son pays en fin de parcours. Les *harraga*, ce sont les nouveaux immigrants, jeunes kamikazes [SIC] prêts à tout. Héros notoires chez eux, simples clandestins ailleurs. Voir patera. » (*Courrier international*, « 100 mots de la décennie... » 9/11/2000 : 66).

³⁶ « [...] el diccionario de uso del español más conocido del mundo. » Se reporter au point 1.1.1 pour la définition (*El País*, Galán 9/09/2007).

³⁷ La plupart des titres d'*El Mundo* et d'*El País* sur les pateras donnent l'impression d'une invasion venue du sud. Mais parfois, ces deux quotidiens soulignent que les arrivées « clandestines » les plus nombreuses ont lieu par avion. Ce sont des personnes qui arrivent avec un visa et « oublient » de repartir. Je reviens sur ce point au chapitre sur *Courrier international*. Mes recherches pour obtenir des statistiques officielles sont restées partiellement infructueuses. Les statistiques manquent de clarté : elles sont ambiguës quant à l'année d'arrivée des « clandestins ». Les voici : 50 318 immigrés clandestins seraient arrivés en Espagne, en 2007 dont 18 057 dans des embarcations (Ministerio del Interior 2007 : 6 et 1). Bien entendu, ces « clandestins » sont ceux qui ont été repérés. Granados compare les statistiques de l'Instituto Nacional de Estadística pour l'année 2005 concernant deux régions, l'Amérique latine et l'Afrique. Immigrés dûment enregistrés : Amérique du Sud, 1 302 889 (dont Équateur, 497 799) – Amérique centrale et Antilles, 119 985 – Afrique, 713 974 (Granados 2007 : 53). Il faut y ajouter les immigrés des autres régions du monde, dont l'Europe.

Face ce tumulte comment ne pas conclure qu'en France, parler d'immigration soulève les passions ? Si l'on remonte à la troisième génération comme l'ont si souvent scandé les manifestants, en France « nous sommes tous des enfants d'immigrés »³⁸.

1.3 Hypothèse et méthodologie

« tous les points de vue du monde dans un seul journal » Vraiment ? Personnellement, j'ai quelques doutes.

Courrier international (*Courrier*) est né en novembre 1990 d'un désir de faire connaître l'autre Europe (Renon 2008). Très schématiquement, c'était au départ surtout un hebdomadaire Est-Ouest. Mais aujourd'hui l'objectif annoncé par ses promoteurs est de réunir « tous les points de vue du monde dans un seul journal ». Alexandre Adler, qui assurait en 2001 les fonctions de directeur éditorial, déclarait à l'occasion des dix ans du journal que « en publiant des textes, des opinions parus dans des journaux en provenance des parties de la planète qui n'ont pas souvent droit à la parole, *Courrier* nie la centralité de l'Europe » (*Label France*, Chanda 4/2001). Compte tenu de ces informations, je définis d'abord l'idéologie de manière générale, puis je décris les différentes idéologies susceptibles de se combiner à différents niveaux, société, individu, journal, et d'orienter les choix de *Courrier* ou de ses rédacteurs. J'entends déterminer si cet hebdomadaire effectue ses choix en fonction de ces idéologies ou s'il réussit à sortir de leur carcan, et à transmettre des informations, des opinions nouvelles ou présentées sous un angle inhabituel et inscrites dans des idéologies et des sociétés venues d'ailleurs si tant est que celles-ci existent dans la presse étrangère.

Danielle Renon³⁹ affirmait, il y a quelques années, que *Courrier international* contribue à la « communication interculturelle » (Renon 2006 : 55). *Courrier* dispose de son propre service de traduction et traduit en interne notamment l'anglais, l'espagnol, l'allemand, le japonais. Il fait appel à des pigistes pour des langues moins courantes comme le néerlandais ou le

³⁸ Selon un rapport de Michèle Tribalat, « démographe à l'Ined [Institut national d'études démographiques] et spécialiste de l'immigration », cité par *L'Express*, « Plus de 23 % des habitants de l'Hexagone - près de 14 millions - sont d'origine étrangère (au moins un parent né à l'étranger) » (*L'Express*, Charles et Lahouri 4/12/2003 : 82).

³⁹ La combinaison rédacteur-traducteur, n'est pas courante à *Courrier*.

suédois, ou pour palier les surcharges de travail (Ragasol 2008)⁴⁰. Je laisserai de côté les théories sur la médiation culturelle et sur l'altérité, pour m'intéresser à la notion de « langue courante », de « langue de traduction courante », aux rapports entre les langues, qui reflètent peut-être des rapports de force entre les cultures ou les sociétés, et à leur influence sur la sélection des textes, car ces « langues de traduction les plus courantes » sont celles de pays industrialisés et occidentalisés, alors que d'autres langues, comme le chinois et l'arabe, ont indéniablement bien plus de locuteurs que le japonais ou l'allemand. Cette perception des langues me donne l'impression que les opinions des pays occidentaux (au sens économique) et industrialisés dominent à *Courrier*.

Ensuite, je me pencherai sur certaines techniques de rédaction (journalistique) enseignées et de traduction journalistique observées dans le cadre d'études ou décrites par des traducteurs d'expérience dans ce domaine. Cette présentation fixera des points de repères qui serviront au moment de l'analyse des pratiques de *Courrier*.

Courrier international est un hebdomadaire généraliste qui repose sur la traduction de la presse étrangère (Renon 2006 : 50). Il comporte deux parties : la première centrée sur l'actualité et constituée d'articles courts, et la seconde, thématique, constituée d'articles plus longs (Renon 2008). Les articles d'origine sont traduits, bien entendu à l'exception de ceux parus en français dans l'original, et publiés intégralement ou partiellement. Pour vérifier ou infirmer mon hypothèse, j'ai choisi, comme je l'ai déjà dit, d'étudier un thème d'actualité en Europe et qui suscite un intérêt international : l'immigration et plus précisément, l'arrivée des « pateras » aux Canaries, ou de manière plus générale et technique, l'immigration par voie maritime en provenance d'Afrique et à destination de l'Espagne, l'une des portes-sud de l'Europe. Ce thème, encore vaste en soi, permet de préciser la question : les points de vue des journaux publiés dans les nombreux pays d'Afrique dont sont originaires les pateras, sont-ils représentés dans *Courrier* ? Ces journaux ont-ils des points de vue divergents de ceux qui ont cours en France ? A priori, il me semble que ces points de vue ont de fortes chances d'être différents : je m'attendrais, par exemple, à une critique des politiques d'immigration des pays européens.

⁴⁰ Olivier Ragasol est traducteur à *Courrier international* depuis 1991 ; ses combinaisons de langues sont : anglais-français et espagnol-français.

Concrètement, j'ai divisé ma recherche en plusieurs niveaux de sélection, car j'ai moi-même dû sélectionner. Si l'on se représente les niveaux de sélection comme une pyramide à l'envers, une « pyramide inversée », le premier niveau de sélection, le plus vaste est celui des pays, vient ensuite celui des journaux à l'intérieur de chaque pays et enfin, celui des articles dans les journaux. Je reviendrai en détail sur tous ces niveaux, sur certaines notions et sur certains choix « obligés » au chapitre sur *Courrier international*, qui présente ma recherche proprement dite (informations recueillies à *Courrier* et observations personnelles), car j'ai considéré que cette présentation faciliterait la lecture. Mais d'ores et déjà, il est utile de connaître les grandes lignes de mon cheminement.

Pour l'instant, il suffit de savoir qu'au premier niveau, j'ai retenu le Sénégal et l'Algérie sur la douzaine de pays de départ concernés. L'Espagne est le pays d'arrivée des immigrants, et la France, le pays de diffusion de *Courrier international*.

À cheval sur le premier et le deuxième niveau, j'ai cherché à déterminer, tous sujets confondus, la place accordée par *Courrier* aux pays développés par rapport aux pays en développement⁴¹, puis la place accordée aux titres publiés dans ces groupes de pays, sachant que l'Espagne est classée dans le premier groupe, l'Afrique occidentale et le Maghreb dans le deuxième. Mon idée était de déterminer si *Courrier* reproduit les inégalités entre les pays, dans quelle mesure il retransmet des points de vue des différents groupes de pays.

Au deuxième niveau, celui des journaux, j'ai sélectionné des quotidiens appartenant à la presse grand public de qualité et publiés entre mars et septembre 2006 inclus. J'ai choisi cette période parce que 2006 a été une année cruciale dans l'histoire des flux de pateras, et parce que les conditions météorologiques rendent la belle saison propice aux départs. Quant à la catégorie des journaux choisis, elle tient au fait que cette presse constitue la source

⁴¹ À propos du terme *développé*, j'utilise la définition donnée par l'ONU, pour la simplicité, même si je la trouve discutable. La voici : « Ainsi, dans l'*Annuaire*, on s'en remet à l'usage pour qualifier les régions de "développées" ou "en développement". Selon cet usage, les régions ou zones développées sont le Canada et les Etats-Unis dans l'Amérique septentrionale, le Japon dans l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans l'Océanie, et l'Europe, alors que toute l'Afrique et le reste des Amériques, l'Asie et l'Océanie constituent les régions en développement. » (ONU 2008 : 4). Si l'on s'en tient à cette définition, Israël et le Mali, par exemple, sont des pays en voie de développement, et la Roumanie est un pays développé...

prioritaire de *Courrier international* qui se définit lui-même comme un journal grand public de qualité.

Une précision sur ce type de presse s'avère nécessaire. La presse grand public, ou presse généraliste, se définit par opposition à la presse spécialisée. Contrairement à cette dernière, elle ne vise pas un « public spécifique » s'intéressant à un « secteur particulier de l'information » (Albert 1989 : 153). La presse de qualité s'oppose à la presse populaire et à la presse à sensation. La première vend des « articles bien documentés et incitant à la réflexion », les deux autres, des « articles superficiels jouant [...] sur l'affectivité » et « cherchant à attirer les lecteurs par des échos scandaleux » (Albert 1989 : 151-153)⁴². En anglais et en espagnol, la distinction entre presse de qualité est semblable (Hennessy et Hodgson 1995 : 131 ; Grijelmo 2008 : 545).

J'ai donc sélectionné les quotidiens aux plus forts tirages et reconnus comme tels. Pour les journaux européens je me suis référée aux organismes français et espagnols de contrôle de la presse et, pour les journaux africains, je me suis contentée des indications et des commentaires de *Courrier international* à défaut d'autres sources⁴³. Voici les quotidiens que j'ai retenus : *El País*, *El Mundo*, *Liberté*, *Le Quotidien d'Oran*, *Le Soleil*, *Sud Quotidien*, *Le Figaro* et *Le Monde*. Enfin, pourquoi des quotidiens ? Tout simplement, parce que l'accès aux hebdomadaires ou aux mensuels africains est difficile.

Au troisième niveau, j'ai extrait de ces journaux trois corpus d'articles portant sur les pateras. Le premier, que j'ai appelé corpus traductionnel, se compose d'articles tirés de

⁴² La définition que Danielle Renon donne de la presse de qualité est très similaire à celle du lexique de Pierre Albert : « la presse de qualité », renvoie aux « grands journaux qui ont un fort lectorat chez eux et qui sont des journaux fiables, au niveau de l'information qui est bien recherchée et au niveau de l'analyse qui a une certaine tenue » (Renon 2008).

⁴³ Pour les journaux français, je me suis référée au classement de l'OJD, association dont l'objet est de contrôler la diffusion des médias. Pour les journaux espagnols, je me suis tournée vers son homologue espagnol, la Oficina de Justificación de la Difusión. Pour les journaux africains, j'ai consulté les pages « planète presse » du site Internet de *Courrier*.

Mise au point sur la dénomination de l'OJD. Depuis 2005, le sigle « OJD » ne recouvre plus de dénomination explicative particulière, c'est l'unique dénomination de l'association : « Créée en 1926, elle a exercé et exerce son activité sous les dénominations successives de "Office de Justification des Tirages des Organes Quotidiens et Périodiques", "Office de Justification de la Diffusion des Supports de Publicité" à partir de 1956, "Diffusion Contrôle" à partir de 1992, "OJD" à partir du 1^{er} Janvier 2005. » (OJD, *Statuts*, art. 1). Dans son *Book 2007*, l'OJD ajoute un titre explicatif, non officiel : Association pour le contrôle de la diffusion des médias (OJD, *Déclarations de diffusion sur l'honneur...* 2008 : 1).

Courrier international, le deuxième, mon corpus local, se compose d'articles tirés des langues/cultures de départ et le troisième, mon corpus français, se compose d'articles tirés de la presse française.

Dans un premier temps, je me suis penchée sur le corpus traductionnel, afin de déterminer la part occupée par chaque pays, puis chaque journal africain ou espagnol. Le résultat de cette analyse doit me permettre d'apprécier la présence africaine, indice révélateur d'un éloignement éventuel de l'eurocentrisme. J'ai cherché à savoir si la récurrence de certains journaux reflétait les liens qui les unissent *Courrier international* à d'autres journaux, si ces liens étaient susceptibles d'avoir une influence sur la sélection. Cette partie de l'analyse doit être rapprochée du premier niveau et du deuxième niveau : la sélection de *Courrier* est-elle la même tout sujets confondus et lorsqu'il traite des pateras ?

Dans un deuxième temps, j'ai comparé les grands thèmes abordés dans les corpus traductionnel et local et analysé quels articles et quels tronçons d'articles étaient repris. Puis j'ai comparé le résultat de cette analyse à ce que je trouvais dans le corpus français. Je souligne que cette étude ne porte pas sur la récurrence des mots ou le discours, mais sur les grands thèmes abordés dans les articles. Certains thèmes peuvent apparaître avec une fréquence plus ou moins grande dans un corpus et être absents des autres. J'ai effectué ces différentes comparaisons pour voir si le corpus traductionnel apportait des éléments d'originalité par rapport au corpus français et pour être en mesure d'apprécier les effets de la sélection.

Cette étude est interdisciplinaire, car elle se trouve à la croisée de trois sujets, la traduction, le journalisme et l'immigration, et fait des détours par la sociologie et la linguistique. Elle s'inscrit dans les études descriptives, selon la représentation de Holmes (Toury 1991 : 181)⁴⁴ : je me borne à analyser des corpus d'articles, même si toute observation porte en soi un jugement. Je me contente d'observer des faits à la lumière des informations recueillies dans les textes consultés ou de celles qui m'ont été fournies par trois employés de *Courrier international*. Mais je sais bien que le sujet que j'ai choisi est déjà une façon de voir. Cette étude n'est pas non plus exhaustive, car il m'était matériellement impossible d'examiner

⁴⁴ Schéma repris, entre autres, par Toury dans l'ouvrage indiqué.

l'ensemble d'un journal. En premier lieu, elle ne porte ni sur une rubrique entière de *Courrier international*, comme la rubrique Afrique, ni même sur un thème entier, comme l'immigration, mais sur un sous-thème. Ensuite, elle est limitée à une période très restreinte, la saison 2006, alors que le phénomène dure depuis plus d'une décennie. Ses conclusions ne constituent donc qu'une piste pour approfondir les recherches sur *Courrier international* ou sur la sélection dans la traduction. Les sujets ne manquent pas : même thème autre période, autres thèmes, autre angle d'étude comme la réception. Par conséquent, les résultats de mes observations ne constituent aucunement une critique ou un encensement. J'espère qu'ils seront utiles aux traducteurs et aux rédacteurs, au monde de la presse.

1.4 Présentation des chapitres

Le chapitre 2 fait le tour des principaux facteurs idéologiques, humains et matériels, qui entrent en ligne de compte au moment de la sélection. Pour commencer le choix d'une définition de l'idéologie s'impose. J'examine quelques définitions dont j'extrais certains éléments pour proposer la mienne. Tous les journalistes sélectionnent : ceux de *Courrier international* sélectionnent des articles qu'ils envoient à la traduction ; ceux qui travaillent pour des journaux classiques doivent aussi sélectionner les thèmes sur lesquels ils vont écrire. Pour cela, ils disposent, entre autres, des dépêches. Ensuite, je présente les différentes idéologies qui se combinent et « orientent les choix » des journalistes. Il y a une idéologie de groupe, celle du milieu professionnel et de la société, l'idéologie personnelle du journaliste et celle que s'est donnée le journal, la ligne éditoriale, elle-même définie par des groupes. Le lecteur influence toutes ces facettes de l'idéologie, le lecteur au sens du client, mais aussi le (pré)lecteur qu'est le rédacteur. Comme l'idéologie est omniprésente dans la presse, l'éthique est là pour la modérer. Je présente donc succinctement l'éthique et, surtout, les applications concrètes qu'elle trouve dans la presse dite de qualité. Enfin, je donne quelques exemples de traductions qui doivent leur existence à l'idéologie.

Dans le chapitre 3, je me penche sur un critère de sélection particulier, reflet d'une certaine idéologie : les rapports entre les langues. Certaines d'entre elles sont des langues de promotion sociale. Elles sont à la fois langues officielles, nationales, écrites, langues des études et du commerce. On les apprend, on les traduit. D'autres ne le sont pas. La « cote » d'une langue ne se mesure pas à son nombre de locuteurs : le chinois en a bien plus que

l'anglais, mais on apprend et on traduit plus l'anglais que le chinois. Ce chapitre d'initiation aux rapports entre les langues, permet de contextualiser l'attitude de *Courrier* par rapport aux langues qu'il traduit.

Le chapitre 4 est celui de la traduction journalistique, une spécialité à part entière, qui semble susciter peu d'intérêt, car ceux qui l'ont étudiée, soulignent le peu d'études qu'ils ont trouvées à son sujet. Reflet de ce manque d'intérêt ? Un auteur a constaté un décalage entre l'enseignement et la pratique. Pourtant la traduction est omniprésente dans la presse. Dans ce chapitre, je présente les techniques de traduction employées dans cette spécialité et leurs effets, en me focalisant sur celles qui touchent la macrostructure, notamment la suppression, l'ajout et la contextualisation, non pas de quelques mots mais de paragraphes entiers, car ces techniques sont très employées à *Courrier international*. Cet emploi particulier des techniques de traduction est à peine effleuré par María José Hernández Guerrero. Pour les illustrer, ainsi que leurs effets : trois études de cas réalisées par des auteurs, et auxquelles j'ajoute mes commentaires concernant la macrostructure.

Le chapitre 5 allie la présentation du processus de sélection à *Courrier international*, la partie rédaction-traduction-rédaction, à ma propre analyse. J'y précise et commente amplement les critères que j'ai utilisés pour sélectionner les pays, les journaux et les articles devant entrer dans les trois corpus. Je passe ensuite à l'analyse proprement dite des corpus, à leur comparaison. J'y observe en fait les thèmes que *Courrier* a retenus ou écartés et les éventuels points de vue inédits. En dernier lieu, je recense les techniques de traduction employées dans les cinq articles du corpus traductionnel (celui de *Courrier*) et analyse, au regard de quatre originaux, le résultat produit : s'agit-il du même article, d'un nouvel article ? *Courrier* exploite-t-il toutes les possibilités que lui ouvre la traduction ? Et apporte-t-il des points de vue nouveaux ?

2 Les multiples visages de l'idéologie

Les choix opérés par les agents qui sélectionnent les informations ou interviennent dans la chaîne de la traduction, reflètent ou produisent une idéologie plus ou moins marquée qui est la résultante des normes et des valeurs en cours dans la profession dans une société donnée et de leur propre personnalité, de leur vécu (Chesterman 1997 : 174 ; Lozano 2007 : 18-25). En d'autres termes, au niveau individuel, chaque agent possède sa propre idéologie, en partie irrationnelle ; à l'échelon supérieur, il y a une multiplicité d'agents travaillant tous pour un journal qui possède lui aussi sa propre idéologie, que l'on trouve dans sa ligne éditoriale ; le tout évolue dans une société en mouvement. Concrètement, à *Courrier international*, interviennent directement dans cette chaîne le rédacteur, le rédacteur en chef, le traducteur et le réviseur et, indirectement, les actionnaires et les lecteurs.

Dans un premier temps je construirai ma propre définition de l'idéologie à partir des définitions données par quelques auteurs et ouvrages de référence. Ensuite, je décrirai les principales formes de l'idéologie qui se combinent dans un journal pour aboutir aux choix du rédacteur. Je compléterai ma description de l'idéologie en m'arrêtant brièvement sur l'éthique, le temps de préciser que, pour moi, l'éthique fait partie intégrante de l'idéologie. Pour terminer cette partie je rappellerai brièvement certaines interférences entre traduction et idéologie.

2.1 L'idéologie

Le terme idéologie est apparu au XVIII^e siècle pour évoquer la toute nouvelle notion de science des idées (Munday 2007 : 196). Mais sous l'influence du marxisme, qui considère entre autres l'idéologie comme « le contraire de la science »⁴⁵, et des débats entre les analystes de cette pensée, toutes sensibilités confondues, il a pris une connotation négative et a été associé à l'idée de déformation intellectuelle et de représentation du réel erronée ou

⁴⁵ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales. Son site Internet englobe aujourd'hui celui du Trésor de la Langue Française informatisé [SIC] (TLFi) : « l'idéologie est le contraire de la science. Elle se présente d'abord comme une vision du monde, c'est-à-dire une construction intellectuelle qui explique et justifie un ordre social existant, à partir de raisons naturelles ou religieuses... » (CNRTL, idéologie, le CNRTL cite Jean Golfin, 1972).

imaginaire⁴⁶, puis il a évolué vers un sens moins péjoratif à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle (van Dijk 1999 : 16). Comme on le voit, ce terme a suscité de nombreuses réflexions. Dans le cadre de ses travaux sur les idéologies ethnocentriques et racistes, van Dijk a observé, par exemple, que le terme idéologie était employé pour parler des idées de « l'autre » mais jamais pour parler des nôtres : en clair, le communisme est une idéologie, le capitalisme, ou le libre échange, n'en est pas une (van Dijk 1999 : 362, 345 et suivantes)⁴⁷.

À l'heure actuelle, *idéologie* désigne, dans son sens commun, un système d'idées propre à un groupe (Oxford 2001 : 908 ; *Real Academia* 2001 : tome II, 1245 ; *Le Robert* 2006 : 1304). La *Real Academia* et *Le Robert* ajoutent que ce système est aussi propre à une époque. Cette définition donne une première idée de ce qu'est l'idéologie mais je la compléterai par celle du CNRTL et de Lefevre, comparables mais plus explicites. Pour le CNRTL, l'idéologie est : « [l'e]nsemble **plus ou moins cohérent** des idées, des croyances et des doctrines philosophiques, religieuses, politiques, économiques, sociales, **propre à une époque, une société, une classe et qui oriente l'action** » (CNRTL, idéologie) ; Lefevre, pour sa part, la décrit comme « l'ensemble des **opinions et attitudes** qui, **à un moment donné**, sont jugées **acceptables** et forment la **grille de lecture** dont se servent les lecteurs et les traducteurs »⁴⁸. Ces deux définitions sont mieux adaptées à mon propos, car elles nomment les agents qui font l'idéologie – la société, le groupe, l'individu – les différentes formes qu'elle peut prendre – les croyances et les doctrines, en d'autres termes la dose de **subjectivité** et d'**objectivité** qu'elle comporte, le **lieu** et l'**époque** dans lesquelles elle s'inscrit. D'autre part, elles soulignent le rôle de l'idéologie dans la prise de décision : l'idéologie « **oriente l'action** » du rédacteur, du traducteur, et celle du lecteur, c'est sa « **grille de lecture** ». L'idéologie est donc un instrument qui n'est pas maîtrisable dans son intégralité.

⁴⁶ « a form of cognitive distortion, a false or illusory representation of the real » (Gardiner 1992 : 60). Beaton abonde dans le même sens, qui cite Gardiner (Beaton 2007 : 272). Van Dijk également, mais comme je n'ai pas eu accès à la version anglaise de ce livre, sa citation est en espagnol : « un sistema de creencias erróneas, falsas, distorsionadas » (van Dijk 1999 : 14).

⁴⁷ Le slogan de van Dijk "Ours is the Truth, Theirs is the Ideology" que l'on pourrait traduire par quelque chose comme « À nous la vérité, aux autres l'idéologie », a été repris par de nombreux auteurs, entre autres, Munday et Beaton (Munday 2007 : 196 ; Beaton 2007 : 272).

⁴⁸ « the conceptual grid that consists of opinions and attitudes deemed acceptable in a certain society at a certain time, and through which readers and translators approach texts » (Lefevre 1998 : 48).

Quelle forme prennent ces différents constituants dans un journal, et plus précisément à *Courrier international* ? Comment agissent-ils ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

2.2 Les agents de l'idéologie

Pour la clarté, je regrouperai les éléments isolés ci-dessus en catégories qui représenteront en quelque sorte les agents. Il y a l'idéologie transmise par le milieu professionnel et la société dont font partie le lectorat et tout le personnel du journal, que je qualifierai d'ambiante, l'idéologie propre à chaque personne, qui englobera tout ce qui est subjectif, que je qualifierai de personnelle et l'idéologie propre au journal, que l'on trouve dans sa ligne éditoriale et que je qualifierai d'interne. Pour faire simple, je dirai que cette ligne reflète l'idéologie des actionnaires, de la rédaction et du lectorat. Comme on le voit, le lectorat et les rédacteurs, font partie de plusieurs catégories. Faudra-t-il en conclure que « l'idéologie » n'est finalement qu'un enchevêtrement d'idéologies plus ou moins puissantes ?

2.2.1 L'idéologie ambiante : le milieu professionnel, la société et le lectorat

2.2.1.1 Sélection obligée

Les journalistes dans leur ensemble, pas uniquement ceux de *Courrier international*, lisent, analysent, hiérarchisent et sélectionnent les informations qu'ils reçoivent (Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998 : 228). À la fois lecteurs et rédacteurs, ils sont amenés à éliminer une quantité considérable d'informations compte tenu de la multiplicité des médias et des moyens de communication. Je ne dispose pas de statistiques générales sur la quantité d'informations qu'éliminent les journalistes, mais quelques données provenant de *Courrier international* donneront une idée de l'étroitesse du goulot par lequel passent les informations. Tout d'abord *Courrier* est un hebdomadaire qui reprend des articles parus dans différents quotidiens, hebdomadaires et mensuels ; cette façon de procéder implique déjà une sélection. Ensuite, pour prendre comme exemple le continent qui intéresse cette étude, il consacre en général deux pages de la partie actualité à l'Afrique, dans lesquelles il apporte des informations sur deux ou trois pays, parfois augmentées d'une ou deux pages de mini-

dossiers ayant un lien plus ou moins étroit avec l'Afrique⁴⁹. Or, l'Afrique compte cinquante-trois pays (BBC, « *Country profile* »), de nombreux journaux, auxquels il faut ajouter tous ceux qui chaque jour, chaque semaine, chaque mois, ailleurs dans le monde, traitent de l'Afrique. Au Sénégal seulement, j'ai dénombré sur différents sites Internet une vingtaine de journaux, la plupart en français (*Courrier*, « planète presse », Sénégal ; BBC, « *Country profile* », Senegal ; allAfrica.com, « *Content providers* » ; Stanford University, « *Countries: Senegal* » ; UNESCO Institute for Statistics, « *Newspapers and periodicals...* »)⁵⁰. Les principaux sont indiqués sur le site de *Courrier international*. Même si *Courrier* se limite aux articles parus dans les journaux « de qualité », ces chiffres montrent que ses rédacteurs ne peuvent reprendre qu'une infime partie des parutions. Pour s'en convaincre, durant la semaine qui a précédé la sortie du dossier de *Courrier* sur l'immigration, *El País* a publié, à lui seul, vingt-trois articles traitant quasi-exclusivement des pateras alors que *Courrier* n'en retenait que trois, puisés dans l'ensemble de la presse : deux tirés de quotidiens espagnols (*El País* et *ABC*) et un troisième tiré d'un quotidien du Sénégal (*Nouvel Horizon*)⁵¹.

2.2.1.2 La manipulation se vend bien

Ces choix qu'effectuent les journalistes sont influencés par la société, une société de consommation, dont ils font partie tout comme leurs lecteurs et le reste de la population. Ceux qu'on appelle parfois les « faiseurs d'opinion » sont donc aussi des produits de la société (Lozano 2007 : 24), et les informations sont un produit de consommation, une marchandise (Schudson 1989 : 274 ; Martin-Lagardette 2005 : 169). Pour reprendre de manière schématique une idée commune à de nombreux auteurs et relayée par van Dijk, les journaux qui dominent le marché privilégient des thèmes sensationnalistes qui font le jeu des

⁴⁹ J'ai examiné les cinq derniers numéros parus au moment où j'ai traité cette question (numéros du 28 février au 27 mars 2008) et les quatre numéros de l'été 2006 traitant des pateras. En ce qui concerne les mini-dossiers, les thèmes abordés vont de l'entretien avec Noah sur le football (2 pages), aux adolescents marocains en Espagne (2 pages) ; il y a aussi un supplément de *Courrier* d'une vingtaine de pages sur la haute-couture africaine. Les pateras sont traitées dans la partie Europe.

⁵⁰ L'UNESCO donne pour 1997, le chiffre de 4 quotidiens et de cent-trente-neuf « non quotidiens ». Compte tenu des données recueillies sur les autres sites, ces chiffres laissent sceptique. allAfrica.com est la base de données qui m'a permis d'accéder aux archives des journaux africains (moyennant un abonnement). Les pages dans lesquelles les articles ont été publiés ne sont pas indiquées.

⁵¹ Les vingt-trois articles d'*El País* ont été publiés entre le 30/05/2006 et le 5/06/2006. Articles publiés dans *Courrier international* dans la semaine qui a suivi : « Ados porteurs d'espoir » (*Courrier (ABC)*, Tellez Espagne 8/06/2006 : 54), « L'ange gardien maritime des sans-papiers » (*Courrier (El País)*, Bárbulo 8/06/2006 : 20) et « Une pirogue pour le paradis » (*Courrier (Nouvel Horizon)*, Sall 8/06/2006 : 38).

élites occidentales ce qui les transforme en farouches partisans du néolibéralisme, en défenseurs des valeurs occidentales et ils accusent les immigrés et les réfugiés de tous les maux (van Dijk 1995 : 30 et 38). Résultat : ils resservent toujours les mêmes thèmes (terrorisme islamiste, violence, drogue, immigration...) et en occultent d'autres (pauvreté dans les pays riches, racisme habituel, néocolonialisme...) ou n'abordent pas les causes des problèmes. Des spécialistes de la presse abondent dans ce sens mais abordent la question sous son angle social. Selon eux, les thèmes qui contribuent à donner une image démocratique du pays dans lequel est publié le journal trouvent plus facilement leur place dans « l'agenda thématique » que ceux qui traitent des groupes minoritaires ou marginaux ; cet agenda contribue à perpétuer les valeurs sociales dominantes de la société (Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998 : 229). Ici, je vais ajouter de l'eau au moulin des tenants du « complot » (Schudson 1997 : 10).

En 1986, après l'accident de Tchernobyl, on a souvent entendu une petite phrase prononcée avec une touche d'ironie dans le regard et dans la voix : « Le nuage n'est pas passé sur la France ». Cette phrase symbolise le discours institutionnel français. Après l'accident, les médias se sont immédiatement tournés vers les représentants officiels dotés d'une aura scientifique⁵² ou simplement politique. Ils voulaient savoir si un tel accident pouvait se produire en France⁵³ et cherchaient des informations sur les conséquences de Tchernobyl pour la santé de la population française. La réponse a toujours été des plus rassurante, tandis qu'au même moment le reste de l'Europe prenait des mesures de protection (alimentation, sport) ; « Les Alsaciens [...] n'ont pas compris pourquoi la plaine d'Alsace [...] est radicalement coupée par le Rhin avec d'un côté, l'introduction de mesures sanitaires préventives quotidiennement renforcées et de l'autre côté, le rappel tout aussi quotidien que la situation ne justifie aucune contre-mesure sanitaire » (Micoulaut 2006 : 142-166 et 165). La presse ne se prive pas de diffuser les informations venues d'outre-frontière qui remettent en cause le discours des autorités françaises, informations par ailleurs tout aussi officielles. Pourtant elles ne vont pas jusqu'à donner la parole aux antinucléaires français aussi

⁵² Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), Commissariat à l'énergie atomique, Institut de protection et de sûreté nucléaire...

⁵³ 80 % de l'électricité produite en France est d'origine nucléaire. La France compte 58 réacteurs répartis sur l'ensemble du territoire (Électricité de France, « La production d'électricité », nucléaire).

largement qu'aux autorités. Autre exemple, dans les années 1980-1990, les problèmes engendrés par les pesticides n'étaient pas au goût du jour : si l'on fait une recherche rapide sur ce terme pour savoir ce que *Le Monde* et *Le Figaro* ont publié entre le 31 octobre 1996 et le 1^{er} novembre 1997, 48 articles s'affichent pour le premier et sept pour le second, alors qu'entre le 26 juin 2007 et le 25 juin 2008, le premier en a publié 116 et le second 122⁵⁴. Le problème des pesticides existe depuis des lustres, et ses conséquences sur l'air et l'eau de Paris est, à l'évidence, un thème qui concernait les Parisiens au premier chef, un thème de proximité par excellence, mais la presse grand public en parlait peu. Pressions extérieures ? Inconscience ? Manque d'intérêt des lecteurs ? Ce thème « se vend » apparemment mieux aujourd'hui, car la société française a évolué : celle-ci s'interroge davantage sur l'écologie, les verts sont passés par le pouvoir... Et les journalistes, eux aussi, se sentent probablement plus concernés par ces problèmes, y compris à titre personnel.

Pour en revenir aux thèmes sensationnalistes, qu'on le veuille ou non, si une partie de la presse les utilise, c'est bien parce qu'ils se vendent, parce qu'ils attirent des lecteurs, parce qu'ils plaisent à une large part de la société. Comme le souligne Martin-Lagardette, « le sexe, l'argent, la violence ou la mort », en d'autres termes « les grandes passions humaines, les peurs et les désirs instinctifs » sont susceptibles « de provoquer l'intérêt et donc de favoriser l'achat » (Martin-Lagardette 2005 : 32) parce qu'elles représentent pour le lecteur une forme de proximité, or la proximité, que je définis à l'instant, se vend bien.

L'anecdote qui suit illustre bien l'influence qui s'exerce réciproquement entre la société et les journalistes, ainsi que la différence de perception qui peut surgir entre deux sociétés pourtant proches, simplement parce qu'on n'y applique pas la même grille de lecture. Dans ce cas précis, elle dénote aussi un désir, de la part d'une journaliste, de présenter un point de vue que la société et ses collègues, membres individuels de la société, n'avaient pas encore accepté :

« Au tout début de la guerre en Yougoslavie, il y a eu des expressions en Bosnie de "camps de concentration". Or, dans la presse allemande, quand on utilise le

⁵⁴ Recherche effectuée dans Factiva le 26/06/2008, sur *pesticides*. Je ne pouvais pas remonter au-delà de 1996 pour *Le Figaro*. La même recherche pour *Le Monde* entre le 9/01/1995 et le 9/01/1996 donne 14 articles. Résultat significatif du moindre intérêt pour ce thème à l'époque.

terme camp de concentration, on sait de quoi on parle [...]. J'ai des collègues qui ont dit : "c'est pas possible, c'est pas des camps de concentration !" Donc ils avaient corrigé parce qu'ils ont considéré qu'il y avait une faute à un niveau quelconque. C'était une erreur. [...] s'il [un Allemand] veut appeler un camp de détention de prisonnier *camp de concentration*, il veut faire de Milosevic un nouveau Hitler. Les mots sont chargés de sens. [À l'époque, le] lectorat français, y compris dans notre rédaction, n'était pas du tout prêt à entendre cette version qui s'est imposée quelques années plus tard. [...] Mais [...] c'était déjà dans la presse allemande par ce biais là. » (Renon 2008)

Comment s'effectuent les choix qui vont permettre de gagner et de conserver des lecteurs ? D'une part, les rédacteurs lisent, observent, imitent leurs confrères. D'autre part, ils appliquent ce que l'on appelle, dans le jargon journalistique, la « loi de proximité » : proximité géographique, affective, psychologique, temporelle, culturelle, existentielle et pratique. Elle est encore appelée loi du « mort kilométrique ». Pour un lecteur français, un mort français à Bombay pèse autant que 100 morts indiens à Bombay. Cette loi est enseignée aux journalistes pendant leurs études ; elle est aussi « véhiculée de façon informelle au sein des rédactions » (Ringoot et Rochard 2005 : 73-90). Très détaillée dans les manuels français et espagnols (Martin-Lagardette 2005 ; Agnès 2002 ; Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998), la loi est également mentionnée, quoique de manière plus succincte, dans les manuels édités en Angleterre et aux États-Unis (Gibbs et Wharover 2002 : 89 ; Brooks *et al.* 2002 : 6 ; Fedler *et al.* 2005 : 129). Ainsi, elle renvoie au lecteur et à tout ce qui le touche d'une manière ou d'une autre.

Un certain nombre de manuels soulignent l'omniprésence de ce lecteur (Martin-Lagardette 2005 ; Agnès 2002 ; Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998). S'il fallait le rappeler, le lecteur fait vivre la presse, bien entendu sur le plan économique, mais il est aussi sa raison d'être. Et son degré de satisfaction se mesure aux ventes, au courrier des lecteurs et par des études de marketing (Agnès 2002 : 33 et 42). La vivacité des liens affectifs entre la France et certains pays d'Afrique, pour prendre un exemple, surprend même Jean-Luc Martin-Lagardette, qui a pourtant enseigné le journalisme au Centre de formation et de documentation, à Paris (Martin-Lagardette 2005 : 31). Pierre Cherruau confirme l'existence de ce lien, même chez les lecteurs d'un hebdomadaire d'informations internationales, censés être avides des points de vue venus d'ailleurs :

« ... on tient compte aussi de l'intérêt de nos lecteurs pour un certain nombre de pays. Les lecteurs français ou francophones connaissent assez mal l'Afrique anglophone. On essaie de trouver un équilibre. [...] Il y a des gens parfois qui nous reprochent de trop parler du Nigeria. [...] Sur le site [...] on voit que nos lecteurs s'intéressent beaucoup aux articles sur le Maroc, le Sénégal, l'Algérie, la Côte-d'Ivoire, les pays avec lesquels nous avons une histoire commune. Parce qu'ils ont beaucoup entendu parler de ces pays, ils ont peut-être un membre de leur famille qui y a vécu, une belle-sœur algérienne ou marocaine. Il faut bien dire que le Nigeria intéresse très peu et le Ghana aussi – c'est dommage [...] D'une part il y a une opposition entre Afrique francophone et Afrique anglophone, et on voit bien aussi que les gens s'intéressent beaucoup plus au Kenya – parce qu'ils ont passé des vacances au Kenya, parce qu'ils ont une tante ou un oncle qui a fait un safari au Kenya – qu'au Nigeria qui est beaucoup plus important d'un point de vue géopolitique mais... Le Nigeria n'est pas un pays qui dit quelque chose aux gens. On parle de Lagos, les gens pensent que c'est une ville en Amérique latine. » (Cherruau 2008)⁵⁵

La loi de proximité se présente comme une manière rationnelle de sélectionner les informations. Le fait même qu'on l'appelle « loi » en dit long. Mais la pratique n'est pas toujours aussi réfléchie. Les rédacteurs subissent également l'influence de leur milieu professionnel. Parallèlement à la concurrence que se livrent les journaux, il existe une attente réciproque qui pousse une rédaction à sélectionner une information, juste parce qu'elle croit que cette information va être aussi publiée par ses concurrents (Armentia Vizuite et Caminos Marcet 1998 : 232). C'est ce que Pierre Cherruau appelle le « phénomène de mode » dans la presse ou encore « le comportement moutonnier des journalistes », bien entendu inséparable des attentes et des réactions du lectorat :

« Normalement on doit essayer de faire des choses un peu différentes de ce que font les autres, mais au moment où tout le monde parle des pateras, où *Libération*, *Le Monde*, les journaux télévisés parlent des pateras, tout d'un coup on va me dire : "Ah mais tu n'as rien sur les pateras !". Tout d'un coup les gens découvrent le phénomène. Alors que si on parle d'un sujet trop en avance, ça ne paraît pas intéressant et une fois que les gens ont vu le journal télévisé, tout d'un coup, ils trouvent ça follement intéressant. » (Cherruau 2008)

Le milieu professionnel, derrière lequel se profile en permanence le lectorat, a aussi une influence sur la longueur et la structure des articles. Je reviendrai sur cet aspect particulier de la présence du lecteur au point consacré à la ligne éditoriale.

⁵⁵ Chef du Service Afrique à *Courrier international*.

2.2.2 L'idéologie personnelle (la personne, le rédacteur)

Pour décider des sujets à traiter, les journalistes, dans l'ensemble de la presse, lisent les dépêches des agences et les articles de la concurrence ; ils prélistent en quelque sorte, et comme je l'ai montré, ils ne sélectionnent qu'une infime partie de l'information qu'ils reçoivent. Les journalistes sont censés appliquer des règles pour sélectionner les thèmes qu'ils vont traiter. Mais, comme tous les êtres humains, le journaliste « est le jouet de ses propres passions, de ses illusions, de ses croyances et de ses penchants. [...] il a plus tendance à réagir avec ses instincts, son affectivité et sa sensibilité qu'avec sa raison. [...] Sans même y penser, il cherchera à détecter, dans l'événement dont il est témoin ou qu'on lui rapporte, l'élément qui confortera ses conceptions ou ses intérêts. » (Martin-Lagardette 2005 : 174-176). Certains facteurs personnels influençant les choix du journaliste ont été mis en évidence : le sexe, l'âge, la classe sociale, le niveau d'instruction, les valeurs personnelles, les opinions politiques et l'appartenance confessionnelle (Lozano 2007).

Traducteurs, éditeurs, commanditaires... tous les agents qui interviennent dans la chaîne de la traduction se comportent comme le journaliste, aujourd'hui comme dans le passé. Plusieurs auteurs ont observé que tout acte n'est pas dicté par une idéologie consciente ou un désir de manipuler tant sur le plan linguistique que sur le plan du choix des textes et ils ont énuméré les multiples facettes de la sensibilité personnelle : les choix peuvent être liés à l'expérience personnelle que le traducteur a des langues dans lesquelles il travaille (Munday 2007 : 213) ou tout simplement révéler les limites des capacités humaines des différents intervenants (Holland 2006 : 249). Ils peuvent aussi être intuitifs quand, par exemple, des éditeurs flairent un bon créneau, quand ils pressentent les attentes du public, ou encore être le fruit de relations interpersonnelles, quand le pape commande une traduction à un ami d'un ami⁵⁶. Au vrai, quel journaliste serait prêt à balayer d'un simple revers la masse d'informations qu'il a devant lui pour se lancer à la recherche d'informations incertaines, affronter des pouvoirs autrement plus puissants que lui et prendre le risque de voir tout son travail rejeté ? Sans doute peu de journalistes mais aussi peu d'individus dans la société, en général.

⁵⁶ Traduction de l'*Énéide* commandée au poète anglais Christopher Pitt, qui est intime d'un ami du pape d'alors (Lefevre 1998 : 45-46).

Pour en revenir à *Courrier international*, les propos tenus par Pierre Cherruau et Danielle Renon, expriment d'une part une sensibilité personnelle face à certains « drames humains », interchangeable avec aucune autre, et rappellent d'autre part la présence constante des sentiments face à l'actualité, quand il s'agit de réagir « à chaud ». Dans les deux cas, la subjectivité se démarque très nettement des choix orientés par la ligne éditoriale. Écoutons-les :

« J'ai lu un papier dans la presse espagnole qui expliquait que les pateras partaient de plus en plus loin et de plus en plus au large – et j'ai trouvé cela intéressant [...] Même si ces histoires de clandestins sont des sujets dont on a beaucoup parlé, je pense que c'est quand même un drame majeur et qu'on a un peu une responsabilité morale d'en parler – en tant que journalistes on n'est pas là pour faire de la morale, mais on doit quand même alerter les gens sur un certain nombre de drames. J'avais aussi lu un article qui racontait comment en Algérie ou au Maroc les clandestins étaient jetés dans le Sahara et qu'un certain nombre d'entre eux mouraient de faim, donc je pensais que c'était bien de les publier – je ne décide pas seul, je demande à la rédaction en chef – d'alerter sur ces drames humains parce qu'on se dit que si on alerte là-dessus, il y a moins de chance que ça continue. » (Cherruau 2008)

« Chaque secteur [géographique ou thématique] lit et sélectionne sa presse – chacun fait à sa manière une présélection, une sélection directe, comme il veut. On s'établit nos dossiers sur les sujets d'actualité et on fait une sélection qu'on présente en conférence de sélection (ce qui correspond à une conférence de rédaction) [...] et pour la première partie [de *Courrier*], qui touche l'actu, c'est beaucoup moins formalisé, on décide en fin de semaine parce qu'on réagit à chaud : donc on a quelques papiers de société, qui ne sont pas des papiers chauds ; et comme on réagit à l'actualité, soit on sélectionne le vendredi, ou le lundi et même parfois le mardi matin, très tôt parce qu'on boucle le lundi soir, ou bien le mardi matin, ou le mardi midi ou le mardi soir – le dernier carat c'est le mardi 18 heures. » (Renon 2008)

Ce travail dans l'urgence, un rédacteur d'*El Mundo*, que les circonstances ont aussi fait traducteur le résume ainsi : « en la prensa todo es para “ya mismo” [...] » (Vidal 2005 : 388) ou, comme dirait Olivier Ragasol de *Courrier international*, pour le web, « on traduit dans l'urgence la plus totale » (Ragasol 2008)⁵⁷. Par ailleurs, les remarques sur le caractère collectif des décisions nous conduisent à la ligne éditoriale.

⁵⁷ *Courrier international* met régulièrement certaines informations en ligne pour ses abonnés.

2.2.3 L'idéologie interne : ligne éditoriale, actionnaires et lecteurs

La société, les rédacteurs et les lecteurs ne font pas seuls l'idéologie d'un journal. Celui-ci est une entité à part entière qui se crée sa propre idéologie pour se vendre : c'est sa ligne éditoriale. En fonction de cette ligne, il sélectionne l'information qu'il va diffuser. Il m'a paru important de présenter dans le détail et la ligne éditoriale de *Courrier international* et celles des autres quotidiens européens que j'ai étudiés pour établir des points de repères entre *Courrier* et des journaux comparables⁵⁸. Certaines des lignes éditoriales que j'ai pu étudier, parce qu'elles avaient été publiées, comportaient également une profession de foi sur l'honnêteté, ou la vérité, et l'indépendance face à l'impossible objectivité. Je reviendrais sur ces valeurs dans la partie sur l'éthique.

2.2.3.1 La ligne éditoriale

Qu'est-ce que la ligne éditoriale d'un journal au juste et où la trouve-t-on ? Elle « suppose définis avec précision et le lectorat envisagé et le but recherché [...] Elle est déterminée par le président, les actionnaires, le directeur, le rédacteur en chef, le comité de rédaction » (Martin-Lagardette 2005 : 25). Elle hiérarchise les rubriques, les sujets et leur place, et définit les critères de choix du traitement de l'information (reportage, déclarations...) et le point d'équilibre entre information et opinion ; « [elle] ne fait que rarement l'objet d'un document écrit : il faudrait en effet changer le document en fonction des choix de traitement des événements. Il ne s'agit donc pas en général de choix explicites mais de choix implicites souvent subjectifs et qui sont susceptibles de changer en fonction de la situation » (RFI, « La ligne éditoriale »). Mais la ligne ou l'idéologie adoptée par un média n'est pas toujours aussi fluctuante que le laisse penser RFI : à *El País* ou à *El Mundo*, elle est écrite, et on peut y lire qu'un changement conséquent de la ligne éditoriale autorise le rédacteur à invoquer la clause de conscience et à se considérer comme libéré de son contrat de travail (*Libro de estilo : El País* 2004 : 661 ; de la Serna 1996 : 121).

Tout d'abord, selon cette définition, les choix sont l'œuvre d'un ensemble hétéroclite dans le cadre duquel tous les membres ne disposent pas forcément du même pouvoir d'expression.

⁵⁸ Pour ne donner que deux critères : des journaux publiés dans la langue du pays et dans un pays où, dans son ensemble, la population est alphabétisée.

Les actionnaires, ou les groupes actionnaires, *décident plus* que les autres catégories nommées par Martin-Lagardette. La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) révèle implicitement cet état de fait lorsqu'elle présente la concentration des médias entre les mains de groupes toujours moins nombreux où dominent les intérêts américains⁵⁹ comme une menace pour la concurrence et par ricochet, pour la pluralité, la liberté d'information et au final... la démocratie, notamment parce que les jeux de « propriété croisée » autorisent une réutilisation accrue du même contenu dans différents médias (Gruber 2005 : 5-6). Et de fait, *El País* traduit *Le Monde* d'une part, *El Mundo*, traduit *Libération*, *Corriere della Sierra* et *The Guardian* d'autre part, parce qu'ils appartiennent au même groupe ou parce qu'ils ont conclu des accords (Hernández Guerrero 2005 : 156 ; *El Mundo*, « Socios en Europa »)⁶⁰. Tout cela fait dire à Granados que ces groupes se servent des médias pour imposer leurs idéologies (Granados 2007 : 46) et nous ramène à la thèse de van Dijk.

Les actionnaires : indépendance et neutralité

Ces réflexions appellent quelques explications sur les actionnaires de *Courrier international* et des journaux de référence de cette étude, de même que sur les activités des groupes auxquels ils appartiennent. Qui sont les actionnaires de *Courrier international* ? La SEM, c'est-à-dire la Société éditrice du Monde ou encore le groupe *Le Monde*. À qui appartiennent les trois autres journaux de référence de cette étude ? *El País* est propriété intégrale du groupe PRISA, *El Mundo* de RCS MediaGroup et *Le Figaro* de Socpresse ou plutôt de Dassault (PRISA 2008 : annexe I ; Gruber 2005 ; Dassault, « Les filiales du Groupe Dassault », Figaro). La SEM possède des caractéristiques identiques à celles des groupes

⁵⁹ Moins de dix multinationales dominent le réseau médiatique mondial (FIJ, « La mondialisation... » ; Gruber 2005 : 4). Dans le rapport de Gruber, la concentration est principalement vue comme une menace pour l'Europe dans son sens le plus large, une Europe à trente-trois pays.

⁶⁰ Je ne sais pas si la réciproque est vraie, par exemple si *Le Monde* traduit *El País*. En tout état de cause, je n'ai pas connaissance de travaux à ce sujet.

propriétaires des trois autres journaux, mais à une échelle bien moindre⁶¹. Comme eux, elle possède plusieurs journaux. Jusqu'en 2005, elle était présente dans la presse essentiellement française sous différentes formes : quotidiens nationaux et régionaux, magazines et édition (*Le Monde*, « Le groupe » 5/06/2004 : IV-V ; Gruber 2005 : 59-60). Par comparaison, outre la presse et l'édition, **PRISA** opère aussi dans le secteur de la radio, de la télévision, de la publicité et d'Internet et il est présent dans huit pays (Gruber 2005 : 143)⁶² ; **RCS MediaGroup** opère dans le secteur de la radio et de la publicité ; il est présent dans différents pays, notamment en Italie, en Espagne et en France, mais il est lui-même contrôlé par un trust où sont associés entre autres Pirelli, Fiat, Gemina, beaucoup plus puissants (Gruber 2005 : 88-90 et 84) ; quant à **Socpresse**, il opère exclusivement dans la presse, c'est d'ailleurs le premier groupe de presse en France, mais il appartient en totalité à Dassault qui est principalement actif dans l'industrie de l'armement et de l'aéronautique militaire (Gruber 2005 : 57 ; ESJ, « Socpresse – *Le Figaro* ; Dassault, « Groupe Dassault et ses filiales »).

Contrairement aux autres groupes, la SEM n'opère que dans le secteur de la presse écrite. Au 28 avril 2008, il existait encore une autre différence de taille entre la SEM et les autres groupes, peut-être plus pour très longtemps. Jusqu'en 2003, environ 93 % du capital du journal *Le Monde* était encore détenu par une multitude d'actionnaires constitués en groupes, notamment le personnel (rédacteurs, cadres, directeur), la famille fondatrice et les lecteurs (*Le Monde*, « L'actionnariat du Monde » 5/06/2004 : XIV). En 2007, déficit chronique oblige, la SEM a abandonné 30 % de ses parts à Prisa et à **Lagardère** (*Le Monde*, Service médias 1/06/2007 : 21). Prisa fait figure de nain par rapport à Lagardère : outre l'édition, le cinéma, la télévision et la diffusion de la presse, ce dernier opère aussi directement ou par l'intermédiaire de ses filiales dans les secteurs de l'automobile et des munitions, dans les

⁶¹Chiffre d'affaires (CA) de **Prisa** 2007 : 3,69 milliards d'euros (ESJ, École supérieure de journalisme de Lille, « La presse en Espagne – Prisa... »). CA de **RCS MediaGroup** 2007 : 2,74 milliards d'euros, (ESJ, « La presse en Italie »). CA du **Figaro** 2007 : 547 millions d'Euros (Dassault, « Les filiales du Groupe Dassault », Figaro). Il faut lui ajouter le chiffre d'affaire de son propriétaire, **Dassault**, puisque le nom de Socpresse est carrément court-circuité du site Internet de Dassault. Comme Dassault ne donne pas son chiffre d'affaires global, je ne reprends ici que le chiffre de quelques-unes de ses filiales. CA de Dassault Aviation 2007 : 4,08 milliards d'euros ; Dassault Systèmes 2007 : 1,28 milliards d'euros, etc. (Dassault, « Groupe Dassault et ses filiales »). CA de *La Vie Le Monde* 2006 : 631,1 millions d'euros, (*Le Monde*, Service médias 1/06/2007 : 21) ; CA de **Lagardère** 2007 : 8,582 milliards d'euros (Lagardère, « Nos chiffres clés 2007 »). Lagardère et Prisa, nous allons le voir, sont des actionnaires minoritaires du *Monde*.

⁶² Plus de 1 000 stations en Espagne, aux États-Unis, au Mexique et en Colombie et 73 chaînes locales (ESJ, « La presse en Espagne – Prisa... »).

télécommunications, l'aérospatiale, et il affiche une présence dans une quarantaine de pays (Gruber 2005 : 11 ; Lagardère, « Les sociétés et les marques du groupe»). La SEM craint que l'irruption de ces grands groupes lui fasse perdre son « indépendance », c'est-à-dire le contrôle de sa ligne éditoriale. En témoignent les multiples appels que *Le Monde* a, depuis 2004, lancé à ses lecteurs⁶³.

Les appels réitérés du *Monde* à ses lecteurs semblent confirmer l'idée que les actionnaires décident, plus que toute autre partie, de la ligne éditoriale d'un journal. Au *Figaro*, les craintes exprimées par les rédacteurs vont dans le même sens : « À la suite du rachat de la Socpresse par Serge Dassault, les rédacteurs du *Figaro* ont rédigé un texte proclamant leur indépendance, mais ils savent que la voie est étroite entre la soumission et la révolte » (Eveno 2004 : 671-672). Et pour terminer sur ce point voici une déclaration du président de PRISA qu'*El País* a jugé bon de reprendre dans son livre du style. Loin d'être neutre, cette déclaration a néanmoins le mérite d'annoncer la couleur : *El País* doit être un journal solidaire sur le plan social, il doit défendre la bonne administration de la Sécurité sociale et une répartition juste des richesses (*Libro de estilo : El País* 2004 : 666).

Ces données me paraissent suffisantes pour affirmer que l'influence des actionnaires sur la ligne éditoriale est prépondérante et m'amènent à souligner la différence entre indépendance et neutralité. En résumé, il me paraît difficile de soutenir d'une part, que la concentration des médias entre quelques mains ne nuit pas à la pluralité, qu'elle est sans effet sur les lignes éditoriales et sur l'agenda thématique et d'autre part, que les rédacteurs employés indirectement par des groupes, opérant par exemple dans le secteur de l'armement, ont toute liberté pour publier des informations ou des opinions mettant en cause les activités de ces groupes, d'où leurs craintes pour leur indépendance. En cela, la SEM peut, à mon avis, encore se déclarer indépendante. Mais qu'est-ce que l'indépendance ? Les rédacteurs du *Monde* et des journaux n'appartenant qu'à eux-mêmes sont indépendants parce qu'ils

⁶³ « Nous voulons continuer d'avancer en préservant cette identité, mais aussi en étant capables de payer le prix de cette indépendance, garantie que nous devons à celles et ceux qui, par leur lecture, nous font confiance. » (*Le Monde*, Colombani 5/06/2004 : I et XVI).

« [...] il n'y a pas de journal libre sans rentabilité ni bénéfices. [...] Il faut une vision journalistique du *Monde* de demain. Nous l'avons. Nous la ferons vivre ensemble. Pour vous. » (*Le Monde*, Fotorino 19/04/2008: 1-2). Je n'ai pas fait de recherches pour savoir si *Le Monde* avait antérieurement lancé des appels au secours.

expriment leurs propres idées et non celles d'un groupe. Je pense que ces conditions favorisent la pluralité des points de vue pour deux raisons au moins. Premièrement, au-delà des éventuels comportements sociétaux ou de classe, les rédacteurs sont encore des individus uniques, doués de leur propre pensée, formés pour réfléchir et alertés sur ces questions. Deuxièmement, la ligne que les rédacteurs doivent respecter est celle qu'ils se sont eux-mêmes donnée, ils sont donc libres de traiter des thèmes susceptibles d'être écartés ailleurs. Libres oui. Mais sous l'angle qu'ils ont choisi. Indépendance n'est pas synonyme d'objectivité. Certains rédacteurs en sont conscients et revendiquent même ce droit à l'opinion, l'« inobjectivité ». Nous allons le voir plus loin.

Le lecteur, ses goûts, ses aptitudes

L'autre élément clé de la ligne éditoriale, nous dit Martin-Lagardette, est le lecteur. Les actionnaires définissent aussi le lectorat qu'ils veulent cibler pour donner une orientation à la ligne éditoriale d'un journal. Mais une fois cette étape franchie, les journaux sont tenus par ce lectorat qu'ils dissèquent, qu'ils choyent, qu'ils évitent de trop choquer et auquel ils tiennent parfois des propos quasiment électoralistes.

Le Monde par exemple, décrit non seulement son lectorat mais le compare à ceux de ses concurrents : des enquêtes « socio-démographiques » lui permettent ainsi d'affirmer qu'il « est le quotidien le plus lu par les foyers à hauts revenus »⁶⁴. *El País* vise un (é)lectorat bien précis lorsqu'il proclame défendre une démocratie pluraliste et ouverte sur les plans politique et social et lorsqu'il s'engage à protéger le régime démocratique défini dans la constitution espagnole (*Libro de estilo : El País* 2004 : 21). *El Mundo* a même repris dans son livre du style de 1996 les cent propositions de réformes pour la *régénération* de l'Espagne qu'il a publiées dans ses pages avant les élections de 1993 et 1996 ; ces propositions vont de l'appareil judiciaire à la politique extérieure en passant par la sécurité sociale (de la Serna 1996 : 129 et suivantes).

⁶⁴ 42 % des lecteurs du *Monde* sont des cadres, des petits patrons ou appartiennent aux professions libérales, 33 % sont des ouvriers, des retraités divers, 15 % des étudiants et 10 % des employés (*Le Monde*, « Le quotidien leader en France » 5/06/2004 : VII).

Quant à *Courrier international*, son directeur éditorial décrivait, en 2001, son lectorat avec une grande précision :

« Trois types de lecteurs ont fait le succès de *Courrier international*. Le premier groupe de lecteurs est composé de nos confrères de la presse nationale pour qui *Courrier* a été une source d'informations et d'analyses précieuse. [...] Le deuxième type de lecteurs regroupe les déçus de la presse française qu'ils jugent trop centrée sur les perspectives franco-françaises, même lorsqu'elle aborde des sujets étrangers. [...] Enfin, il y a un troisième groupe, composé d'expatriés et de jeunes qui se sont attachés à *Courrier* car ils y ont vu une critique implicite, même si elle n'est jamais formulée totalement, de l'eurocentrisme. » (*Label France*, Chanda 4/2001)

Par ailleurs, les commentaires de Pierre Cherruau sur les goûts africains du lecteur de *Courrier* (point 2.2.1) montrent bien qu'il connaît son public, tout comme Danielle Renon qui sélectionne ses articles en tenant compte de ce que le lectorat de *Courrier* « lit aussi des journaux français ».

Pour plaire à leurs lecteurs, les journaux adaptent aussi la taille et le vocabulaire de leurs articles à ses goûts et à son niveau : pas plus de quatre feuillets de 1 500 signes pour un article ; un vocabulaire de 1 500 mots pour le lectorat d'un journal populaire, de 3 500 mots pour celui d'un quotidien comme *Le Monde* (Agnès 2002 : 55 et 111). À *Courrier* aussi, on connaît les habitudes du lecteur en la matière et on le choie :

« La tendance qui s'est imposée dans la presse occidentale ces dernières années, c'est de raccourcir les articles. Quand on a démarré, on pouvait se permettre de publier des articles sur deux pages, d'information, de réflexion, [...] : on relatait l'état des relations franco-allemandes, pour prendre un sujet que je connais bien. On prenait ça dans *Die Zeit*, un hebdomadaire qui n'hésite pas à écrire des articles de deux ou trois pages sur un sujet. On pouvait, au début des années 1990, reprendre des articles longs. Et puis le lectorat s'est fatigué, il a pris l'habitude de zapper, y compris sur le papier. » (Renon 2008)

Le « profil » du lecteur est donc déterminant dans la sélection : un article trop long passera aux oubliettes ou sera coupé. Sachant à qui ils appartiennent et quels types de lecteurs ils visent, comment se définissent *Courrier* et les journaux étudiés ici et quelle ligne éditoriale se sont-ils donnée ?

La ligne en soi, le journal se définit

Certains journaux comme *El País*, *El Mundo* et *Le Monde* ont publié leur ligne éditoriale dans ce qu'ils appellent le livre du style. Malgré son intitulé, ce livre contient bien plus que les normes linguistiques en usage au journal et le glossaire facilitant le travail du rédacteur. Que cette ligne soit écrite ou pas, les journalistes la connaissent, ils l'apprennent sur le tas, au contact de leurs confrères, de leurs correcteurs et de leurs chefs (Lozano 2007 : 16). C'est justement le cas de *Courrier*, et nous verrons plus loin que des rédacteurs non sélectionnés pour leurs connaissances particulières en la matière ont été en mesure de présenter les éléments de la ligne sans hésitation ni contradiction. Que disent les lignes des journaux étudiés ?

El País se définit comme un journal national d'information générale mais à vocation européenne et se présente comme indépendant de tout parti, groupe financier, etc. ; il défend une démocratie pluraliste et ouverte sur les plans politique et social et s'engage à protéger le régime démocratique défini dans la constitution espagnole⁶⁵. Il se dit ouvert à toutes les tendances à l'exception de celles qui ont recours à la violence pour arriver à leurs fins (*Libro de estilo : El País* 2004 : 21).

Le Monde se définit lui aussi comme un « quotidien international⁶⁶ d'information générale » ; lui aussi se dit « indépendant » et précise que « [l]a hiérarchie et le contenu de ses articles sont déterminés par la vision de l'actualité que proposent ses journalistes, en dehors de toute intervention et de toute contrainte extérieures ». Il déclare qu'il « défend les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité » et qu'il est engagé dans « le combat pour la justice et la solidarité, le refus du racisme et de l'exclusion ». Il convient que cet engagement constitue une « opinion » mais il veut son information « honnête et équilibrée » et affirme qu'il « ne fixe aucune ligne à laquelle ses rédacteurs devraient se conformer. Il respecte la

⁶⁵ « *EL PAÍS* se define estatutariamente como un periódico independiente, nacional, de información general, con una clara vocación europeísta, defensor de la democracia plural según los principios liberales y sociales, y que se compromete a guardar el orden democrático y legal establecido en la Constitución ». Cette phrase figure aussi à la page 660 et est extraite des statuts de la rédaction, quasiment mot pour mot ; seule différence les expressions « vocación europea » et « defensor de la democracia pluralista » remplacent « vocación europeísta » et « defensor de la democracia plural » (*Libro de estilo : El País* 2004 : 21).

⁶⁶ Par européen et international, il faut entendre qu'*El País* et *Le Monde* prétendent accorder un place importante aux informations provenant de l'étranger.

diversité de leurs opinions, à conditions que celles-ci n'aillent pas à l'encontre des valeurs qu'il défend. » (Fogel *et al.* 2002 : 6-7).

Le dernier livre du style publié par *El Mundo* date quelque peu (1996), mais je ne pense pas que les principes auxquels je me réfère aient changé, car ils sont si généraux que leur modification impliquerait un revirement complet de ce journal. *El Mundo* se présente comme un journal progressiste attaché aux valeurs démocratiques actuelles, aux libertés publiques et aux droits reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ; il s'engage à défendre la qualité de vie, et comme *El País* ou *Le Monde*, à refuser toute pression d'où qu'elle vienne, à conserver son indépendance et à défendre ses convictions (de la Serna 1996 : 117-118)⁶⁷.

Les lignes du *Monde* et d'*El País* ont beaucoup de points communs : tous deux sont des quotidiens nationaux, indépendants et ouverts à différentes opinions ; ils se réfèrent aux valeurs politiques et sociales généralement admises dans leur propre pays. Celle d'*El Mundo* n'est pas très différente mais renvoie, à mon avis, à des valeurs plus générales et donc plus vagues. Tous trois conviennent qu'ils ne sont pas neutres et indiquent plus ou moins clairement leur orientation.

Courrier international n'a pas publié sa ligne éditoriale, mais son site Internet et les informations apportées par deux rédacteurs⁶⁸ permettent d'en tracer assez finement les contours. Tout d'abord, *Courrier international* se présente comme « un hebdomadaire français d'information internationale » (*Courrier*, « qui sommes-nous ? ») et un journal « de qualité » sur le plan stylistique et informatif. Au départ, il se voulait « un mélange du *Monde* et du *Monde diplomatique* » : « *Le Monde* en hebdo, le journal de référence du marché français » et *Le Monde diplomatique* quant à « la taille [des] articles » et à « l'analyse en profondeur »⁶⁹. Puis, le lecteur ayant pris l'habitude de « zapper », les articles se sont raccourcis. La qualité de *Courrier* n'est pas un fleuron agité par ses seuls rédacteurs, elle est reconnue. Pour les dix ans de l'hebdomadaire, *Label France*, s'exprimait en ces termes :

⁶⁷ « *El Mundo* se implicará en la defensa de la calidad de vida de los ciudadanos [...] ».

⁶⁸ L'ensemble des informations concernant la ligne éditoriale de *Courrier international* proviennent principalement de mon entretien avec Danielle Renon.

⁶⁹ À l'époque, *Courrier international* ne faisait pas partie du groupe *Le Monde*.

« [...] ce qui fait, aujourd'hui comme hier, la force de *Courrier international*, c'est la qualité des articles qu'il publie » (*Label France*, Chanda 4/2001)⁷⁰. Sur le plan politique, à sa naissance⁷¹, *Courrier* était orienté Est-Ouest : « notre grand axe, [c'était] d'informer culturellement, politiquement, mais aussi économiquement sur les possibilités qu'allait ouvrir ce nouveau monde », car « on est quand même un journal qui cherche à s'inscrire dans un marché ». Mais aujourd'hui, il « fait le tour des continents ». Concrètement, trois critères de sélection sont évoqués. *Courrier* choisit « de préférence les grands journaux qui ont un fort lectorat chez eux et qui sont des journaux fiables » : leur information « est bien recherchée » et leur analyse « a une certaine tenue ». Il s'intéresse également aux « tabloïdes [...] pour mettre [ses] lecteurs dans l'atmosphère des pays dont [il] transmet les presses ». *Courrier* entend aussi « montrer la tonalité de la presse dans des pays étranglés », il s'est ainsi tourné vers les « presses libres qui n'étaient pas publiées quand les républiques baltes se sont séparées » ou vers « la presse jugulée sous Saddam Hussein ». Par ailleurs, *Courrier* reconnaît que « la moitié du journal [...] est repris de publications anglo-saxonnes ».

Ensuite, compte tenu des liens commerciaux qui unissent *Courrier* à la SEM, il y aurait fort à parier que sa ligne soit sinon dictée au moins orientée par *Le Monde*. Jusqu'en 1989, *Le Monde diplomatique* suivait la ligne éditoriale du Monde, mais cette année-là, il a obtenu du Monde S.A. la permission d'établir sa propre ligne (Eveno 2004 : 545). Plus récemment, avec la transformation du Monde en groupe, les rédacteurs de ce quotidien se sont demandés s'il fallait affilier les journalistes des sociétés filiales, comme *Courrier international*, « à la Société des rédacteurs du Monde ou créer des sociétés de rédacteurs autonomes » ; ils ont décidé de reporter la question et dans l'attente, de « favoriser la création de sociétés des rédacteurs et des personnels dans chacune des filiales du groupe et d'inciter les directions de filiales à ouvrir le capital de chaque société au personnel » (Eveno 2004 : 623-624)⁷².

⁷⁰ Magazine d'information trimestriel « [d]iffusé par le réseau diplomatique français [...] en neuf versions linguistiques » : français, allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, japonais, portugais, russe (*Label France*, « À propos de... »). Visiblement, *Label France* est un « journal » dont l'objet principal est la promotion de la France à l'étranger.

⁷¹ « L'idée de *Courrier* est née en 88 » et le premier numéro est paru en novembre 1990. Entre temps le mur de Berlin était tombé (Renon 2008).

⁷² Une autre question se posait : « *Le Monde* est-il une filiale du groupe Le Monde comme les autres ? Ou bien doit-il être conjointement le holding du groupe et la filiale principale ».

« [...] c'est vrai qu'on fait un choix. [...] Ces papiers racontent des anecdotes, c'est palpitant, ça montre la vraie vie. Ça on va le garder, même si ce n'est pas le journalisme de référence, parce qu'on veut montrer comment les gens vivent, pour les papiers de société par exemple. Mais si ça ne correspond pas aux critères du *Monde* tant pis. » (Renon 2008)

Voilà qui prouve l'existence d'une ligne éditoriale : *Le Monde* avec certaines libertés. Je reviendrai sur les choix auxquels aboutit cette ligne.

Le Figaro, pas plus que *Courrier international*, n'a publié de livre de style. En revanche, je n'ai pas réussi à obtenir d'informations sur sa ligne⁷³. Quant aux journaux africains étudiés, ils ont été si difficiles d'accès, que je n'ai pas cherché à recueillir d'informations sur leurs lignes éditoriales.

Pour conclure cette partie sur l'idéologie au sein d'une rédaction, je retiendrai que *Le Monde* et *Courrier international* font partie du même groupe et que ces deux journaux ont avec *El País* un actionnaire commun non négligeable, PRISA. Par ailleurs, comme les actionnaires et les lecteurs sont des éléments déterminants de la ligne éditoriale, donc de la sélection des thèmes à aborder et de la manière de les aborder, l'appartenance à un même groupe peut favoriser sinon l'adoption de lignes très similaires du moins la réutilisation des articles des journaux du groupe au détriment d'articles extérieurs, comme l'affirment les auteurs cités plus haut. À cet égard, nous verrons si les corpus d'articles permettent d'éclaircir ce point.

2.3 L'éthique est-elle un facteur de sélection ?

En premier lieu, qu'est-ce que l'éthique ? Contrairement à ma démarche concernant l'idéologie, j'ai directement cherché une définition dans les dictionnaires cités plus haut (le CNRTL, *Le Robert*, l'*Oxford* et la *Real Academia*). L'acception commune que je retiendrai des définitions qu'ils donnent est la suivante : l'éthique est un ensemble de valeurs morales ou des principes qui influencent la conduite d'une personne. *Le Robert* ajoute : propre à un groupe. D'une part, on peut constater qu'à l'instar de l'idéologie, l'éthique influence l'action

⁷³ J'ai notamment adressé un courriel à la rédaction en chef (20/06/2008 et l'ai relancée le 10/07/2008) pour obtenir les informations suivantes : la manière dont le journal se définit, les valeurs qu'il s'est données et le lectorat qu'il vise.

(la conduite). D'autre part, ces définitions renvoient à la morale. Cette référence reflète la relation passée entre la société et l'individu dans laquelle la première imposait des valeurs acceptées par tous : « la nature, la raison, Dieu, l'Histoire » ; mais aujourd'hui l'individu s'est distancé de ces valeurs, d'où la nécessité pour lui de créer sa propre éthique (Morin 2004 : 9-25). C'est ce qu'ont fait les traducteurs et les journalistes en se donnant des codes de déontologie, comme la *Charte du traducteur* de la Fédération Internationale des Traducteurs (FIT, « Charte... »), la *Déclaration des devoirs et des droits des journalistes* ou *Charte de Munich*, adoptée entre autres par la Fédération Internationale des Journalistes, l'Organisation internationale des journalistes et des fédérations de journalistes d'Europe (CFTC, « Charte de Munich » ; SNJ, « Déclaration des devoirs... »)⁷⁴. La Charte du traducteur justement se pose en « bases d'un Code moral du traducteur » (FIT, « Charte... »).

Dans ces quelques paragraphes, je me pencherai exclusivement sur l'éthique du journaliste, car à *Courrier international*, le traducteur n'intervient pas dans la sélection des articles. Les principes énumérés dans les déclarations des journalistes se retrouvent dans les lignes éditoriales du *Monde*, d'*El País* et d'*El Mundo*. Ils portent principalement sur la protection des personnes, l'indépendance des journalistes, la primauté de la responsabilité envers le public sur celle qu'ils ont à l'égard de leur employeur, la discrimination et la rédaction. C'est dans ce dernier principe que se trouvent les éléments pouvant se rattacher à la sélection de l'information. J'y reviendrai. L'indépendance vis-à-vis du patron, est probablement un vœu pieux dans la plupart des cas, car : « il est souvent rappelé au journaliste, plus ou moins clairement, que les actionnaires du journal, les entreprises qui annoncent et les lecteurs qui achètent ou font vivre le média lui assurent le montant et la régularité de sa rémunération. » (Martin-Lagardette 2005 : 171).

En outre, ces principes n'ont généralement pas de caractère contraignant (Martin-Lagardette 2005 : 180). Leur intitulé est d'ailleurs révélateur : il s'agit de « déclarations » (de bonnes intentions). La Federación de Asociaciones de Periodistas de España (FAPE) prévoit bien

⁷⁴ CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens ; SNJ : Syndicat national des journalistes. Il existe d'autres déclarations de niveau mondial, national, régional : *Declaration of Principles on the Conduct of Journalists* adoptée par la Fédération internationale des journalistes (FIJ, *Declaration of principles...*) ; *Déclaration de l'Unesco sur les médias* (Martin-Lagardette 2005:180) ; *Código deontológico* (FAPE – Federación de Asociaciones de Periodistas de España – *Código...*).

une radiation du registre des journalistes en cas de manquement aux principes de son code déontologique, mais ces principes sont élémentaires ou vagues, ce qui leur enlève toute valeur de référence. Par ailleurs, régenter la sélection des thèmes serait contradictoire avec la liberté d'expression. Alors que reste-t-il ?

Les principes à respecter en matière de rédaction se déclinent ainsi : droit du public à la vérité et obligation de transmettre les informations essentielles. À cet égard, Martin-Lagardette suggère au journaliste de « faire primer la raison sur ses croyances » (Martin-Lagardette 2005 : 176). Comme on le voit, ces principes sont aussi enseignés. Parmi les nombreuses précisions utiles qu'apportent les manuels, l'une d'elle traite explicitement des choix, une autre de la rédaction : le rédacteur doit s'efforcer de « citer l'ensemble des faits sans en dissimuler certains » et de « Vérifier toute information » (Martin-Lagardette 2005 : 183 et 168). Grijelmo exprime, en d'autres termes, les mêmes idées que Martin-Lagardette, mais ses commentaires sont beaucoup plus approfondis. Je m'attarderai sur deux notions éloquentes : l'information sans fondement et la juxtaposition impliquant une relation de cause à effet⁷⁵. Ces notions sont censées permettre une distinction entre journaux à sensation et journaux de qualité, mais, nous allons le voir, il arrive à ces derniers de se laisser aller.

L'information sans fondement consiste à rapporter une information sans l'avoir vérifiée ; elle s'illustre par l'absence de données. Cette stratégie permet au rédacteur d'imaginer à sa guise le déroulement de l'événement. Elle est typique des journaux à sensation et le lecteur sait à quoi s'attendre, mais lorsqu'une telle information est publiée dans un journal dit de référence, un problème d'éthique se pose. Grijelmo donne l'exemple qui suit. En 1995, une auditrice intervient par téléphone sur une station de radio pour se plaindre de l'insécurité dans le métro de Madrid et relate l'agression de 30 passagers d'un wagon, la veille, entre deux stations de métro. Sans vérifier, deux jours plus tard, la station de radio faxe l'information à la presse écrite. Les rédacteurs vérifient et n'obtiennent aucune corroboration : aucune plainte au chef de station, à la police, aucun témoignage. Le lendemain, seul *El Mundo* publie cette information, en quatre colonnes à la une d'un supplément et explique comment 30 passagers se sont fait voler leur carte de crédit entre les

⁷⁵ Le livre du style d'*El País* est plus direct : « Los rumores no son noticia » (*Libro de estilo : El País* 2004 : 24).

deux stations de métro, avec déclarations à l'appui ! Toutefois, en début d'article *El Mundo* précise qu'aucun élément n'a pu être vérifié. (Grijelmo 2008 : 547-551).

La seconde notion est la juxtaposition insinuant une relation de cause à effet inexistante. Elle fait déduire au lecteur ce que le rédacteur n'ose pas dire. Cette fois-ci, Grijelmo donne l'exemple d'un article d'*El País* dans lequel un rédacteur relate l'incendie du palais des expositions et des congrès⁷⁶. Les données quant aux dégâts matériels et à l'intervention des pompiers sont précises. Mais immédiatement après ces informations, sans aucun lien grammatical, tombe la phrase suivante : « Unos minutos antes del incendio, había sobrevolado el palacio una avioneta ». Elle insinue que l'avion est à l'origine de l'incendie. Le journaliste ne pouvant étayer cette relation, le rédacteur en chef lui demande de supprimer cette phrase. Le journaliste avait décidé de parler de l'avion et éliminé d'office les autobus, les voitures et les piétons qui étaient passés au même moment près du palais, mais qui lui avaient paru insignifiants par rapport à l'avion. (Grijelmo 2008 : 551-553).

Toutefois, il arrive quand même à *El País* de publier des phrases comportant des liens scabreux, surtout lorsqu'elles ouvrent un article : « Antes de que se conociera el último comunicado de la banda terrorista ETA, el presidente del Gobierno, José Luis Rodríguez Zapatero, ya sabía que el asunto de la inmigración es el tema estrella en Canarias -en las últimas 48 horas llegaron casi 800 subsaharianos [...] » (*El País*, C.E.C. 20/08/2006).

Ces deux exemples illustrent quelques-uns des principes éthiques que se sont donnés les journalistes et certains journaux. Ils sont souvent résumés, dans les manuels et les livres du style des journaux étudiés, sous les notions d'« honnêteté » et d'équilibre ou de transmission de la « vérité » (Fogel *et al.* 2002 : 6 ; Martin-Lagardette 2005 : 212 ; Grijelmo 2001 : 596 ; de la Serna 1996 : 106 ; *Libro de estilo : El País* 2004 : 21). Comme ils mettent accessoirement en évidence la différence entre une démarche idéologique volontaire et une démarche inconsciente, ils nous ramènent à la question de l'inévitable subjectivité. En complément de ces principes ou face à la subjectivité du rédacteur, le lecteur doit jouer un rôle actif : « un citoyen exigeant en matière d'information lit toujours plusieurs journaux

⁷⁶ « el palacio de Exposiciones y Congresos de Madrid ».

pour faire des recoupements et déceler ce qu'il a besoin de savoir. » (Martin-Lagardette 2005 : 176).

Compte tenu de ces observations, l'éthique du rédacteur tient à la fois de son éthique personnelle, de celle du média pour lequel il travaille et de celle de son groupe professionnel tout comme l'idéologie. On pourrait avancer que l'éthique du journaliste est une seconde idéologie qui fait contrepoids à la première. Pour la suite de mon analyse, je retiendrai l'idée qu'il est important de « citer les faits sans en dissimuler certains », car ce principe peut s'appliquer aux informations traduites.

2.4 Traduction et idéologie : un instantané sur la sélection

La traduction, nous le savons, est avant tout un outil de communication entre des personnes ne parlant pas la même langue, mais cet outil n'est pas neutre. Comme dans la presse, la sélection des textes, des passages à traduire et les commentaires qu'on leur a associés a été utilisée par tous les niveaux de la société, des individus aux États, en passant par les courants de pensée les plus divers ; elle a servi des intérêts parfois antagonistes. Les commentaires que Dryden fait sur sa traduction de l'*Énéide* et sur les critiques de Virgile visent un lectorat bien précis, la bourgeoisie, car il veut assurer des débouchés à sa traduction, mais il n'avait probablement pas prévu que ses notes allaient ouvrir à cette classe sociale les portes du capital culturel de l'aristocratie et lui offrir un autre pan du pouvoir (Lefevre 1998 : 41-56). Des femmes féministes ont traduit Olympe de Gouges et Germaine de Staël dans le dessein de faire reconnaître, deux siècles plus tard, le rôle joué par des femmes dans l'évolution de la société, notamment dans la lutte contre l'esclavage (von Flotow 1997 : 30-31). Les missionnaires espagnols ont traduit des sermons pour convertir et coloniser aux Philippines et en Amérique latine (Venuti 1998 : 158-171 ; Pym 2000 : 134-163). Le gouvernement néerlandais a inondé le marché indonésien de traductions de romans romantiques pour détourner les Indonésiens instruits des mouvements nationalistes. A contrario, le fait que Lénine ait été l'auteur le plus traduit entre 1955 et 1980 ne serait pas étranger au développement des mouvements anticoloniaux (Venuti 1998 : 158 et 167).

Mais où un auteur voit une influence de la traduction sur les mouvements anticoloniaux, un autre voit l'œuvre de l'hégémonie linguistique. Se fondant semble-t-il sur les mêmes

statistiques que Venuti, Heilbron observe que la période 1955-1980 correspond justement à celle où l'Union soviétique imposait à ses satellites de traduire tout ce qui s'écrivait en russe (Heilbron 1999 : 435).

Dans la même veine, dès le VIII^e siècle, les Abbassides ont mis en place une politique linguistique qui n'en avait pas encore le nom : ils ont fait traduire en arabe tous les documents administratifs pour « imposer l'arabe comme langue officielle » et « en favoriser l'expansion », de même que de nombreux ouvrages scientifiques et philosophiques pour faire de l'arabe la langue des sciences. Mais tout n'était pas entièrement planifié, ces ouvrages ont été traduits, au gré des goûts personnels des califes au pouvoir : al-Mansur s'intéressait à l'astronomie, al-Ma'mun, se passionnait pour la science en général et pour Aristote en particulier, et al-Mutawakkil, malgré ses penchants pour l'orthodoxie religieuse qui ont freiné « le mouvement de traduction », a laissé traduire « une partie importante du corpus hippocratique et galénique » (Salama-Carr 1990 : 19 et 76-78)

Pour terminer, voici un exemple qui illustre parfaitement comment la publication de textes choisis, dans un climat politique précis, a pu être utilisée pour jeter l'opprobre sur un groupe. Il se situe dans un pays où une langue, le français, s'est à l'origine imposée comme la langue de l'administration, du droit, de l'enseignement, de l'armée et de la promotion sociale, dans un pays où la traduction est jusqu'à aujourd'hui interdite dans certaines régions, dans un pays où paradoxalement se côtoient et se traduisent presque toutes les langues de l'Europe...⁷⁷

Dix ans après la fin de la Première Guerre mondiale, alors que le débat linguistique fait rage, La Ligue Nationale pour l'Unité belge, aréopage de notables, publie en français un recueil de textes qui a l'effet d'une bombe : les *Archives du Conseil de Flandre* révèlent que des militants flamands ont collaboré avec les Allemands pendant la guerre. À partir des quelque 1 800 kilos de rapports, la Ligue a élaboré un document de 502 pages en français. Dans la préface, le but déclaré des éditeurs était de rendre les documents plus accessibles au public. Quinze pages portent la mention « traduction intégrale » ; ce sont celles qui projettent une image très négative du Conseil. Tout ce qui pouvait rendre l'attitude des collaborateurs sinon excusable du moins compréhensible a été écarté : d'abord le fait que ce ne sont pas les

⁷⁷ 1830, création de la Belgique.

néerlandophones mais les francophones qui ont été les premiers à prendre contact avec l'occupant allemand et lui ont demandé de soutenir leur idée de faire de la Belgique une entité francophone monolingue ; ensuite, les références aux accords internationaux relatifs à la protection des minorités défendus par l'Entente et le président des États-Unis, ce qui isolait les collaborateurs dont les Allemands devenaient les seuls alliés. Face à la levée de boucliers, un an plus tard paraît une version néerlandaise de 102 pages ; elle ne reprend pas l'ensemble des originaux en néerlandais in extenso comme le demandaient les protestataires, mais seulement les documents que les éditeurs ont jugé bon de publier et qu'ils se targuent d'avoir repris in extenso. Dans cette affaire, le groupe linguistique majoritaire s'est servi de la traduction pour contrôler ce qui devait être su d'un sombre épisode de l'histoire belge (Meylaerts 2007 : 297-319).

Ces différents exemples montrent bien que la sélection n'est pas faite d'une seule pièce. Elle est manipulatrice, subjective et ses effets se combinent aux multiples facteurs qui influencent cet animal complexe qu'est la société. Mais les trois derniers exemples révèlent l'action d'autres forces : les rapports inégalitaires entre les langues, rapports sur lesquels nous allons maintenant nous pencher.

3 L'idéologie et les rapports de force entre les langues

Courrier international se distingue des autres journaux en ce que ses rédacteurs n'écrivent pas d'articles à partir des dépêches et des informations glanées ici et là. Ils lisent la presse étrangère, sélectionnent des articles concernant la région ou le thème qu'ils couvrent⁷⁸ et font traduire ceux qui sont retenus en « conférence de sélection » s'ils ne sont pas déjà rédigés en français. Par exemple, Pierre Cherruau, chef du Service Afrique, lit les articles publiés en français, en anglais et en espagnol sur l'Afrique ; il s'agit donc d'articles parus non seulement dans la presse africaine mais aussi dans celle de tout autre pays. Un second processus de sélection, transparent pour le rédacteur, vient ainsi se greffer sur le premier. Je m'explique.

Les langues ne sont pas égales à bien des égards. Cette inégalité, qui oriente l'acquisition de la seconde langue ou d'une troisième, etc. (Calvet 1999 et 2002, Heilbron 1999, de Swaan 2001), a des répercussions considérables sur la traduction. Par exemple, l'hindi a presque quatre fois plus de locuteurs que le français (Calvet 2002 : 74 et 138) et pourtant il ne fait pas partie des langues officielles de l'ONU. Le chinois est moins traduit que l'anglais et pourtant il a deux fois plus de locuteurs (Calvet 2002 : 138). Ce rapport est demeuré du même ordre jusqu'à aujourd'hui⁷⁹. Ces rapports inégalitaires ne sont donc pas uniquement liés au nombre de locuteurs d'une langue ou à l'étendue de territoire qu'elle couvre ; ils dépendent aussi du

⁷⁸ Régions et principaux thèmes dans l'ordre de leur présentation au sommaire d'un numéro de *Courrier international*. Pour la partie régions : France, Europe, Amériques, Asie, Moyen-Orient, Afrique ; pour la partie thématique : enquêtes et reportages, intelligences, rubriques.

⁷⁹ Dans un premier temps, j'ai essayé d'obtenir des données plus récentes à partir des sources citées par Calvet, dans l'édition 2006 du *Quid* et sur le site Internet du Linguasphere observatory. Le *Quid* puise désormais ses informations auprès du Summer Institute of Linguistics qui, selon Calvet, manque d'objectivité. Quant à Linguasphere, son site Internet ne fonctionne plus depuis plusieurs mois (au moins du 15/06/2008 au 11/08/2008). Compte tenu de ces difficultés, j'ai alors consulté les statistiques de l'Unesco. Quoi qu'il en soit, d'un site à l'autre, d'une année sur l'autre, le chinois est deux fois voire trois fois plus parlé que l'anglais. En millions de locuteurs, chinois (mandarin, wu et cantonais) – 1 004, anglais – 309 (*Quid* 2006 : 833) ; selon l'Unesco, ces chiffres sont compris entre 856 et 1 120 pour le chinois et entre 456 et 508 pour l'anglais (UNESCO, « Langues » 2008). J'ai également tenté de trouver des données plus récentes sur la traduction, et malgré les réticences de Heilbron, je me suis tournée vers Translationum, faute de mieux. En 2004, les livres traduits du chinois représentaient 0,66 % de ceux traduits de l'anglais (UNESCO, Index Translationum Statistics – recherche sur l'année 2004 et l'anglais comme langue originale, puis même recherche avec le chinois). Il serait toutefois intéressant de voir comment évoluerait ce rapport si l'on tenait compte des traductions commerciales, par exemple des modes d'emploi des appareils fabriqués en Chine... si toutefois ils sont rédigés en chinois.

symbolisme (le prestige, par exemple) attaché à une langue, du statut qui lui est conféré et des fonctions qu'elle remplit (Calvet 1994 : 99). Il existe d'autres facteurs d'inégalité, mais j'ai retenu ces facteurs parce qu'ils me permettent de montrer que la politique, le commerce et la subjectivité renforcent les rapports inégalitaires que les langues entretiennent entre elles et que ces rapports sont de type Nord-Sud. En outre, je pense qu'ils illustrent mieux les répercussions que ces inégalités ont sur la traduction.

Le symbolisme renvoie à la manière dont est perçue une langue. « Si par exemple sur le marché de Poto Poto à Brazzaville on s'adresse en lari à une marchande de poisson fumé, il n'est pas rare qu'elle fasse semblant de ne pas comprendre ou qu'elle annonce un prix exorbitant : refus de vendre qui témoigne du refus de la langue de l'autre » ; « le bambara par exemple peut être vécu au Mali comme une langue de libération (par référence au français) mais aussi comme une langue d'oppression pour les Songhaï de Tombouctou ou les Tamasheq du nord. » (Calvet 1999 : 122 et 48)⁸⁰. Le symbolisme, facteur subjectif, peut ainsi refléter les « rapports de force entre les groupes humains » ou avoir des accents politiques.

En outre, il est possible de conférer à certaines langues un statut que l'on refuse à d'autres. Une langue peut être officielle, nationale ou... sans statut particulier. En général, en Europe, la langue officielle est aussi la langue nationale et elle est parlée par l'ensemble de la population. Mais il n'en est pas ainsi dans tous les pays. Le français est la langue officielle du Sénégal, le wolof est l'une de ses six langues nationales⁸¹. Le français est une langue minoritaire au Sénégal (Calvet 1994 : 100), alors que le wolof est parlé par une immense majorité de la population⁸². Cet exemple montre que le français est « sur-reconnu » par rapport au wolof, car il jouit d'un statut élevé alors qu'il est peu utilisé (Calvet 1994 : 102). La situation en Tanzanie est semblable. Deux langues, l'anglais et le swahili, y jouissent d'un même statut, mais la première n'est parlée que par 4,5 % des Tanzaniens alors que la seconde l'est par environ 90 % d'entre eux (de Swaan 2001 : 100 et 119) Pourtant, nous

⁸⁰ D'après une enquête réalisée en 1980.

⁸¹ Les autres sont le diola, le mandingue, le peul (ou pulaar), le sérère et le soninké (Fogel *et al.* 2002 : 114 ; TFLQ, « L'aménagement... », Sénégal).

⁸² De Swaan annonce 75 % et évoque les mises en garde de Calvet sur les réponses susceptibles d'entraîner des erreurs dans les enquêtes mais tous deux précisent que ces erreurs ne remettent pas en question la prédominance du wolof (Calvet 1994 : 98 ; de Swaan 2001 : 106).

allons le voir, l'une et l'autre ne sont les langues maternelles que d'une infime minorité de la population. Là encore, des décisions politiques modifient les rapports entre les langues. Dans ces deux exemples, la langue de l'ancien colonisateur continue à dominer et cette situation est représentative de celle des pays décolonisés (Calvet 1994 : 100).

Par ailleurs, les langues ne remplissent pas toutes les mêmes fonctions. Au Sénégal, l'arabe, qui n'a aucun statut, remplit la fonction religieuse (Calvet 1994 : 91). Le français, de par son statut, y est la langue du gouvernement, de l'administration, de l'enseignement, des médias, des sciences, de la littérature et de la culture en général (de Swaan 2001 : 115). Et selon une enquête réalisée par Swigart, le wolof est la première langue que tout nouveau venu à Dakar devrait apprendre s'il veut communiquer (de Swaan 2001 : 109). En d'autres termes, le wolof est « *la langue d'intégration à la ville* », et notamment la langue des villes plus proches de Dakar, la capitale, que celle des villes éloignées « tandis que le français serait plutôt *la langue d'intégration aux structures de l'Etat* » (Calvet 1994 : 101 et 98). En Tanzanie, même si le swahili occupe de plus en plus de fonctions (enseignement primaire et secondaire, médias, affaires, politique, religion), l'anglais reste la langue de l'enseignement supérieur et des instances supérieures de la justice (de Swaan 2001 : 119), c'est-à-dire qu'il se maintient un cran plus haut. Il est à noter que le wolof et le swahili sont les langues maternelles d'une minorité de la population respectivement du Sénégal et de la Tanzanie⁸³. Pourtant, le wolof s'étend au-delà du Sénégal en Gambie (Calvet 1994 : 104 ; Crystal 1992 : 419) et le Swahili est parlé en Tanzanie et au Kenya (Crystal 1992 : 375). Ce sont respectivement les *linguas francas* de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est, ou encore des langues véhiculaires internationales, au même titre que le français et l'anglais. Soit dit en passant la première s'est imposée comme telle parce qu'elle était la langue des conquérants qui en ont fait la langue de la cour ; la seconde était depuis des temps immémoriaux celle du commerce (de Swaan 2001 : 98 et 120).

⁸³ Les Wolofs ne représentent que 43 % de la population (de Swaan 2001 : 106), pourtant le wolof est parlé par 75 % des Sénégalais. La situation est encore plus frappante en Tanzanie : le swahili n'est la langue maternelle que de 1 % de la population, pourtant il est parlé par 93,4 % des Tanzaniens (TFLQ, « L'aménagement... », Tanzanie).

Pour conclure, premièrement, la langue officielle, qu'elle soit ou non parlée par la population est celle du pouvoir, des gens qui ont une instruction supérieure, elle remplit de nombreuses fonctions, ce qui n'est pas le cas de l'immense majorité des langues. Deuxièmement, le statut et la véhicularité ont une influence sur les fonctions que remplit une langue et réciproquement. Par exemple, le wolof et le swahili sont des langues véhiculaires internationales et remplissent de très nombreuses fonctions, tout comme le français et l'anglais. Pourtant, ils ne jouissent pas de la même reconnaissance, du même prestige.

Compte tenu de ces facteurs, quelle deuxième ou troisième langue les gens apprennent-ils ? Selon Calvet, celle qui leur apporte « le capital linguistique le plus rémunérateur », ce que de Swaan appelle la « Q-value ». Au Sénégal, les parents avouent en privé qu'ils préfèrent que leurs enfants apprennent le français (de Swaan 2001 : 109), car « le français [y] est demeuré la langue unique de promotion sociale, la langue d'enseignement à tous les niveaux, de gestion des affaires publiques, parlementaires, gouvernementales [...] ; c'est aussi la langue exclusive de la presse écrite [...] » (Diop 1990 : 32)⁸⁴. En Algérie, l'arabe est la langue officielle et la langue obligée de l'enseignement primaire et secondaire. Il est interdit d'enseigner dans d'autres langues. Toutefois le français est enseigné comme langue étrangère dès la quatrième année du primaire et reste la langue de l'enseignement supérieur, en particulier « dans les disciplines scientifiques et techniques » et la langue des « débouchés sur le marché du travail ». Malgré cet enseignement précoce du français, en toute illégalité, des écoles privées où le français est la langue de l'enseignement se sont ouvertes dans les années 1990, au moment où l'école publique « était en grande partie contrôlée par des islamistes ». Le gouvernement en a fait fermer 40 en 2006, en Kabylie. Tout cela n'empêche pas « les dirigeants algériens de placer leurs propres enfants dans des “classes spéciales” francophones » (TFLQ, « L'aménagement linguistique », Algérie, La politique linguistique d'arabisation – pour l'ensemble de ce paragraphe).

Cette réaction n'est pas un particularisme africain. En 1990, la Biélorussie fait du « biélorusse la seule langue nationale, mais face aux « nombreuses protestations [...] un référendum est organisé en 1995, et 83 % des votants se prononcent pour que le russe soit la

⁸⁴ Cette étude est ancienne, mais je n'en ai pas trouvée de plus récente, qui soit facile d'accès.

seconde langue nationale, à parité avec le biélorusse » (Calvet 2002 : 157). Une enquête réalisée en 1998 auprès des parents d'élèves de Minsk à propos des langues qu'ils aimeraient que leurs enfants maîtrisent parfaitement, montre que « "les parents des classes de biélorusse font beaucoup plus de cas du russe que ceux des classes russes n'en font du biélorusse" mais surtout que l'anglais devance le russe et le biélorusse » (Calvet 2002 : 157-158, citant Jeanthau).

Ces différentes analyses et enquêtes ont servi à construire un modèle dit gravitationnel (de Swaan 2001) que Calvet présente ainsi :

« Nous avons mis ainsi une langue hypercentrale, l'anglais, pivot de l'ensemble du système, dont les locuteurs manifestent une forte tendance au monolinguisme. Autour de cette langue hypercentrale gravitent une dizaine de langues supercentrales (espagnol, français, hindi, arabe, malais...), dont les locuteurs, lorsqu'ils acquièrent une seconde langue, apprennent soit l'anglais soit une autre langue supercentrale. Elles sont à leur tour pivots de la gravitation de cent à deux cents langues centrales autour desquelles gravitent cinq à six mille langues périphériques. » (Calvet 2002 : 27)

Heilbron se fonde sur le même principe de centralité et de périphérie, mais pour lui, la centralité d'une langue dans le monde de la traduction augmente avec le nombre de livres traduits à partir de cette langue. Dans ces deux modèles jumeaux, l'anglais est au centre. Mais les langues supercentrales ou centrales de Calvet qui sont originaires du Sud sont reléguées au rang de langues périphériques chez Heilbron : trônent à leur place des langues européennes.

L'étude d'Heilbron concerne les livres (Heilbron 1999 : 431), mais deux indices me portent à croire qu'une étude sur les médias donnerait des résultats semblables, au sens où, dans les médias, les langues européennes seraient plus traduites que les autres. Tout d'abord, les médias qui ne font pas partie du cercle des démocraties industrialisées et développées ont toujours été désavantagés par l'utilisation des langues et ont toujours été dépendants des grandes agences occidentales pour diffuser leur discours au-delà de leurs frontières (Holland 2006 : 231). Ensuite, l'observation du comportement des journaux me conforte dans cette idée. Un certain nombre d'entre eux publient, en plus de leur édition dans la langue nationale, une édition en anglais, par exemple *Zaman* (original en turc), *I Kathimerini*

(original en grec). Parfois, ils ont même des éditions sur Internet en plusieurs langues. C'est le cas de *Granma*, organe officiel du gouvernement cubain, que l'on peut lire bien sûr en espagnol, mais aussi en anglais, français, italien, portugais et allemand (Munday 2007 : 201 ; *Granma*). D'autres publient directement dans une langue qui n'est pas celle du pays, en anglais par exemple comme *China Daily* ou *Cyprus Mail* (*Courrier*, « planète presse »).

Cette démarche commerciale ou idéologique leur permet d'accroître le nombre de leurs lecteurs ou d'élargir la sphère de diffusion de leur discours (Munday 2007 : 201 et 207 ; Holland 2006 : 231), car leurs articles ont plus de chance d'être retraduits dans diverses langues et donc d'être lus. La publication en anglais va en quelque sorte produire une meilleure diffusion pour un moindre effort. En contrepartie, ce système international oblige les groupes périphériques et leurs médias, à passer par le centre pour communiquer entre eux (Heilbron 1999 : 435).

Or différentes études montrent que l'organe émetteur qui se traduit lui-même émet un message différent parce qu'il s'adresse à un public différent, mais certaines soulignent que les modifications apportées au message d'origine ne sont pas toutes intentionnelles : le résultat final est influencé par l'expérience que le traducteur a des deux langues, les difficultés linguistiques rencontrées, la qualité de l'original, les contraintes d'espace et de temps, des choix standards (Munday 2007 : 207 et 213 ; Holland 2006 : 249 ; García González 2005 : 139-140 ; Vidal 2005 : 388 ; García Suárez 2005 : 184). Ces observations sont aussi valables pour le rédacteur de *Courrier international*. De plus, comme l'article finalement publié est l'aboutissement d'un travail collectif (rédacteur, traducteur, réviseur, rédacteurs en chef), il est le produit d'un ensemble de subjectivités (Kang 2007 : 240), qu'on travaille à *Newsweek Hankuk Pan*⁸⁵ ou à *Courrier*.

Pour en revenir aux modifications délibérées, qu'a-t-on observé ? Je reprendrai simplement deux cas concernant deux événements commentés, il y a quelques années, par la presse internationale : la traduction en anglais d'une déclaration diffusée par *Granma*⁸⁶, dans laquelle Fidel Castro annonce qu'il confie temporairement les rênes du pouvoir à son frère

⁸⁵ Magazine produit en coréen sous licence de *Newsweek*.

⁸⁶ 31/07/2006.

Raúl, et la traduction du discours⁸⁷ dans lequel le président indonésien, Bacharuddin Jusuf Habibie, annonce qu'il va autoriser les casques bleus à se déployer au Timor oriental (Munday 2007 ; Holland 2006)⁸⁸. Munday observe un changement de style qui rend Fidel Castro plus actif en anglais qu'en espagnol et lui permet de dire ce qu'il dissimule en espagnol. Quant à Holland, il relève trois suppressions et un ajout : la suppression de marques de politesse arabo-indonésiennes, la suppression d'un appel dans lequel le président demande au peuple de le soutenir, la suppression du détail sur les consultations internes qui ont abouti à sa décision, et l'ajout, en conclusion, d'excuses de retard. D'après lui, cette traduction s'adresse à la communauté internationale, et plus précisément, à des spécialistes (diplomates, politiciens, etc.) compte tenu de l'heure et du jour où a été prononcé le discours, ainsi qu'aux nombreux journalistes, caméras et micros présents dans la salle, et prometteurs d'une large diffusion (Holland 2006 : 236).

Par conséquent, les articles traduits à partir d'un journal qui est publié dans un pays en voie de développement et qui s'autotraduit ou se publie directement dans une langue qui n'est pas celle du pays, risque fort de présenter un point de vue adapté au monde développé. En outre, lorsque le média publie dans une langue qui n'est pas une langue véhiculaire du pays, qui est la langue quasi exclusive du pouvoir, ne risque-t-il pas de présenter le point de vue des classes qui maîtrisent cette langue et qui sont alphabétisées ? À cet égard, nous verrons plus loin si *Courrier international* a des préférences pour les langues de traduction supercentrales ou centrales, c'est-à-dire des langues européennes, ou s'il traduit toutes les langues, sans distinction.

Il est maintenant temps d'examiner la traduction journalistique à proprement parler et de déterminer en quoi consistent les modifications apportées au cours de l'ensemble du processus qui aboutit à la publication de la traduction d'un énoncé.

⁸⁷ 12/09/1999.

⁸⁸ Dans son article, Munday commente aussi la traduction d'un exposé présenté par le sous-commandant Marcos le 20/11/1999 et celle de l'allocution prononcée à l'ONU par Hugo Chávez le 20/09/2006. Je ne les ai pas retenues, car, dans le premier cas, la traduction a été faite par un amateur et comporte de nombreuses erreurs de compréhension et, dans le second, Munday n'a pas étudié la traduction « maison » mais la traduction ONU (qui, de surcroît, a probablement été orale avant d'être retranscrite). Il existe une version « maison » sur le site du gouvernement vénézuélien, mais je ne sais pas si celle-ci est antérieure ou postérieure à celle de l'ONU.

4 La traduction journalistique et ses techniques

Malgré la place importante qu'elle occupe à tous les niveaux de la presse, peu d'études se consacrent à la traduction journalistique et à ses effets (Hernández Guerrero 2006 : 125 ; Li 2006 : 612 ; Darwish 2006 : 54). Les dépêches, les interviews de personnalités étrangères, les articles provenant de journaux étrangers, les actualités sur l'étranger... ont de fortes chances d'être des traductions (Hernández Guerrero 2005 : 155-156 ; Li 2006 : 612)⁸⁹. Pour mémoire *El País* reprend plutôt des articles publiés dans *Le Monde*, *El Mundo* préfère reprendre des articles publiés dans *Libération*, *Corriere della Sierra* et *The Guardian*. Et à l'interne, on retrouve la traduction de la collecte à la diffusion de l'information : c'est le résumé que fait le traducteur au chef de section pour lui permettre de décider si tel article vaut la peine d'être traduit ou au rédacteur en chef qui désire être au fait de toutes les informations arrivées dans la journée (García González 2005 : 139-140 ; Kang 2007 : 219-220 ; Tapia Sasot de Coffey 1992 : 61). Dans cette étude, je ne m'intéresse qu'à la traduction destinée au lecteur, à celle qui est publiée.

4.1 Techniques journalistiques

La traduction journalistique est une spécialité à part entière dans laquelle le traducteur doit se faire rédacteur : il connaît la ligne éditoriale du média pour lequel il travaille et adapte le texte au public visé et à son espace-temps. Il doit rectifier le style, couper les phrases trop longues, changer l'ordre des paragraphes si le texte est mal écrit ou s'il n'est pas rédigé dans un style journalistique ; comme le journaliste, ou plus que le journaliste, il est clair, direct, simple et concis ; son vocabulaire est à la portée du lecteur, ses phrases sont courtes (Hernández Guerrero 2006 : 128-129 ; García Suárez 2005 : 177-179 ; Tapia Sasot de Coffey 1992 : 60-61 ; Vidal 2005 : 386 ; Kang 2007 : 226). Pour García Suárez, qui a lui-même traduit de l'espagnol en arabe pour EFE, il doit aller jusqu'à supprimer les jugements de valeur dans le souci de renforcer l'objectivité⁹⁰. La suppression des jugements de valeurs exceptée, c'est ce qu'est censé faire le traducteur de *Courrier international* :

⁸⁹ Voir quelques exemples à l'annexe 1.

⁹⁰ García Suárez fait allusion à des jugements de valeur du type « salvaje asesinato », « su habitual elegancia ». À titre d'information, EFE est une agence de presse, comme l'AFP, Reuter, etc.

« On ne fait pas de la littérature [SIC]. C'est clair. S'il y a des lourdeurs dans un texte, des répétitions, ça n'a pas de sens de les garder. Notre objectif n'est pas de montrer qu'un journaliste [...] a fait des répétitions. S'il y a trop de répétitions, le traducteur va les corriger. On va le rendre fluide sans trahir. C'est le travail de tout traducteur : fidèle et fluide pourvu qu'on ne trahisse pas le texte et l'esprit de départ. » (Renon 2008)

« [...] on me pose régulièrement la question [...] : "je ne vois pas dans quelle mesure je peux m'éloigner du texte, prendre des libertés, virer telle phrase qui est vraiment inintéressante ou incompréhensible, préciser quelque chose qui est un peu obscur, ou changer la formulation, même reconstruire le texte quand la même information est répétée quinze fois, quand il y a des incohérences". Je dis "oui". Le but de l'opération, c'est d'obtenir un article en bon français. Il s'agit d'être fidèle quant au sens. [...] tout ce qui est scorie dans l'original, il faut l'enlever. » (Ragasol 2008)

Ces commentaires montrent que le journaliste n'est pas toujours aussi clair et concis qu'il le croit et ils mettent en évidence la place qu'occupent la subjectivité et les connaissances personnelles du traducteur ou du rédacteur.

Le traducteur connaît aussi les nombreux genres journalistiques (brève, revue de presse, compte rendu, reportage, interview, éditorial...) et les modèles de plan qui leur sont généralement associés (pyramide inversée, plan chronologique, analytique...). Quelques explications sur cet aspect de l'écriture journalistique vont nous aider à comprendre les techniques de traduction présentées plus loin, car la première influence les secondes. Ces plans sont souvent mentionnés par les auteurs s'intéressant à la traduction journalistique (García González 2005 : 147-151 ; Vidal 2005 : 386 ; Hernández Guerrero 2006 : 127 ; Lee 2006 : 319), ce qui montre à quel point les traducteurs ont intégré l'écriture journalistique. Le « plan le plus classique et le plus usité » est communément appelé pyramide inversée (Agnès 2002 : 103). Il consiste à présenter les informations les plus importantes au début de l'article pour attirer l'attention du lecteur et convient plus particulièrement aux « informations événementielles ». Ce plan permet au journaliste de rédiger plus rapidement, à la rédaction de supprimer certains paragraphes finaux sans affecter le contenu et au lecteur de décider s'il va poursuivre ou « zapper » (Agnès 2002 : 102-104 ; Martin-Lagardette 2005 : 38-40 ; Fox

2001 : 75-80 ; Grijelmo 2008 : 32-34 ; García González 2005 : 147-151 ; Vidal 2005 : 386 ; Hernández Guerrero 2006 : 127 ; Lee 2006 : 319)⁹¹.

Les choix de *Courrier international* peuvent-ils être affectés par la pyramide inversée ou les autres modèles de plan ? La pyramide inversée est appliquée dans de nombreux pays. Elle l'est en Espagne, en France, aux États-Unis et en Corée du Sud comme en témoignent les auteurs cités ci-dessus. Abdelkrim Hizaoui⁹² nomme également quelques pays d'Afrique et du Moyen-Orient ainsi que l'Angleterre et le Canada de manière implicite. Son commentaire mérite d'être cité, car il reflète, à mon avis, les rapports de force passés et présents qui s'exercent respectivement entre les langues et entre les États :

« [...] les règles de la rédaction journalistique sont les mêmes pour la langue arabe.

« Dans mon institut, les cours sont bilingues (arabes et français) et les enseignements en arabe sont basés sur des manuels francophones traduits (dont certains canadiens). C'est pareil pour les autres pays francophones de la région (Algérie, Maroc, Mauritanie et Liban).

« Les autres pays arabes (Egypte, Golfe ...) traduisent des manuels anglophones. La règle de la pyramide inversée (en arabe *al haram al maqloub*) est donc bien étendue à la rédaction en langue arabe, même si elle n'est pas toujours respectée. » (HIZAOUI 2008)

En théorie, l'application relativement générale de cette règle me porterait à penser que *Courrier* n'a pas à en tenir compte dans ses choix. Mais tout n'est pas si simple. En premier lieu, comme le souligne Hizaoui, les journalistes ne l'appliquent pas toujours. Ensuite, l'information capitale aux yeux du lecteur tunisien (vivant en Tunisie) ou de tout autre lecteur ne le sera peut-être pas aux yeux du lecteur français (vivant en France). Enfin, nous l'avons vu plus haut, le plan n'est pas le seul critère rédactionnel entrant en ligne de compte, le style compte aussi. Par exemple, la presse autrichienne s'exprime de manière beaucoup

⁹¹ Selon Grijelmo, le principe de la pyramide inversée avait toute son utilité à l'époque (qui n'est pas si lointaine) où la mise en page se faisait encore avec des caractères de plomb : lorsqu'il fallait couper un article, on coupait la fin et on s'épargnait ainsi des manipulations fastidieuses et une perte de temps. Compte tenu des autres avantages qu'il présente, ce type de plan a à peine faibli face à la révolution informatique.

⁹² Maître assistant à l'Institut de presse et des sciences de l'information de l'Université de la Manouba (Tunisie), échange de courriels des 28 et 30/05/2008. N'ayant pas la possibilité matérielle de vérifier si le principe de la pyramide inversée était mentionné dans les manuels du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest, j'ai interrogé par courriel des professeurs enseignant le journalisme dans des universités du Maghreb, du Sénégal et du Nigeria, ainsi que des rédacteurs travaillant dans cette région.

plus allusive que la presse anglaise ou allemande, ce qui complique la compréhension des textes et leur traduction (Renon 2008). Face à ces défis, entre sélection intégrale et élimination complète, *Courrier* dispose de ressources visuelles, comme le titre, le chapeau ou la chandelle⁹³ et de ressources rédactionnelles, par exemple l'ajout, la suppression ou la contextualisation. Toutefois, malgré ces outils, malgré l'application du principe de la pyramide inversée en Afrique, il semblerait que *Courrier international* préfère traduire des articles rédigés en espagnol que reprendre des articles africains déjà en français. Nous verrons au chapitre 5, si cette attitude est constante de la part de *Courrier* et si les facteurs matériels orientent cette préférence.

Mais avant d'en venir à *Courrier*, voyons ce qui a été observé chez ses confrères.

4.2 Techniques de traduction journalistique

De nombreux auteurs ont défini et classé, chacun à leur façon, les techniques utilisées en traduction, de Vinay et Darbelnet à Delisle en passant par Nida et Vásquez Ayora ; j'emprunterai les termes proposés par Hurtado Albir et complétés par Hernández Guerrero dans *Técnicas específicas de la traducción periodística* parce qu'ils correspondent bien à certaines pratiques observées dans la presse, parce qu'ils s'inscrivent dans une démarche fonctionnaliste, non prescriptive, et parce que l'emploi de ces termes rendra la compréhension plus aisée. Toutefois, j'étendrai leur définition à la macrostructure alors qu'Hurtado Albir s'intéresse aux micro-unités. Je m'explique.

Si l'on résume Hurtado Albir, dans leur ensemble, ces auteurs se sont intéressés aux techniques sur un plan essentiellement linguistique⁹⁴ pour résoudre certains problèmes de traduction hors contexte et dans un esprit généralement prescriptif. Voici la bonne technique. L'ajout, l'omission, sont des fautes. L'explicitation, l'implication sont réduites à leur

⁹³ « [...] pour les gens qui veulent lire très vite, ils lisent le titre, le chapeau et la chandelle : en principe, ils ont beaucoup d'éléments fondamentaux et s'ils veulent creuser un peu plus, ils lisent l'article » (Renon 2008). Le **chapeau** est un « texte court qui surmonte et présente le contenu d'un article » ; l'**intertitre** est un « bref sous-titre séparant les différentes parties d'un texte » (Martin-Lagardette 2005 : 217). La **chandelle** est une « [c]olonne ininterrompue de haut en bas d'une page » (Conseil international de la langue française 1990 : 46). Pour une représentation visuelle, voir à l'annexe 5, l'article « Aux Canaries, les clandestins ne font que passer ».

⁹⁴ À l'exception de Nida qui propose les notes de bas de page pour expliquer un contexte culturel.

portion linguistique. L'adaptation reflète bien la volonté de Jean Delisle de prendre en compte le contexte, mais englobe tout à elle seule. Hurtado Albir se limite, comme les auteurs qu'elle cite, aux micro-unités mais développe l'aspect adaptation, car sa classification se propose de tenir compte des fonctions de la traduction, c'est-à-dire du type, des modalités, de la finalité et du destinataire, ainsi que du genre du texte et de la méthode choisie. L'ajout et l'omission deviennent des outils grâce auxquels le traducteur fournit au destinataire les informations dont il a besoin pour comprendre le message ou, au contraire, les lui épargne si elles sont évidentes : par exemple rappeler à un lectorat français que le Ramadan est le mois du jeûne pour les musulmans, ou supprimer cette précision pour un lectorat arabe. C'est exactement le genre de micromodifications que fait le traducteur de *Courrier international* lorsqu'il rappelle entre parenthèses à son lecteur francophone que le Parti populaire espagnol est un parti conservateur (Ragasol 2008).

Ces nouvelles acceptions de l'ajout et de l'omission se retrouvent à cheval sur différentes techniques définies par les auteurs précédemment cités. Compte tenu de la connotation négative associée à *omission*, je la rebaptiserai *suppression*, qui, en outre, implique un acte volontaire du traducteur. Hurtado Albir a redéfini bien d'autres techniques. S'appuyant sur les travaux de cette dernière, Hernández Guerrero divise l'ajout en trois sous-catégories qui renvoient à la finalité de cette technique : l'explication, la contextualisation et l'actualisation. Je reprendrai ces trois notions. Elle emprunte également à cette auteure la contraction⁹⁵ mais l'applique à la macrostructure plutôt qu'aux micro-unités. En d'autres termes, elle s'intéresse aux articles qu'on a comprimés à la traduction en éliminant certaines phrases. Comme elle, je m'intéresserai à l'application de toutes ces techniques à la macrostructure, car cette étude se limite à un seul aspect des pratiques de *Courrier international* : la sélection des articles ou la sélection de certains extraits en vue de leur republication après traduction si l'original n'est pas en français. J'ajouterai aux remarques de Hernández Guerrero que la suppression, comme l'ajout, peut avoir différentes finalités, hormis le raccourcissement d'un texte : la suppression pure et simple d'idées qui aboutit à la recomposition d'un article ou la reprise intégrale des idées principales du texte dans un espace plus restreint. Pour cette raison je

⁹⁵ En espagnol ces techniques sont respectivement désignées par les termes *amplificación*, *elisión* et *compresión* (Hurtado Albir 2007 : 270-271) et par *explicación*, *contextualización* et *actualización* (Hernández Guerrero 2006 : 132-133).

diviserai la suppression, qui est ambiguë parce qu'elle renvoie en même temps au procédé utilisé et au résultat, en deux sous-catégories : la recomposition et la contraction. Par ailleurs, j'extraurai la contextualisation des ajouts, car de mon point de vue, à *Courrier international*, cette technique n'est pas forcément un ajout et j'inclurai dans cette dernière catégorie l'ajout proprement dit, l'ajout pur et simple. J'ai effectué ces choix terminologiques parce qu'ils me permettront de décrire plus facilement la pratique de *Courrier* observée dans les articles du corpus traductionnel. En résumé, nous aurons l'ajout, qui se répartira entre ajout pur, explicitation et actualisation, la suppression, qui se divisera en recomposition et contraction, et la contextualisation. Outre le résultat matériel auquel aboutit l'emploi de ces techniques, je me pencherai brièvement sur l'effet global qu'il produit sur ma personne⁹⁶, à savoir s'il change le ton de l'article et le fait passer par exemple de la catégorie des articles de qualité à la catégorie « à sensation » ou vice versa. Je ne m'étendrai pas sur cette analyse, car elle est extrêmement subjective.

Divers auteurs observent les mêmes phénomènes ou prônent ces pratiques sans les catégoriser. Citons simplement Li qui déplore que l'on enseigne, à Hong Kong, la traduction intégrale alors que les journaux pratiquent plutôt la traduction sélective ou traduction (Li 2006), ou encore Tapia Sasot de Coffey et García Suárez, qui jettent sur ces techniques un regard éclairé par leur longue expérience à Clarín et EFE⁹⁷. Pour la première, le traducteur dispose d'une liberté considérable : il peut raccourcir les phrases, changer l'ordre des paragraphes, ajouter des informations provenant d'autres sources et modifier le titre, notamment lorsqu'il traduit des communiqués (Tapia Sasot de Coffey 1992 : 60). Le second utilise non seulement ces techniques liées à la compréhension, mais en plus, il supprime au besoin les jugements de valeur dans les dépêches (García Suárez 2005 : 179-180).

Que disent les auteurs des résultats de ces modifications ?

⁹⁶ J'aurais pu écrire « l'effet global qu'il produit sur le lecteur », mais j'estime que je ne peux représenter seule l'ensemble du lectorat de *Courrier international*.

⁹⁷ Clarín est, d'après l'auteur de l'article, le journal en espagnol le plus diffusé dans le monde. Selon *Courrier*, ce quotidien argentin est diffusé dans plusieurs pays du sous-continent ; il tire à 650 000 exemplaires et 1 000 000 le dimanche (*Courrier*, « planète presse », Clarín). EFE, se décrit elle-même comme la première agence de presse en espagnol et la quatrième au niveau mondial (EFE, « Presentación »).

4.3 Trois études de cas réalisées par des auteurs : commentaires

Force est de constater que je n'ai pas trouvé de commentaires sur les modifications qui m'intéressent en raison de leur récurrence dans *Courrier international*. Je reprendrai quand même trois études de cas de la presse grand public, qui illustrent principalement des suppressions, parce que celles-ci aboutissent à des résultats différents que les auteurs des articles ont laissés de côté pour se focaliser sur une étude du discours fondée principalement sur le lexique, notamment les deux derniers auteurs.

La première étude porte sur la traduction par *El Mundo* d'une interview du cheikh Raed al-Kadhumi al-Sadi réalisée par *Libération* en août 2004 (Hernández Guerrero 2006). La deuxième étude porte sur la traduction par *Associated Press*, le *Washington Post*, CNN, *El País* et *El Mundo* du premier discours d'Oussama Ben Laden diffusé par Al Jazira et repris par *El Watan* après les attentats du 11 septembre 2001 (Carbonell i Cortés et Madouri 2005 : 199-235). La troisième est une analyse de la version coréenne de *Newsweek*, *Newsweek Hankuk Pan* (Kang 2007 : 219-242).

Pour effectuer ma propre comparaison, j'ai eu recours aux traductions effectuées par les auteurs des articles. Il s'agit, dans la deuxième étude, d'une traduction en espagnol du discours d'Oussama Ben Laden censée représenter le vrai original, et dans la troisième, d'une traduction en anglais de la traduction en coréen des articles de *Newsweek*, qui me donne une idée du résultat en coréen. Comme tout un chacun, ces auteurs portent leur idéologie, leur vécu et leurs connaissances, mais je pars du principe qu'ils ont fait leur travail honnêtement sinon aucun de ces quelques paragraphes n'aurait lieu d'être. Je laisse aux spécialistes de l'arabe et du coréen le soin de vérifier leurs traductions.

4.3.1 Raed al-Kadhumi al-Sadi

L'interview du cheikh Raed al-Kadhumi al-Sadi publiée dans *Libération* s'est transformée en interview rapportée dans *El Mundo*, les questions ayant été supprimées et les réponses introduites par des verbes de parole. À cela, Hernández Guerrero ajoute que seules les idées essentielles des réponses ont été reprises ; elle souligne aussi la suppression de la dernière réponse. Le texte d'arrivée est donc beaucoup plus court. La première remarque de l'auteur

est incontestable mais mérite une précision. La suppression des questions transforme presque la première réponse qui arrive, dans l'article de *Libération*, assez naturellement parce qu'elle n'est qu'une réponse, en déclaration de guerre « racoleuse », malgré la courte introduction qui la précède : « les volontaires de l'Armée du Mehdi se battront jusqu'au dernier... ». La deuxième, mérite, à mon avis, une rectification. Si l'on examine de près les deux textes, on s'aperçoit que les réponses sont traduites intégralement, les seules modifications apportées répondant à la nécessité de conserver l'enchaînement. En revanche, les deux dernières phrases de la deuxième et de la quatrième réponse dans sa quasi-intégralité, sept lignes et demie sur huit, sont supprimées. Par ailleurs, la première suppression se produit dans la deuxième moitié du texte et la seconde, carrément à la fin : ceci semble confirmer l'utilisation du principe de la pyramide inversée. En résumé, disparaissent à la traduction des précisions sur le plan de réconciliation proposé par « le chef de la rébellion chiite » et des informations sur les dissensions entre deux tendances de la mouvance chiite. La suppression de ces deux idées, à mon sens importantes, aboutit à une recomposition, d'autant plus que l'attaque⁹⁸ fait paraître l'interviewé plus belliqueux que dans l'article original.

4.3.2 Oussama Ben Laden

Selon les auteurs cette première étude, Ousama Ben Laden a prononcé un discours cohérent axé sur le thème de l'affrontement. Il s'exprime dans un langage sophistiqué, émaillé de références culturelles, religieuses et intertextuelles, mais accessible à un public musulman d'un niveau culturel moyen qui n'est pas forcément islamiste. L'une de ces références intertextuelles renvoie à un article publié à peine un mois avant les attentats dans lequel il est question de l'hypocrisie et de l'ambivalence des pays occidentaux quant au respect des droits de la personne dans les autres pays. Le discours ne comporte pas de titre ; il est introduit par une profession de foi. La presse a titré ce discours de différentes manières. Le *Washington Post* produit un titre, prétendument fidèle, qui reprend littéralement les propos tenus, mais qui transmet surtout de l'exotisme et déforme l'information d'origine. *El País* publie un titre familier à son public, car il met l'accent sur l'affrontement entre croyants et infidèles. *El*

⁹⁸ « Premier paragraphe ou phrase d'un article, contenant l'information principale » (Martin-Lagardette 2005 : 217).

Mundo publie un titre neutre, mais insiste sur les paragraphes portant sur les États-Unis et le président Bush (Carbonell i Cortés et Madouri 2005).

J'examine ces différents textes sous un angle moins spécialisé et plus global. Tout d'abord les traductions n'ont pas toutes le même énoncé de départ. Les auteurs de l'article se sont fondés sur *Al Watan* et Al Jazira, Associated Press et CNN, sur Al Jazira, *El País* et *El Mundo* sur des dépêches d'agences, probablement en anglais (Carbonell i Cortés et Madouri 2005 : 233, 224, 226 et 209). L'original proposé par les auteurs de l'étude se présente comme un article bien rédigé et cohérent, même s'il n'est pas facile à lire. En revanche, les autres textes comportent du charabia à dose plus ou moins forte. Celui d'*El Mundo* est particulièrement indigeste ; celui d'*El País* est légèrement plus cohérent ; celui d'Associated Press est assez fumeux ; celui de CNN, beaucoup plus court, ne reprend que les idées principales, s'il est clair dans sa première moitié, la deuxième relève aussi du charabia. Ces observations appellent plusieurs remarques et questions qui renvoient non pas à l'idéologie, mais à la personnalité du ou des traducteurs et aux circonstances matérielles dans lesquelles se fait la traduction : les auteurs de l'article ont probablement disposé de tout le temps nécessaire. Quant aux autres, ont-ils toujours compris ce qu'ils traduisaient ? Celui de CNN a-t-il été pressé par le temps pour négliger à ce point la deuxième partie, le texte a-t-il été partagé entre plusieurs traducteurs ? En conclusion, bien que la traduction de CNN soit une contraction, ce serait aussi celle qui, à mon sens, rapporterait le mieux les propos tenus par Oussama Ben Laden, si elle était claire jusqu'au bout. Les traductions intégrales des autres organes n'apportent rien. Une contraction ne déforme donc pas forcément l'original.

4.3.3 Newsweek Hankuk Pan

Newsweek Hankuk Pan est un magazine en coréen produit sous licence de *Newsweek*. Il se compose d'articles sélectionnés dans *Newsweek*, puis traduits, et d'articles rédigés par ses propres journalistes qui couvrent les grands événements. Il vise les faiseurs d'opinion. L'auteur de l'étude a choisi d'analyser les traductions de trois articles portant sur la Corée du Nord⁹⁹, sujet sensible pour les Coréens qui, dans leur majorité, semblent tenir les États-Unis pour responsables de la scission de leur pays. Que sert *Newsweek Hankuk Pan* à son

⁹⁹ Ces articles ont été publiés en janvier 2003.

lectorat ? Kang souligne que ce journal sélectionne des informations susceptibles d'intéresser son lectorat et que pour mieux l'accrocher, il s'efforce de ne pas lui présenter une image trop négative de la Corée du Nord qui rebuterait même un lectorat ayant choisi de lire un magazine américain. La Corée du Nord, État imprévisible et d'une extrême violence dans *Newsweek*, devient un État relativement plus rationnel, légitime et peu dangereux dans l'hebdomadaire coréen. Ce faisant, *Newsweek Hankuk Pan* transmet une image faussée de *Newsweek* et de ce qui se dit aux États-Unis sur la Corée du Nord.

Newsweek Hankuk Pan semble reprendre les articles intégralement, car Kang ne fait pas état de coupures à grande échelle. Il se contente de supprimer des tronçons de phrases ou des mots et parfois d'en ajouter pour rendre l'article plus clair, mais ces modifications sont très limitées : ajout de *président*, la première fois qu'il fait référence au président Bush, suppression de la proposition précisant que le chiffre de six millions représente le tiers de la population nord-coréenne. Mais face à ces adaptations légitimes, *Newsweek Hankuk Pan* supprime des propos désobligeants à l'égard du chef de l'État nord-coréen ou de la Corée du Nord comme « the North Korean dictator », « the tiny, pouf-haired Kim Jong II » ou « this mud patch of a nation »¹⁰⁰. Par ailleurs, dans *Newsweek*, aucun des noms de président (Bush, Kim Jong II, Saddam Hussein) n'est précédé d'un titre ; dans la version coréenne, Kim Jong II et lui seul est toujours évoqué par l'expression « Chairman Kim Jong II » à laquelle s'ajoute parfois « of the National Defence Commission ».

En conclusion, l'article semble repris intégralement, mais les modifications apportées au niveau des micro-unités modifient la perception du lecteur coréen, et même la mienne. *Courrier international* ne s'autorise pas de telles modifications textuelles (Renon 2008), nous le verrons plus loin : il peut tout simplement écarter le texte ou user de ses « outils ».

¹⁰⁰ À titre tout à fait personnel, je trouve que ces expressions relèvent du sensationnalisme. Par ailleurs, comme ce genre de jugement n'apporte aucune information, il représente une perte de temps pour le lecteur pressé.

5 *Courrier international*

Courrier international est un hebdomadaire qui repose « fondamentalement sur la presse étrangère et sur la traduction » (Renon 2006 : 50). Chaque semaine, il extrait et traduit des articles issus d'une quarantaine de journaux. Il se divise en deux grandes parties : la première, centrée sur l'actualité, est constituée d'articles courts (de un à trois articles par page) ; les grandes régions du monde, qui ne correspondent pas toutes aux continents, y ont chacune leur rubrique (Renon, 2008)¹⁰¹. La seconde est la partie « magazine » ou « thématique », la partie des reportages et des portraits, celle qu'on lit « tranquillement » ; elle nécessite davantage de recherche, de travail iconographique, les articles y sont plus longs.

Dans un premier temps, je présenterai brièvement les origines des titres repris par *Courrier* ce qui, à mon avis, lèvera une partie du voile sur ses grandes orientations. Dans un deuxième temps, je décrirai l'organisation générale de *Courrier* et la répartition des tâches entre rédacteurs et traducteurs ce qui illustrera la collégialité des décisions en matière de sélection et d'écriture, ainsi que les contraintes de temps et d'espace. Dans un troisième temps, j'approfondirai la question des langues traduites à *Courrier* ce qui me permettra d'apporter des précisions sur la répartition des tâches entre les différentes catégories de traducteurs. Dans un quatrième temps, je présenterai les critères qu'applique *Courrier* pour sélectionner les journaux et les articles, puis les miens. Enfin j'analyserai les thèmes et en dernier lieu les articles republiés par *Courrier*, que je comparerai à leur original.

5.1 L'origine des titres

Chaque semaine, *Courrier* affiche, dans la rubrique intitulée « Parmi les sources cette semaine », la liste des quotidiens, hebdomadaires, mensuels... des cinq continents qui ont permis d'écrire et d'illustrer le numéro, accompagnés d'une brève présentation. Tant et si bien qu'à son dixième anniversaire, en 2000, il avait puisé à plus de 850 journaux (*Label France*, Chanda 4/2001), éphémères pour certains, dont le tirage va aujourd'hui de 1 000 exemplaires à 11 720 000, de *L'Éclaireur* à *Asahi Shimbun*, du Bénin au Japon (*Courrier*

¹⁰¹ L'ensemble des informations concernant l'organisation de la rédaction de *Courrier* proviennent de mon entretien du 4/01/2008 avec Danielle Renon.

international, « planète presse »). Une rapide analyse de cette rubrique révèle qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Aujourd'hui, bien que 45 % des sources continuent à provenir d'Europe (et 60 %, des pays développés)¹⁰² et seulement 4 % d'Afrique, ces sources se sont remarquablement diversifiées par rapport au premier numéro : *Courrier* republie des journaux algériens, béninois, kényans, ougandais, pour ne citer que quelques publications africaines, et retransmet en moyenne 41 sources par numéro¹⁰³. Le premier numéro affichait une vingtaine de titres qui représentaient à 81 % le cœur de l'Europe de l'Ouest, les États-Unis et l'URSS¹⁰⁴, soit les relations Est-Ouest. Il est amusant de constater que ces 81 % correspondent à peu de choses près à la répartition des richesses dans le monde et, si l'on y inclut le Japon, ce pourcentage augmente encore. Par ailleurs, malgré le nombre relativement important de personnes qui quittent les côtes africaines dans l'espoir de gagner l'Europe, j'observe que les journaux africains sont peu représentés dans *Courrier*. Si je cherchais à tirer des conclusions de ces deux remarques, je risquerais probablement les foudres d'un Alex Grijelmo, qui m'accuserait de lier deux informations sans rapport aucun. Je vais donc poursuivre mon exploration de *Courrier international*.

Si l'on effectue une recherche semblable, qui tienne compte du nombre d'articles puisés dans les journaux espagnols, algériens et sénégalais, pour se focaliser sur les pays étudiés, les

¹⁰² La rubrique intitulée « Parmi les sources cette semaine », se trouve sur la même page que l'ours (l'équipe travaillant pour le journal). Elle est généralement placée juste avant ou juste après le sommaire.

J'ai analysé l'origine des titres énumérés dans la rubrique « Parmi les sources cette semaine » des trois numéros de la saison 2007 comportant des articles sur les pateras, parus les 31/05/2007, 7/06/2007 et 27/09/2007 (numéros 865, 866 et 882), ainsi que le numéro 1, paru le 8/11/1990. **Classification pays développés - en développement.** En pourcentage, les pays développés représentent 60 % des sources contre 40 % pour les pays en développement. Dans le premier numéro, ces derniers ne pesaient que 14 %. **Classification par région.** Dans les trois numéros de 2007, les titres d'Europe représentent 44,72 % (contre 66,67 % dans le premier numéro) – ceux d'Afrique, 4,07 % (0 %) – ceux des Amériques, 15,45 % (19,05 %) – ceux d'Asie, 21,14 % (9,52 %) – ceux du Moyen-Orient, 14,63 % (4,76 %). Ce calcul montre la prépondérance permanente de l'Europe sur le reste du monde, mais parallèlement il semble refléter le déplacement de l'intérêt pour les relations Est-Ouest vers les relations mondiales, à l'ère de la mondialisation.

Dans le souci de conférer une certaine cohérence à la période sur laquelle ont porté mes recherches, j'ai effectué mes calculs sur la saison 2007 à un moment où je pensais que mon analyse des corpus et des articles porterait sur cette saison, parce que je ne parvenais pas à accéder aux archives des journaux africains datant de 2006. Finalement j'ai pu accéder à ces archives. Cependant, je ne pense pas qu'une recherche identique à celle-ci sur la saison 2006 soit nécessaire, car elle donnerait à mon avis des résultats semblables.

¹⁰³ Sur 30 numéros publiés entre le 1/03/2007 et le 27/09/2007, la moyenne est de 41,6 avec un minimum de 38 et un maximum de 48.

¹⁰⁴ États-Unis, URSS, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Suisse, Arabie Saoudite, Israël, Japon, Venezuela.

résultats présentent un rapport du même ordre¹⁰⁵. Toutefois, d'une année sur l'autre, l'Afrique progresse légèrement.

Le détail de cette recherche révèle une disparité entre les titres d'un même pays, notamment dans le cas de l'Espagne. Pendant la période étudiée, toutes rubriques et tous sujets confondus, *Courrier international* a repris 49 articles d'*El País*, 16 d'*ABC*, 13 de *La Vanguardia*, 11 d'*El Mundo* ; pour le Sénégal il a repris deux articles de *Nouvel Horizon*, un du *Soleil*, un de *Thiof* et aucun de *Sud Quotidien* ; pour l'Algérie, il a repris cinq articles d'*El Watan*, un de *Liberté* et aucun des très nombreux autres journaux algériens, dont certains comme *Al Chourouk* ou *Le Quotidien d'Oran* ont pourtant de très forts tirages. L'idéologie, nous le verrons plus tard, n'est pas totalement étrangère à cette disparité¹⁰⁶.

5.2 Organisation générale de *Courrier*

Les rédacteurs chargés d'une région lisent la presse relative à celle-ci et celle qui porte sur cette région mais qui est publiée ailleurs : le personnel du Service Afrique, par exemple, lit et la presse africaine et les articles sur l'Afrique publiés sur les autres continents, en Europe, en Amérique..., dans les langues qu'il connaît¹⁰⁷, et il effectue sa présélection.

Tous les jeudis se tient une « conférence de rédaction centrale » à laquelle participent les traducteurs et où sont évoqués « les numéros sortis, les numéros qui vont sortir dans les

¹⁰⁵ Pour analyser l'origine des articles, j'ai suivi la même démarche que pour analyser l'origine des titres. Ainsi ma recherche initiale portait sur 2007. Dans ce cas, poussée par la curiosité et pour apporter une cohérence temporelle à mes données, j'ai effectué ultérieurement une recherche sur 2006. Finalement, cette double recherche permet de comparer les saisons 2006 et 2007. Concernant les deux saisons, ma recherche sur l'Espagne n'a porté que sur les plus forts tirages, alors que pour l'Algérie et le Sénégal, j'ai inclus un maximum de titres, cela pour des raisons pratiques. L'écart entre Espagne et Afrique devrait donc être encore plus marqué que ne le laissent paraître les résultats.

Tous sujets confondus, du 1/03/2006 au 30/09/2006, *Courrier* a publié (dans sa version imprimée, suppléments non inclus) 89 articles issus de journaux espagnols, 7 de journaux algériens et 5 de journaux sénégalais, soit 88 %, 7 % et 5 %. Du 1/03/2007 au 30/09/2007, ces chiffres sont respectivement de 86, 17 et 6 soit 79 %, 16 % et 6 %. Cette constance relative renforce l'hypothèse de l'inutilité d'une recherche sur 2006, que j'ai émise à la note sur l'origine des titres.

¹⁰⁶ *El Mundo* et *ABC* penchent à droite, *El País* et *La Vanguardia*, à gauche. Pour le Sénégal, je ne suis pas en mesure de d'établir une distinction droite-gauche. En ce qui concerne l'Algérie, *El Watan* est un quotidien francophone et le « journal de référence » de l'Algérie ; *Liberté* est un journal lié au RCD, un parti schématiquement pro-berbère et plutôt à gauche (*Courrier*, « planète presse »).

¹⁰⁷ Danielle Renon, par exemple, « traite exclusivement la presse de langue allemande » (courriel du 11/07/2008).

grandes lignes, les grands thèmes émergents »¹⁰⁸. Aucune sélection n'y est effectuée. Tous les sujets présentés par *Courrier* sont issus de la presse étrangère. *Courrier* n'inscrit pas à son agenda des sujets dont cette presse ne parle pas. Le vendredi, a lieu la conférence de sélection¹⁰⁹ de la partie magazine qui permet d'envoyer les articles sélectionnés en traduction pour publication le jeudi en treize ; n'y participent qu'une ou deux personnes par service. La sélection des articles d'actualité qui vont paraître le jeudi suivant s'amorce pendant la fin de semaine et se poursuit jusqu'au mardi (Ragasol 2008 ; Renon 2008). C'est le directeur de rédaction ou le rédacteur en chef qui décide de l'espace qu'occupera chaque article « à partir des éléments que lui présente le rédacteur » en conférence de rédaction. Tel article de sept feuillets sera ramené à deux, trois, ou quatre feuillets, telle partie sera reprise en chandelle... Le rédacteur coupe l'article, puis l'envoie à la traduction. Le traducteur traduit et procède aux adaptations minimales que nous avons vues plus haut, au niveau des micro-unités et, à titre tout à fait exceptionnel, il coupera lui-même tel article pour soulager un rédacteur momentanément débordé (Ragasol 2008). Le texte revient ensuite au rédacteur qui, au besoin, le contextualise. Ensuite, il est envoyé à la rédaction en chef qui peut encore faire des modifications avant de donner « son blanc seing ». Enfin, le service de révision corrige toutes les coquilles : des échanges entre services s'avèrent parfois nécessaires, à ce niveau, car même l'orthographe peut poser des problèmes épineux¹¹⁰. Le texte passe alors à « la fabrication : mise en page et mise en image » (Renon 2008).

5.3 Le Service de traduction et les langues

Courrier international dispose de son propre Service de traduction, qui emploie treize personnes, et recourt à des pigistes réguliers ou occasionnels¹¹¹. Dans leur immense majorité, les traducteurs travaillent dans deux combinaisons de langues, dont l'une est anglais-français. Les langues traduites en interne sont l'anglais, l'espagnol, l'allemand, le japonais, le russe, le

¹⁰⁸ Les commentaires concernant l'organisation générale proviennent principalement de Danielle Renon et accessoirement de Pierre Cherruau.

¹⁰⁹ Conférence de rédaction dans un journal classique.

¹¹⁰ Quand un narco trafiquant est surnommé San Quintín « pour avoir passé quatre ans dans la prison de San Quentin en Californie » et qu'en France il y a une ville qui s'appelle Saint-Quentin... (Ragasol 2008 et *Courrier* 3/01/2008 : 50).

¹¹¹ Tous les commentaires sur la traduction sont d'Olivier Ragasol, sauf mention contraire.

roumain, le vietnamien et le coréen¹¹². Pour les autres langues et en cas de surcharge de travail, le Service a recours à des pigistes réguliers ou occasionnels¹¹³. L'anglais et l'espagnol sont les deux langues les plus traduites et le sont à la fois en interne et à l'externe. La traduction est assurée par les seuls traducteurs. Deux rédactrices font exception à cette règle et traduisent : l'une suit les pays germanophones et traduit aujourd'hui occasionnellement, l'autre s'occupe de la Pologne et traduit elle-même sa sélection¹¹⁴. À ces deux groupes de traducteurs s'ajoutent les « vigies » qui sélectionnent et traduisent des articles dans des langues que le rédacteur dont elles relèvent ne connaît pas. Par exemple, le chef de rubrique Europe de l'Est connaît l'anglais, le russe et le bulgare, mais il a besoin de vigies pour le tchèque et le slovaque. Les vigies travaillent dans les « langues rares » (serbe, tchèque, slovaque, langues du Caucase...) ¹¹⁵ ; la plupart d'entre elles n'ont pas le français pour langue maternelle. Les langues indiennes ne sont pas traduites car la « grande presse indienne est toujours anglophone » (Ragasol 2008). Quant à la presse écrite sénégalaise, des chercheurs observaient en 1990, que sa « langue exclusive » demeurait le français, alors qu'au Nigeria et en Tanzanie, il existait déjà des organes de presse en langue nationale performants (Diop 1990 : 32 et 49) ¹¹⁶.

¹¹² Tous les traducteurs salariés de *Courrier* ne sont pas employés à plein temps. Sur les treize salariés, neuf sont en mesure de traduire l'anglais, quatre l'espagnol, quatre l'allemand, trois le japonais, et quatre personnes traduisent respectivement le russe, le roumain, le coréen et le vietnamien (Ragasol 2008 ; *Courrier*, « rédaction »).

¹¹³ Les noms des pigistes qui ont traduit pour un numéro de *Courrier* sont indiqués dans l'ours, à la rubrique « ont collaboré à ce numéro ». Quant aux traducteurs salariés, ils ont leur propre rubrique (Ragasol 2008).

¹¹⁴ La première est Danielle Renon, et son nom apparaît à la fois dans la rubrique « rédaction » et la rubrique « Traduction » (*Courrier*, « rédaction »). La seconde a été évoquée par Olivier Ragasol lors de notre entretien, mais pour des raisons que j'ignore, son nom n'apparaît pas dans la rubrique traduction. Est-ce parce qu'elle traduit peu ou parce que son nom apparaît déjà dans trois rubriques, ce qui fait beaucoup ?

¹¹⁵ Par langues rares, il faut entendre les langues modernes pour lesquelles il est moins facile de trouver un traducteur parce qu'elles sont peu enseignées en France. Par exemple, 95 % des élèves du secondaire y étudient l'anglais, l'espagnol ou l'allemand. Dans ces conditions l'italien est une langue rare. (Rodriguez 2004 : 3-4). Le japonais est en train de devenir une langue internationale : « on observe une augmentation spectaculaire du nombre d'étudiants (et proportionnellement d'enseignants) de japonais dans le monde (en dehors du Japon) : en 1974, moins de cent mille et en 1990, près d'un million ». Par ailleurs, « en Europe, on traduit toujours le plus souvent à partir de l'anglais mais le japonais est – cela est peu connu – la deuxième langue que les pays membres de l'Union Européenne traduisent le plus souvent » (Włodarczyk 2004 : 38). Il est intéressant d'observer que dès son premier numéro (1990), *Courrier* comportait des articles traduits du japonais.

¹¹⁶ Babacar Diop précise que les rares journaux en langues nationales « sont de fabrication artisanale et dominés par le pulaar et le wolof », ils « sont confrontés à des problèmes énormes liés à la fabrication, à la conservation et à la diffusion » (Diop 1990 : 49). La plupart d'entre eux sont édités par l'État ou des sociétés de développement, ils ont un tirage compris entre 20 et 3 000 exemplaires (Diop 1990 : 57-58).

5.4 La sélection des journaux et des articles à *Courrier*

5.4.1 De l'Europe... à l'Afrique

De manière générale, le rédacteur puise principalement ses articles dans « la presse de qualité », mais parfois aussi dans les tabloïdes pour transmettre l'atmosphère des différents pays au lecteur, et pour ne pas perdre de vue les références de son lectorat, il lit aussi la presse française (Renon 2008)¹¹⁷. Il les choisit parmi les « sujets les plus présents » dans la presse étrangère. Les articles doivent comporter « une originalité venant du pays dont on parle », apporter « un véritable complément d'information », donc être « relativement courts, synthétiques, informatifs, analytiques, [...] compréhensibles par un lectorat qui n'est pas dans le pays X ou Y » sans qu'on ait besoin de « mettre des crochets en permanence ». Cette dernière remarque renvoie à la contextualisation : les rédacteurs de *Courrier* s'efforcent de sélectionner des articles qui ne nécessitent qu'un minimum de contextualisation, comme changer un présent en passé, à condition encore que l'article ne soit pas devenu caduc ou trop incomplet en raison du temps écoulé entre sa première publication et sa publication en traduction, auquel cas il ne sera pas retenu.

Les rédacteurs responsables de pays appartenant au monde occidental reçoivent leurs journaux par plusieurs voies : *Courrier* est abonné à certains journaux et s'en fait livrer d'autres chaque matin par un kiosque. Mais pour les autres zones du monde, « Internet est venu suppléer » au papier car les journaux arrivent avec beaucoup de retard et « [p]our l'Afrique... » (Renon 2008)

« [...] pour l'Afrique, on gère la pénurie. On n'a pas un plan rationnel, prévoyant qu'on va parler de tel sujet. On va parfois lire cent articles avant de trouver un article qui soit suffisamment bien écrit et qui ait une problématique suffisamment développée. » (Cherruau 2008)

Pierre Cherruau se souvient qu'au cours de l'année où *Courrier* a publié davantage d'articles sur les pateras, il préférerait les articles d'*El País Semanal* « parce qu'ils étaient bien écrits, parce qu'il y avait une certaine maîtrise stylistique et donc une qualité pour nos lecteurs. »

¹¹⁷ Les explications générales sur la sélection sont principalement de Danielle Renon sauf mention contraire. Pierre Cherruau m'a souvent donné des explications confirmant les propos de sa collègue.

Il explique ainsi cette pénurie :

« Pour faire du journalisme de qualité, il faut de l'argent. Il faut aussi avoir des journalistes formés qu'on puisse payer. Au *New York Times* il y a plus de mille journalistes. En Afrique [...] dans un journal il y a peut-être dix ou quinze journalistes qui, souvent ne sont pas payés et qui, de toute façon, n'ont pas de moyens pour faire des reportages. En général, ils restent dans la capitale et même dans la capitale, on ne leur paye pas les transports. » (Cherruau 2008)

Dans ces conditions, le kiosque de Pierre Cherruau, c'est de plus en plus Internet, mais comme « [t]ous les articles ne sont pas en ligne [...] c'est souvent compliqué » et « empirique », il profite de ses vacances pour acheter ses journaux à Dakar, par exemple. Il est en contact avec des journalistes qui l'informent des sujets sur lesquels ils écrivent, et susceptibles de l'intéresser. Il connaît aussi les journalistes qui écrivent bien.

Quelques commentaires sur les propos de Pierre Cherruau s'imposent. Bien que Pierre Cherruau chasse l'article en temps réel et moi, l'archive, je pense qu'une brève description des difficultés que j'ai éprouvées pour retrouver les originaux de *Courrier* d'une part et les articles devant entrer dans mon corpus d'autre part, confirmera ses dires. La base de données Factiva, que j'ai déjà mentionnée, ne conserve les archives de *Liberté*, du *Quotidien d'Oran*, du *Soleil* et de *Sud Quotidien* que pendant trois mois¹¹⁸. Sur les sites respectifs de ces quotidiens, les archives ne sont pas davantage accessibles, sauf celles de *Liberté*, mais la recherche y est très artisanale. À défaut de mieux, je m'en suis contentée. J'ai fini par accéder aux articles du *Soleil* et de *Sud Quotidien* lorsque j'ai découvert la base de données allAfrica.com¹¹⁹. Les archives du *Quotidien d'Oran* sont restées dans les nues¹²⁰. Quant à *Nouvel Horizon*, son site Internet est vide depuis au moins un an, et je n'ai pas encore découvert la base de données où se cachent ses articles.

¹¹⁸ Dans le cas du *Soleil* et de *Sud Quotidien*, aucune note ne le précise. Dans celui du *Quotidien d'Oran* et de *Liberté*, l'archivage de Factiva est censé remonter au 1/06/2007, mais cette date est fictive.

¹¹⁹ Moyennant un abonnement personnel.

¹²⁰ J'ai téléphoné au *Quotidien d'Oran* le 20/07/2008, puis sur les conseils de mon interlocuteur, j'ai envoyé un courriel dès le lendemain pour m'enquérir des conditions d'abonnement et d'accès aux archives. Je n'ai pas reçu de réponse. Par ailleurs, aucun de mes quotidiens de travail n'est archivé à la Bibliothèque nationale de France, malgré une période de vie commune entre la France, le Sénégal et l'Algérie (consultation en décembre 2007). Certains numéros de *Liberté* figurent bien à son catalogue, mais il est impossible de les consulter.

Malgré les nombreux écueils qui se sont dressés lors de la recherche d'archives, j'ai quand même tenté de vérifier si *Courrier international* éliminait des journaux de qualité. Sur les dix journaux sénégalais que l'on peut « consulter » dans Factiva, quatre seulement font partie de la liste de *Courrier international*. Parmi les autres, l'un n'est rien moins que l'Agence de presse sénégalaise¹²¹, trois autres liens ne mènent pas à des journaux, mais à des portails qui renvoient aux grands journaux, le site du neuvième est désactivé ; reste un seul journal véritable qui pourrait s'ajouter à la liste de *Courrier*, mais ses informations sont très locales et ses articles manquent d'attrait. Les quatre journaux de *Courrier international* que l'on retrouve dans Factiva sont les journaux d'information grand public qui ont les plus forts tirages, et tous ont droit à la mention « irrégulier ». AllAfrica.com donne également accès à quatre journaux qui se retrouvent dans Factiva. Comme on le voit le choix est limité par l'accès en ligne. Je n'ai pas réitéré cette recherche fastidieuse et incertaine pour l'Algérie.

Quant aux journaux provenant de pays développés, ils n'afficheront peut-être pas des points de vue plus pro-européens que ceux de la presse sénégalaise par exemple, car au Sénégal, les personnes qui écrivent en français, ont reçu une éducation « élitiste » qui « produit des sujets coupés de la société globale » (Diop 1990 : 32). Cette remarque très généralisatrice, n'en comporte pas moins des éléments de vérité.

Enfin, je ne dispose pas de données portant directement sur la question des moyens de la presse africaine, mais l'analyse des statistiques de l'UNESCO me semble révélatrice de leur faiblesse par rapport à ceux de la presse européenne. En France et dans les pays voisins, le nombre de quotidiens est de l'ordre de la centaine contre quelques dizaines en Afrique, leur diffusion par millier d'habitants est de l'ordre 150 à 250 alors qu'elle est généralement inférieure à une seule dizaine en Afrique et, en ce qui concerne le nombre de journalistes par millions d'habitants, la France en affiche 89 et fait figure de parent pauvre en comparaison de ses voisins qui les comptent par centaines. En Afrique, ce nombre est de l'ordre de quelques dizaines (UNESCO Institute for Statistics, « Newspapers and periodicals... »)¹²². En outre, nombreux sont les pays d'Afrique qui laissent les tableaux de statistiques quasiment vierges.

¹²¹ Son président est « nommé par décret sur proposition du Premier Ministre ».

¹²² Voir tableau à l'annexe 2.

5.5 Ma sélection

Je vais maintenant présenter les trois niveaux de sélection qui m'ont permis de constituer les trois corpus d'articles : le corpus local (articles sources de *Courrier* ou des langues de départ), le corpus français (articles de la presse française ou de la langue d'arrivée) et le corpus traductionnel (articles corpus *Courrier*). Tout d'abord, j'ai sélectionné deux pays de départ et un pays d'arrivée, puis deux quotidiens par pays. Enfin, j'ai fixé les critères qui m'ont permis de filtrer dans un premier temps les « corpus exploratoires » (Moirand 2007 : 6) et, dans un deuxième temps, les corpus de travail.

5.5.1 Les pays

Mes critères de sélection des pays répondent en partie à des raisons logiques ou matérielles et à des préférences personnelles. J'ai choisi de me concentrer sur la presse du Sénégal, de l'Algérie et de l'Espagne parce que leur situation géographique fait des deux premiers pays, des pays d'embarquement et du troisième, un pays d'arrivée. En outre, le Sénégal et l'Algérie jouissent d'une presse écrite plus développée que leurs voisins. À populations équivalentes, la presse quotidienne algérienne diffuse environ trois fois plus que la presse marocaine ; le taux d'alphabétisation, nettement plus élevé en Algérie qu'au Maroc, n'est sans doute pas étranger à cette situation¹²³. Le Sénégal a beaucoup plus de titres que la Mauritanie. J'ai choisi l'Espagne, toute désignée par le terme *patera*, parce que je suis en mesure de lire la presse de ce pays. Enfin, je m'intéresse plus à l'Espagne qu'à l'Italie et plus à l'Algérie qu'au Maroc, auquel j'aurais dû accorder ma préférence si j'avais retenu comme critère les principales nationalités immigrant en Espagne. Ces choix ne posent pas de problème de fond, dans la mesure où les conclusions que je tirerai de cette étude porteront uniquement sur l'échantillon étudié. Seule une étude exhaustive, à long terme, de l'ensemble de la presse des pays concernés, et de l'ensemble de *Courrier* pourrait prétendre aboutir à des conclusions générales.

¹²³ 33 exemplaires pour 1 000 habitants en Algérie contre 7 au Maroc ; 13 titres au Sénégal contre 3 en Mauritanie. Voici les taux d'alphabétisation des principaux pays évoqués tout au long de ce travail. Ils proviennent de l'U.S. Department of State, « *Background Notes* » : **Espagne** (estimation 2003), 98 % – **France** (2008), 99 % – **Algérie** (2004), 70 % – **Maroc** (estimation 2003), 51,7 % – **Mauritanie** (2008), 59 % [51,2 % (CIA, *The World...*) ; chiffre repris par Amnesty International] ; **Sénégal** (décembre 2007), 50,7 % [39,3 % (CIA, *The World...*) ; chiffre repris par Amnesty International, *Courrier* donne un chiffre du même ordre]. Voir l'annexe 2 pour de plus amples informations et pour mes commentaires.

5.5.2 Les journaux, et ce qu'ils représentent

Mon deuxième niveau de sélection concerne les journaux. J'ai choisi les deux tirages les plus forts de la presse écrite imprimée et de qualité : *Le Quotidien d'Oran* et *Liberté* pour l'Algérie, *Le Soleil* et *Sud Quotidien* pour le Sénégal, *El País* et *El Mundo* pour l'Espagne et enfin, *Le Monde* et *Le Figaro* pour la France¹²⁴.

En Espagne et en France, les deux plus forts tirages vont à deux quotidiens plutôt de centre-gauche, *El País* et *Le Monde*, et à deux quotidiens plutôt de droite *El Mundo* et *Le Figaro*. Cette répartition « m'arrange », car elle augmente, en théorie, la diversité potentielle des points de vue. Mes informations sur l'orientation des deux quotidiens algériens et sénégalais sont maigres et ne me permettent pas d'établir la même « opposition ». Au Sénégal, *Le Soleil* et *Sud Quotidien* se démarquent l'un de l'autre par une opposition public-privé ou encore proche du pouvoir-indépendant (BBC, « *Country profile* » ; *Courrier*, « planète presse »), sachant que depuis 2000, ce pouvoir n'est plus socialiste mais qu'il l'a été pendant les 40 années précédentes (CIA, *The World Fact Book* ; BBC, « *Country profile* »), pour étiqueter *Le Soleil*, qui existe depuis 1970 (*Courrier*, « planète presse », *Le Soleil*). En ce qui concerne l'Algérie, il m'est encore plus difficile de placer les deux quotidiens sur l'échiquier politique. Simplement, *Liberté* est « célèbre en Kabylie [et] a, comme actionnaire majoritaire, [...] un industriel proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) » (*Courrier*, « planète presse », *Liberté*) ; très schématiquement ce parti se déclare laïque, il défend la culture amazigh, ou berbère, et, entre autres, les droits de la communauté émigrée (RCD, « Positions politiques marquantes »). Enfin, *Le Quotidien d'Oran* est, semble-t-il, le « premier quotidien francophone » d'Algérie ; il est « surtout lu par les cadres » et « rassemble les meilleures signatures de journalistes et d'intellectuels d'Algérie dans son édition du jeudi » (*Courrier*, « planète presse » *Le Quotidien d'Oran*). Comme je n'ai pas pu accéder aux archives de ce quotidien, je m'en tiendrai à ces informations succinctes.

¹²⁴ Mes données sur les tirages des journaux algériens, sénégalais et espagnols proviennent du site de *Courrier international*. En ce qui concerne les journaux espagnols, j'ai recoupé les données de *Courrier* avec celles de l'Oficina de Justificación de la Difusión, l'OJD espagnole : les deux sources se rejoignent. Les données sur les journaux français proviennent de l'OJD (2007). *Le Quotidien d'Oran*, 190 000 – *Liberté*, 80 000 – *Le Soleil*, 25 000 – *Sud Quotidien*, 20 000 – *El País*, 440 000 – *El Mundo*, 330 000 (respectivement 435 083 et 336 286, Oficina de Justificación de la Difusión 2007) – *Le Monde*, 354 308 – *Le Figaro*, 338 618.

Cette sélection extrêmement limitée ne peut pas refléter les nombreux points de vue susceptibles de s'exprimer dans la presse d'un pays. Pour l'Espagne et la France, elle reflète sans doute les points de vue acceptés par une majorité de lecteurs, mais ne l'oublions pas, ceux-ci ne représentent qu'une minorité de la population par rapport au public des chaînes de télé ou des stations de radio. Dès le départ, le monde des lecteurs de la presse écrite est donc un microcosme. Mais au Sénégal, et dans une moindre mesure en Algérie, cette sélection représente des points de vue encore moins diversifiés, car la presse écrite francophone est intrinsèquement liée aux classes sociales alphabétisées qui, de surcroît, ont appris la langue de la promotion sociale, le français. Faut-il le rappeler ? Au Sénégal à peine la moitié de la population est alphabétisée en français¹²⁵. En Algérie, la presse écrite est un peu moins élitiste, même en français. D'une part, 70 % de la population est alphabétisée en arabe. D'autre part, comme nous l'avons vu, l'enseignement du français comme langue étrangère démarre dès l'école primaire et, indice révélateur, le tirage cumulé de la presse algérienne francophone semble d'un tiers plus important que celui de la presse arabophone¹²⁶. Quel paradoxe ! Ces considérations sur le français en Algérie mises à part, le choix de quotidiens rédigés dans cette langue s'impose à moi pour ce pays, car je ne connais pas l'arabe. En conclusion, la presse africaine que je vais analyser est, à des degrés divers, élitiste. Mais qui dit élite ne dit pas forcément vision étroite du monde...

5.5.3 Les articles des corpus

5.5.3.1 La période de référence

Le troisième filtre s'applique aux corpus. À ce niveau, j'ai établi deux grands critères de sélection : la période pendant laquelle les articles ont été publiés et les sous-thèmes de l'émigration-immigration. J'ai choisi l'année 2006, car c'est celle pendant laquelle *Courrier* a publié le plus d'articles sur les pateras, et comme les départs en cayuco ou en patera ont surtout lieu à la belle saison, j'ai établi les différents corpus à partir d'articles publiés entre le

¹²⁵ À titre de curiosité concernant le wolof... au Sénégal, environ 30 % des ruraux et 47 % des urbains sauraient le lire (Diop 1990 : 40). Diop fait la distinction entre la lecture et l'écriture, car ceux qui savent écrire sont encore moins nombreux.

¹²⁶ Les tirages cumulés de la presse algérienne arabophone et francophone sont respectivement de 420 000 et de 690 000. (*Courrier*, « planète presse »).

1^{er} mars et le 30 septembre 2006¹²⁷. Les articles publiés par le *Quotidien d'Oran* en 2006 sont les seuls auxquels je n'ai pas pu accéder. *Le Quotidien* étant le principal journal francophone d'Algérie, il est possible que son absence fausse légèrement les données du corpus local. Pour en revenir à l'année 2006, j'ajouterai qu'elle a aussi été le point culminant des départs, et celle des grandes conférences sur l'immigration : Conférence de Rabat, Conférence de Tripoli, Atelier de Dakar¹²⁸. Mais j'ai eu connaissance de ces informations a posteriori... à la lecture des journaux.

Par ailleurs, d'aucuns avanceront que la période de référence est trop vaste pour un travail de maîtrise parce qu'elle produit – nous le verrons sans tarder – des corpus énormes que je ne peux étudier à fond même après un second filtrage. Une limitation de la période qui m'aurait permis d'étudier les articles à fond, aurait, de manière encore plus arbitraire, conduit à l'élimination d'articles pertinents et faussé tout autant les résultats par une exclusion absolue « à la date » au lieu d'une sélection « au chapeau ». Encore une fois, cette étude ne constitue qu'une première approche.

¹²⁷ Pendant des mois, j'ai remis cette période de référence en cause, car je n'arrivais pas à accéder aux articles africains publiés à l'époque. J'ai même envisagé d'étudier d'autres journaux et d'autres pays, mais les difficultés d'accès demeuraient.

¹²⁸ La Conférence de Rabat ou Conférence Ministérielle Euro-Africaine sur la Migration et le Développement a été « promue par l'Espagne, le Maroc et la France » et s'est tenue les 10 et 11/07/2006 à Rabat (*Déclaration de Rabat*, 11/07/2006 ; *Liberté*, Djamel Bouatta, 21/05/2006). Atelier de Dakar : « Migration, développement et réduction de la pauvreté », organisé conjointement du 8 au 20/08/2006 par la Fondation africaine pour le renforcement des capacités en Afrique et l'Organisation internationale pour les migrations (*Le Soleil*, Sarr 3/08/2006) ; Conférence ministérielle de Tripoli des 5 et 6/06/2006 organisée sous les auspices de l'Union africaine (*Liberté*, Djamel Bouatta, 21/05/2006). Dans mes recherches, j'en ai trouvé une de plus : la Conférence ministérielle Union européenne/Union africaine qui s'est tenue à Tripoli les 22 et 23/11/2006 (Ministère (français) des Affaires étrangères et européennes). Il règne un flou artistique sur la relation entre les deux conférences de Tripoli.

5.5.3.2 Du corpus exploratoire au corpus de travail

J'ai sélectionné les articles des corpus, à partir d'une liste de termes clés¹²⁹ qui ont produit, selon les journaux, un nombre d'articles compris entre 29 pour *Sud Quotidien* et 696 pour *El País*¹³⁰ et portant sur des thèmes très variés. Avant de poursuivre sur les thèmes, ces chiffres appellent deux remarques, l'une analytique, l'autre méthodologique. L'ensemble des articles d'*El País* n'étaient évidemment pas exploitable, mais l'abîme numérique qui sépare deux quotidiens s'adressant chacun à un public installé aux premières loges de l'émigration-immigration (thème de proximité) reflète peut être le niveau des moyens humains et financiers dont disposent ces quotidiens, ainsi que le niveau et l'importance de leur lectorat, l'élite d'un pays dans le premier cas, la population entière du pays, dans le second. Sur le plan méthodologique, la grande disparité quantitative entre les articles récoltés d'un quotidien à l'autre risque de limiter les conclusions que je tirerai.

Parallèlement au gouffre numérique, l'éventail des thèmes couverts par le corpus exploratoire était trop large pour mon étude, je l'ai donc rabattu sur les thèmes qui correspondaient le plus à mes centres d'intérêts et qui cadraient bien avec l'une des idées sous-jacentes de cette thèse : les relations Nord-Sud m'intéressent bien plus que les débats internes à un pays – je les ai suffisamment évoqués plus haut – tout cela sans oublier de chercher à débusquer l'originalité, la nouveauté que *Courrier* est censé transmettre. Un thème s'est par ailleurs imposé : la question de la fuite des cerveaux ravivée par la politique

¹²⁹ Au fil de mes recherches dans les quotidiens des différents pays en français ou en espagnol, la liste des termes a évolué et a donné pour l'espagnol : *patera, cayuco, harraga, lancha, embarcación, inmigración, subsahariano, Euroafrica et Unión Africana*. Et pour le français : *patera, cayuco, harraga, pirogue, embarcation, immigration, subsaharien, Union africaine, euro-africaine et Canaries*. Pour l'Afrique j'y ai ajouté : *barque, boat-people, émigration, migration et clandestine*.

D'une langue à l'autre, d'un pays à l'autre, les termes varient : *patera* et *cayuco* ne sont pas les termes les plus usuels en français alors que dans la presse espagnole, ils renvoient au phénomène de l'immigration en barque à partir des côtes africaines, d'où l'inutilité d'une recherche sur *Canarias* et même la nécessité de l'éliminer, car un essai sur ce terme m'a conduit du tourisme aux partis politiques des Canaries en passant par tous les faits divers. Par ailleurs, aucun de ces deux termes n'étant employé dans la presse africaine, j'ai eu recours à des termes complémentaires.

Enfin, compte tenu du nombre d'articles qui se sont affichés de manière répétitive sous des termes différents, je pense que peu d'articles publiés sur la question ont échappé à ma vigilance.

¹³⁰ Le corpus exploratoire produit par Factiva à partir de la série de mots clés a donné 696 articles pour *El País*, 329 pour *El Mundo*, 86 pour *Le Figaro* (auquel il faut en ajouter 6 « oubliés » par la base) et 39 pour *Le Monde*. Étant donné la quantité d'articles, j'en ai peut-être éliminé quelques-uns par erreur. Pour toutes les données quantitatives concernant les corpus et la classification par thème, voir l'annexe 3.

française d'immigration « choisie », lancée, en France, comme une nouvelle solution à l'immigration clandestine. Le classement ci-dessous représente les thèmes que j'ai retenus :

- Premièrement le périple des *pateristas*¹³¹ qui englobe les départs et les arrivées à proprement parler, les naufrages, les interceptions en mer, les jugements, les arrestations, l'assimilation passeurs-immigrés clandestins.
- Deuxièmement, l'analyse, sous laquelle j'ai regroupé l'analyse factuelle de la situation, la réflexion (réunions, avis d'experts, grandes orientations), les articles de contextualisation (qui présentent ce qui se passe « là-bas » et qui constituent une forme d'analyse illustrée), ceux qui expliquent les causes des départs et ceux qui proposent des solutions concrètes non répressives (les solutions répressives étant un lieu trop commun).
- Troisièmement, les investissements réalisés par les émigrés dans leur quartier ou village d'origine.
- Quatrièmement, la propagande anti-émigration illégale, thème sous lequel j'ai regroupé les articles qui découragent ouvertement l'émigration-immigration clandestine et ceux qui lient la réussite à l'immigration régulière et l'échec à l'immigration clandestine. J'ai employé le terme propagande, mais il ne saurait s'appliquer avec autant de force à tous les articles de cette catégorie.
- Cinquièmement, les négociations bilatérales ou multilatérales menées entre pays européens et africains, comme la conférence de Rabat, et portant sur les accords de réadmission ou l'aide au développement, car elles traduisent les jeux de pouvoir entre pays développés et pays en développement. J'ai également retenu et classé dans cette catégorie les négociations entre pays africains exclusivement.

Tous journaux confondus, j'ai éliminé les articles exposant ce qu'il advenait des *pateristas* une fois sur le territoire espagnol (taux d'occupation des centres, révoltes, régularisations,

¹³¹ *Paterista*, au singulier, ou *pateristas* n'existe pas en français pas plus qu'en espagnol, semble-t-il. Je le propose à partir de *patera*, l'embarcation de fortune : il désigne les passagers de cette embarcation. Ma proposition se fonde sur le modèle de « *balsero* » qui désigne le pilote d'un radeau et, dans les Antilles, les immigrés clandestins (*Real Academia, balsero*).

maladies contagieuses, libérations, rapatriements, insertion, etc.), les solutions exclusivement répressives (coopération et moyens policiers, chasse aux passeurs), les négociations internes à un pays ou à l'Europe, et les prises de position des partis, syndicats ou organisations¹³².

Pendant la période de référence, *Courrier international* a consacré un numéro entier à l'émigration-immigration intitulé « Numéro spécial – Destins d'émigrés – Enfants marocains en Espagne – La vague chinoise – Les nouvelles barrières de l'UE – Etc. » (*Courrier* 8/06/2006 : première de couverture). Ce numéro comporte bien entendu un éditorial que j'ai dû éliminer puisque, de par sa fonction, l'éditorial ne peut provenir de la presse étrangère. Son titre est sans ambiguïté : « Ne fermons pas nos portes ! ». Le numéro spécial fait évidemment le tour des continents, de la « danéïté » au « Retour à la case départ » du Maroc en passant, par les « esclaves de Buenos Aires », les « nouveaux citoyens » coréens et les « srilankaises à Beyrouth ». Sa partie thématique comporte un dossier sur les Chinois, et trois minis-dossiers : le premier sur les droits des États et les devoirs des immigrés, le deuxième sur le multiculturalisme et la religion, le troisième sur les mineurs marocains en Espagne. Trois des articles du corpus traductionnel sont extraits du « spécial émigrés », les deux autres sont extraits d'un numéro de mai. Nous verrons plus loin si la rareté des articles a un effet sur les thèmes abordés par *Courrier*.

5.5.3.3 La recette rapide du corpus de travail

Tout d'abord, j'ai épuré le corpus exploratoire, puis classé les articles au vu du titre et du chapeau, sauf quand leur lecture laissait planer un doute. Je me suis alors plongée dans l'article complet. Le principe de la pyramide inversée que j'ai expliqué plus haut permet, à mon avis, cette lecture rapide sans entraîner un trop grand nombre d'erreurs, car généralement, le titre et le chapeau reprennent les thèmes importants de l'article. J'ai rectifié ces erreurs à chaque fois que j'en ai constaté à la lecture d'un article. En outre, lorsqu'un article abordait plusieurs thèmes, j'ai dû le classer arbitrairement sous un thème. Cette manière de procéder peut fausser les estimations quantitatives mais non les transformer fondamentalement. En tout état de cause, il ne s'agit que de chiffres indicatifs. Pour procéder

¹³² Il va de soi que j'ai aussi éliminé les nombreux doublons et articles totalement hors sujet que me proposait Factiva, notamment l'émigration vers d'autres îles (Malte, Sicile, Guadeloupe) ou vers les enclaves de Ceuta et Melilla.

à l'analyse des thèmes, j'ai lu intégralement de nombreux articles des quotidiens et tous ceux de *Courrier*. Les erreurs devraient y être rares, car le fait d'avoir classé un article sous un thème ne m'empêche pas d'évoquer ses autres thèmes.

Ensuite, pour faciliter la comparaison sur la récurrence des thèmes dans les journaux, j'ai converti les nombres absolus en pourcentages. Mais comme on pouvait s'y attendre l'écart numérique entre *Sud Quotidien* et *El País* demeure : il ne reste que six articles pour le premier contre 232 pour le second. Compte tenu de l'ensemble de ces observations, les pourcentages indiquent simplement de grandes orientations ; ils sont surtout utiles pour les quotidiens qui produisent de nombreux articles. Dans le cas de *Sud Quotidien*, l'analyse des pourcentages serait caricaturale. Il en va de même de *Courrier international* qui, dès le départ, produit moins d'articles en raison de son statut d'hebdomadaire, et dont la forme et la méthode de travail posent un autre type de problème. Le corpus de travail de *Courrier* ne comporte que cinq ou sept articles : le simple fait de porter ou pas une chandelle au rang des articles modifie amplement les pourcentages. Seule l'analyse approfondie m'a permis de distinguer par exemple, les chandelles-articles qui constituent des articles à part entière sans rapport direct avec l'article original, des chandelles contextualisantes, qui reprennent une idée de l'article original. En outre, *Courrier* a repris, en décembre, un article publié par *El País* le lundi 25 septembre (en pleine période de bouclage). Fallait-il inclure cet article ? Après quelques expériences, je m'en suis tenue aux dates de référence fixées pour les quotidiens, car l'ajout ou la suppression d'un article ne change rien à la répartition des thèmes traités par *Courrier*¹³³.

Pour éviter les erreurs d'interprétation du lecteur, je tiens à souligner que les intitulés de mes thèmes doivent être dissociés de leurs connotations, car ils sont très globaux. À titre indicatif, la plupart des articles classés « propagande » en sont, mais certains expriment le pour et le contre (*Liberté*, Bendofil 5/04/2006) ; un article classé « négociations » peut exprimer

¹³³ En ce qui concerne *Courrier international*, si la chandelle est comptée comme un article à part entière, il y a sept articles répartis comme suit : départs, 28,57 % – analyse, 57,14 % – investissements, 14,29 %. Si la chandelle n'est pas comptée à part, la répartition est la suivante : départs, 20 % – analyse, 60 % – investissements, 20 %. Si l'on ajoute l'article de décembre, les pourcentages sont les suivants : départs, 25 % – analyse, 62,50 % – investissements, 12,50 %. L'ordre des centres d'intérêts de *Courrier* est le même dans les trois cas. Pour le détail, se reporter à l'annexe 3.

d'avantage le côté conflictuel des négociations¹³⁴. La relativisation est d'autant plus nécessaire lorsqu'un article combine plusieurs thèmes.

5.6 D'un journal à l'autre : analyse des thèmes

Je présenterai d'abord les thèmes abordés dans les différents quotidiens à l'origine des corpus local et français, puis ceux que *Courrier international* a repris ou écarté, et je me demanderai si le traitement ou l'élimination d'un thème apporte une information ou un point de vue nouveau par rapport au corpus français, ou tait une position importante, si ce point de vue vient d'Europe (en l'occurrence d'Espagne) ou d'Afrique, cela en tenant compte de la ligne du confrère que *Courrier* a republié par rapport à la sienne.

Tous mes commentaires sur les articles que *Courrier* aurait pu reprendre intégralement ou partiellement sous-entendent la mention « sous réserve que *Courrier international* en ait obtenu le droit », par référence aux droits d'auteurs. En outre, ils s'appliquent uniquement à la période et au sujet de ma thèse. Quand j'affirme qu'une idée, une information ou un thème sont éliminés par *Courrier international*, cela s'applique à la période et au cadre de ma thèse. Rien ne permet de conclure que *Courrier* ne les a pas traités dans des articles totalement étrangers aux pateras ou en dehors de la période de référence. De plus, le traitement d'un thème par la presse française peut rendre son traitement par *Courrier* superflu. Enfin, ma discussion sur les choix de *Courrier* par rapport aux articles publiés dans les trois journaux sources a un côté fictif, car il est évident qu'au moment de son choix le rédacteur avait bien plus de trois journaux en main, en provenance de pays beaucoup plus divers. Mes six quotidiens de référence servent simplement à donner des exemples de ce que la presse étrangère, et donc la traduction, peut apporter ou pas. Quels sont donc les thèmes traités dans les corpus local et français ?

Les trois quarts des articles publiés par *El Mundo* et *El País* et la moitié de ceux publiés par *Le Figaro* traitent essentiellement du périple des *pateristas*. Après l'avalanche d'articles sur les départs, les autres thèmes ne peuvent qu'afficher de faibles pourcentages. Les deux quotidiens espagnols suivent la même orientation : les négociations internationales arrivent

¹³⁴ « *El Gobierno exige a Senegal que ponga freno a los cayucos y avisa de que expulsará a los irregulares* » (*El País*, Egurbide et C. E. CUE 5/09/2006).

en seconde position devant l'analyse, qui est toutefois très limitée à *El Mundo*. Seul *Le Soleil* traite prioritairement l'analyse. *Le Monde*, *Sud Quotidien* et *Liberté* privilégient les relations internationales. Ce thème est le deuxième choix d'*El País*, d'*El Mundo* et du *Soleil*. Tandis que *Le Monde*, *Le Figaro* et *Sud Quotidien* lui préfèrent l'analyse et, *Liberté*, le périple. Quant à *Courrier international*, il privilégie les articles d'analyse, puis les départs et en dernier lieu les investissements.

5.6.1 Le périple

L'immense majorité des articles publiés par *El Mundo*, *El País* et *Le Figaro* traitent du périple des *pateristas*¹³⁵ et envoient à leurs lecteurs une surenchère de chiffres ponctués de substantifs plus destructeurs et sensationnalistes les uns que les autres : raz-de-marée, avalanche... Cela dit, *El País* et *El Mundo* ont souligné au moins une fois la marginalité de l'immigration subsaharienne par rapport aux immigrés qui arrivent massivement dans les aéroports, comme touristes, et qui, précise *Le Monde*, bénéficient ultérieurement des mesures de régularisation.

Dans *Le Monde*, comme dans *Liberté*, *Sud Quotidien* et *Le Soleil*, ce thème donne lieu à beaucoup moins d'articles. Mais un élément distingue l'ensemble des quotidiens européens des quotidiens africains : la plupart du temps, les premiers évoquent les chiffres globaux des arrivées, des naufrages... les seconds précisent, dans l'immense majorité des cas, la nationalité de ces personnes (Nigériens, Pakistanais, passeur ghanéen...), en général des étrangers arrêtés au moment de leur « l'embarquement »¹³⁶. Dans ces articles, il est aussi question des familles restées sans nouvelles de leurs proches et qui s'inquiètent.

Les quatre quotidiens européens mettent à l'honneur, l'Esperanza-del-Mar, un navire hôpital espagnol, et *El Mundo* le ressert même pendant plusieurs jours de suite.

Courrier international, pour sa part, transmet les mêmes informations que l'ensemble des quotidiens à une près, sur laquelle je reviendrai. Il donne des statistiques détaillées (arrivées, décès, arrestations dans un pays de départ sans mentionner les nationalités) et aborde

¹³⁵ Pour l'ensemble de la répartition des thèmes voir le tableau à l'annexe 3.

¹³⁶ Sous réserve d'une lecture approfondie des quotidiens européens. Dans les quotidiens africains, les nationalités sautent aux yeux, car elles sont indiquées dans le titre.

brièvement les changements d'itinéraires. Il précise également que l'immigration clandestine la plus importante aux Canaries n'est pas celle des *pateristas* mais des touristes latino-américains, maghrébins et européens extracommunautaires qui arrivent en avion et « oublient » de repartir. Il ramène toutes ces statistiques au même niveau : il n'y a pas de surenchère sur les arrivées comme dans *El Mundo*, *El País* ou *Le Figaro*. *Courrier* aborde la question du périple sous l'angle des secours, par un article sur l'Esperanza del Mar, sélectionné dans *El País*. Pourtant *El Mundo* a également publié beaucoup d'articles sur ce navire-hôpital. Dans l'article sélectionné, le capitaine de l'Esperanza del Mar décrit quelques sauvetages et, dans un cas, son impuissance face au destin. L'inquiétude des familles pour leurs proches est le seul thème venant des quotidiens africains que *Courrier* laisse de côté. Ce thème, forcément très proche du lectorat des pays de départ, est-il trop éloigné du lectorat français, pays d'arrivée secondaire ? Peut-on considérer que l'article sur l'Esperanza del Mar, qui présente le côté douloureux de ces départs, comme une transposition pour un lectorat français, de la douleur des familles évoquée dans les quotidiens africains ? En tant que lectrice à présent initiée, j'aurais tendance à le penser.

En conclusion, on est en présence d'une synthèse des thèmes abordés : *Courrier* n'apporte ni n'exclut aucune idée sur le périple des pateras.

5.6.2 L'analyse

Sur le plan de l'analyse et de la réflexion, certains points de vue se démarquent des explications communes sur les causes ou les solutions nécessaires (chômage et appauvrissement des populations, création d'emploi et formation) présentées par tous les journaux.

L'analyse « espagnole », dans sa plus simple expression, est présentée par *El Mundo* ; c'est le plan Afrique du gouvernement qui tourne autour de trois axes : diplomatie, aide au développement et renforcement des contrôles. *El País*, y ajoute parfois la critique des mesures répressives, et différentes idées : certains chefs d'État cherchent à se débarrasser d'une jeunesse trop contestatrice, certains jeunes se sentent investis d'une responsabilité financière envers leur famille, et la possession de documents d'identité permet les allers-retours. *Le Figaro* présente le plan espagnol dans sa version *El Mundo*, mais constate

l'inefficacité des contrôles qui ne font que déplacer les flux et évoque les causes, de manière personnelle, au travers des paroles de quelques habitants d'un port sénégalais.

Le Monde émet l'idée qu'il faut réduire l'écart des richesses entre les deux rives de la Méditerranée car, précisent *El País* et *Sud Quotidien*, la télévision les met en évidence.

Le Soleil évoque les causes communément évoquées par les autres quotidiens de manière plus concrète et humaine, car il nomme certaines catégories de la population : jeunes, agriculteurs et pêcheurs. La solution miracle du gouvernement pour arriver à « une émigration zéro » (*Le Soleil*, Sadio 12/09/2006) est resservie à qui veut l'entendre : il faut moderniser l'agriculture pour « fixer » les jeunes sur le « terroir » et inciter les rapatriés à retourner à la campagne grâce au plan « REVA (Retour des Emigrés Vers l'Agriculture) » (*Le Soleil*, Dramé 25/09/2006). Le ministre de l'Agriculture propose ainsi à un groupe de rapatriés qui réclament (naïvement) leur retour en Espagne de les expédier à la campagne (*Le Soleil*, Ciss, 3/06/2006). *Le Soleil* évoque une réunion de l'ONU à Dakar pendant laquelle ont été mises en cause la démographie et la dette extérieure. Les solutions proposées ? Organiser les transferts des émigrés pour qu'ils financent une partie du développement (voir ci-dessous le point « investissements »). Les idées originales de *Sud Quotidien* passent par le recrutement au mérite, l'adoption de mentalités plus citoyennes et la création d'une économie porteuse de débouchés pour les produits locaux. *Liberté* présente la position défendue par le gouvernement algérien lors d'une réunion de l'Union africaine, dont l'originalité est d'évoquer la nécessité d'une résolution durable des conflits armés qui ravagent le continent et la mauvaise gouvernance considérée par certains experts comme « l'une des causes essentielles des migrations en Afrique » (*Liberté*, Chekri 6/04/2006)¹³⁷. Il appelle aussi les pays développés à respecter leurs engagements en matière d'aide au développement.

Le Monde ouvre ses colonnes à des chercheurs qui critiquent l'inefficacité des discours sécuritaire et compassionnel (la pauvreté est cause de l'émigration) et soulignent d'une part la nécessité de reconnaître l'utilité des migrations et, d'autre part le fait que, dans leur immense majorité, celles-ci ont lieu à l'intérieur de l'Afrique et profitent autant aux régions

¹³⁷ Quelques jours après avoir écrit ces lignes, le 6/08/2008, RFI annonçait un coup d'État en Mauritanie.

d'immigration qu'aux émigrés. Ces chercheurs précisent une idée évoquée par *El País* et enfoncent le clou : la fermeture des frontières empêche non seulement les immigrants clandestins de rentrer chez eux, en Afrique elle provoque l'« effondrement de l'économie des petites villes qui vivent de la circulation » (*Le Monde*, Bredeloup et Pliez 28/03/2006 : 28)¹³⁸. Cette étude est évoquée dans un article du *Soleil* où l'auteure explique aussi les départs par le « désir d'émancipation vis-à-vis des obligations familiales » (*Le Soleil*, Sané 9/05/2006).

Quant à la future politique d'immigration à la française, sélective, ou choisie ou concertée, qui générera semble-t-il plus de problèmes que de solutions, elle a suscité réflexion et réflexions, à *Liberté*, au *Soleil*, et au *Monde*. *Liberté* la considère comme une incitation à la fuite des cerveaux. *Le Soleil* et *Le Monde* vont plus loin et partagent l'idée que cette politique constitue un « vol programmé des cerveaux » (*Le Soleil*, Mané 5/05/2006) qui aggrave la « déperdition structurelle des compétences » (*Le Monde*, Meyer 5/05/2006 : 21)¹³⁹, notamment dans des secteurs comme la santé où l'Afrique a le plus besoin de ses cerveaux. Face à ce problème, *Le Soleil* compare, par la voix d'une représentante de l'ONU, cette politique à une nouvelle forme de traite des esclaves et évoque, dans divers articles, les solutions envisagées par le gouvernement sénégalais¹⁴⁰.

L'analyse est le thème qui intéresse le plus *Courrier international* et sur lequel les quotidiens émettent les idées les plus variées, *El Mundo* et *Le Figaro* exceptés¹⁴¹. *Courrier* reprend donc, comme l'ensemble des quotidiens, le lien entre émigration, chômage et pauvreté et nomme certaines causes de départs (appauvrissement des campagnes, chômage et épuisement des zones poissonneuses). Comme ses confrères européens, il évoque le plan Afrique et apporte une précision sur l'aide au développement (financement de barrages hydrauliques), alors qu'il ne consacre qu'une simple chandelle à ce plan. Par ailleurs, il souligne que les Canaries ont besoin de bras. En revanche, *Courrier* fait abstraction du plan

¹³⁸ Sylvie Bredeloup est socio-anthropologue et chercheur à l'Institut de recherche pour le développement, Olivier Pliez est géographe au Centre national de recherche scientifique.

¹³⁹ Précision du *Monde* sur les fonctions de l'auteur : « Chercheur à l'Institut de recherche pour le développement ».

¹⁴⁰ J'ai classé les articles du *Soleil* sur les débats terminologiques autour de l'immigration concertée dans les « négociations » et ceux sur la fuite des cerveaux dans l'analyse : le classement dépend du cadre dans lequel le thème est évoqué.

¹⁴¹ Ici, on le voit, les pourcentages ne reflètent pas la diversité des idées pouvant être émises.

sénégalais. Il faut souligner qu'à l'instar des articles regroupés sous le thème « propagande », ceux qui traitent du plan REVA et de l'objectif « émigration zéro » pourraient aussi être qualifiés de propagande. En écartant ce plan, *Courrier* tait également sa mise en œuvre, et surtout, il tait la propagande du gouvernement sénégalais. À la décharge de *Courrier*, le style des articles ne serait pas particulièrement attrayant pour son lectorat.

À la place du plan REVA, *Courrier* préfère lancer une idée que l'on retrouve dans différents journaux africains, y compris *Le Soleil* : l'immigration sélective est une forme moderne de « traite négrière ». La comparaison est incisive : les nations puissantes vidaient hier l'Afrique de ses forces physiques, elles la vident aujourd'hui de ses forces intellectuelles et entravent ainsi le développement de l'Afrique (*Courrier (Fraternité Matin)*, Moussa 24/05/2006 : 38). *Le Monde* et *Liberté* critiquent l'immigration sélective mais ne vont pas jusqu'à cette analogie. *Courrier* a choisi pour la présenter *Fraternité Matin*, un quotidien ivoirien. Par ailleurs, *Nouvel Horizon*¹⁴² dont *Courrier* a également repris un article, insinue que l'extension des frontières européennes est une forme de recolonisation. Les deux articles republiés par *Courrier international* cadrent parfaitement avec sa ligne, ils sont synthétiques, et l'auteur de l'article de *Fraternité Matin* cite une étude pour étayer ses arguments. Mieux : c'est un virtuose de la langue dont les expressions font vibrer les tympans des Français, de quoi se demander quel lectorat il visait :

« [La France] entrebâille seulement la porte de l'immigration, pour filtrer cette racaille dont les odeurs n'ont pas encore fini d'incommoder la Ville lumière. »
Courrier (Fraternité Matin), Moussa, 24/06/2006 : 38)

En conclusion, il est évident que par sa sélection, *Courrier* a éliminé de nombreuses solutions et idées émises à propos de l'immigration. Il lui aurait été vraisemblablement

¹⁴² Ni *Fraternité Matin*, qui est un journal ivoirien, ni *Nouvel Horizon* ne font partie des quotidiens étudiés. Mais étant donné ce choix de *Courrier*, je vais apporter quelques informations sur ces titres. Celles-ci proviennent du site de *Courrier*, je n'ai pas pu les vérifier dans d'autres sources. Bien que *Fraternité Matin*, appartienne à l'État, il donne « la parole à toutes les tendances politiques » et « n'hésite pas à publier des analyses critiques vis-à-vis du pouvoir ». C'est « un symbole fort en Côte-d'Ivoire et dans toute l'Afrique francophone ». Il tire à 25 000 exemplaires. *Nouvel Horizon* est l'un des magazines sénégalais les plus lus. Il s'est imposé grâce à des reportages et des analyses de qualité, notamment dans le domaine politique. » Il tire à 10 000 exemplaires. (*Courrier*, « planète presse », *Fraternité Matin* et *Nouvel Horizon*). Je n'ai pas retenu ce journal, car il s'agit d'un hebdomadaire. Contrairement à ce qu'annonce *Courrier*, le site Internet de *Nouvel Horizon* n'a fonctionné à aucun moment pendant mes travaux.

impossible de toutes les reprendre. Mais il fait un effort de synthèse indéniable. Il a privilégié les articles d'analyse évoquant quelques causes et solutions. J'ai approfondi deux sous-thèmes qui m'ont frappée l'un par sa récurrence dans *Le Soleil*, l'autre par la force de l'accusation et par leur absence commune dans les deux quotidiens français. Ces deux sous-thèmes apportent de nouveaux points de vue. Le second, repris par *Courrier*, est un exemple de ce que la presse étrangère, et donc la traduction, peuvent apporter. Le premier montre que *Courrier* ne reprend pas certains points de vue qui le dérangent ou qui dérangent ses lecteurs.

5.6.3 Les investissements des émigrés dans leur communauté d'origine

Le thème de l'aide apportée par les immigrés à leur famille ou à leur communauté d'origine est souvent abordé dans les articles d'analyse ou portant sur les négociations. *Le Monde* et *Le Soleil* évoquent les investissements dans les villages sahariens. *El País* rappelle que l'aide aux familles dépasse de loin toute l'aide au développement et que, sans cette aide, il y aurait encore plus de pauvreté (*El País*, Nieto 27/03/2006)¹⁴³. *Liberté* critique les « frais exorbitants » prélevés par les institutions financières sur les transferts effectués par les émigrés (*Liberté*, Hammadi 3/04/2006). En fait, l'ensemble des quotidiens européens et *Liberté* abordent généralement les investissements dans le cadre d'un autre thème. Seul *Le Soleil* les décrit en détail et à plusieurs reprises. Force est de constater que ces investissements relèveraient, en d'autres terres, de la compétence de l'État, car il s'agit d'investissements sanitaires, sociaux, dans les équipements ou dans l'assainissement¹⁴⁴. Dans *Le Soleil*, ces émigrés sont en situation régulière et s'opposent aux clandestins qui n'investissent pas, aussi ces articles peuvent-ils être perçus comme une forme de propagande.

Les investissements auxquels s'intéresse *Courrier international* sont réalisés par des émigrés d'un type différent de ceux dont parle *Le Soleil*. Il s'agit des « rémigrés », des émigrés rentrés définitivement dans leur pays d'origine, qui pour construire un hôpital, qui

¹⁴³ Xavier Aierdi, le chercheur interviewé par l'auteur de l'article est, précise *El País*, *Codirector del Observatorio de la Inmigración*.

¹⁴⁴ Dans le détail : prise en charge d'une sage-femme et d'agents de santé, financement d'un centre de santé, achat d'ambulances, don de médicaments, construction d'une garderie, installation de cabines téléphoniques ou ramassage des ordures.

pour ouvrir un supermarché, ou encore pour fonder une « start-up » (*Tel Quel*, Schut n° 213)¹⁴⁵. Émigrés et rémigrés se rencontrent dans la santé, mais les similitudes ne vont pas au-delà de ce secteur.

Les articles du *Soleil* m'ont paru plus informatifs sur ce thème que sur les autres, si bien que la propagande y passe au second plan. Par ailleurs, *Courrier*, comme *Le Soleil*, fait l'association d'une part, entre investisseurs et situation régulière, et, d'autre part, entre échec et clandestinité. Dans la mesure où les articles du *Soleil* montrent que les émigrés financent des projets dans des quartiers dont l'État devrait normalement se charger, le thème paraît tout à fait digne d'intérêt et assez nouveau, par rapport au cliché du puits creusé dans la brousse ; il montre aussi en filigrane que les émigrés créent des emplois en ville ; son contenu n'entre pas en conflit avec la ligne de *Courrier*. *Courrier* a préféré un article de *Tel Quel* qui apporte de l'émigré une image qui rompt davantage avec le passé et en fait un entrepreneur moderne. L'article est bien écrit, cela va de soi.

5.6.4 La propagande

Outre le lien que je viens d'évoquer entre investissements dans le pays d'origine, réussite et immigration régulière, *Le Soleil* publie des articles qui ménagent la chèvre et le chou, mais n'en sont pas moins propagandistes. D'un côté il y a les exemples, les émigrés qui ont réussi dans le nord de la France et qui « occupent des places importantes dans le circuit universitaire » (*Le Soleil*, Thiam 31/07/2006)¹⁴⁶. De l'autre, il y a les diplômés qui sont parfaitement heureux au Sénégal et les pêcheurs qui manifestent contre l'émigration. À ces articles mitigés s'ajoute la propagande pure : les campagnes officielles d'information et les artistes qui chantent ou exposent contre l'émigration. *Le Soleil* est le quotidien qui fait le plus de propagande pour décourager l'émigration illégale. *El Mundo* et *El País* en font également mais dans des proportions réduites. *El País* se limite aux histoires de réussite ou d'échec. *El Mundo* évoque aussi les campagnes d'information, de même que la manifestation de pêcheurs, d'ailleurs avec une référence explicite au *Soleil* (*El Mundo*,

¹⁴⁵ *Tel Quel* ne fait pas partie des journaux que j'étudie, car c'est un journal marocain et, de surcroît un hebdomadaire. Voici quand même quelques précisions sur ce journal. Il tire à 20 000 exemplaires, fait « une large place aux reportages » et se méfie « du dogmatisme » (*Courrier*, « planète presse, *Tel Quel*).

¹⁴⁶ L'auteur de l'article évoque au passage « l'école de formation des journalistes [de Lille] d'où sont sortis des noms célèbres de la presse sénégalaise ».

« Manifestación de pescadores » 22/08/2006 ; *Le Soleil*, Ndiaye 21/08/2006)¹⁴⁷. Quant au *Figaro*, il dresse le portrait d'un collectif de mères s'opposant aux départs, probablement la plus sincère des propagandes. Dans le cas des deux quotidiens espagnols et du *Figaro*, il n'est pas toujours aisé de déterminer s'il faut combiner les articles à l'avalanche de chiffres et les qualifier d'articles propagandistes ou s'il s'agit d'articles isolés, surtout lorsqu'un article aborde différents thèmes. Le poids de la propagande dans *Le Soleil*, semble davantage tenir à son statut de journal d'État qu'à celui de pays de départ associé au Sénégal, puisque *Sud Quotidien* ne traite pas ce thème. *Le Monde* est également muet sur la question. Enfin, *Liberté* livre une série de courts témoignages où les pour et les contre ont la parole.

Comme nous l'avons vu, *Courrier international* aborde à peine ce thème et il ne l'aborde pas de front. Pourquoi ? Je vais essayer d'avancer quelques hypothèses.

Tout d'abord, ni *El País* ni *Le Soleil* n'apportent d'informations que les lecteurs français de tout poil ne connaissent déjà : je pense que les Français qui lisent des journaux de qualité, savent déjà que des Sénégalais ont bien réussi en France, que d'autres ont des problèmes d'adaptation, de survie ou de papiers, car les médias refont régulièrement leur une sur les sans-papiers. Ils en connaissent peut-être personnellement. En outre, *Le Soleil* adopte une position proche de celle du gouvernement français : il s'oppose franchement à l'émigration du « petit » peuple et se montre plus modéré s'agissant des diplômés. Sur le plan stylistique, l'article sur la « marche de sensibilisation des jeunes pêcheurs » est très répétitif tout au long de ses six paragraphes. Il est rédigé à la manière d'un reportage commenté et comporte force détails. *El Mundo* reprend l'article en quatre paragraphes, un peu plus concentrés mais tout aussi répétitifs. En résumé : les jeunes pêcheurs sénégalais disent non à l'émigration clandestine.

Pour un public français, l'information serait sans doute surprenante, surtout venant d'Afrique. Mais le style du *Soleil* le ferait peut-être « zapper ». Solution possible : *Courrier* aurait pu reprendre ses propres extraits à la manière d'*El Mundo* ou traduire *El Mundo*. Mais il ne l'a pas fait. À mon sens, le message anti-immigration envoyé par cet article s'oppose trop aux idées que défend *Courrier* : « Ne fermons pas nos portes » (*Courrier*, Thureau-

¹⁴⁷ Voir annexe 1.

Dangin 8/06/2006 : 6). Autre solution reprendre l'article avec un contrepoint. Ici viennent se greffer sur l'idéologie les contraintes matérielles et le contexte : trouver le contrepoint dans les temps ; jauger l'article en question au regard des autres articles à la disposition du rédacteur. Enfin, qui sait si les journalistes de *Courrier* n'ont pas éprouvé une certaine compassion pour leurs confrères, qui n'ont peut-être d'autre choix que de travailler pour ce journal... Comme je ne peux pas vérifier ces hypothèses, je me bornerai à constater que *Courrier* ne reprend pas un article qui ne correspond, à l'évidence, ni à sa ligne ni à son style rédactionnel.

Par ailleurs, un article de *Liberté* transmet des points de vue variés à travers une série de courts témoignages : il y a ceux qui aiment leur pays et ne partiraient pour rien au monde et qui sont restés même pendant la décennie de violence des années 1990, ceux qui n'attendent qu'une occasion de partir, ceux qui sont revenus, et même des déçus de l'indépendance (*Liberté*, Benfodil, 5/04/2006)¹⁴⁸. L'article est démesuré mais je l'ai trouvé original à différents égards et je n'ai pas l'impression qu'il entre en contradiction avec la ligne de *Courrier*. Il aurait été facile de sélectionner une interview représentant chaque point de vue. Il donne la température d'une ville algérienne, Algérie si proche et si lointaine des Français. Il aurait pu faire partager au lectorat de *Courrier* un instant de vie des Algériens, en l'initiant à leurs mots contrairement à l'habitude qui veut que ce soient les Algériens qui emploient la langue des Français. L'article est rédigé dans un style parlé, bien entendu, mais un style pensé, vif et poétique à la fois, riche et truffé d'expressions arabes, ou algériennes, ou algéroises ou, qui sait, de français des banlieues. Le lecteur français ne les comprend pas ? Quelle belle occasion pour *Courrier international* d'établir un petit lexique, du moins pour les principales expressions, ou d'imaginer une solution plus créative. Tout un défi ! Dans ce cas, je constate qu'un article est écarté alors qu'il n'y a pas, a priori, d'opposition idéologique, mais une difficulté matérielle que *Courrier* n'a pas l'habitude de résoudre. Un article rédigé dans un français que les Français ne peuvent pas comprendre.

¹⁴⁸ Voir cet article à l'annexe 4.

5.6.5 Les négociations

*Le Soleil*¹⁴⁹ évoque à plusieurs reprises, et notamment à l'occasion de la conférence de Rabat, l'« approche “partenariat” » (*Le Soleil*, « MR [SIC] Ousmane Ngom... » 12/07/2006) adoptée par l'Espagne, et brandie par le gouvernement sénégalais pour inciter la France à opter pour l'« approche concertée » (*Le Soleil*, Mbaye 4/09/2006) et à renoncer l'unilatéralisme d'antan : les flux cachent une tragédie humaine, il est donc positif que la gestion des flux migratoires ne se confine plus aux mesures sécuritaires mais englobe désormais la santé, l'éducation, la pêche... *Liberté* accuse l'Espagne et la France de faire pression sur l'Algérie pour inciter cette dernière à revenir sur son refus de participer à cette conférence. Le gouvernement algérien préfère en effet assister à la conférence de Tripoli et y promouvoir l'idée que la limitation du phénomène migratoire est peine perdue sans un accroissement de l'aide au développement (*Liberté*, Tamani 27/04/2006).

El Mundo présente la conférence de Rabat comme un succès où, pour la première fois, les discussions sont allées au-delà des accords de réadmission. Il évoque les principaux engagements acceptés par les États participants à la conférence : aide au développement, renforcement de la coopération policière et judiciaire, mise en œuvre de campagnes de sensibilisation sur l'immigration illégale et conclusion d'accords de réadmission et d'accords sur l'immigration temporaire. *Le Figaro* et *El País*¹⁵⁰ reprennent aussi les points essentiels de la conférence. *Le Figaro* les présente comme la position française¹⁵¹. Mais *El País* souligne que cette conférence est surtout une opération de communication de l'Espagne, car tout a été négocié à l'avance ; *Le Monde* partage ce point de vue (*El País*, Cembrero 10/07/2006 ; *Le Monde* Tuquoi 11/07/2006 : 5). *El País* souligne, par ailleurs, que les représentants de l'État espagnol font preuve de beaucoup d'intérêt pour le Maroc (multiples voyages et entretiens téléphoniques) et délaissent l'Algérie qui n'a reçu aucune visite depuis 23 ans. *Le Monde* aussi s'intéresse à l'Algérie, mais il évoque explicitement les thèmes

¹⁴⁹ Comme je n'ai pas pu lire l'ensemble des articles, je me suis concentrée sur des moments forts des négociations, traités et par les quotidiens européens et par les quotidiens africains, comme les accords Sénégal-Espagne et Sénégal-France sur la gestion de l'immigration et la Conférence de Rabat.

¹⁵⁰ *El País* affiche un faible pourcentage d'article sur ce thème en raison du nombre global d'articles que j'ai retenus. C'est pourtant le quotidien qui consacre le plus d'articles aux négociations.

¹⁵¹ Le journaliste fait référence à un livret diffusé par la France. On ne sait pas s'il a cherché à s'informer davantage.

traités dans la presse algérienne (les pressions et l'approche pro-développement), ainsi que les tensions qui altèrent les relations entre le Maroc et l'Algérie (*Le Monde*, Beaugé, 11/07/2006 : 5). *Le Figaro* se contente d'évoquer les tensions entre l'Algérie et le Maroc.

El País publie, à propos des négociations franco-sénégalaises, un article critiquant la tendance du ministre français de l'Intérieur à imposer ses solutions en matière d'immigration, alors que l'Espagne consulte ses partenaires. Cette critique reprend les points de vue exposés dans *Le Soleil*. De quoi s'agit-il ? Le texte en question n'est autre que la traduction d'un article signé par le président du Sénégal et publié par *Le Monde* quelques jours plus tôt (*El País*, Abdoulaye Wade, 26/06/2006 ; *Le Monde*, Abdoulaye Wade 21/06/2006 : 18). À la suite de la signature de l'accord entre la France et le Sénégal, *Le Soleil* et *Le Figaro* évoquent l'âpreté des négociations (*Le Soleil*, Dramé 25/09/2006 ; *Le Figaro*, M.-C.T. 25/09/2006). Le seul article de *Sud Quotidien* sur ces négociations reprend des passages de l'accord où il est stipulé, en substance, que seule l'élite se verra délivrer des visas plus facilement (*Sud Quotidien*, Faye, 25/09/2006).

Courrier international n'aborde pas ce thème. Pourquoi ? À nouveau, je ne peux émettre que des hypothèses. Il s'avère que tous les thèmes abordés dans les quotidiens sources de *Courrier* ont été traités par *Le Monde* : la critique de la vision sarkozienne des relations franco-africaines, l'accord franco-sénégalais, la conférence de Rabat et son boycott par l'Algérie. Qui plus est, certains points de vue de ces journaux ont été rapportés. Observons ici que même si le point de vue rapporté par *El País* et par *Le Monde* est très critique, il n'en est pas moins très officiel et très proche de celui du gouvernement français. Cet article met en évidence le lien entre l'idéologie de la société et celle du journal et soulève, notamment, une question à laquelle je ne peux répondre. *Le Monde* et *El País* ont peut-être apprécié que le chef de l'État sénégalais leur envoie un article, mais cet article ne les intéressait peut-être pas. Dans ce dernier cas, auraient-ils eu la possibilité de refuser un texte venant d'une personne influente ? Toutes considérations mises à part, il me semble qu'en reprenant ces divers articles *Courrier international* n'aurait fait que rabâcher des informations déjà connues de son lectorat.

5.6.6 Trouver la nouveauté

En conclusion de cette partie, l'échantillon qui précède ne fait apparaître ni fracture Nord-Sud vraiment nette ni collusion Nord-Nord flagrante. À mon sens, il laisse plutôt percevoir des regroupements par affinités politiques et peut-être médiatiques.

Le Monde et *El País* transmettent souvent des points de vue semblables critiquant les mesures répressives contre l'immigration et reprennent plus souvent des points de vue comparables à ceux exprimés dans la presse africaine que *Le Figaro* ou *El Mundo*, qui paraissent proches l'un de l'autre. À la différence d'*El País*, les points de vue exprimés dans *Le Monde* passent souvent par des articles d'analyse. Il arrive également au *Monde* de diffuser des points de vue divergents, mais pas radicalement opposés : par exemple, l'un associant pauvreté et immigration, l'autre critiquant cette association, les deux s'opposant aux mesures répressives. Dans ces exemples, il ne s'agit pas de points de vue retransmis, mais plutôt de points de vue partagés entre des quotidiens de différents pays.

Dans deux cas, des points de vue de la presse étrangère sont explicitement retransmis, lorsque qu'un quotidien fait expressément référence au point de vue de la presse d'un autre pays. *El Mundo* reprend des passages d'un article du *Soleil* sur une manifestation de pêcheurs. *Le Monde* transmet les points de vue de « la presse algérienne » sur la conférence de Rabat¹⁵². Dans ces deux cas, ayant à présent lu beaucoup d'articles publiés par ces deux quotidiens sur l'immigration, je perçois clairement que l'un et l'autre ont repris ces points de vue étrangers parce qu'ils cadraient avec leurs propres idées sur la question.

En somme, les journaux de différents pays partagent certains points de vue qui rejoignent leurs affinités politiques. Simplement, à certains moments, ils les expriment en faisant explicitement référence à la presse étrangère ; quelquefois, ils se passent de cette référence. Cette attitude ne facilite pas l'analyse des points de vue que retransmet *Courrier international*. Que peut-on conclure sur les thèmes retenus ou écartés par *Courrier international* ?

¹⁵² Cela est vrai de *Liberté*. *Le Monde* a-t-il lu tous les grands journaux algériens, francophones, arabophones et de tous bords pour faire cette généralisation ?

Courrier a repris les thèmes suivants : le périple, l'analyse (qui occupe une place importante) et les investissements (avec une facette de la propagande). Je constate que la traduction ou la reprise de la presse étrangère permet effectivement d'introduire de nouveaux points de vue dans la presse française. Mais le filtre de la sélection ne laisse passer, dans les articles étudiés, que les points de vue qui correspondent à la ligne de *Courrier* ou qui ne posent pas de difficultés linguistiques imprévues. Cela ne signifie pas que *Courrier* ne retransmet que des points acceptés par lui ou ses lecteurs, car il dispose, entre autres du contrepoint, pour présenter les points de vue qui s'écartent de sa norme (nous allons le voir immédiatement). Pendant la période étudiée, cet outil n'a pas été utilisé pour traiter la question des pateras. La sélection des textes, plutôt qu'un clivage nord-sud, fait ressortir un clivage droite-gauche. En ce sens *Courrier* ne se comporte pas très différemment de ses confrères.

Courrier international a éliminé la propagande, partiellement, et les négociations. Les exemples confirment que la presse étrangère présente des points de vue tantôt nouveaux, tantôt déjà connus, et que parfois l'originalité vient de la langue. Ils montrent également que l'idéologie n'est qu'un critère parmi d'autres : dans les articles sur les pêcheurs, elle a sans doute constitué le principal critère d'élimination, dans le cas des témoignages d'Algériens, le critère a probablement été la langue ; dans le cas des négociations, la presse étrangère n'apportait pas vraiment de nouveauté. Ces exemples ne sauraient donner lieu à des conclusions générales. Ils illustrent simplement mon propos, dont la subjectivité s'exprime au travers de mes différentes suppositions. L'élimination de l'article sur les pêcheurs tait l'attitude propagandiste du gouvernement sénégalais. Cette décision de *Courrier* révèle peut-être les relations qu'entretient *Courrier* avec des journaux susceptibles de lui fournir un jour du contenu et ses relations avec leurs journalistes ; cette supposition est simplement destinée à rappeler que *Courrier* n'évolue pas seul mais dans une société à multiples facettes. Quant à l'élimination de l'article de *Liberté*, elle n'occulte pas une information fondamentale. Sa reprise aurait-elle adouci l'atmosphère pesante qui régnait en France quelques mois après les émeutes dans les banlieues ? Je n'ai pas été en mesure de vérifier si *Courrier* avait publié ce genre d'article sur un autre sujet.

5.7 La contextualisation des articles : quelques exemples

Au retour de la traduction, le rédacteur contextualise l'article avant de l'envoyer à la rédaction en chef qui lui appose « son blanc seing », au besoin après d'ultimes modifications, parce que celle-ci a plus de recul que les rédacteurs « plongés dans leur sujet » ou parce qu'elle a « une autre vue pour présenter le papier »¹⁵³. Les différentes étapes reflètent des niveaux de distanciation par rapport au texte, des niveaux de perception par rapport au lectorat et à l'ensemble de la presse, où la « sensibilité » peut donner lieu à des débats. Le rédacteur, pour sa part, prend des libertés que le traducteur se refuse pour « rester réglo par rapport au texte de départ » : il va « mettre en français plus habituel » ce qui « choque l'oreille ». En général, il modifie également le titre et le chapeau pour introduire des références familières au lecteur français et l'inciter à se plonger dans l'article.

Mais le gros de la contextualisation consiste à « éclairer » le lecteur français par l'ajout de statistiques, d'un commentaire pour indiquer que la position présentée est minoritaire dans le pays d'origine, ou encore d'un second article pour présenter en contrepoint une « autre vision du même pays » ou d'un autre pays quand l'article principal comporte des expressions fortement connotées, car modifier ces expressions serait « trahir le sens du journal », le journaliste ou l'article¹⁵⁴. *Courrier* ne procède donc apparemment pas comme *Newsweek* *Hankuk Pan*. Le rédacteur puise ses informations dans l'article de départ ou dans d'autres articles de la presse étrangère. Pour les présenter, il dispose d'outils visuels : chapeau, crochets, chandelle, encadré, filet ou contrepoint.

¹⁵³ Les explications sur la contextualisation sont de Danielle Renon sauf mention contraire. La plupart d'entre elles ont été réitérées par Oliver Ragasol.

¹⁵⁴ Pendant mon entretien avec Danielle Renon, j'ai cité l'exemple donné par García Suárez à qui il est arrivé de traduire en arabe « mort » par « martyr » pour savoir si *Courrier* effectuait de telles modifications. Voici la réponse de Danielle Renon : « si ici on dit “un kamikaze s'est fait exploser” et si dans la presse arabe on dit “un martyr est monté voir Allah” on va conserver l'expression arabe, si c'est ça leur vision. Ce qu'on va faire, c'est peut-être mettre en contrepoint une autre vision du même pays. » Accessoirement, cet exemple montre bien qu'il peut y avoir des interférences entre micro-unités et macrostructure. Toutefois, je ne suis pas convaincue qu'un article où seraient employées de telles expressions, serait sélectionné, cela en raison de son contenu global. Seule une étude permettrait de vérifier mes affirmations.

5.7.1 Les articles republiés par Courrier

L'analyse des articles republiés par *Courrier* porte sur le texte final et ne comportera que peu de commentaires sur l'auteur des modifications, car je ne suis pas vraiment en mesure de les attribuer à un service plutôt qu'à un autre, et tel n'est pas mon propos, pas plus que de commenter les corrections (minimes) de style. Les articles proviennent du corpus traductionnel.

Mes commentaires sur les modifications apportées aux articles sont très subjectifs, en particulier ceux que je fais sur le titre, le chapeau et les intertitres, car ils font appel à ma perception de Française, c'est-à-dire habituée aux références et aux jeux de mots employés en France¹⁵⁵ et tout simplement à ma perception personnelle.

L'origine de la chandelle n'est indiquée dans aucun des articles étudiés. Il peut s'agir de la reprise intégrale d'un article (une dépêche par exemple), d'une contraction, ou d'extraits glanés ici et là. Par conséquent, je n'ai analysé que le statut technique des chandelles (ajout, contextualisations...) par rapport à l'article principal.

Je n'ai étudié que quatre des cinq articles, car je n'ai pas eu accès à l'original de *Nouvel Horizon*.

* * *

« Aux Canaries, les clandestins ne font que passer » « Des Africains entassés dans des barques de fortune et récupérés au large de l'archipel espagnol : ces images ont fait le tour du monde. Pourtant, la réalité de l'immigration est bien différente. » (Courrier (El País), Prieto 24/05/2006 : 22)	« Freno a la inmigración en Canarias » « Policías de varios países vigilan barcos sospechosos mientras las autoridades de las islas presionan al Gobierno para contener la llegada de extranjeros no comunitarios » (El País, Prieto 24/04/2006)
---	---

¹⁵⁵ Il est entendu qu'un étranger ayant passé suffisamment d'années en France pour connaître ces références, aurait la même perception, et qu'un Français ayant passé beaucoup de temps à l'étranger pourrait les perdre.

Dans l'article de *Courrier*, la population de l'archipel augmente de manière inquiétante. Mais les *pateristas* y sont peu nombreux, car ils sont rapidement envoyés sur la péninsule ou rapatriés. Les immigrés clandestins les plus nombreux, aux Canaries comme sur la péninsule, sont « des Latino-Américains, des Maghrébins et des Européens non communautaires » qui arrivent en avion et « oublient » de repartir. Mais ces arrivées sont nécessaires, car « l'archipel a besoin de bras pour son développement ». Les différents propos sont étayés par des statistiques de toutes provenances. Une chandelle présente le plan Afrique de l'Espagne.

L'article publié par *El País* est présenté comme un reportage. Il touche à tout. L'auteur commence par une série de paragraphes portant sur les circonstances de l'interception d'un navire ravitailleur rempli d'émigrants ; il est question d'Al-Qaïda. Puis, il présente divers points de vue de chercheurs et de politiciens espagnols de droite et de gauche qu'il complète par des commentaires.

Courrier international présente l'article d'*El País* comme un texte dont il n'a repris que des extraits et de fait, l'article original a subi de très nombreuses suppressions. *Courrier* a également fait un ajout en chandelle¹⁵⁶. Le titre et le chapeau ont été remplacés.

Courrier international a supprimé toute l'histoire du navire ravitailleur, tout le débat espagnol gauche-droite qui porte en partie sur les mêmes thèmes que le débat français (les villes de droite ne veulent pas accueillir d'immigrés, un centre d'accueil a été incendié, l'instauration de titres de séjour temporaires, etc.), les conditions de financement des centres d'accueil, la comparaison entre le Pays basque et les Canaries, un lien entre immigration et démographie, les répétitions et toutes sortes d'informations inutiles, comme l'âge des interviewés. Les suppressions transforment un article indécis (malgré son chapeau plutôt anti-immigration), un article à méandres, en ligne droite, guidée par un seul fil conducteur unique, plutôt pro-immigration. L'article a donc été recomposé.

¹⁵⁶ Titres et chapeaux inclus, on passe de 2 556 mots à 865 dans *Courrier*, auxquels s'ajoutent 93 mots pour la chandelle.

Bien entendu *Courrier* a introduit les explications de base et il a actualisé une statistique pour tenir compte du mois qui s'est écoulé entre les deux publications. Ces modifications ont lieu au niveau des micro-unités.

La chandelle sur le plan Afrique, qui accompagne l'article, présente un résumé des mesures adoptées par l'Espagne à l'époque de la publication. À mon sens, il s'agit d'un ajout, car ce plan n'est pas évoqué dans l'article original.

Compte tenu de tous ces changements, le titre et le chapeau espagnols n'étaient plus de mise. Le titre de *Courrier* renvoie aux deux idées maîtresses du nouvel article : les *pateristas* ne constituent qu'une faible proportion des immigrants clandestins et les Canaries ont besoin de main-d'œuvre. La première idée n'est pas vraiment nouvelle puisque *Le Monde* en parle aussi. Quant à la seconde... pas davantage. En somme, cet article a été recomposé, car son orientation politique est différente de celle de l'article d'*El País*, elle est beaucoup moins ambiguë. Par ailleurs, ce nouvel article cadre mieux avec la ligne de *Courrier* et lui permet d'insister sur un thème déjà connu. Je considère la chandelle comme un second article.

* * *

« L'ange gardien maritime des sans-papiers » « Avec plus d'une centaine de sauvetages à son actif ces derniers mois, le bateau espagnol <i>Esperanza del Mar</i> vient en aide aux immigrants subsahariens qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer. » (<i>Courrier (El País)</i>, Bárbulo 8/06/2006 : 20)	« El salvavidas de los inmigrantes » « El barco hospital 'Esperanza del Mar' ha rescatado a 103 personas y recuperado 33 cadáveres frente a Mauritania » (<i>El País</i>, Bárbulo 7/05/2006)
--	--

Cet article provient du numéro spécial « Destins d'émigrés ». Il n'est pas repris intégralement¹⁵⁷ contrairement à ce que laisse entendre l'absence de la mention « extraits ». Mais dans l'ensemble il a été peu modifié. Quelques phrases accessoires ont été supprimées ;

¹⁵⁷ L'article d'*El País* comporte 831 mots, celui de *Courrier* 808.

une explicitation sur cayuco a été transférée à la première occurrence du terme alors que dans *El País*, elle n'apparaissait qu'à la deuxième ; figurait également une explicitation supplémentaire relative aux Canaries et des actualisations voulues par le temps écoulé entre les deux publications.

Le titre et le chapeau ont toutefois été modifiés. Le titre de *Courrier* reprend une expression employée dans l'article original (« el ángel de la guarda ») et un terme (« sans-papiers ») qui évoque, pour le lectorat français, ou au moins celui des métropoles, des situations dans lesquelles la défense des étrangers prend un tour très émotionnel (grèves de la faim dans les églises...). Le chapeau de *Courrier* reprend l'idée exprimée dans celui d'*El País* mais l'explicitite. Un intertitre a été supprimé, un autre a été ajouté. L'intertitre supprimé ne faisait que présenter l'explication sur les cayucos, que *Courrier* a déplacée. L'intertitre ajouté aère le texte et insinue peut-être que sauver des sans-papiers est une aventure... Son utilité sur le plan du contenu est incertaine.

Comme les idées principales de l'article original ont été reprises dans leur ensemble, je considère cet article comme une simple contraction. Accessoirement, *Courrier* a rectifié une erreur de style, ou tout au moins une bizarrerie de la part d'*El País*, en ramenant l'explicitation sur cayuco à la première occurrence du terme. J'observe que cette explicitation rend l'article davantage « prêt à l'emploi », car il évite à *Courrier* de faire un ajout. Le ton est le même. L'article n'entre pas en contradiction avec la ligne de *Courrier*. Il n'apporte pas d'idée particulièrement nouvelle, *Le Monde* en a déjà parlé¹⁵⁸. Mais il est à noter que *Le Figaro* a traité le sujet ultérieurement, en août 2006, et qu'il a repris le même fil conducteur que *Courrier* : les trois sauvetages heureux et la découverte des cadavres.... Cet article est-il une illustration de l'influence de la traduction sur la presse française ? Ou une simple coïncidence ?

* * *

¹⁵⁸ Dès le mois de mars 2006.

« Les Français veulent-ils rétablir la “traite négrière” ? « L’immigration choisie, telle que préconisée par Nicolas Sarkozy, provoque la colère de la presse africaine. Et notamment celle du quotidien ivoirien <i>Fraternité Matin</i>. » (<i>Courrier (Fraternité Matin)</i>, Moussa 24/05/2006 : 38)	« Or, diamant, pétrole, café, cacao... et maintenant, les cerveaux ! » (<i>Fraternité Matin</i>, Moussa 9/05/2006)
--	--

Comme dans le cas précédent, *Courrier* ne reprend pas l’original dans son intégralité malgré l’absence de la mention « extraits »¹⁵⁹ : il a effectué une suppression et une contextualisation en chandelle.

L’original commence par une référence aux propos tenus par un chanteur ivoirien et rapportés l’avant-veille par le quotidien. Cette phrase, muette pour un lecteur français, est supprimée et compensée par une chandelle de contextualisation qui reprend ces propos¹⁶⁰. Cette contextualisation n’est pas un ajout, car les propos contenus dans la chandelle sont aussi présents dans l’original, par référence : le lecteur de l’original les a lus l’avant-veille, sinon il peut essayer de consulter le numéro de *Fraternité Matin* paru à cette date. La suppression n’écarte pas un thème mais sa répétition : *Courrier* a éliminé l’intervention d’un professeur, mais a conservé les statistiques provenant d’une étude corroborant le contenu de cette intervention. La suppression est minime.

Malgré la reprise intégrale de tous les thèmes abordés dans l’article, *Courrier* a modifié le titre et ajouté un chapeau (inexistant dans l’original). Le titre original rime. Celui de *Courrier* interpelle les Français, à l’instar de l’article. Le chapeau explique que l’argumentation soutenue dans l’article n’est pas isolée en Afrique – et nous l’avons constaté, tout au moins dans *Le Soleil*. Ce faisant, le chapeau contextualise l’article dans le paysage de

¹⁵⁹ L’article original comporte 1 027 mots, l’article de *Courrier*, 930 mots, plus la chandelle, 40 mots.

¹⁶⁰ Je n’ai pas pu les retrouver, même dans allAfrica.com.

la presse africaine. Compte tenu de ces observations, cet article est, comme le précédent, une contraction.

Par ailleurs, il porte effectivement en lui une idée nouvelle, pour le lectorat français. Et cette idée cadre parfaitement avec la ligne de *Courrier* sur l'immigration.

* * *

« Retour à la case départ « Après un séjour aux Etats-Unis ou en Europe, un nombre croissant de Marocains ont décidé de revenir dans leur pays. Le phénomène est nouveau, et il a déjà un nom : la “rémigration”. » (<i>Courrier (Tel Quel)</i>, Schut, 8/06/2006 : 39)	« Émigrés. Pourquoi ils reviennent « Nostalgie, opportunisme économique, désillusion parfois, mais surtout attachement profond aux racines, telles sont les motivations du retour définitif des MRE dans leur pays. Le phénomène est nouveau mais a déjà un label : la mémigration. » (<i>Tel Quel</i>, Schut n° 213)
--	--

L'article évoque les investissements réalisés par les émigrés qui rentrent définitivement dans leur pays sous l'angle des retours volontaires, d'où le terme « mémigration », et considère ce phénomène comme un « retour des cerveaux ». Après une introduction un peu longue sur les retraités, il s'attarde sur ceux qui rentrent avec l'idée d'investir.

Cet article provient du numéro spécial « Destins d'émigrés » et il est présenté par *Courrier* comme un article republié dans son intégralité¹⁶¹. Toutefois, il a subi quelques suppressions, et comporte un ajout en chandelle. Le titre et le chapeau ont été remplacés ; deux intertitres ont été supprimés et un autre, ajouté.

Les suppressions sont mineures : elles ne changent rien au sens général de l'article et n'éliminent aucune idée importante. La première porte sur un tronçon de phrase qui renvoie à un article secondaire publié par *Tel Quel*, non repris par *Courrier*. La deuxième touche

¹⁶¹ L'original comporte 1 471 mots, l'article repris par *Courrier*, 1 308, et la chandelle 82.

quelques réflexions d'un interviewé sur sa vie personnelle et familiale. Cette suppression entraîne celle d'une seconde allusion à la famille en fin d'article. En outre, ont été éliminés quelques noms de lieux, muets pour un lecteur français.

L'article comporte également une explication-contextualisation des plus banales au niveau des micro-unités¹⁶².

S'y ajoute une chandelle sur le nombre d'émigrés clandestins arrêtés par les autorités marocaines, lesquelles se félicitent de l'efficacité de leur lutte contre les passeurs : ce sont les retours forcés. L'information est nouvelle, car elle ne semble abordée ni par *Le Monde* ni par *Le Figaro*. Par ailleurs, comme elle n'est pas évoquée dans l'article original, il s'agit d'un ajout.

Le titre de *Courrier* est plus accrocheur que celui de *Tel Quel*, mais je le trouve mal adapté, car il implique un échec, alors que l'article évoque des réussites : il reflète davantage la chandelle que l'article principal. Le chapeau, qui apporte quelques explications, modère cet effet. Il incite le lecteur à lire l'article en lui parlant d'une part d'un terme nouveau, d'autre part de l'Europe et des États-Unis. Il est plus court que le chapeau de *Tel Quel* dont il a conservé la référence au nouveau terme. L'évocation des États-Unis renvoie à l'intertitre qui a été ajouté et qui précède la dernière partie de l'article. Il me semble que ce lien, chapeau-intertitre, incite le zappeur potentiel à aller directement à la case « retour des cerveaux », mais il pourrait tout aussi bien avoir pour objectif de le faire tenir jusqu'au bout... En revanche, le lecteur pressé qui ne lirait que le titre, le chapeau et la chandelle recevrait un message quasiment anti-émigration, en contradiction avec l'éditorial du numéro.

En conclusion, *Courrier* retransmet l'article principal et ses idées pour ainsi dire tels quels, sans en changer le ton. Il s'agit d'une contraction du même type que celle des deux articles précédents. L'article présente un phénomène nouveau, dans la mesure où il n'est traité ni par *Le Monde* ni par *Le Figaro*, et introduit une idée nouvelle « le retour des cerveaux ». Il va

¹⁶² « la Fondation d'aide au rémigrés (SSR en version néerlandaise) » devient « la Fondation néerlandaise d'aide aux "rémigrés" (SSR) ».

sans dire qu'il cadre avec la ligne de *Courrier*. L'ajout en chandelle apporte aussi une nouveauté.

Pour clore cette partie, je commencerai, contrairement au principe de la pyramide inversée, par les remarques que je considère comme les moins importantes. Tout d'abord, la plupart des adaptations sur lesquelles je me suis penchée ont été vraisemblablement réalisées par le rédacteur, ou la rédaction en chef, et non par le traducteur. Ensuite, les actualisations et les explications auxquelles recourt *Courrier*, dans les quatre articles, portent sur des micro-unités. Enfin, *Courrier* se livre à des corrections de style lorsque cela s'avère nécessaire (déplacement d'une explication) ce qui dénote une pratique similaire à celle décrite par García Suárez (2007).

En ce qui concerne la macrostructure, il y a une recomposition et trois contractions. La première permet, à mon sens, de mieux faire cadrer l'article avec la ligne de *Courrier* tout en répondant aux contraintes d'espace et aux exigences stylistiques de son lectorat : l'article original est démesuré et saute du coq à l'âne ; il n'est pas certain que le lectorat de *Courrier* l'aurait apprécié ; personnellement, sa lecture m'a un peu ennuyée. À moins que ces contraintes ne soient un alibi... En tout état de cause, le nouvel article diffuse globalement des idées légèrement différentes de celles exposées dans l'original, sans les trahir véritablement. Dans ces conditions et quelles que soient les raisons de sa décision, *Courrier* ne reprend que l'un des points de vue exposés par *El País*. Accessoirement, j'observe, par référence au principe de la pyramide inversée, que les suppressions ont été effectuées en différents points de l'article et pas uniquement vers la fin. Il en va de même pour les trois contractions. Comme leur dénomination l'indique, celles-ci ne reprennent pas les articles originaux dans leur intégralité. Elles n'écartent toutefois aucune des idées essentielles figurant dans les originaux, pas même dans l'article abrégé d'un paragraphe. Ces suppressions sont minimales et elles semblent davantage dictées par des contraintes plus matérielles qu'idéologiques, car les articles sélectionnés correspondent déjà à la ligne. Par ailleurs, je constate que *Courrier* laisse supposer à son lecteur que ces trois textes reprennent intégralement les articles originaux lorsque, dans les faits, ils reprennent effectivement toutes les idées essentielles qui y sont émises, mais non toutes les phrases. Le procédé consistant à traduire un « texte pragmatique » de manière plus ou moins complète renvoie notamment

aux types de traductions définis par Gouadec (1990). Les trois contractions de *Courrier* sont à cheval entre « les traductions synoptiques » et les « traductions absolues », car ce sont des condensés qui respectent la qualité de la communication et, dans un cas (l'article de Moussa sur la traite négrière), la quantité d'information¹⁶³. Pour ces raisons, je considère ces trois contractions comme des traductions intégrales.

L'ajout est toujours extérieur à l'article et présenté en chandelle. Il n'y a pas de confusion possible. On peut le considérer ou non comme un second article. La chandelle est aussi utilisée pour des macro-contextualisations. Dans le cas étudié, la contextualisation ne constitue pas un ajout mais un remplacement, si l'on compare les idées transmises par un texte et non les phrases.

Le titre et le chapeau sont systématiquement adaptés au nouveau lectorat mais, comme l'original, ils reflètent le contenu de l'article, sauf dans un cas où le titre est ambigu et renvoie plutôt à la chandelle. Comme dans ce cas particulier, le titre est en porte à faux avec l'éditorial, je me demande si, dans le feu de l'action, cet effet était voulu.

Sur le plan des idées, deux articles sur quatre introduisent effectivement des nouveautés. Ce ne sont pas des traductions puisque les textes originaux sont en français. Toutefois, ils proviennent d'un autre milieu, d'une autre société. Au-delà de ces nouveautés, les deux autres articles servent simplement à insister sur des thèmes déjà traités : ces deux articles sont des traductions.

¹⁶³ Les « traductions synoptiques » désignent des « traductions condensées de la totalité des informations contenues dans un texte » et les « traductions absolues », des transferts totaux « respectant l'ensemble des critères de quantité d'information et de qualité de communication » (Gouadec 1990 : 335).

6 Conclusion

Avant d'étudier l'apport de *Courrier international* au lectorat français, il est important de faire le point sur ce que la presse étrangère apporte et sur ce que la presse française classique retransmet spontanément.

Tout d'abord, la presse étrangère apporte indéniablement des thèmes nouveaux dans le paysage français de la presse grand public quelle que soit la langue originale, le français compris. Pour un hebdomadaire, comme *Courrier international*, qui a la particularité de vivre de la traduction, cette presse offre en plus des ressources qui ne peuvent passer que par la langue, qui prennent tout leur sens dans un transfert linguistique et qui, de ce fait, sont inaccessibles à l'ensemble de la presse classique, comme l'article de *Liberté*.

Ensuite, je n'ai pas constaté de clivage Nord-Sud marqué. Si clivage il y a, celui-ci reproduit plutôt la division droite-gauche. Des quotidiens du Nord et du Sud partagent certaines idées et fondent leur argumentation sur les mêmes études (*Le Monde*, *Le Soleil*). Un quotidien plutôt réticent face à l'immigration reprend des idées venant d'Afrique qui cadrent avec sa ligne (*El Mundo*, *Le Soleil*). Deux quotidiens européens critiquant plus ou moins vivement la politique anti-immigration transmettent une critique africaine de cette politique, par la voix d'un homme politique, dont ils ont sélectionné l'article, même si cette critique est modérée (*Le Monde*, *El País*, article du président du Sénégal). Par ailleurs, la publication de cet article dans deux quotidiens ayant un lien de groupe médiatique tendrait à prouver que les alliances favorisent la réutilisation de la même information et sa traduction. Toutefois, ces alliances ne constituent pas une condition sine qua non à la republication (*El Mundo*, *Le Soleil*).

Alors, *Courrier international* reprend-il tous les points de vue du monde ? Ou tous les points de vue de *Courrier* dans le monde ?

La réalité ne permet pas de répondre à cette question provocante par un simple oui ou non. Elle est beaucoup plus nuancée. *Courrier* reprend indéniablement des points de vue inédits dans les deux plus grands quotidiens français. Sur un plan général, les journaux que *Courrier* publie sont proches de sa ligne éditoriale : certains occupent une place de choix, comme *El País*, pour l'Espagne et *El Watan* pour l'Algérie. En ce sens, *Courrier* adopte la même

attitude que ses confrères. En matière d'immigration, son filtre laisse également passer plus facilement les titres et les articles dont les idées cadrent avec cette ligne. Cette observation froide de l'étudiante conduit à la conclusion : non, *Courrier* ne reprend que les points de vue auxquels il adhère. Mais dès qu'il fait mine de dévier de sa ligne, par un titre « mal » choisi, volontairement provocateur ou qui a perdu la notion des distances, la lectrice que je suis est la première à crier haro ! Difficile de naviguer dans le monde des lecteurs.

L'idéologie n'est pas le seul critère de sélection. La langue et le style de l'article constituent également un important critère de sélection. L'article rédigé dans une langue supercentrale, en l'occurrence le français, dans un style relevé, et qui cadre avec la ligne a toutes les chances de son côté. Un article écrit dans une langue rare, venant d'un pays éloigné, a moins de chances d'être repris que si la langue rare est européenne, et encore moins qu'un article rédigé dans la langue hypercentrale, l'anglais, ou dans la langue supercentrale qu'est l'espagnol. Par ailleurs, un article long mais bien écrit peut être retenu et coupé au besoin. Quelle que soit son idéologie et sa langue, un article mal écrit est « mal parti ». Il en va de même de l'article rédigé dans une langue qui n'en est pas une, mais deux. À cet égard, *Courrier* passe, à mon avis, à côté de perles rares. Sa qualité de journal qui traduit lui offre des occasions de reprendre des articles encore plus étranges que des traductions. Il ne les saisit pas.

De plus, les différences idéologiques ne constituent pas toujours un critère d'élimination. *Courrier* reprend également des points de vue qui ne cadrent pas avec sa ligne. Dans ce cas, il ne les présente pas seuls mais « chaperonnés ». Pour ce type de présentation, le plus simple de ses outils est le contrepoint ; les dossiers en tous genres permettent également d'associer des articles soutenant des points de vue divergents les uns par rapport aux autres. Aucun article publié pendant la saison étudiée ne le montre. Mais en juin 2008, *Courrier* a publié trois articles sur la même page : l'article « principal » critique les effets néfastes pour les immigrés d'une directive européenne ; le contrepoint la défend ; il y a également un article

sur un immigré célèbre¹⁶⁴. Le titre général de la page est associé à l'article principal. En somme, *Courrier* exploite peu le contrepoint et ne l'exploite pas à fond.

En ce qui concerne les titres et leur origine géographique, *Courrier* reprend principalement des points de vue provenant de journaux publiés dans des pays développés. Mais à propos des pateras, il s'est en quelque sorte adapté. Sur les cinq articles répondant aux critères de mon corpus traductionnel, trois proviennent d'Afrique, Maghreb compris (un du Sénégal, un de Côte-d'Ivoire et un du Maroc), et deux d'Espagne. Le rapport pays développés-pays en développement est inversé, mais il n'atteint toutefois pas le même écart. Au niveau des titres repris, le grand favori de *Courrier*, *El País*, conserve sa place de choix, puisqu'il occupe tout le terrain de l'Espagne. Tous les articles sont indubitablement pro-immigration. Ceux venus d'Afrique apportent qui une idée nouvelle, qui une notion nouvelle. Ceux qui proviennent d'Espagne jettent simplement un regard sur une manière de réfléchir à l'immigration et de la vivre dans ce pays. Ici, l'Espagne et la traduction sont moins porteuses de nouveauté que l'Afrique francophone, mais il est toujours intéressant, pour un lectorat français, de savoir ce que pensent ses voisins.

Sur le plan technique, l'actualisation et l'explicitation s'appliquent plutôt aux micro-unités, la suppression, l'ajout pur et la contextualisation plutôt à la macrostructure, tout au moins dans les articles étudiés. *Courrier* supprime des phrases, des paragraphes, ce qui aboutit, selon les cas à une recomposition ou à une contraction. L'ajout et la contextualisation se démarquent toujours de l'article, car ils sont présentés en chandelle. Tous les articles sont présentés sous un titre et un chapeau différent, qui interpellent le lecteur français.

Courrier effectue des suppressions même lorsqu'il ne le mentionne pas expressément.

Lorsqu'il indique qu'il ne reprend que des extraits d'un article, l'ensemble des modifications aboutissent à une recomposition, car l'article traduit livre un message qui accentue l'idée générale de l'article de départ, un message, par conséquent, différent de l'original : le point de vue n'est pas transmis intégralement. Lorsque *Courrier* laisse supposer qu'il a repris un article dans son intégralité, les suppressions aboutissent à une contraction, car elles n'éliminent pas d'idée majeure. En d'autres termes, on pourrait considérer, dans le cas des

¹⁶⁴ Pour la présentation de ce genre de page, voir à l'annexe 6.

articles étudiés, que la traduction est intégrale sur le plan des idées. Ce point de vue est dicté par mon idéologie personnelle : pour les traductions pragmatiques, les idées priment, même si les mots comptent et ne sont pas « innocents ».

De manière générale, il est clair que cette étude ne répond pas à toutes les questions qu'elle a posées. Toutefois, elle lève le voile sur certaines d'entre elles. Contrairement à une hypothèse émise, le traducteur et le rédacteur ne forment pas un « couple », dans la mesure où le traducteur laisse la plupart des grandes adaptations aux rédacteurs. Cependant, il rédige dans un style journalistique. Cette étude met également en évidence le caractère collectif des différents niveaux de sélection et des décisions qui donnent naissance au produit final. Enfin, les cas examinés montrent que le milieu professionnel et la société sont susceptibles d'avoir une influence sur les choix du journaliste.

Il va de soi que les limitations en tous genres de cette étude – temporelle, géographique, thématique, catégorielle, linguistique, et j'en passe – rendent toute conclusion générale impossible. Les quelques échantillons analysés ouvrent simplement la voie à des recherches de plus grande ampleur.

Tous les points de vue du monde dans un seul journal ?

À l'évidence non, mais de nets progrès !

Annexe 1 :

Traduction dans la presse ou articles repris

Le Monde mercredi, 21 juin 2006, p. 18 Immigration : l'exemple espagnol Les problèmes liés aux mouvements migratoires clandestins pourraient se régler dans la concertation. [...] Abdoulaye Wade Quand je parle d'« émigration », M. Sarkozy comprend « immigration ». D'où une première source de confusion. Lorsque mon pays investit 40 % de son budget (seul pays au monde, sauf erreur, à le faire là où l'objectif de l'Afrique est de 20 %) pour former les cadres ayant compétences et talents pour assurer notre développement à long terme, l'immigration choisie de M. Sarkozy se fixe pour objectif de sélectionner les immigrés (en France) et de ne choisir que ceux qui ont des compétences ou des talents. Deux logiques parallèles mais contradictoires. [...]	El País TRIBUNA: ABDULAYE WADE Inmigración, el ejemplo español ABDULAYE WADE 26/06/2006 Cuando hablo de "emigración", Sarkozy entiende "inmigración". Ahí reside la primera fuente de confusión. Cuando mi país invierte el 40% de su presupuesto (el único del mundo que lo hace, si no me equivoco, cuando el objetivo para África es del 20%) en formar a profesionales que tengan la capacidad y el talento necesarios para garantizar nuestro desarrollo a largo plazo, la inmigración elegida por Sarkozy tiene como objetivo seleccionar a los inmigrantes (en Francia) y elegir únicamente a aquellos que tienen capacidad o talento. Dos lógicas paralelas pero contradictorias. [...]
El Mundo Martes, 22 de agosto de 2006 [...] ESPAÑA EL DRAMA DE LA INMIGRACION / La colaboración internacional Manifestación de pescadores MADRID.- Pescadores de Saint-Louis, importante ciudad del norte de Senegal, protagonizaron ayer una marcha de sensibilización para pedir a los jóvenes de la región que no se jueguen la vida partiendo en cayucos hacia Canarias, según informa la edición digital del diario senegalés Le Soleil. El diario informa de que esta manifestación, impulsada por pescadores y padres de esta localidad senegalesa, permitió disuadir de que tomaran la ruta de los cayucos a varios jóvenes que ya habían optado por esa arriesgada aventura. [...]	Le Soleil ACTUALITÉS 21 Août 2006 Publié sur le web le 21 Août 2006 By Mamadou Aïcha Ndiaye Emigration clandestine - marche de sensibilisation des jeunes pêcheurs de Guet-Ndar Une marche de sensibilisation a permis aux jeunes pêcheurs de la capitale du nord de faire renoncer le départ vers les côtes espagnoles de plusieurs habitants des quartiers bordant l'Atlantique. Parents et autorités s'impliquent pour freiner ce phénomène de société. L'autorisation de la marche pacifique est tombée comme une satisfaction morale pour les pêcheurs de Guet-Ndar. [...]

Figaro Magazine LA PROVIDENCE DES CLANDESTINS DE LA MER LÉOPOLD SANCHEZ 26 août 2006 Le Figaro ROBERTO GONZALES Le capitaine du bateau-hôpital l'« Esperanza del Mar » a sauvé la vie de centaines d'immigrés subsahariens qui tentaient de rejoindre l'Europe sur des barques de fortune. [...] « Pour nous, affirme-t-il, il n'existe pas d'immigrants clandestins, seulement des personnes en péril. » Il y aura bientôt vingt-deux ans qu'il est capitaine de l'Esperanza del Mar, un navire civil dépendant de la Sécurité sociale espagnole, chargé de porter assistance aux milliers de pêcheurs qui travaillent au large des côtes de l'Afrique. « Les cas pour lesquels nous sommes appelés sont variables », explique ce petit homme de 53 ans [...] « Cela va du type qui s'est brisé le crâne contre la bôme d'un voilier à celui qui a une rage de dents. Avec des classiques comme le coup d'hameçon à travers la main ou la section des doigts par une rupture brutale de câble. » [...]	À moins que le journaliste et l'interviewé ne se soient entretenus en français, il y a eu traduction
Le Soleil Tragique tentative d'émigration : le bateau [SIC] « négrier » activement recherché ACTUALITÉS 9 Juin 2006 Publié sur le web le 12 Juin 2006 Dans une embarcation à la dérive, 47 corps de clandestins morts de faim et de soif, ont été trouvés. Il y aurait des Sénégalais parmi eux. Le propriétaire est activement recherché par les gendarmes espagnols. La Garde civile (Gendarmerie espagnole) est à la recherche d'un bateau « négrier », le « Bonnie & Clyde », qui a coûté la vie à 47 clandestins, en majorité des Sénégalais, en haute mer, nous apprend le quotidien français « Libération » dans son édition en ligne d'hier. Le navire en question est partie du Cap-Vert pour ensuite aller à la dérive jusqu'au large de l'île de la Barbade, dans les Caraïbes, à plus de 3.000 km de son lieu de départ. Onze cadavres momifiés ont été trouvés à bord, de même que des documents, nous apprend « Libération ». Ces documents certifient la présence de 36 autres candidats à l'émigration clandestine, qui seraient morts de faim et de soif et auraient été jetés à la mer. [...]	Les points de vue exprimés dans les journaux d'Afrique, peuvent venir du nord...

Annexe 2 :

Journaux : nombre de titres par pays

Institut de statistique de l'UNESCO, Tableaux personnalisés – année 2004 – consulté le 16/07/2008

Données → Pays** ↓	Journaux quotidiens: Nombre de titres	Journaux quotidiens: Diffusion* moyenne totale pour 1 000 habitants	Nombre de journalistes (personnes physiques) pour 1 000 000 habitants
Algérie	17,00	33,28***	...
Sénégal	13,00	8,72	38,23 (2005)
Maroc	24,00	7,23***	59,10
Mauritanie	3,00	...	...
Niger	1,00	0,20	...
Nigéria	38,00	...	44,55
Espagne	151,00	144,48	...
France (2005)	103,00	163,52	89,21
Allemagne	347,00	267,47	314,66
Belgique	29,00	164,68	147,49
Italie	96,00	137,10	...
Royaume-Uni	109,00	289,75	233,62

... Données non disponibles

Notes personnelles

* Diffusion = tirage.

** Comme les statistiques étaient incomplètes pour les pays étudiés, j'ai ajouté quelques pays d'Europe et d'Afrique pour voir si de grandes lignes se dessinaient au niveau des régions : Europe, Maghreb, Afrique occidentale. Je n'ai pas « choisi » les pays africains supplémentaires. J'ai dû me contenter de sélectionner les trois pays d'Afrique de l'Ouest qui affichaient des statistiques.

*** Pour l'Algérie et le Maroc, j'ai effectué moi-même le calcul de la diffusion par millier d'habitants, car cette information ne figurait pas sur le site de l'Unesco. Pour cela, j'ai additionné les tirages respectifs des journaux algériens et marocains indiqués sur le site de *Courrier international*. Deux journaux ne sont pas pris en compte par *Courrier* dans le cas

de l'Algérie, et quatre dans celui du Maroc : leurs titres sont inscrits dans la liste de Factiva ou dans celle de la BBC. Par ailleurs, j'ai éliminé les webzines (sans version papier), les agences de presse et portails, les journaux de l'État, les journaux imprimés dans des langues non parlées dans le pays parce qu'ils ne sont pas prioritairement destinés aux « autochtones », et un journal sur les droits homme (thème trop spécialisé ne constituant pas par ailleurs une rubrique comme l'économie par exemple). Trois remarques supplémentaires : les tirages donnés par *Courrier* sont censés être plus récents que ceux de l'UNESCO (2004 ou antérieurs) ; le seul chiffre relatif à la population indiqué sur le site de l'UNESCO est celui de 2006 ; je ne sais pas quels types de journaux l'UNESCO a pris en compte dans ses calculs. Compte tenu de ces limites et du manque d'uniformité, mon calcul est approximatif et peut-être un peu surestimé par rapport aux statistiques données par l'UNESCO pour les autres pays. Il n'en donne pas moins une idée de l'importance de la presse écrite dans chaque pays. Les tirages cumulés de la presse algérienne arabophone et francophone sont respectivement de 420 000 et de 690 000.

Annexe 3 : Corpus : répartition des thèmes

Thème / Quotidien	Le Monde	Le Figaro	El Pais	El Mundo	Le Soleil	Sud Quotidien	Liberté	Courrier sans chandelle	Courrier avec chandelles
Périples (arrivées, naufrages, arrestations, etc.)	5	15	161	115	14	1	5	1	2
Analyse (causes, solutions, réflexion)	6	6	27	2	26	2	4	3	4
Investissement des émigrés dans leur pays d'origine					5			1	1
Propagande (histoire de réussite ou d'échec, intervention artistes)		1	6	4	9		1		
Relations internationales	10	5	38	14	22	3	6	0	0
Négociations (réadmission, gestion des flux)	6	2	34	12	19	3	5	0	0
Conférence de Rabat	4	3	4	2	3		1		
Total corpus de travail	21	27	232	135	76	6	16	5	7

Annexe 4 :

Les deux langues d'un article

Liberté – Dossier – 5/04/2006]

L'Algérie entre passions et critiques [SIC]

Les Algériens aiment-ils leur pays ?

Par : Mustapha Benfodil

Aimez-vous l'Algérie ? La question pourrait sembler "bateau" comme on dit, et la réponse évidente. Curieusement, c'est une évidence à double sens, empruntant deux directions totalement opposées. Pour les uns, la réponse est "tellement oui". Pour les autres "tellement non". Les uns vivent leur algérianité comme une grâce, les autres comme une punition. Petit "voyage" à l'intérieur de notre Conscience nationale.

Lamia, la battante : "L'Algérie, c'est mes pères et mes repères !"

Lamia a 28 ans. Juriste de formation, elle est responsable de la logistique dans une société étrangère sise à Hydra. Belle, rebelle, un dynamisme à toute épreuve en bandoulière, elle est la première étape de notre "voyage" sur les traces du patriotisme algérien. "Est-ce que j'aime l'Algérie ? N'mout aliha ! Je ne peux pas me détacher de l'Algérie !" exulte Lamia. "Ici, j'ai mes repères, mes parents, mon entourage. C'est ici que j'ai grandi. Que j'ai galéré. J'ai pris le bus, j'ai transpiré, j'ai fait mes études durant les années difficiles. Mes parents ont consenti des sacrifices pour m'élever. Pour que j'étudie. Je ne peux pas effacer d'un trait toute cette galère. Je suis fière d'avoir tenu tête à tout ça, cette décennie rouge comme on dit. On nous dit tout le temps que ça ne marche pas, on se plaint tout le temps. Ce n'est pas vrai, il y a tout en Algérie, l'agriculture, le tourisme, nous avons une côte en or..." Pleine de caractère, Lamia concède cependant que l'Algérie est un "sport de combat" pour les femmes, pour paraphraser Bourdieu. "Ici, les femmes marchent à l'énergie solaire", ironise-t-elle. "Une fois le soleil couché, la femme doit rentrer dare-dare à la maison. Je voulais faire les arts martiaux rien que pour casser la gueule à pas mal de mecs."

Nounou, le hittiste résigné "L'Algérie, boubi l'a mangée !"

Nouredine alias Nounou, 27 ans, un café serré à la main, ronge son frein du matin au soir en hittiste résigné. Ex-employé de l'ex- DNC, il est au chômage depuis quatre ans. C'est l'une des nombreuses victimes de la "khaoussassa" comme il dit, la privatisation. "L'Algérie klaha boubi. Boubi l'a mangée. Voilà. À 27 ans, je suis là à traîner, ni avenir ni chkoupi. Je fais partie des victimes de la dépermanisation d'Ouyahia oua mouchtaqatouhou (Ouyahia et dérivés). J'étais travailleur dans une société nationale ; après sept ans de service, au revoir et tarbah ! Partout où tu vas demander du travail, dès qu'ils voient sur ton CV Bab El-Oued, ababababab. Tu as beau avoir un diplôme, tout ce que tu veux, mafihache. Ici, les seuls qui peuvent trouver du travail, c'est ou ta mère, ou ta sœur. Si je trouve le moyen de partir, Bouteflika ila llika ! Sellek habssek ! L'Islam, tu le mets de côté, tout le reste à jeter ! Les minables ne nous ont rien laissé. Ce qu'il faut pour que ce pays s'arrange, c'est une guerre civile. Ne laisser qu'un million de survivants ! illa men rahima rabouk ! Il faut une guerre civile !"

Ammi Ahcène, le gardien du drapeau "J'ai tatoué la croix gammée pour narguer les Français !"

Ammi Ahcène a 81 ans. Ce natif de Jijel est venu très tôt s'installer à Belcourt. Il lisait tranquillement son quotidien préféré, El Watan, dans le jardin attenant à la Bibliothèque nationale d'El-Hamma quand nous l'avons importuné. Ancien coiffeur à la retraite, il avoue avoir appris le métier "sur la tête des soldats anglais débarqués à Alger en 1942". Ammi Ahcène a un signe fort particulier : une petite croix gammée tatouée sur sa

main comme une bravade. “Ce signe nazi que tu vois là, c’était pour narguer les Français”, dit-il en partant d’un sourire espiègle, avant de marteler, péremptoire : “Pour moi, l’Algérie est le meilleur pays au monde. Il est juste mal exploité.” “Quand mes enfants critiquent le pays, cela m’irrite”, poursuit-il. “Malheureusement, les premiers responsables ouakhdhouna. C’était le socialisme. El-ichtirakiya. Villa lik ou barraka liya”. Le cœur de ammi Ahcène vibre avec le drapeau algérien. “Il n’y a pas longtemps, j’ai été ébranlé lorsque j’ai constaté, en regardant l’hôtel Sofitel, que l’emblème du Sofitel était plus haut que l’emblème national. Tout de suite, j’ai foncé sur l’hôtel et j’ai attiré l’attention d’un agent de sécurité en faction en lui disant : had laâlam matou âli 2 millions de chouhada. L’autre drapeau doit être de quatre doigts plus bas minimum. On ne sait pas si la direction du Sofitel a tenu compte de l’observation de ammi Ahcène. Pour lui, le nif, le fameux “pif” algérien, a tendance à disparaître. “Oh, le nif c’est chez les vieux. Les jeunes n’ont pas été élevés avec ça”, soupire l’homme avec regret.

Mohamed, étudiant m’digouti “Zizou n’a rien d’un Algérien !”

Mohamed, 24 ans, est étudiant en 3e année sciences de gestion à Dély-IBrahim. Lui non plus ne sait pas trop ce que le mot “patriotisme” peut bien signifier pour un jeune m’digouti. Néanmoins, il garde en tête quelques réminiscences “nationalistes”. Par exemple, cette pépite : “Le jour où Zizou a embrassé le drapeau français en 1998, ce jour-là, je l’ai détesté à vie.”

Isma,

l’Argelina “On ne mérite pas un aussi beau pays !”

On remonte de Belcourt au Golf, on divise l’âge de ammi Ahcène par quatre et on tombe sur Isma. Tout juste 22 ans, Isma, cœur tendre et mental de fer, est fraîchement diplômée de l’Institut d’interprétariat d’Alger, spécialité espagnol. Que signifient pour elle les lettres “a, l, g, é, r, i, e” ? Micro : “Je suis très fière de mon pays, très fière d’être algérienne. D’ailleurs, sur msn, mon pseudo, c’est Argelina. On m’a toujours appelée l’Algérienne. Chaque fois que je prends un taxi, j’ai mal au cœur d’entendre les gens critiquer leur pays. Ça m’énerve. Il m’est arrivé de me disputer avec eux.”

“Je suis émue chaque fois que j’entends l’Illiade algérienne de Moufdi Zakaria. À la chorale du lycée Descartes où j’ai fait mes études secondaires, je pleurais chaque fois qu’on la chantait. Ce n’est pas un rapport scolaire à la Révolution. C’est charnel. C’est familial. Le nationalisme est une valeur très importante. Si tout le monde était nationaliste, je suis sûre que le pays n’aurait pas été dans cet état. Quel gâchis ce pays ! On ne mérite pas ce qu’on a. J’ai l’opportunité d’aller en Espagne, en Californie où j’ai un frère. Mais je n’irai nulle part. Je préfère travailler ici, donner tout à mon pays”.

Ici meurt Kaci ! Ou, plutôt... H’na t’mout Isma !

Khalti Malika, l’Algérie qui s’effrite “Si je le pouvais, je partirais en Espagne”

Incarnation parfaite du Vieil-Alger pleuré par Meskoud, khalti Malika vit à La Casbah depuis 40 ans. Elle a aujourd’hui 64 ans et six enfants dont un fils établi en Espagne. Souffrant d’un méchant cholestérol, elle nous fait visiter sa mesure en pointant du doigt les fêlures qui lézardent les murs et le plafond. “Je vous le dis franchement : si je trouve le moyen de quitter ce pays, je pars. L’Algérie est chère à nos cœurs, mon fils, mais que voulez-vous ? La Casbah, c’est l’Algérie, et pourtant, elle est totalement abandonnée. L’Algérie ne nous a pas donné nos droits, ya oulidi. Quand tu vois un homme de 50 ans pas marié, bezzaf. On n’a pas où habiter. Si on me donne un logement décent, je pars. Je suis malade, je ne peux plus monter jusqu’ici, la maladie est dure pour moi. Rani maghbouna fessoukna. Si j’avais la possibilité de rejoindre mon fils en Espagne, je le ferais. Bledna hiya bledna. Mais là où je suis bien, là est mon pays.”

Saliha, l’optimisme “tout-terrain” “Ce pays, je lui trouve une âme”

Saliha, 40 ans, femme pleine d’entrain et respirant l’élégance, est chargée des relations publiques dans une boîte privée. Avec son entregent et sa douceur naturelle, elle a vraiment la tête de l’emploi. “L’Algérie, c’est ce qui me fait vibrer”, dit Saliha avec enthousiasme. Et d’ajouter : “La raison qui me fait aimer ce pays ? J’ai beaucoup voyagé en Algérie. Et ce pays, je lui trouve une âme. On croise un regard dans une rue, on s’échange

des sourires, des salutations gratuites, le geste de la main. Les gens du Sud, par exemple, ont une telle façon de serrer la main, c'est d'une sincérité... J'ai visité New York. Tout est beau, tout est nickel, mais les gens sont froids. Ici, nous avons de vraies valeurs. Il y a encore les réseaux de solidarité. Prenez un mot comme "netrafdou". Je trouve cette formule magnifique."

Saliha nous dit tout son bonheur de redécouvrir chaque jour Alger : "Ce que j'aime dans ce pays, ce sont les saveurs d'une bonne orange. La fraîcheur de nos légumes, le goût de notre viande, le sens des saisons. Là-bas, il n'y a plus de saisons. Malheureusement, les gens ne prennent pas le temps de regarder, d'apprécier. Moi, je marche beaucoup dans Alger, et chaque jour, je redécouvre Alger. En sortant du travail, je me balade, je regarde, je redécouvre les façades, les bâtisses, tel motif dans tel immeuble, tel escalier dans telle ruelle. Je m'attable seule sur une terrasse, et même si on m'embête un peu, ce n'est pas méchant : il suffit juste de bien le prendre. La vie est certes dure, mais il faut se battre. Les rues sont sales ? Ça peut s'arranger. Il y a un problème de transport ? Prends un taxi, prends le bus, prends tes pieds... Je n'aime pas ce pouvoir ? Je me bats, j'occupe l'espace, je prends la parole. Il faut rester "hadjra fe sabbat" comme on dit. Même si j'ai une pierre, un bout de carrelage dans ce pays, je le défendrai !"

Ahmed, le désespoir à fleur de peau "El-hadda liman istataâ"

Ahmed, 18 ans, est un passionné de break-dance. Pull sans manches exhibant ses muscles, il a une vraie stature de danseur. Nous l'avons rencontré près de Qaâ Essour où il vient s'entraîner. Glandouillant avec ses deux compères Bilal & Bilal, il médite le monde tandis qu'un épais brouillard mange gloutonnement la mer et sa tête. Le moral tenu avec du scotch, il a le regard lourd, lui qui a une bouille d'enfant moitié cachée sous une casquette d'ado. "J'ai quitté le lycée. Je ne fous rien de la journée. Je n'ai qu'une passion : le break-dance. Je vous le dis franchement : k'raht lebled hadi. J'en ai ras-le-bol de ce pays. Rani m'leggui. Si j'en avais la possibilité, je foutrais le camp sur le champ. Je prendrais echikh oua laâjouz et hasta la vista chriki ! Yerham babak, mon père gagne à peine 10 000 DA. Il donne 5 000 pour rembourser ses dettes du mois, achète une piqure pour ma mère qui est atteinte d'un cancer. Il lui reste 2 000 DA. Comment vivre avec 2 000 DA ? Comment aimer un pays pareil dis-moi ? Ce pays ne m'a apporté que la misère et des problèmes." À un moment donné, Ahmed hèle une jeune fille : "Dis-moi mademoiselle, il y a un avenir dans ce pays ?" Discussion avec l'adolescente en hidjab sur l'avenir des huîtres en Méditerranée méridionale. Et de reprendre sa litanie de chikayate : "Quel idiot je fais ! Quand je pense que j'ai été au paradis et en suis revenu ! C'était l'an dernier. J'ai eu l'occasion de partir en France. À Marseille. C'était dans le cadre d'une compétition de break-dance justement. Je suis resté une semaine, j'étais bouche bée. Je suis rentré à cause de ma mère. Ma mère c'est tout pour moi. Quand je suis revenu, pendant une semaine, je voyais rouge. Chaque fois que quelqu'un me lançait "saha chriki", je lui répondais d'une salve d'insultes. Là-bas, les gens sont doux, si gentils, ouahad ma âla balou bik, personne ne te demande où tu vas... L'Algérie, c'est pour les riches. Endek, t'îche, ma andekch, takoul lahchiche !"

Réda, le harraga kamikaze "Ya rayeh win m'ssafer..."

Réda, 30 ans, est un vrai harraga. Un kamikaze. Beau gosse, sourire béat, yeux rieurs, drogué de Cheb Billal, son directeur de conscience, cet enfant de Boufarik a la carapace d'un dur et le cœur d'un enfant. En 1996, il s'achète un visa pour la Pologne à 12 000 DA de l'époque et fonce sans un sou vaillant en poche. De Varsovie, il se fraie un chemin parsemé de rudes épreuves jusqu'en Allemagne où il est établi à ce jour. À présent, il prépare patiemment son retour, "el wahch" faisant son effet. "J'ai le pays dans le sang, lebled fe dem", dit-il. "Comme dit Dahmane : Ya rayeh ouine m'ssafer... Je ne veux pas que mes enfants grandissent en Allemagne. Que ma fille, à 18 ans, parte avec un type ou me ramène un homme à la maison. Je déteste les Allemands. k'rahthoum. Ils sont fondamentalement racistes. Ils sont froids. Nous, on a l'ambiance, aândek maâ men t'gassar, tu as avec qui discuter, ma aândekch takoul, t'as pas de quoi payer, ça ne fait rien, bois aujourd'hui, et paie-moi demain, et si tu n'as pas, encore un café men aândi, maâliche. Eux, ils n'ont pas ça. Depuis le 11 septembre, ils nous détestent encore plus. Les musulmans sont indésirables, d'où tu viens toi, musulman ? Pas de boulot. Nein ! Nein !" "Yekdeb aâlik, aslak ou faslek h'naya. C'est ici tes racines. Elli ibeddel aslou ma aândouche dine. Celui qui change d'identité, change de religion. Il faut juste faire le "taouil" et revenir. J'aurais pu prendre la nationalité allemande, mais je ne le voulais pas. Imagine si une guerre éclate avec l'Allemagne, je vais combattre ouled bladi, ça ne va pas ?!"

Na Taos, la mémoire torturée de la Kabylie “On n’a pas vu l’indépendance !”

Na Toas a 65 ans et des séquelles coloniales sur tout le corps. Nous l’avons rencontrée à Larba Nath-Ouacif, en Haute-Kabylie. Vêtue d’une robe bariolée typiquement kabyle, un foulard à l’ancienne, elle a quelque chose d’amer dans le regard. “Nous avons payé de sept ans de guerre notre indépendance.” raconte-t-elle. “J’ai vécu l’enfer de la guerre (elle prononce “el guirra enni”, ndr) dans toute son horreur. Notre village (Thimaghrass) a beaucoup donné. J’ai été torturée à mort, regardez (elle montre son cuir chevelu brûlé au-dessus de la nuque). Je ne mange pas la pomme de terre depuis 1962. J’étais en captivité et on ne mangeait que ça : de la pomme de terre bouillie. Mon mari aussi est traumatisé par la guerre. On touche une pension de 2 millions tous les trois mois. Nous n’avons rien récolté de nos sacrifices. La Kabylie est délaissée. Cette région a porté la Révolution sur ses épaules, et enfin de compte, ce sont les autres qui ont récolté les honneurs. J’ai six enfants. Ils sont tous au chômage. Il n’y a pas de travail par ici. Pas d’usine. Regardez l’état des routes. L’indépendance ne nous a rien apporté. Nous avons lutté pour rien.”

Nassima, la “binat” sans frontières “Le nationalisme appartient à une autre époque”

Nassima, 29 ans, est médecin. Pétille jeune femme, elle travaille dur pour partir parfaire ses études de médecine aux États-Unis après une spécialité avortée à Alger. Nassima a la particularité d’être binationale, étant de mère franco-algérienne. Pour autant, elle tient à ses racines algériennes. “Je n’ai pas voulu prendre de prénom français. Mon deuxième prénom est Mériem et non pas Marie”, souligne-t-elle. “Le monde a bien changé. Je pense que le nationalisme appartient à une autre époque. Il faut s’ouvrir aux autres cultures. Je suis nationaliste, mais pas chauvine vu qu’à la base déjà, je suis issue d’un mélange. Le nif, c’est bien. Il y a des gens très dignes et j’admire ça. Mais des fois, c’est mal placé. Comme dit Cyrano de Bergerac : Un pareil appendice n’est rien d’autre que l’indice d’un homme bon, affable, courtois, libéral, téméraire, tel que je suis.” J’éprouve souvent de la peine pour notre pays avec toutes les absurdités que nous avons connues. Pour autant, il faut plutôt penser à l’améliorer plutôt qu’à le quitter. J’aime l’Algérie et me sens heureuse ici sur le plan personnel, mais j’aurais voulu plus de stimulation intellectuelle chez moi et pas ailleurs. Et puis, je juge que les femmes n’ont pas la place qu’elles méritent et souhaiterais qu’on les respecte davantage.”

Ammi Achour, l’artisan désabusé “Leblad hachaha, c’est les gens qui sont mauvais !”

Ammi Achour, 70 ans, est menuisier de son état. Un crayon à l’oreille, il vaquait cahin-caha à son ouvrage quand nous avons fait irruption dans son vieil atelier niché en Haute-Casbah. “L’Algérie ? Qui n’aime pas l’Algérie ? Hacha leblad, ce sont les gens (el ibad) qui sont mauvais”, assène-t-il. “Les jeunes ne veulent plus rester en raison de la situation. Mon fils est parti à Londres voici 14 ans à cause du terrorisme. 14 ans que je ne l’ai pas vu ! Notre situation laisse à désirer. Les artisans de La Casbah sont en train de disparaître les uns après les autres dans l’indifférence générale. Il n’y a plus de commandes, plus de travail. Pendant un bon moment, il n’y avait plus de clients. Tu leur parles de La Casbah, ils te disent ya latif ! Et avec ça, on vient de me foudroyer d’une facture de 150 millions d’impôts à payer. D’où est-ce que je vais les ramener, moi qui suis au bord de la cessation d’activité ? J’ai huit bouches à nourrir, “el medkhoul, idjibrabbi”. L’État ne nous aide pas. On a connu le pire du temps de la France, “s’ra fina el mounkar, et on n’est pas près de voir le bout du tunnel”. Comment voulez-vous vivre dans ce pays ? Le zaouali ne peut pas aimer ce pays. Il n’y trouve pas sa place. Si l’État n’aide pas les artisans à se relever, ne baisse pas les impôts, s’il n’augmente pas la paie des travailleurs, “ma naklouch al khobz”. D’ailleurs, aucun de mes fils ne veut perpétuer ce métier !”

Abdelkader, un regard plein de tristesse “Ceux qui délaissent La Casbah n’aiment pas l’Algérie !”

Casbah toujours. Cette fois, nous sommes au 18, rue Hocine-Bourahla, près du tombeau de Lalla N’fissa, dans une superbe maison traditionnelle, une douira de l’époque turque. Le maître de céans, Abdelkader, 59 ans – dont 32 passés comme chauffeur de grandes lignes au sein de la SNTV – voit sa maison s’effriter d’un regard impuissant. Pour lui, c’est ça son Algérie : cette magnifique bâtisse turque sur les murs de laquelle sont gravés quelque quatre siècles d’histoire. Un véritable musée. “Cette maison est censée être un patrimoine national. Pour moi, c’est ça l’Algérie. J’ai demandé de l’aide pour la restaurer, on m’a exigé 200 millions. Ces gens-là ont-ils de l’amour pour leur pays, je me le demande ? Avec le dernier séisme, la bâtisse peut craquer à tout moment. Si la maison tombe, c’est un pan de notre mémoire collective qui tombe. La Casbah n’est pas l’âme d’Alger, La Casbah c’est Alger. Et regardez dans quel état elle est. Elle tombe en ruine dans l’indifférence

générale. Comment aimer son pays avec des gens pareils ?! Autrefois, ma mère bravait le couvre-feu pour faire accoucher les femmes enceintes en allant de "stah" en "stah". Tous les mômes de La Casbah de l'époque ont vu le jour dans ses mains. Sur cette terrasse, ils ont tué deux gars lors de la grève des huit jours. Quarante ans après, nous sommes toujours en danger de mort. Nous n'avons pas encore goûté à l'indépendance !"

Mustapha, un "akhina" patriotique "Houb el watan mina el iman"

Mustapha, 24 ans, barbe et qamis de rigueur, est vendeur de survêtements chinois à Bab El-Oued. Pour lui, la question de la patrie est affaire de religion : "L'amour de la patrie découle directement de l'amour de la religion. Il n'y a pas de bien en pays impie (bilad el kofr). Ceux qui disent "n'rouh n'dir etaouil" ont tort. Les jeunes doivent faire preuve de patience et d'endurance. Il n'y a rien de bon en Occident. Mais en retour, le "nidham" doit fournir les conditions d'une vie décente pour tous. Les gouvernants ont pour obligation de créer des postes d'emploi, du logement... Moi, j'aurais aimé me marier jeune. Ce n'est pas seulement pour des raisons sexuelles, mais pour élever une génération musulmane (jil mouslim). Dans la société occidentale, tes enfants ne t'appartiennent pas. Même si tu convertis ta femme à l'islam, l'influence de la société reste forte. L'individu est bâti sur ses origines, et le fondement de nos racines, c'est incontestablement l'islam".

Mustapha bis, l'Algérien dans toute sa tendresse "Si la France revenait..."

Mustapha Bouchama. 40 ans. Célibataire. Chômeur. Une tête de junkie. De "mezvingui". Habillé en haillons. On pourrait croire qu'il a pété une durite mais sa générosité, sa tendresse, rattrapent largement ses (délicieux) égarements psychotiques. Assis sur le rebord d'une gargote, il insiste d'entrée à nous offrir un sandwich "garantita". Encore un verre Hamoud Selecto "men ândi", insiste-t-il derechef, lui qui n'a pas un sou. "Après, après, je te paie", lance-t-il en direction du serveur, refusant catégoriquement que nous réglions la note. "C'est un pote" ; "une cigarette m'sieur ?" reprend-il. Tout le quartier l'adore. "J'habite au 6e étage. Besoin de quelque chose, venez chez moi, d'accord ?" "Ça fait 15 ans que je chôme. J'étais mécanicien à la SNTR. J'ai trois frères et deux sœurs. C'est ma mère qui me donne de l'argent de poche. Je ne veux pas me marier. Le mariage ? Alatif ! C'est la voie de la miziria !" confie notre ami. Et de pester contre les "sales arabes" de son quartier : "L'Algérie, bekri, l'Algérie. Bab El-Oued, c'est avant. C'est devenu "qoriche". Bab El-Oued a changé, klaouha el kavia.... Ouled sidna aïssa oui. Les fils de Jésus sont comme ça (en brandissant le pouce). Quant à ces gens-là, les Algériens, les Arabes, ils sont pires que les mécréants. À longueur de journée "qal allah qal errassoul" et ils font les pires saloperies. "Elli idji iqoul ana moudjahid". N'importe qui s'improvise moudjahid. Les Arabes sont sales, hypocrites... Moi, je ne suis ni houkouma ni FIS. Tous pareils. Le GIA est monté pour de l'argent. Si je trouve le moyen de partir, adieu l'Algérie ! Si la France revenait, ça serait super ! Ouled sidna Aïssa sont comme ça ! bien !" Avant de le quitter, Mustapha nous gratifie encore de ses bienfaits. Il entre dans une boulangerie et revient avec deux gâteaux. Puis va chez un épicier et achète une bouteille d'eau minérale, du chocolat et un paquet de chewing-gum. "Tiens mon ami. Ça, c'est pour toi (chocolat et chewing-gum) et ça pour ta mère." Un concentré d'Algérie sentimentale dans le sac, une larme s'écroule à l'intérieur de moi.

C'est énorme !

Énorme !

Sacrée balade !

Sacré Mus !...

M. B.

Annexe 5 :

Articles analysés¹⁶⁵

Courrier international - n° 812 - 24 mai 2006, p. 22



ESPAGNE

Aux Canaries, les clandestins ne font que passer

Des Africains entassés dans des barques de fortune et récupérés au large de l'archipel espagnol : ces images ont fait le tour du monde. Pourtant, la réalité de l'immigration est bien différente.

EL PAÍS (extraits)
Madrid

Aux îles Canaries, les gros navires font peur. Car l'un des grands fantasmes des diens est de voir arriver une vague de bateaux avec 500 ou 600 personnes à leur bord cherchant à accoster sur la plage. Jusqu'à présent, l'essentiel du trafic s'est fait sur des petites embarcations, de 40 à 60 passagers chacune, dans lesquelles les immigrants risquent leur vie. En 2002, année record, 10 000 personnes ont ainsi débarqué aux Canaries à bord de ces barques. En 2003, elles étaient 9 500, 8 500 en 2004, et 4 700 l'an dernier. "Cette diminution s'explique par l'excellente collaboration avec les forces de police maritimes", souligne le préfet des Canaries, José Segura. Mais les spécialistes ne se font aucune illusion. Ils savent que des milliers d'êtres humains attendent pour embarquer là où ils pourraient : des travailleurs, des réfugiés, des déplacés fuyant les crises d'Afrique de l'Ouest. L'accès aux anciens pays colonisateurs (France, Royaume-Uni) étant de plus en plus difficile. Les Canaries sont devenues le territoire sous juridiction européenne le plus proche des côtes africaines.

Les premiers mois de 2006 ont été marqués par une reprise de l'immigration par voie maritime [plus de 7 000 personnes en provenance d'Afrique sont déjà arrivées depuis le début de l'année]. Une recrudescence qui avive les contradictions dans lesquelles se débattent les forces vives de l'archipel. Les nationalistes, qui gouvernent seuls la communauté autonome des îles Canaries, maintiennent une stratégie agressive. Ils veulent que l'Etat imperméabilise les frontières et leur permette de contrôler plus strictement le séjour des étrangers non-ressortissants de



l'Union européenne qui résident déjà sur l'archipel. Car si les arrivées massives de réfugiés subsahariens par voie de mer sont très médiatisées, ceux qui arrivent tout simplement par avion représentent la source principale d'immigration illégale.

362 000 HABITANTS SUPPLÉMENTAIRES EN DIX ANS

Pour Paulino Rivero, président de la Coalition canarienne, le principal parti de l'archipel, le caractère spectaculaire de la tragédie en mer occulte l'"immigration invisible". Car entre 19 000 et 20 000 citoyens extérieurs à l'Union européenne s'établissent chaque année sur les îles. Dans la plupart des cas, ils "oublient" tout bonnement de repartir à l'expiration de leur visa touristique. Qui sont-ils ? Essentiellement des Latino-Américains, des Maghrébins et des Européens non communautaires. Cette situation est strictement comparable à celle qui prévaut des autres régions d'Espagne (notamment Madrid, la Catalogne et la Murcie), mais, dans

l'archipel, on veut croire que l'insularité crée des conditions particulières.

"Nous ne sommes ni n'avons jamais été un peuple xénophobe, au contraire, nous sommes accueillants", assure José Miguel Ruano, 44 ans, conseiller de la présidence de la communauté des Canaries. "Mais notre capacité d'accueil est limitée. Notre territoire, c'est 7 500 kilomètres carrés, dont 40 % d'espace protégé. La population des Canaries avoisine les 2 millions. Or l'archipel enregistre plus de 50 000 nouveaux résidents par an. Si l'on y ajoute les 12 millions de touristes annuels, il est facile de comprendre que nous ne pouvons pas continuer sur cette lancée." Début 2005, les Canaries comptaient officiellement 222 000 résidents étrangers, c'est-à-dire 11,3 % de la population. Un chiffre effectivement supérieur à la proportion d'étrangers en Espagne.

Deux millions d'habitants, est-ce peu ou beaucoup ? "Si l'Espagne avait la même densité de population que la nôtre, il y aurait actuellement 130 millions d'habitants dans la péninsule", explique Álvaro Dávila, directeur de l'Institut canarien des statistiques.

◀ Dessin d'El Rojo paru dans El País, Madrid.

■ Diplomatie

Après les dernières vagues d'arrivée de clandestins aux Canaries, le gouvernement espagnol a lancé une offensive diplomatique en direction des pays d'origine des migrants.

Appelé plan Afrique, ce dispositif comprend l'ouverture

d'ambassades dans trois pays de l'Ouest africain - Mali, Soudan et Cap-Vert.

Une dizaine de diplomates ont également été dépêchés dans la région. Premier résultat tangible de cette initiative :

le président sénégalais Wade a accepté le rapatriement de ses compatriotes débarqués illégalement aux Canaries. En échange, le gouvernement espagnol aide au financement de barrages hydrauliques permettant de lutter contre la désertification.

Entre 1996 et 2005, la population de l'archipel a gagné 362 000 habitants, "comme s'il s'était créé une nouvelle ville de la taille de Las Palmas", la capitale régionale. La clémence du climat des îles de l'Atlantique n'attire pas uniquement des retraités fortunés :

"Parmi les étrangers non communautaires, les proportions d'hommes et celle des personnes en âge de travailler sont nettement supérieures à leur représentation parmi le reste de la population", indique le responsable des statistiques des Canaries. Ce qui signifie que les gens viennent surtout pour chercher du travail. Les statisticiens locaux ont calculé que, en dix ans, l'archipel a créé 258 000 postes. Un chiffre très supérieur à l'accroissement naturel de la population active. En clair : l'archipel a besoin de bras pour son développement.

LES SUBSAHARIENS SONT TRANSFÉRÉS OU EXPULSÉS

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette situation ne concerne que de très loin les Subsahariens. Les immigrants qui arrivent dans des canots de fortune sont repêchés - ou parfois simplement interceptés - par les services de l'Etat et pris en charge dès leur arrivée par les dispositifs d'urgence. Mis à part quelques cas d'évasion, l'impact direct de cette immigration illégale sur l'augmentation de la population résidente de l'archipel est nul. Car les clandestins sont transférés dans des centres de détention d'où ils n'ont pas le droit de sortir pendant quarante jours, délai légal au cours duquel ils doivent être renvoyés à leur pays d'origine ou transférés vers d'autres régions espagnoles. En arrivant sur la péninsule, ils sont répartis dans des centres d'accueil, qu'ils sont autorisés à quitter lorsque les démarches d'expulsion n'aboutissent pas.

Joaquín Prieto

¹⁶⁵ Dans cette annexe, figurent en premier lieu l'article tel qu'il est présenté dans *Courrier international*, puis le même article dans un format plus facile à lire et enfin, l'article original.

Europe – Espagne

Aux Canaries, les clandestins ne font que passer

Des Africains entassés dans des barques de fortune et récupérés au large de l'archipel espagnol : ces images ont fait le tour du monde. Pourtant, la réalité de l'immigration est bien différente.

Aux îles Canaries, les gros navires font peur. Car l'un des grands fantasmes des îliens est de voir arriver une vague de bateaux avec 500 ou 600 personnes à leur bord cherchant à accoster sur la plage. Jusqu'à présent, l'essentiel du trafic s'est fait sur des petites embarcations, de 40 à 60 passagers chacune, dans lesquelles les immigrants risquent leur vie. En 2002, année record, 10 000 personnes ont ainsi débarqué aux Canaries à bord de ces barcasses. En 2003, elles étaient 9 500, 8 500 en 2004, et 4 700 l'an dernier. *"Cette diminution s'explique par l'excellente collaboration avec les forces de police marocaines"*, souligne le préfet des Canaries, José Segura. Mais les spécialistes ne se font aucune illusion, ils savent que des milliers d'êtres humains attendent pour embarquer là où ils pourront : des travailleurs, des réfugiés, des déplacés fuyant les crises d'Afrique de l'Ouest. L'accès aux anciens pays colonisateurs (France, Royaume-Uni) étant de plus en plus difficile, les Canaries sont devenues le territoire sous juridiction européenne le plus proche des côtes africaines.

Les premiers mois de 2006 ont été marqués par une reprise de l'immigration par voie maritime [plus de 7 000 personnes en provenance d'Afrique sont déjà arrivées depuis le début de l'année]. Une recrudescence qui avive les contradictions dans lesquelles se débattent les forces vives de l'archipel. Les nationalistes, qui gouvernent seuls la communauté autonome des îles Canaries, maintiennent une stratégie agressive. Ils veulent que l'Etat imperméabilise les frontières et leur permette de contrôler plus strictement le séjour des étrangers non-ressortissants de l'Union européenne qui résident déjà sur l'archipel. Car si les arrivées massives de réfugiés subsahariens par voie de mer sont très médiatisées, ceux qui arrivent tout simplement par avion représentent la source principale d'immigration illégale.

362 000 habitants supplémentaires en dix ans

Pour Paulino Rivero, président de la Coalition canarienne, le principal parti de l'archipel, le caractère spectaculaire de la tragédie en mer occulte l'*"immigration invisible"*. Car entre 19 000 et 20 000 citoyens extérieurs à l'Union européenne s'établissent chaque année sur les îles. Dans la plupart des cas, ils "oublient" tout bonnement de repartir à l'expiration de leur visa touristique. Qui sont-ils ? Essentiellement des Latino-Américains, des Maghrébins et des Européens non communautaires. Cette situation est strictement comparable à celle qui prévaut des autres régions d'Espagne (notamment Madrid, la Catalogne et la Murcie), mais, dans l'archipel, on veut croire que l'insularité crée des conditions particulières.

"Nous ne sommes ni n'avons jamais été un peuple xénophobe, au contraire, nous sommes accueillants", assure José Miguel Ruano, 44 ans, conseiller de la présidence de la communauté des Canaries. *"Mais notre capacité d'accueil est limitée. Notre territoire, c'est 7 500 kilomètres carrés, dont 40 % d'espace protégé. La population des Canaries avoisine les 2 millions. Or l'archipel enregistre plus de 50 000 nouveaux résidents par an. Si l'on y ajoute les 12 millions de touristes annuels, il est facile de comprendre que nous ne pouvons pas continuer sur cette lancée."* Début 2005, les Canaries comptaient officiellement 222 000 résidents étrangers, c'est-à-dire 11,3 % de la population. Un chiffre effectivement supérieur à la proportion d'étrangers en Espagne.

Deux millions d'habitants, est-ce peu ou beaucoup ? *"Si l'Espagne avait la même densité de population que la nôtre, il y aurait actuellement 130 millions d'habitants dans la péninsule"*, explique Álvaro Dávil, directeur de l'Institut canarien des statistiques. Entre 1996 et 2005, la population de l'archipel a gagné 362 000 habitants, *"comme s'il s'était créé une nouvelle ville de la taille de Las Palmas"*, la capitale régionale. La clémence du climat des îles de l'Atlantique n'attire pas uniquement des retraités fortunés : *"Parmi les étrangers non communautaires, les proportions d'hommes et celle des personnes en âge de travailler sont nettement*

supérieures à leur représentation parmi le reste de la population”, indique le responsable des statistiques des Canaries. Ce qui signifie que les gens viennent surtout pour chercher du travail. Les statisticiens locaux ont calculé que, en dix ans, l’archipel a créé 258 000 postes. Un chiffre très supérieur à l’accroissement naturel de la population active. En clair : l’archipel a besoin de bras pour son développement.

Les subsahariens sont transférés ou expulsés

Contrairement à ce que l’on pourrait penser, cette situation ne concerne que de très loin les Subsahariens. Les immigrés qui arrivent dans des canots de fortune sont repêchés – ou parfois simplement interceptés – par les services de l’Etat et pris en charge dès leur arrivée par les dispositifs d’urgence. Mis à part quelques cas d’évasion, l’impact direct de cette immigration illégale sur l’augmentation de la population résidente de l’archipel est nul. Car les clandestins sont transférés dans des centres de détention d’où ils n’ont pas le droit de sortir pendant quarante jours, délai légal au cours duquel ils doivent être remis à leur pays d’origine ou transférés vers d’autres régions espagnoles. En arrivant sur la péninsule, ils sont répartis dans des centres d’accueil, qu’ils sont autorisés à quitter lorsque les démarches d’expulsion n’aboutissent pas.

Joaquín Prieto
El País

Diplomatie

Après les dernières vagues d’arrivée de clandestins aux Canaries, le gouvernement espagnol a lancé une offensive diplomatique en direction des pays d’origine des migrants. Appelé plan Afrique, ce dispositif comprend l’ouverture d’ambassades dans trois pays de l’Ouest africain – Mali, Soudan et Cap-Vert. Une dizaine de diplomates ont également été dépêchés dans la région. Premier résultat tangible de cette initiative : le président sénégalais Wade a accepté le rapatriement de ses compatriotes débarqués illégalement aux Canaries. En échange, le gouvernement espagnol aidera au financement de barrages hydrauliques permettant de lutter contre la désertification.

El País

REPORTAJE: INVESTIGACIÓN Y ANÁLISIS Entre África y Europa

Freno a la inmigración en Canarias

Policías de varios países vigilan barcos sospechosos mientras las autoridades de las islas presionan al Gobierno para contener la llegada de extranjeros no comunitarios

JOAQUÍN PRIETO 24/04/2006

Al menos 19.000 ciudadanos no comunitarios se quedan cada año en Canarias en condiciones que el Gobierno autónomo considera ilegales. Las autoridades de las islas creen demasiado vulnerables los aeropuertos y las costas, y temen una larga crisis migratoria por la entrada en juego de barcos grandes dedicados a traer a subsaharianos.

Con cientos de inmigrantes subsaharianos a bordo, la tripulación de un carguero pintado de rojo vio por tercera vez el avión militar que les sobrevolaba en el Atlántico, en la mañana del domingo 2 de abril. Veinticuatro horas antes habían sido avistados y fotografiados cuando navegaban muy despacio a unas 190 millas de la isla de El Hierro, la más occidental de las Canarias. Un patrullero de 89 metros de eslora colocó su mole gris al acecho del barco de inmigrantes, mientras un segundo buque de guerra era despachado desde Las Palmas de Gran Canaria como refuerzo.

Los viajeros surcaban el océano a bordo de un navío del tipo de los usados para el transporte de madera en el golfo de Guinea, reconvertido ahora al más lucrativo contrabando de personas. Cuando la tripulación del carguero se vio localizada, viró hacia la costa continental de África. Además de inmigrantes "traía cayucos para usarlos como lanchas de desembarco, porque era un barco nodriza", afirma Paulino Rivero, de 54 años, presidente de Coalición Canaria y portavoz en el Congreso, que cita como fuente de este dato a "una alta autoridad del Estado".

Los servicios de seguridad de varios países siguen ahora la pista de otras posibles naves contrabandistas de personas en la costa continental de África. Rivero no ha podido confirmar, por el contrario, que el despliegue militar del 1 y 2 de abril se hubiera debido a la presencia de terroristas de Al Qaeda, como se especuló en su día. Quien lo niega tajantemente es José Segura, de 61 años, catedrático de la Escuela de Náutica de Tenerife, ex diputado y ex senador, y actual delegado del Gobierno en Canarias.

Alertados por el servicio de inteligencia británico, "los servicios policiales españoles tuvieron conocimiento de que, a unas veinte millas del litoral de Mauritania, navegaba muy lentamente un barco en el que varios observadores desde la mar (pesqueros que se habían cruzado) habían detectado muchas personas a bordo", explica Segura. El delegado es parco en detalles: sí, el Gobierno ejerció el derecho de identificar a las naves que penetran en aguas de responsabilidad española; no, en absoluto cabía la hipótesis de que fuera un transporte normal, porque incumplía normas internacionales; sí hubo que localizarle como se hace con las aeronaves no identificadas, ni más ni menos...

Para las islas, el contrabando de personas en pesqueros y otros barcos no es una novedad -ha llegado una docena desde 1998-; lo nuevo fue el despliegue de medios utilizado. La mayoría de los anteriores se adentraron sin ser detectados hasta la proximidad de playas o puertos. Una patera llegó a finales de 2004 a la base aérea de Gando (Gran Canaria) y los inmigrantes que llevaba a bordo fueron vistos cuando caminaban por la playa del recinto militar.

En Canarias hay miedo a los barcos nodriza, si bien hasta principios de abril no se había localizado a ninguno. Uno de los fantasmas populares en las islas es una oleada de buques con 500 o 600 personas en cada viaje, que puedan llevar pateras o cayucos, o arrastrarlos, para lanzarlos a las playas.

Hasta ahora, el grueso del tráfico se ha hecho en barcas pequeñas, cada una de 40 a 60 viajeros, donde los inmigrantes se juegan la vida. En 2002 arribaron 10.000 personas en pateras a Canarias -fue el año récord-; en 2003 hubo 9.500, y en 2004, 8.500, hasta bajar a 4.700 el año pasado. "La explicación de este descenso es la excelente colaboración de las fuerzas policiales marroquíes", recalca Segura, que lo relaciona con el giro dado a la política exterior por José Luis Rodríguez Zapatero, quien se dirigió al Reino de Marruecos en cuanto fue investido como jefe del Gobierno. "Y en Canarias empezamos a notar el descenso en la llegada de pateras, en 2005, de forma notable", precisa.

Se han terminado los *asedios* del otoño pasado a Ceuta y Melilla. Las fuerzas de seguridad mauritanas también vigilan más, tras los acuerdos de mediados de marzo con el Gobierno español. Pero los expertos no se llaman a engaño; hay millares de seres humanos moviéndose para embarcar por donde puedan: trabajadores, refugiados, desplazados por las crisis del África occidental. Los accesos más directos hacia los antiguos países colonizadores (Francia, Reino Unido) están cada vez más obstruidos. Canarias es el territorio más cercano de jurisdicción europea. Unas 4.000 personas han llegado vivas a Canarias entre enero y mediados de abril desde la costa continental africana -verificar el número de ahogados resulta imposible- y nadie puede prever la frecuencia con que se producirán nuevas arribadas.

Este repunte de la inmigración por mar reaviva las contradicciones en que se debaten las fuerzas vivas del archipiélago. Los nacionalistas, que gobiernan la comunidad autónoma en solitario, mantienen una estrategia beligerante no sólo para que el Estado impermeabilice las fronteras, sino para que les deje participar en un control más estricto de las estancias de extranjeros de nacionalidades no comunitarias. Los que entran por avión constituyen la fuente principal de la inmigración irregular.

Paulino Rivero reconoce la dimensión "colosal" del drama humanitario de África, pero este problema "rebasa nuestras capacidades y las de España", y sólo puede resolverse involucrando a la Unión Europea y a otras instituciones internacionales. A su juicio, la espectacularidad del drama en el mar oculta "la inmigración que no se ve": entre 19.000 y 20.000 personas de países ajenos a la Unión Europea se quedan cada año en las islas, la gran mayoría porque no se marcha al término del plazo señalado en sus visados turísticos. Se trata de latinoamericanos, magrebíes y europeos no comunitarios. Es decir: en Canarias ocurre igual que en otras partes de España (sobre todo Madrid, Cataluña, Murcia), pero a las fuerzas vivas del archipiélago les parece que la insularidad implica una condición muy particular.

"No somos ni hemos sido nunca un pueblo xenófobo; al contrario, somos un pueblo acogedor", argumenta José Miguel Ruano, de 44 años, consejero de Presidencia de la Comunidad de Canarias. "Pero nuestra capacidad está sobrepasada. Tenemos un territorio limitado de 7.500 kilómetros cuadrados, con un 40% de espacios protegidos (parques del Teide, Timanfaya y otros). La población de derecho de Canarias ronda los dos millones de personas, recibimos 12 millones de turistas al año y el número de residentes crece anualmente en más de 50.000; de ellos, sólo 6.500 por aumento vegetativo (diferencia entre nacimientos y defunciones). Así no podemos seguir".

"A veces se dice que los nacionalistas pedimos una ley de residencia, pero no es cierto. Lo que exigimos es que se cumpla la ley orgánica de extranjería", añade. De los casi dos millones de residentes, 222.000 eran extranjeros a comienzos de 2005 (es el dato más reciente), el 11,3% del total, porcentaje superior al de extranjeros en el conjunto de España.

Dos millones de habitantes, ¿son muchos o pocos? "Si España tuviera la densidad de población que tenemos aquí, actualmente contaría con 130 millones de habitantes", explica Álvaro Dávila, de 53 años, que dirige el Instituto Canario de Estadística.

Entre 1996 y 2005, la población del archipiélago creció en 362.000 personas, "tanto como si se hubiera creado una nueva ciudad de Las Palmas de Gran Canaria", afirma. Al ritmo actual, las islas tendrán otro medio millón de habitantes dentro de 10 años. Por comparar dos comunidades con un nivel similar de población: mientras la de Euskadi se estanca, la de Canarias avanza a zancadas.

A las islas del Atlántico llegan jubilados con dinero y atraídos por las bondades del clima, pero no sólo ellos. "Entre los extranjeros de fuera de la Unión Europea, la proporción de hombres y de personas en edad laboral es mucho mayor que en el resto de la población", recalca el responsable de la estadística canaria. "El 12,6% de la población de nacionalidad española tiene 65 años o más; sin embargo, entre los extranjeros residentes en las islas, los de más de 65 representan el 8,4%".

En resumen: a Canarias también va gente a buscar trabajo o con necesidades sociales que atender. "Coalición Canaria debería reconocer que la inmigración beneficia a la economía de las islas y contribuye a su crecimiento", replica Francisco Hernández Spínola, portavoz socialista en el Parlamento de Canarias. "Por motivos más bien electorales, Coalición Canaria sostiene que no hay más sitio en las islas, pero nosotros estamos en radical discrepancia con la idea de poner trabas a la inmigración legal. En cuanto a la ilegal, hay que cooperar con el Gobierno del Estado para perseguir la inmigración ilegal: en eso sí estamos de acuerdo".

El Instituto Canario de Estadística calcula que se han creado 258.000 puestos de trabajo por encima del crecimiento natural de la población en 10 años. La Seguridad Social tiene afiliados en Canarias a 89.606 extranjeros -de ellos, 56.259 de países ajenos a la UE-, lo cual sólo muestra la parte regularizada, pero confirma que Canarias se encuentra entre las comunidades que necesitan a los extranjeros para sostener la actividad.

El director del Instituto Estadístico de Canarias, Álvaro Dávila, forma parte de un grupo técnico encargado de las discusiones con la Administración estatal. Él cree que la política de admisiones debería orientarse hacia las autorizaciones temporales de trabajo. De manera más concreta, plantea que le dejen acceder a un conocimiento diario de los empadronamientos que van produciéndose. Su caballo de batalla es el Instituto Nacional de Estadística (INE), que gestiona el padrón de forma centralizada y publica actualizaciones anuales.

"Necesitamos una base de datos en Canarias para conectar electrónicamente a todos los ayuntamientos", explica Dávila. "No hemos convencido al INE, que considera más lógico una base de datos nacional. Que eso sea así no debería impedir que nosotros pudiéramos conocer a diario los empadronamientos. Esos datos, cruzados con los listados de pasajeros de las compañías de transporte, darían la información necesaria para señalar al Ministerio del Interior dónde está la persona a la que hay que buscar".

En realidad, este problema tiene poco que ver con los subsaharianos. Los que arriban en pateras y cayucos son rescatados por los servicios del Estado -a veces simplemente interceptados- y atendidos a la llegada por los dispositivos de emergencia coordinados por el Gobierno autónomo. Salvo algún caso de fuga, ahí se termina el impacto directo de estas llegadas en el incremento de la población residente en el archipiélago, porque pasan a centros de retención de los que no se les permite salir en 40 días, plazo legal en el que ha de efectuarse su devolución al país de origen o el traslado a otras comunidades autónomas bajo custodia policial -salvo los inmigrantes menores de edad-. Cuando llegan a la Península pasan a centros de acogida gestionados por organizaciones no gubernamentales con fondos del Estado; desde 2005 existe también un programa de acogida por los gobiernos autónomos, financiado igualmente por el Estado, en nombre de la solidaridad con Canarias. Una vez en los centros de acogida de la Península, los inmigrantes pueden marcharse cuando no se completan los trámites de expulsión: la mera entrada irregular en el país no es delito.

El impacto de la última oleada ha hecho que se superen las 1.500 plazas de retención previstas en las islas. Unos campamentos provisionales, necesarios para hacer frente a la emergencia, han provocado controversias y peticiones al Gobierno para que saque de Canarias a los subsaharianos cuanto antes. El ritmo de devoluciones a Mauritania de los que llegaron en los primeros meses del año es lento. Pero la alternativa de trasladar a los retenidos a la Península "se está utilizando con toda normalidad", según un colaborador de la secretaria de Estado de Inmigración, Consuelo Rumí. "Hubo saturación en algunas semanas, pero nadie de los que deben salir se va a quedar en las islas". El dirigente nacionalista Paulino Rivero insiste: "Una comunidad frágil como la nuestra no puede exponerse a que cientos de inmigrantes deambulen por nuestras calles una vez superados los 40 días en centros de acogida".

La secretaria de Estado de Inmigración apuntó recientemente que las comunidades autónomas gobernadas por el Partido Popular no han puesto plazas de acogida a disposición del programa de traslados desde Canarias -salvo la de Murcia-, provocando la réplica del PP, en el sentido de que muchos de los trasladados recientemente

desde Canarias están en Madrid. "Claro que hay grupos de inmigrantes en Madrid o Valencia procedentes de Canarias, pero no en plazas de acogida de los gobiernos autónomos de esas comunidades, que hasta ahora no los han aportado; han sido acogidos por las ONG que trabajan en colaboración con el Estado", puntualiza la fuente aludida de la Secretaría de Estado de Inmigración, que resalta además el aumento del dinero estatal disponible para acogida e integración de inmigrantes (de 7,5 millones en 2004 a 184 este año).

Mientras se produce esta discusión política, en Canarias se ha dejado sentir algún chispazo de intolerancia sin autor definido. Por ejemplo: ¿quién quemó un aula de Tunte (sur de Gran Canaria) la víspera de que fueran trasladados a ella 64 inmigrantes menores de edad? No hay respuesta segura para esa pregunta, más de un mes después del incidente. Los chicos iban a ser alojados allí, tras haber permanecido unos días en un gimnasio de Las Palmas de Gran Canaria al que, a su vez, habían sido llevados desde otro centro, que fue cerrado a instancias de la Fiscalía de Menores por el hacinamiento en que vivían. El Cabildo Insular, en manos del Partido Popular, es el encargado de gestionar la acogida de los menores. El presidente de este partido en las islas, José Manuel Soria, pide que se expulse a los que tienen entre 16 y 18 años, una medida que no respalda el Gobierno autónomo, porque la ley no lo permite. Algún ayuntamiento socialista del archipiélago también pone dificultades a la acogida de inmigrantes menores de edad, aunque ésta no sea la política de su partido. "Los centros de menores son un problema gordísimo, ahí ocurre de todo", señala Begoña Barrenengoa, que participa en una federación de asociaciones de inmigrantes africanos. Y en los centros de adultos, "hombres hechos y derechos se encuentran rígidamente encuadrados", protesta, quejándose de una política inmigratoria que "no tiene en cuenta para nada a los africanos".

La escalofriante determinación demostrada por los subsaharianos en sus travesías hacia Canarias -es decir, hacia Europa- deja claro que no van a detenerse. Según la hipótesis del Club del Sahel y del África Occidental -vinculado a la OCDE-, el ritmo de nacimientos se ha moderado últimamente en esa zona, pero los efectos no se dejarán sentir hasta dentro de varios decenios, porque la población actual es muy joven. Por tanto, las migraciones continuarán.

Rodeado de mapas, informes y fotografías, el consejero de Presidencia de Canarias se queja de que el Gobierno central ha tardado en tomarse el problema inmigratorio de las islas como un asunto de Estado, aunque asegura que quiere cooperar, "porque para nosotros es fundamental".

europa

ESPAGNE

L'ange gardien maritime des sans-papiers

Avec plus d'une centaine de sauvetages à son actif ces derniers mois, le bateau espagnol *Esperanza del Mar* vient en aide aux immigrants subsahariens qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer.

EL PAÍS
Madrid

Depuis vingt-quatre ans, la silhouette massive de l'*Esperanza del Mar* est la providence de milliers de pêcheurs qui travaillent au large des côtes de l'Afrique. Mais, ces derniers mois, ce bateau-hôpital, qui appartient à la sécurité sociale espagnole, est aussi devenu l'ange gardien de centaines d'immigrants subsahariens qui tentent d'atteindre les îles Canaries à bord de frêles cayucos [pirogues de pêche caractéristiques des côtes de Mauritanie, du Sénégal et du Cap-Vert].

Roberto González, 53 ans, est le plus ancien des deux capitaines qui se relaient dans la salle des commandes. Il a embarqué sur ce bateau pour la première fois il y a vingt-deux ans, comme second, et il en a pris le commandement six ans plus tard. Il a récemment accosté au port de Las Palmas (sur la plus grande des îles Canaries), après un mois de traversée au large de la Mauritanie. Son travail a inclus le repêchage du corps d'un immigrant subsaharien. À en juger par l'état du cadavre, l'homme avait dû se noyer dix jours auparavant. Le corps avait été découvert par un bateau de pêche à 50 milles à l'ouest du cap Blanc. Le patron l'avait balisé et avait alerté l'*Esperanza del Mar*.

C'est le 28 juillet 2005 que les membres de l'équipage de l'*Esperanza del Mar* ont aperçu pour la première fois un cayuco qui faisait route vers les Canaries. "Il s'est approché du flanc du bateau, se rappelle le capitaine González. Il transportait 11 immigrants. Le médecin a sauté à bord, a vu que deux d'entre eux pouvaient avoir besoin d'assistance et nous les avons fait monter à bord. Les autres ont été conduits vers le service de sauvetage en mer." Depuis



▲ Dessin de Marshall Arisman paru dans The New York Times, États-Unis.

cette première expérience. Il y a neuf mois, jusqu'au cadavre récupéré à la mi-avril, l'*Esperanza del Mar* a été témoin du trafic de milliers de sans-papiers entre la Mauritanie et les Canaries un trafic qui aurait déjà fait 1 200 morts, selon des estimations du Croissant-Rouge. Les autorités mauritaniennes ont récupéré et enterré plus de 200 cadavres.

La deuxième rencontre du bateau espagnol avec une pirogue a eu lieu fin novembre 2005. Le bateau rentrait aux Canaries. Vers 14 heures, l'officier de garde a intercepté un appel de détresse provenant d'un bateau de pêche : l'*Estrella Lava* avait trouvé une pirogue

à moitié engloutie et tentait d'en sauver les occupants. L'*Esperanza del Mar* n'était qu'à une demi-heure des lieux.

"Quand nous sommes arrivés, les pêcheurs avaient déjà descendu un canot de sauvetage et un radeau pneumatique, raconte Roberto González. Les immigrants encore vaillants étaient arrivés à se hisser sur le radeau, mais d'autres étaient tombés à l'eau." L'*Esperanza del Mar* a recueilli 25 survivants et récupéré 6 cadavres. Six autres survivants ont été transportés en hélicoptère vers les Canaries.

Ce jour-là, les médecins ont dû travailler dur, car une bonne dizaine de Subsahariens se trouvaient dans un

état préoccupant. Mais ils sont arrivés à les remettre sur pied.

La rencontre suivante a eu lieu en février. Un bateau de pêche, l'*El Bari*, a signalé qu'il avait aperçu une pirogue avec à son bord 71 immigrants, à la hauteur de la ville sahraouie de Dajla. La mer était grosse et ils devaient avoir un problème, parce qu'ils avaient essayé d'aborder le bateau. "Quarante-cinq minutes plus tard, nous sommes arrivés sur les lieux, nous avons mis à l'eau les canots de sauvetage, puis nous avons remonté les naufragés à bord par groupes de quatre", raconte González. Mais leur nombre était largement deux fois supérieur à celui de la trentaine de membres de l'équipage de l'*Esperanza del Mar*. "Il a fallu les installer à quatre par couchette, certains ont dû dormir dans les canapés", précise-t-il.

CAP AU SUD, AU LARGE DU SÉNÉGAL ET DU CAP-VERT

Ces Subsahariens reposés, souriants, portant les vêtements qu'on leur avait fournis à bord, donnaient une image aimable de l'émigration entre l'Afrique et les Canaries. Mais la médaille a son revers. Ainsi, en mars, un autre bateau de pêche a signalé qu'il avait trouvé de nombreux corps flottant non loin des côtes de la ville sahraouie de La Güera. À cette occasion, l'*Esperanza del Mar* est arrivé au port de Las Palmas avec 26 cadavres à son bord. Cette fois, ce ne sont pas les cabines qui ont manqué d'espace, mais la morgue du bateau. Les membres de l'équipage ont dû extraire les tiroirs des 8 congélateurs pour que les corps de ces malheureux puissent y tenir, empliés. L'*Esperanza del Mar* a repris la mer le 5 mai. Il navigue maintenant plus au sud, au large du Sénégal et du Cap-Vert. La zone depuis laquelle les cayucos partent aujourd'hui.

Tomás Bárbulo

Europe / Spécial émigrés – Espagne

L'ange gardien maritime des sans-papiers

Avec plus d'une centaine de sauvetages à son actif ces derniers mois, le bateau espagnol *Esperanza del Mar* vient en aide aux immigrants subsahariens qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer.

Depuis vingt-quatre ans, la silhouette massive de l'*Esperanza del Mar* est la providence de milliers de pêcheurs qui travaillent au large des côtes de l'Afrique. Mais, ces derniers mois, ce bateau-hôpital, qui appartient à la sécurité sociale espagnole, est aussi devenu l'ange gardien de centaines d'immigrants subsahariens qui tentent d'atteindre les îles Canaries à bord de frêles *cayucos* [pirogues de pêche caractéristiques des côtes de Mauritanie, du Sénégal et du Cap-Vert].

Roberto González, 53 ans, est le plus ancien des deux capitaines qui se relaient dans la salle des commandes. Il a embarqué sur ce bateau pour la première fois il y a vingt-deux ans, comme second, et il en a pris le commandement six ans plus tard. Il a récemment accosté au port de Las Palmas [sur la plus grande des îles Canaries], après un mois de traversée au large de la Mauritanie. Son travail a inclus le repêchage du corps d'un immigrant subsaharien. A en juger par l'état du cadavre, l'homme avait dû se noyer dix jours auparavant. Le corps avait été découvert par un bateau de pêche à 50 milles à l'ouest du cap Blanc. Le patron l'avait balisé et avait alerté l'*Esperanza del Mar*.

C'est le 28 juillet 2005 que les membres de l'équipage de l'*Esperanza del Mar* ont aperçu pour la première fois un *cayuco* qui faisait route vers les Canaries. *"Il s'est approché du flanc du bateau, se rappelle le capitaine González. Il transportait 11 immigrants. Le médecin a sauté à bord, a vu que deux d'entre eux pouvaient avoir besoin d'assistance et nous les avons fait monter à bord. Les autres ont été conduits vers le service de sauvetage en mer."* Depuis cette première expérience, il y a neuf mois, jusqu'au cadavre récupéré à la mi-avril, l'*Esperanza del Mar* a été témoin du trafic de milliers de sans-papiers entre la Mauritanie et les Canaries un trafic qui aurait déjà fait 1 200 morts, selon des estimations du Croissant-Rouge. Les autorités mauritaniennes ont récupéré et enterré plus de 200 cadavres.

La deuxième rencontre du bateau espagnol avec une pirogue a eu lieu fin novembre 2005. Le bateau rentrait aux Canaries. Vers 14 heures, l'officier de garde a intercepté un appel de détresse provenant d'un bateau de pêche : l'*Etoile Lava* avait trouvé une pirogue à moitié engloutie et tentait d'en sauver les occupants. L'*Esperanza del Mar* n'était qu'à une demi-heure des lieux.

"Quand nous sommes arrivés, les pêcheurs avaient déjà descendu un canot de sauvetage et un radeau pneumatique, raconte Roberto González. Les immigrants encore vaillants étaient arrivés à se hisser sur le radeau, mais d'autres étaient tombés à l'eau." L'*Esperanza del Mar* a recueilli 26 survivants et récupéré 6 cadavres. Six autres survivants ont été transportés en hélicoptère vers les Canaries.

Ce jour-là, les médecins ont dû travailler dur, car une bonne dizaine de Subsahariens se trouvaient dans un état préoccupant. Mais ils sont arrivés à les remettre sur pied.

La rencontre suivante a eu lieu en février. Un bateau de pêche, l'*El Bari*, a signalé qu'il avait aperçu une pirogue avec à son bord 71 immigrants, à la hauteur de la ville sahraouie de Dajla. La mer était grosse et ils devaient avoir un problème, parce qu'ils avaient essayé d'aborder le bateau. *"Quarante-cinq minutes plus tard, nous sommes arrivés sur les lieux, nous avons mis à l'eau les canots de sauvetage, puis nous avons remonté les naufragés à bord par groupes de quatre"*, raconte González. Mais leur nombre était largement deux fois supérieur à celui de la trentaine de membres de l'équipage de l'*Esperanza del Mar*. *"Il a fallu les installer à quatre par couchette, certains ont dû dormir dans les canapés"*, précise-t-il.

Cap au sud, au large du sénégal et du cap-vert

Ces Subsahariens reposés, souriants, portant les vêtements qu'on leur avait fournis à bord, donnaient une image aimable de l'émigration entre l'Afrique et les Canaries. Mais la médaille a son revers. Ainsi, en mars, un autre bateau de pêche a signalé qu'il avait trouvé de nombreux corps flottant non loin des côtes de la ville sahraouie de La Güera. A cette occasion, l'*Esperanza del Mar* est arrivé au port de Las Palmas avec 26 cadavres à son bord. Cette fois, ce ne sont pas les cabines qui ont manqué d'espace, mais la morgue du bateau. Les membres de l'équipage ont dû extraire les tiroirs des 6 congélateurs pour que les corps de ces malheureux puissent y tenir, empilés. L'*Esperanza del Mar* a repris la mer le 5 mai. Il navigue maintenant plus au sud, au large du Sénégal et du Cap-Vert. La zone depuis laquelle les *cayucos* partent aujourd'hui.

Tomás Bárbulo

El País

REPORTAJE: RESCATE EN EL MAR

El salvavidas de los inmigrantes

El barco hospital 'Esperanza del Mar' ha rescatado a 103 personas y recuperado 33 cadáveres frente a Mauritania

TOMÁS BÁRBULO 07/05/2006

La maciza silueta del *Esperanza del Mar* es, desde hace 24 años, un seguro de vida para miles de pescadores que faenan frente a las costas de África occidental. Pero hace unos meses que este barco hospital de la Seguridad Social española se ha convertido también en el ángel de la guarda para cientos de inmigrantes subsaharianos que tratan de alcanzar las islas Canarias a bordo de frágiles cayucos.

Roberto González, de 53 años, es el más veterano de los dos capitanes que se turnan en el puente de mando. Embarcó en el buque por primera vez hace 22 años, como primer oficial, y tomó el mando seis años más tarde. El domingo pasado atracó el barco en el puerto de Las Palmas después de un mes de travesía frente a las costas de Mauritania. Su trabajo había incluido el rescate del cuerpo de otro inmigrante subsahariano. A juzgar por el estado en que se hallaba el cadáver, debió de ahogarse 10 días antes. "Cuando llevan cierto tiempo en el mar, los subsaharianos pierden el color, se quedan blancos", explica el capitán. "Pero siempre hay algunas zonas donde permanecen restos de tejido negro. Y luego están las facciones, que también permiten identificarlos". El cuerpo fue descubierto por un pesquero a 50 millas al oeste de Cabo Blanco. El patrón lo balizó y alertó al *Esperanza del Mar*. El capitán enfiló la proa hacia el lugar, ordenó izar el cadáver y lo entregó a las autoridades de Nuadibú, la ciudad mauritana más cercana.

1 Lanchas características

Los cayucos son lanchas pesqueras características de las costas de Mauritania -donde reciben el nombre de piraguas-, Senegal y Cabo Verde. La primera vez que los tripulantes del *Esperanza del Mar* divisaron uno de ellos en ruta hacia Canarias fue el 28 de julio del año pasado.

"Se nos acercó al costado", recuerda González. "Llevaba a 11 inmigrantes. El médico saltó a bordo, comprobó que dos de ellos podían necesitar asistencia y los subimos al hospital. Los demás fueron transbordados a la embarcación de Salvamar".

Desde aquel primer cayuco, avistado hace nueve meses, hasta el cadáver recuperado a mediados del mes pasado, el *Esperanza del Mar* ha sido testigo del tráfico de miles de subsaharianos *sin papeles* desde Mauritania hacia Canarias. La avalancha ha producido 1.200 muertos, según estimaciones de la Media Luna Roja. Sólo las autoridades mauritanas han recuperado y enterrado más de 200 cadáveres. El segundo encuentro del buque español con un cayuco se produjo a finales del pasado noviembre. El barco navegaba de vuelta hacia Canarias. Hacia las dos de la tarde, el oficial de guardia escuchó la llamada alarmada de un pesquero -el *Étoile Lava*- a la Costera de Las Palmas: había encontrado un cayuco semihundido y trataba de rescatar a sus ocupantes. El *Esperanza del Mar* estaba sólo a media hora.

"Cuando llegamos, los pescadores ya habían echado un bote de rescate y una lancha salvavidas", relata González. "Los inmigrantes con más fuerzas habían logrado saltar a la balsa, pero otros habían caído al mar". El *Esperanza del Mar* recogió a 26 supervivientes y recuperó seis cadáveres. Otros seis supervivientes fueron trasladados en helicóptero a Canarias. Aquel día, los médicos tuvieron que

trabajar duro, porque una docena de subsaharianos se encontraban muy mal. Al final lograron sacarlos adelante.

El encuentro siguiente fue en febrero. Un pesquero, *El Bari*, avisó de que había divisado un cayuco con 71 inmigrantes a la altura de la ciudad saharauí de Dajla (la antigua Villa Cisneros). La mar estaba gruesa, y debían tener algún problema porque habían tratado de abordar el barco. "Tardamos 45 minutos en llegar, bajamos los botes de rescate, y los fuimos subiendo a bordo en grupos de cuatro", relata el capitán González. Lograron salvarlos a todos. Pero su número duplicaba de largo a la treintena de tripulantes del *Esperanza del Mar*. "Hubo que acomodar hasta cuatro por litera, y aun así algunos tuvieron que dormir en los sofás". La imagen de los subsaharianos repuestos, sonrientes y ataviados con el equipo de ropa que les entregaron a bordo es la cara más amable de la inmigración desde África hacia Canarias. Pero tiene su envés.

En marzo, otro pesquero avisó de que había encontrado muchos cuerpos flotando frente a las costas de la localidad saharauí de La Güera. En aquella ocasión, el *Esperanza del Mar* llegó al puerto de Las Palmas con 26 cadáveres. La falta de espacio no afectó a los camarotes, como la vez anterior, sino a la morgue del buque. Los tripulantes tuvieron que extraer los cajones de los seis congeladores para que cupieran, apilados, los cuerpos de aquellos desgraciados.

El *Esperanza del Mar* volvió a zarpar el viernes. En esta ocasión navegará más al sur, frente a las costas de Senegal y Cabo Verde. Justo la zona desde la que zarpan ahora los cayucos.

afrique

CÔTE-D'IVOIRE

Les Français veulent-ils rétablir la "traite négrière" ?

L'immigration choisie, telle que préconisée par Nicolas Sarkozy, provoque la colère de la presse africaine. Et notamment celle du quotidien ivoirien *Fraternité Matin*.



FRATERNITÉ MATIN
Abidjan

L'"immigration choisie", ou, selon le bon mot d'Alpha Blondy, le retour, sous une forme légalisée, d'un crime contre l'humanité qui restera à jamais impuni. Parce que les auteurs, aujourd'hui classés vieilles démocraties, jouissent de cette immunité que confère l'arrogance des nations puissantes. Comme le racisme dans sa version siècle droit-de-l'homme, voilà l'esclavage de retour, masqué par le verbe haut des grands agitateurs de mots qui endorment. Les mots. Tout est là. Tout est dans les mots. Ils sont la parure. Ils forment cette variété d'enjoliveurs qui drapent les pires crimes de lumière et d'éclats blouissants et anesthésiants pour la conscience.

L'Afrique, qui n'a pas encore fini de se moucher, tant elle a pleuré au début des années 1990 parce que ses maîtres étaient prétendument en train de la lâcher au profit de l'Europe de l'Est, va sans doute sécher ses larmes, essuyer sa morve et applaudir des deux mains. La France, l'une des deux locomotives de l'Europe (avec l'Allemagne), ne l'abandonnera plus, puisqu'elle s'ouvre en se fermant. Elle entrebâille seulement la porte de l'immigration, pour filtrer cette racaille dont les odeurs n'ont pas encore fini d'incommoder la Ville lumière. Paris : seuls y pénétreront dorénavant des étalons rigoureusement triés sur le volet. Ils ne seront pas que "choisis", ils formeront une caste d'élus par la pure et dure légalité que leur conférera une nouvelle loi nourrie à la sève d'un vieux crime jamais exilé, la sujétion, doux prétexte de l'esclavage.

Et puis, quel traitement de faveur pour les supposés cerveaux du noir continent si la loi sur l'"immigration choisie" est adoptée, promulguée et appliquée ! Tous ces macaques, à peine descendus de leurs branches de baobab, qui bénéficieront aussitôt de la reconnaissance, en tant qu'êtres humains, de la fille aînée de l'Eglise catholique, qui est aussi la patrie des droits de l'homme. Comme le monde change !

Difficile d'imaginer les hordes qui vont désormais prendre d'assaut consulats et ambassades. Parce que l'envie

de manger de la kola les fera grimper au kolatier la bouche ouverte, ils hanteront ces lieux, sous la pluie et sous le soleil, diplômés et compétences en bandoulière. Seront-ils mieux traités ? Peut-être. Mais, peut-être aussi que la couleur de leur peau n'inspirant aucune confiance, les soumettra-t-on à des tests de QI et à d'autres petites inventions pour déterminer si leurs traits négroïdes ne sont pas trop accusés et handicapants pour leur intelligence ? Ne sera sans doute pas sélectionné le premier Nègre venu, même bardé des diplômes les plus recherchés. Avec ces gens au nez en saxophone de Louis Armstrong, il faut toujours se méfier.

L'AFRIQUE VA SANS DOUTE SE VIDER DE SES CERVEAUX

Le flux des boat people, candidats à la noyade en pleine mer, et autres claudos entassés dans les cales des navires ou coincés à mort dans le logement des roues d'avion, continuera encore. Mais tous ces damnés de la terre donneront encore plus de brillance et surtout de légalité aux "élus" de la loi sur l'"immigration choisie". La traite négrière sélectionnait le physique, puisqu'elle fondait la pro-

priété des nations esclavagistes sur la force des bras : plus de muscle et moins de cerveau. L'immigration vue de l'Hexagone, en ce début du troisième millénaire, prend les mêmes critères et ne fait que les inverser : plus de cerveau, moins de muscle. Aux valides physiques succèdent les valides intellectuels. Mais le résultat est presque le même : l'Afrique est saignée de ses filles et fils valides. L'"immigration choisie" force au départ en redonnant des couleurs au rêve d'une Europe éldorado. Elle n'est pas autre chose que la légalisation de la fuite des cerveaux.

Une étude d'avril 2006 indiquait qu'en Afrique du Sud seulement, 37 % des médecins et 7 % des infirmiers ont migré vers l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, l'Allemagne, le Portugal, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Au Zimbabwe, ce sont 11 % des médecins et 34 % des infirmiers qui ont quitté le pays à la recherche de nouveaux horizons. "La situation ne va pas s'améliorer à court terme. Peut-être qu'elle va empirer", a prédit Tim Evans, directeur général adjoint de l'OMS au début du mois d'avril 2006, à l'occasion de la publication du "Rapport sur la santé dans le monde en 2006.

▲ Dessin de Jous
paru dans
La Vanguardia,
Barcelone

■ Esclavage
"Cette notion
d'immigration choisie
et cet apartheid
migratoire renvoient
au temps
des esclaves,
où les marchands
choissaient
les plus vigoureux,
ceux qui avaient
les meilleures dents
pour les faire
venir en Occident",
a déclaré
le chanteur ivoirien
Alpha Blondy.

Travailler ensemble pour la santé". Mais, à la vérité, il n'existe de nouveaux horizons que ceux qui remplissent les poches et ne laissent pas les ventres creux. Des boucliers se lèvent, trop souvent et trop vite, pour justifier la fuite des cerveaux africains par l'appât du gain ailleurs et la difficulté des conditions de travail sur le continent noir. Considérations qu'il ne faut ni ignorer ni balayer d'un revers de la main. Mais reste une question : comment certaines nations se sont-elles bâties pour devenir prospères, fortes et puissantes ? Parce que leurs filles et fils ont parfois accepté d'affronter et de vaincre les pires difficultés.

Or, diamant, pétrole, café, cacao ? Et, maintenant, les cerveaux. Il ne fait pas de doute qu'un cerveau d'ici, au kilo, coûte moins cher qu'un kilo d'or ou de diamant, ou que quelques barils de pétrole d'ici : et certainement encore moins cher qu'un cerveau de là-bas. L'Afrique va sans doute se vider de ses cerveaux "choisis". Mais, au fait, c'est de quelle couleur, un cerveau humain ? Comme ailleurs, les cerveaux africains ne sont que de la matière grise. Alors, un cerveau humain, c'est peut-être gris. Mais pas noir.

Zio Moussa

Afrique – CÔTE-D'IVOIRE

Les Français veulent-ils rétablir la “traite négrière” ?

L’immigration choisie, telle que préconisée par Nicolas Sarkozy, provoque la colère de la presse africaine. Et notamment celle du quotidien ivoirien *Fraternité Matin*.

“*L’immigration choisie*”, ou, selon le bon mot d’Alpha Blondy, le retour, sous une forme légalisée, d’un crime contre l’humanité qui restera à jamais impuni. Parce que les auteurs, aujourd’hui classés vieilles démocraties, jouissent de cette immunité que confère l’arrogance des nations puissantes. Comme le racisme dans sa version siècle droit-de-l’hommiste, voilà l’esclavage de retour, masqué par le verbe haut des grands agitateurs de mots qui endorment. Les mots. Tout est là. Tout est dans les mots. Ils sont la parure. Ils forment cette variété d’enjoliveurs qui drapent les pires crimes de lumière et d’éclats éblouissants et anesthésiants pour la conscience.

L’Afrique, qui n’a pas encore fini de se moucher, tant elle a pleuré au début des années 1990 parce que ses maîtres étaient prétendument en train de la lâcher au profit de l’Europe de l’Est, va sans doute sécher ses larmes, essuyer sa morve et applaudir des deux mains. La France, l’une des deux locomotives de l’Europe (avec l’Allemagne), ne l’abandonnera plus, puisqu’elle s’ouvre en se fermant. Elle entrebâille seulement la porte de l’immigration, pour filtrer cette racaille dont les odeurs n’ont pas encore fini d’incommoder la Ville lumière, Paris : seuls y pénétreront dorénavant des étalons rigoureusement triés sur le volet. Ils ne seront pas que “choisis”, ils formeront une caste d’élus par la pure et dure légalité que leur confèrera une nouvelle loi nourrie à la sève d’un vieux crime jamais expié, la sujétion, doux prénom de l’esclavage.

Et puis, quel traitement de faveur pour les supposés cerveaux du noir continent si la loi sur l’“*immigration choisie*” est adoptée, promulguée et appliquée ! Tous ces macaques, à peine descendus de leurs branches de baobab, qui bénéficieront aussitôt de la reconnaissance, en tant qu’êtres humains, de la fille aînée de l’Eglise catholique, qui est aussi la patrie des droits de l’homme. Comme le monde change !

Difficile d’imaginer les hordes qui vont désormais prendre d’assaut consulats et ambassades. Parce que l’envie de manger de la kola les fera grimper au kolatier la bouche ouverte, ils hanteront ces lieux, sous la pluie et sous le soleil, diplômes et compétences en bandoulière. Seront-ils mieux traités ? Peut-être. Mais, peut-être aussi que la couleur de leur peau n’inspirant aucune confiance, les soumettra-t-on à des tests de QI et à d’autres petites inventions pour déterminer si leurs traits négroïdes ne sont pas trop accusés et handicapants pour leur intelligence ? Ne sera sans doute pas sélectionné le premier Nègre venu, même bardé des diplômes les plus recherchés. Avec ces gens au nez en saxophone de Louis Armstrong, il faut toujours se méfier.

L’Afrique va sans doute se vider de ses cerveaux

Le flux des boat people, candidats à la noyade en pleine mer, et autres clandos entassés dans les cales des navires ou coincés à mort dans le logement des roues d’avion, continuera encore. Mais tous ces damnés de la terre donneront encore plus de brillance et surtout de légalité aux “élus” de la loi sur l’“*immigration choisie*”. La traite négrière sélectionnait le physique, puisqu’elle fondait la prospérité des nations esclavagistes sur la force des bras : plus de muscle et moins de cerveau. L’immigration vue de l’Hexagone, en ce début du troisième millénaire, prend les mêmes critères et ne fait que les inverser : plus de cerveau, moins de muscle. Aux valides physiques succèdent les valides intellectuels. Mais le résultat est presque le même : l’Afrique est saignée de ses filles et fils valides. L’“*immigration choisie*” force au départ en redonnant des couleurs au rêve d’une Europe eldorado. Elle n’est pas autre chose que la légalisation de la fuite des cerveaux.

Une étude d’avril 2006 indiquait qu’en Afrique du Sud seulement, 37 % des médecins et 7 % des infirmiers ont migré vers l’Australie, le Canada, la Finlande, la France, l’Allemagne, le Portugal, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Au Zimbabwe, ce sont 11 % des médecins et 34 % des infirmiers qui ont quitté le pays à la recherche de nouveaux horizons. “*La situation ne va pas s’améliorer à court terme. Peut-être qu’elle va empirer*”, a prédit

Tim Evans, directeur général adjoint de l'OMS au début du mois d'avril 2006, à l'occasion de la publication du "Rapport sur la santé dans le monde en 2006. Travailler ensemble pour la santé". Mais, à la vérité, il n'existe de nouveaux horizons que ceux qui remplissent les poches et ne laissent pas les ventres creux. Des boucliers se lèvent, trop souvent et trop vite, pour justifier la fuite des cerveaux africains par l'appât du gain ailleurs et la difficulté des conditions de travail sur le continent noir. Considérations qu'il ne faut ni ignorer ni balayer d'un revers de la main. Mais reste une question : comment certaines nations se sont-elles bâties pour devenir prospères, fortes et puissantes ? Parce que leurs filles et fils ont parfois accepté d'affronter et de vaincre les pires difficultés.

Or, diamant, pétrole, café, cacao ? Et, maintenant, les cerveaux. Il ne fait pas de doute qu'un cerveau d'ici, au kilo, coûte moins cher qu'un kilo d'or ou de diamant, ou que quelques barils de pétrole d'ici ; et certainement encore moins cher qu'un cerveau de là-bas. L'Afrique va sans doute se vider de ses cerveaux "choisis". Mais, au fait, c'est de quelle couleur, un cerveau humain ? Comme ailleurs, les cerveaux africains ne sont que de la matière grise. Alors, un cerveau humain, c'est peut-être gris. Mais pas noir.

Zio Moussa
Fraternité Matin

Esclavage

"Cette notion d'immigration choisie et cet apartheid migratoire renvoient au temps des esclaves, où les marchands choisissaient les plus vigoureux, ceux qui avaient les meilleures dents pour les faire venir en Occident", a déclaré le chanteur ivoirien Alpha Blondy.

Fraternité Matin (Abidjan)

Or, diamant, pétrole, café, cacao... et maintenant, les cerveaux !

ÉDITORIAL

9 Mai 2006 -- Publié sur le web le 10 Mai 2006

By Zio Moussa
Abidjan

L'immigration choisie", ou, selon les bons mots d'Alpha Blondy rapportés, avant-hier, par Fraternité Matin, le retour, sous une forme légalisée, d'un crime contre l'humanité qui restera à jamais impuni.

Parce que les auteurs, aujourd'hui classés vieilles démocraties, jouissent de cette immunité que confère l'arrogance des nations puissantes. Comme le racisme dans sa version siècle droit-de-l'homme, voilà l'esclavage de retour, masqué par le verbe haut des grands agitateurs de mots qui endorment. Les mots. Tout est là. Tout est dans les mots. Ils sont la parure. Ils forment cette variété d'enjoliveurs qui drapent, de lumière et d'éclats éblouissants et anesthésiants pour la conscience, les pires crimes.

L'Afrique, qui n'a pas encore fini de se moucher, tant elle a pleuré au début des années 90 parce que ses maîtres étaient prétendument en train de la lâcher au profit de l'Europe de l'Est, va sans doute sécher ses larmes, essuyer sa morve et applaudir des quatre mains. La France, l'une des deux locomotives de l'Europe (avec l'Allemagne), ne l'abandonnera plus, puisqu'elle s'ouvre en se fermant. Elle entrebâille seulement la porte de l'immigration, pour filtrer cette racaille dont les odeurs n'ont pas encore fini d'incommoder la ville de lumière, Paris : seuls y pénétreront dorénavant des étalons rigoureusement triés sur le volet. Ils ne seront pas que "choisis", ils formeront une caste d'élus par la pure et dure légalité que leur confèrera une nouvelle loi nourrie à la sève d'un vieux crime jamais expié, la sujétion, doux prénom de l'esclavage.

Et puis quel traitement de faveur pour les supposés cerveaux du noir continent si la loi sur "l'immigration choisie" est adoptée, promulguée et appliquée ! Tous ces macaques, à peine descendus de leurs branches de baobab, qui bénéficieront aussitôt de la reconnaissance, en tant qu'êtres humains, de la fille aînée de l'Eglise catholique, qui est aussi la patrie des droits de l'Homme. Comme le monde change !

Difficile d'imaginer les hordes qui vont désormais prendre d'assaut consulats et ambassades. Parce que l'envie de manger de la cola les fera grimper au colatier la bouche ouverte, ils hanteront ces lieux, sous la pluie et sous le soleil, diplômes et compétence en bandoulière. Seront-ils mieux traités ? Peut-être. Mais, peut-être aussi que la couleur de leur peau n'inspirant aucune confiance, les soumettra-t-on à des tests de Q.I et autres petites inventions pour déterminer si leurs traits négroïdes ne sont pas trop accusés et handicapants pour leur intelligence ? Ne sera sans doute pas sélectionné le premier Nègre venu, même bardé des diplômes les plus recherchés. Puisqu'avec ces gens au nez en saxophone de Louis Armstrong, il faut toujours se méfier

Le flux des boat-people, candidats à la noyade en pleine mer, et autres clandos entassés dans les cales des navires ou coincés à mort dans la loge des pneus d'avion, continuera encore. Mais tous ces damnés de la terre donneront encore plus de brillance et surtout de légalité aux "élus" de la loi sur "l'immigration choisie". La traite négrière sélectionnait au physique, puisqu'elle fondait la prospérité des nations esclavagistes sur la force des bras : plus de muscle et moins de cerveau. L'immigration vue de l'Hexagone, en ce début du troisième millénaire, prend les mêmes critères et ne fait que juste les inverser : plus de cerveau, moins de muscle. Aux valides physiques, succèdent les valides intellectuels. Mais le résultat est presque le même : l'Afrique est saignée de ses filles et fils valides. "L'immigration choisie" force au départ en redonnant des couleurs au rêve-mirage d'une Europe Eldorado. Elle n'est autre chose que la légalisation de la fuite des cerveaux.

Au cours de la Conférence régionale sur l'exode des compétences et développement des capacités en Afrique tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 22 au 24 février 2000, le Professeur Yalacé Y. Kaboret de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine vétérinaires (EISMV) Dakar, tenait ces propos : " Selon l'Unesco, plus de

30.000 Africains titulaires d'un diplôme de 3ème cycle universitaire vivaient en dehors du continent et 25. 000 boursiers africains venus faire leurs études dans les pays de l'Union européenne n'ont pas regagné leurs pays d'origine ".

Chiffres qui montrent bien l'ampleur de la fuite des cerveaux du continent noir vers l'Europe. Mais n'est-ce pas là qu'une toute petite pointe éclairée de l'iceberg ? D'autres informations récentes autorisent la présomption du pire : le 7 avril 2006, un rapport d'IPS indiquait qu'en Afrique du Sud seulement, 37% des médecins et 7% des infirmiers ont migré vers l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, l'Allemagne, le Portugal, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Au Zimbabwe, ce sont 11% des médecins et 34% des infirmiers qui ont quitté le pays à la recherche de nouveaux horizons. " La situation ne va pas s'améliorer à court terme. Peut-être qu'elle va empirer ", a prédit Tim Evans, directeur général adjoint de l'OMS au début du mois d'avril 2006, à l'occasion de la publication du " Rapport sur la santé dans le monde en 2006. Travailler ensemble pour la santé ".

Mais, à la vérité, il n'existe de nouveaux horizons que ceux qui remplissent les poches et ne laissent pas le ventre creux. Des boucliers se lèvent, trop souvent et trop vite, pour justifier la fuite des cerveaux africains par l'appât du gain ailleurs et les conditions difficiles de travail sur le continent noir. Considérations qu'il ne faut ni ignorer ni balayer d'un revers de la main. Mais reste une question : comment certaines nations se sont-elles bâties pour devenir prospères, fortes et puissantes ? Parce que leurs filles et fils ont parfois accepté d'affronter et de vaincre les pires difficultés.

Or, diamant, pétrole, café, cacao ? Et maintenant, les cerveaux. Il ne fait pas de doute qu'un cerveau d'ici, au kilo, coûte moins cher qu'un kilo d'or, de diamant ou quelques barils de pétrole d'ici ; et certainement encore moins cher qu'un cerveau de là-bas. L'Afrique va sans doute se vider de ses cerveaux "choisis". Mais, au fait, il est de quelle couleur un cerveau humain ? Comme ailleurs, les cerveaux africains ne sont que de la matière grise. Alors, un cerveau humain, c'est peut-être gris. Mais pas noir.

MAROC

Retour à la case départ

Après un séjour aux États-Unis ou en Europe, un nombre croissant de Marocains ont décidé de revenir dans leur pays. Le phénomène est nouveau, et il a déjà un nom : la "rémigration".

TEL QUEL
Casablanca

Selon une étude de la Fondation Hassan II pour les MRE [Marocains résidant à l'étranger], publiée en 2005, les deux tiers des Marocains vivant à l'étranger désirent retourner dans leur pays natal après la retraite. On le croit volontiers quand on voit la salle d'attente bondée de la Fondation néerlandaise d'aide aux "rémigrés" (SSR). Strictement isolés les uns des autres, des hommes et des femmes ayant vécu aux Pays-Bas attendent leur tour, les uns dans une salle, les autres sur des sièges dans le corridor. Ils sont tous là pour résoudre des problèmes administratifs grâce à l'aide de juristes néerlandais.

Mohamed Figuiqui fait partie des "clients" du SSR. Né en 1945, il a, comme beaucoup d'autres Rifains, émigré aux Pays-Bas dans les années 1970. De la cueillette des tomates, il est passé au nettoyage, puis il a pu gravir les échelons et devenir assistant social pour ses concitoyens vivant à Utrecht. Vingt ans d'émigration, et jamais l'idée de revenir au pays n'a quitté son esprit. "Personne ne peut dire : Je ne retournerai jamais. Le pays attire toujours, c'est l'appel du passé", confie-t-il. La terre d'accueil ne l'a pas ménagé, il est passé par un divorce et une période d'alcoolisme. En 1982, de retour au Maroc, il s'est remarié et a arrêté de boire. Certes, il se sent mieux, mais il regarde tout de même les Pays-Bas avec nostalgie. "Les canaux, les rues, les amis... J'ai tant de bons souvenirs. Il y avait beaucoup de travail, mais aussi beaucoup de tolérance", se souvient-il.

Des rémigrés à la retraite, Mohamed Sayem en voit passer des centaines toutes les semaines dans son bureau au SSR. "Quand les Marocains ont quitté le pays pour l'Europe, dans les années 1960-1970, ils avaient un rêve commun : gagner de l'argent, puis revenir là où ils étaient nés et y passer leurs vieux jours. Une retraite paisible au Maroc, c'était cela leur idée", affirme-t-il. À travers de longs entretiens avec eux, il a constaté qu'ils parlent souvent en bien de leur pays d'origine, louant le sens de l'hospitalité de leurs compatriotes et la sécurité qu'y règne. "Ils sont fiers d'avoir vécu à l'étranger, mais les temps ont changé... Les rémigrés n'arrivent pas à comprendre pourquoi on leur mène la vie dure quand ils reviennent en vacances ou en visite dans leur pays d'accueil." Et c'est d'autant plus difficile pour eux quand leurs enfants vivent en Europe. "En un sens, ils vivent entre deux mondes", ajoute M. Sayem.

Le siège très chic de la banque Al-Amal, à Casablanca, semble lui aussi appartenir à un monde bien différent du modeste bureau du SSR à Berkane. Canapés Chesterfield en cuir noir et tables de conférence étincelantes suggèrent une clientèle qui a réussi. Une clientèle de MRE, en fait, qui désirent

► Dessin d'Ajabel paru dans El Mundo, Madrid.

■ Lutte contre l'émigration
Le 1^{er} juin, 102 émigrants clandestins ont été interpellés par les autorités marocaines dans la région de Nador, à côté de l'enclave espagnole de Melilla. Le Zodiac qui les transportait s'était échoué sur la côte à cause du mauvais temps. Le ministère de l'Intérieur marocain a récemment affirmé que les tentatives d'émigration à partir du Maroc ont, depuis le début de 2006, connu une baisse de 65 %, grâce notamment à une lutte sans merci contre les réseaux de passeurs.



investir au Maroc et autour desquels s'empresse la banque, dispensant conseils et appui financier. Douma Allal est venu ici précisément pour cela. Il veut convaincre la banque de l'aider à créer un hôpital à Khouribga, où il est né en 1956. Pendant plus de dix ans, cet homme a vécu et travaillé en France, jusqu'à ce que le destin en décide autrement. En 1992, sur l'autoroute entre Malaga et Algésiras, un grave accident de voiture stoppe net son retour vers le Maroc. "J'ai frôlé la mort, explique Allal. Cet accident m'a coûté un an de ma vie, que j'ai passé sur un lit d'hôpital. Cela m'a donné le temps de réfléchir, et je suis arrivé à une conclusion : si je dois mourir, je préfère être chez moi, dans mon pays d'origine." Décision prise, Allal s'installe au Maroc et investit son argent dans un supermarché. L'activité prospère et il en ouvre un deuxième, puis un autre, etc. Pourtant, il n'a toujours pas oublié son long séjour à l'hôpital. "C'est ainsi que m'est venue l'idée d'en créer un dans ma ville natale. Une manière d'améliorer le sort de mes concitoyens", confie-t-il. Une manière aussi, pour cet homme d'affaires en herbe, de s'assurer des revenus. "Je suis très content de ma décision, ajoute Allal. Au Maroc, plusieurs secteurs sont encore vierges, ce qui présente beaucoup d'opportunités. Vraiment, je n'ai jamais regretté d'être rentré. J'aime mon pays." Ce n'est pas le directeur de la banque qui va le contredire. Pour Faïçal Lahlou, les rémigrés fortunés constituent la cible de son entreprise. "Ils n'ont pas tous les mêmes motivations,

explique-t-il. Certains rentrent car ils sont attachés à leur pays, d'autres veulent être leur propre patron. Enfin, il y a ceux qui veulent améliorer leur standing socio-économique." "La quasi-totalité des MRE qui reviennent pour investir restent ici définitivement. D'ailleurs, ces retours sont en augmentation nette, en quantité et en qualité. On remarque aussi un regain de confiance en leur pays", conclut-il.

LE MAROC N'A PLUS LA CÔTE AUX ÉTATS-UNIS

Nabil Rami, 34 ans, fait partie de cette génération de jeunes entrepreneurs qui se sont laissés séduire par les attraits du royaume et sont venus tenter leur chance ici. Le genre de profil auquel pensait peut-être le patron de la société Manpower quand il parlait du "retour des cerveaux", phénomène nouveau au Maroc. En tout cas, Rami est à la tête d'une start-up qui ne détonnerait pas à Silicon Valley. Orzone est spécialisée dans les animations virtuelles, un business où la matière grise est de rigueur. Quoi qu'en pense Faïçal Lahlou, ce n'est pas la confiance qui a poussé le jeune Rami à rentrer. Du moins n'est-elle pas la principale raison.

Quand, le 11 septembre 2001, deux avions percutent et détruisent les tours jumelles du World Trade Center, Nabil est dans son bureau, en Floride. Il désigne le nec plus ultra des simulateurs militaires pour l'armée américaine. Mais très vite, il sent que les gens le regardent différemment. Les projets sur lesquels il travaillait sont mis entre parenthèses. Les nouveaux projets ne sont plus présentés sous son nom. Avoir un passé marocain n'est pas exactement un argument commercial

dans l'Amérique de l'après-11 septembre. Mais Nabil est compréhensif : "Le premier Marocain dont l'Américain moyen a entendu parler est Zaccarias Moussaoui. Je n'en veux pas aux gens de me regarder avec méfiance. C'est un sentiment général et, somme toute, prévisible." "Si demain un Algérien faisait exploser le Twin Center à Casablanca, ses compatriotes au Maroc passeraient un mauvais quart d'heure."

Même en relativisant beaucoup, Nabil n'a pu s'empêcher de se demander s'il y avait encore un avenir pour lui et sa famille en Floride. Un an après les événements de New York, sa femme et lui ont quitté l'Amérique. Au Maroc, le couple a découvert une réalité qui n'est pas simple non plus. "S'il m'a fallu une heure pour me mettre au diapason des États-Unis, j'ai mis deux ans pour me réadapter à mon propre pays !", soupire Rami. Le jeune homme est surtout atterré par la manière de faire les affaires ici, la corruption généralisée... Difficile de ne pas comparer ces deux univers. "J'ai appris aux États-Unis que, si on est compétent et qu'on travaille dur, on réussit. Ici, il faut surtout avoir des amis heurt placés. Je n'ai pas ce genre de relations et je ne veux pas en avoir !" s'indigne-t-il. La déception est visible dans ses yeux. Bien que ses activités se développent, Nabil n'exclut pas de repartir outre-Atlantique. Quand on lui parle de l'effet post-11 septembre, le jeune Marocain préfère se souvenir de l'Amérique d'il y a dix ans, celle où il n'a jamais fait l'expérience du racisme. Pour autant, il ne regrette pas d'être venu au Maroc. "Si c'était à refaire, peut-être le relèverais-je. Mais, cette fois-ci, j'y réfléchirais à deux fois", précise-t-il.

Bart Schut

Afrique / Spécial émigrés – MAROC

Retour à la case départ

Après un séjour aux Etats-Unis ou en Europe, un nombre croissant de Marocains ont décidé de revenir dans leur pays. Le phénomène est nouveau, et il a déjà un nom : la "rémigration".

Selon une étude de la Fondation Hassan II pour les MRE [Marocains résidant à l'étranger], publiée en 2005, les deux tiers des Marocains vivant à l'étranger désirent retourner dans leur pays natal après la retraite. On le croit volontiers quand on voit la salle d'attente bondée de la Fondation néerlandaise d'aide aux "rémigrés" (SSR). Strictement isolés les uns des autres, des hommes et des femmes ayant vécu aux Pays-Bas attendent leur tour, les uns dans une salle, les autres sur des sièges dans le corridor. Ils sont tous là pour résoudre des problèmes administratifs grâce à l'aide de juristes néerlandais.

Mohamed Figuigui fait partie des "clients" du SSR. Né en 1945, il a, comme beaucoup d'autres Rifains, émigré aux Pays-Bas dans les années 1970. De la cueillette des tomates, il est passé au nettoyage, puis il a pu gravir les échelons et devenir assistant social pour ses concitoyens vivant à Utrecht. Vingt ans d'émigration, et jamais l'idée de revenir au pays n'a quitté son esprit. *"Personne ne peut dire : je ne rentrerai jamais. Le pays attire toujours, c'est l'appel du passé"*, confie-t-il. La terre d'accueil ne l'a pas ménagé, il est passé par un divorce et une période d'alcoolisme. En 1992, de retour au Maroc, il s'est remarié et a arrêté de boire. Certes, il se sent mieux, mais il regarde tout de même les Pays-Bas avec nostalgie. *"Les canaux, les rues, les amis... J'ai tant de bons souvenirs. Il y avait beaucoup de travail, mais aussi beaucoup de tolérance"*, se souvient-il.

Des rémigrés à la retraite, Mohamed Sayem en voit passer des centaines toutes les semaines dans son bureau au SSR. *"Quand les Marocains ont quitté le pays pour l'Europe, dans les années 1960-1970, ils avaient un rêve commun : gagner de l'argent, puis revenir là où ils étaient nés et y passer leurs vieux jours. Une retraite paisible au Maroc, c'était cela leur idée"*, affirme-t-il. A travers de longs entretiens avec eux, il a constaté qu'ils parlent souvent en bien de leur pays d'origine, louant le sens de l'hospitalité de leurs compatriotes et la sécurité qui y règne. *"Ils sont fiers d'avoir vécu à l'étranger, mais les temps ont changé... Les 'rémigrés' n'arrivent pas à comprendre pourquoi on leur mène la vie dure quand ils reviennent en vacances ou en visite dans leur pays d'accueil."* Et c'est d'autant plus difficile pour eux quand leurs enfants vivent en Europe. *"En un sens, ils vivent entre deux mondes"*, ajoute M. Sayem.

Le siège très chic de la banque Al-Amal, à Casablanca, semble lui aussi appartenir à un monde bien différent du modeste bureau du SSR à Berkane. Canapés Chesterfield en cuir noir et tables de conférence étincelantes suggèrent une clientèle qui a réussi. Une clientèle de MRE, en fait, qui désirent investir au Maroc et autour desquels s'empresse la banque, dispensant conseils et appui financier. Douma Allal est venu ici précisément pour cela. Il veut convaincre la banque de l'aider à créer un hôpital à Khouribga, où il est né en 1956. Pendant plus de dix ans, cet homme a vécu et travaillé en France, jusqu'à ce que le destin en décide autrement. En 1992, sur l'autoroute entre Malaga et Algésiras, un grave accident de voiture stoppe net son retour vers le Maroc. *"J'ai frôlé la mort, explique Allal. Cet accident m'a coûté un an de ma vie, que j'ai passé sur un lit d'hôpital. Cela m'a donné le temps de réfléchir, et je suis arrivé à une conclusion : si je dois mourir, je préfère être chez moi, dans mon pays d'origine."*

Décision prise, Allal s'installe au Maroc et investit son argent dans un supermarché. L'activité prospère et il en ouvre un deuxième, puis un autre, etc. Pourtant, il n'a toujours pas oublié son long séjour à l'hôpital. *"C'est ainsi que m'est venue l'idée d'en créer un dans ma ville natale. Une manière d'améliorer le sort de mes concitoyens"*, confie-t-il. Une manière aussi, pour cet homme d'affaires en herbe, de s'assurer des revenus. *"Je suis très content de ma décision, ajoute Allal. Au Maroc, plusieurs secteurs sont encore vierges, ce qui présente beaucoup d'opportunités. Vraiment, je n'ai jamais regretté d'être rentré. J'aime mon pays."* Ce n'est pas le directeur de la banque qui va le contredire. Pour Faïçal Lahlou, les rémigrés fortunés constituent la cible de son

entreprise. *"Ils n'ont pas tous les mêmes motivations, explique-t-il. Certains rentrent car ils sont attachés à leur pays, d'autres veulent être leur propre patron. Enfin, il y a ceux qui veulent améliorer leur standing socioéconomique."* *"La quasi-totalité des MRE qui reviennent pour investir restent ici définitivement. D'ailleurs, ces retours sont en augmentation nette, en quantité et en qualité. On remarque aussi un rajeunissement des rémigrés ; ils semblent avoir retrouvé confiance en leur pays"*, conclut-il.

Le Maroc n'a plus la cote aux États-Unis

Nabil Rami, 34 ans, fait partie de cette génération de jeunes entrepreneurs qui se sont laissés séduire par les attraits du royaume et sont venus tenter leur chance ici. Le genre de profil auquel pensait peut-être le patron de la société Manpower quand il parlait du *"retour des cerveaux"*, phénomène nouveau au Maroc. En tout cas, Rami est à la tête d'une start-up qui ne détonnerait pas à Silicon Valley. Orzone est spécialisée dans les animations virtuelles, un business où la matière grise est de rigueur. Quoi qu'en pense Faïçal Lahlou, ce n'est pas la confiance qui a poussé le jeune Rami à rentrer. Du moins n'est-elle pas la principale raison. Quand, le 11 septembre 2001, deux avions percutent et détruisent les tours jumelles du World Trade Center, Nabil est dans son bureau, en Floride. Il dessine le nec plus ultra des simulateurs militaires pour l'armée américaine. Mais très vite, il sent que les gens le regardent différemment. Les projets sur lesquels il travaillait sont mis entre parenthèses. Les nouveaux projets ne sont plus présentés sous son nom. Avoir un passé marocain n'est pas exactement un argument commercial dans l'Amérique de l'après-11 septembre. Mais Nabil est compréhensif : *"Le premier Marocain dont l'Américain moyen a entendu parler est Zacarias Moussaoui. Je n'en veux pas aux gens de me regarder avec méfiance. C'est un sentiment général et, somme toute, prévisible."* *"Si demain un Algérien faisait exploser le Twin Center à Casablanca, ses compatriotes au Maroc passeraient un mauvais quart d'heure."*

Même en relativisant beaucoup, Nabil n'a pu s'empêcher de se demander s'il y avait encore un avenir pour lui et sa famille en Floride. Un an après les événements de New York, sa femme et lui ont quitté l'Amérique. Au Maroc, le couple a découvert une réalité qui n'est pas simple non plus. *"S'il m'a fallu une heure pour me mettre au diapason des Etats-Unis, j'ai mis deux ans pour me réadapter à mon propre pays !"* soupire Rami. Le jeune homme est surtout atterré par la manière de faire les affaires ici, la corruption généralisée... Difficile de ne pas comparer ces deux univers. *"J'ai appris aux Etats-Unis que, si on est compétent et qu'on travaille dur, on réussit. Ici, il faut surtout avoir des amis haut placés. Je n'ai pas ce genre de relations et je ne veux pas en avoir !"* s'indigne-t-il. La déception est visible dans ses yeux. Bien que ses activités se développent, Nabil n'exclut pas de repartir outre-Atlantique. Quand on lui parle de l'effet post-11 septembre, le jeune Marocain préfère se souvenir de l'Amérique d'il y a dix ans, celle où il n'a jamais fait l'expérience du racisme. Pour autant, il ne regrette pas d'être venu au Maroc. *"Si c'était à refaire, peut-être le referais-je. Mais, cette fois-ci, j'y réfléchirais à deux fois"*, précise-t-il.

Bart Schut
TelQuel

Lutte contre l'émigration

Le 1er juin, 102 émigrants clandestins ont été interpellés par les autorités marocaines dans la région de Nador, à côté de l'enclave espagnole de Melilla. Le Zodiac qui les transportait s'était échoué sur la côte à cause du mauvais temps. Le ministère de l'Intérieur marocain a récemment affirmé que les tentatives d'émigration à partir du Maroc ont, depuis le début de 2006, connu une baisse de 65 %, grâce notamment à une lutte sans merci contre les réseaux de passeurs.

Tel Quel – N° 213

Émigrés. Pourquoi ils reviennent

Nostalgie, opportunisme économique, désillusion parfois, mais surtout attachement profond aux racines, telles sont les motivations du retour définitif des MRE dans leur pays. Le phénomène est nouveau mais a déjà un label : la rémigration

Par Bart Schut

Une petite villa sur l'artère principale de Berkane. Dans ce coin reculé de l'Orient, les statistiques deviennent réalité. Selon une étude de la Fondation Hassan II pour les MRE, publiée l'année dernière, les deux tiers des Marocains vivant à l'étranger désirent retourner dans leur pays natal après la retraite. On le croit volontiers quand on voit la salle d'attente bondée de la Fondation d'aide aux rémigrés (SSR en version néerlandaise). Strictement isolés les uns des autres, des hommes et des femmes ayant vécu aux Pays-Bas, attendent leur tour, les uns dans une salle, les autres sur des sièges dans le corridor. Ils sont tous là pour résoudre des problèmes administratifs grâce à l'aide de juristes néerlandais, payés par le gouvernement et d'une ONG du même pays!

Une retraite au soleil

Mohamed Figuigui fait partie des "clients" du SSR. Né en 1945 à Aroui, dans la région de Nador, il a émigré aux Pays-Bas, comme beaucoup d'autres Rifains dans les années 70. De la cueillette des tomates, il est passé au nettoyage, puis il a pu gravir les échelons et devenir assistant social pour ses concitoyens vivant à Utrecht. Vingt ans d'émigration et jamais l'idée de revenir au bled n'a quitté son esprit. "Personne ne peut dire : je ne rentrerai jamais. Le pays attire toujours, c'est l'appel du passé", confie-t-il. La terre d'accueil ne l'a pas ménagé, il est passé par un divorce et une période d'alcoolisme. En 1992, de retour au Maroc, il s'est remarié et a arrêté de boire. Certes, il se sent mieux mais il regarde tout de même les Pays-Bas avec nostalgie : "Les canaux, les rues, les amis... j'ai tant de bons souvenirs. Il y avait beaucoup de travail mais aussi beaucoup de tolérance", se souvient-il.

Des rémigrés à la retraite, Mohamed Sayem en voit passer des centaines toutes les semaines dans son bureau au SSR. "Quand les Marocains ont quitté le pays pour l'Europe dans les années 60 et 70, ils avaient un rêve commun : gagner de l'argent puis revenir là où ils sont nés et y passer leurs vieux jours. Une retraite paisible au Maroc, c'était cela leur idée", affirme-t-il. A travers de longs entretiens avec eux, il a constaté qu'ils parlent souvent en bien de leur pays d'origine, louant le sens de l'hospitalité et la sécurité ambiants. "Ils sont fiers d'avoir vécu à l'étranger mais les temps ont changé... Les rémigrés n'arrivent pas à comprendre pourquoi aujourd'hui on leur mène la vie dure quand ils reviennent en vacances ou en visite dans leur pays d'accueil". Et c'est d'autant plus difficile pour eux quand leurs enfants vivent en Europe. "Dans un sens, ils vivent entre deux mondes", ajoute M. Sayem.

Les plus jeunes aussi

Le siège très chic de la banque Al Amal, sis au boulevard Zerktouni, à Casablanca, semble lui aussi, appartenir à un monde bien différent du modeste bureau du SSR à Berkane. Canapés Chesterfield en cuir noir et tables de conférence rutilantes suggèrent une clientèle qui a réussi. Une clientèle de MRE, en fait, qui désire investir au Maroc et autour de laquelle la banque s'empresse, dispensant conseil et appui financier. Douma Allal est là précisément pour cela, convaincre la banque de l'aider à créer un hôpital à Khouribga, où il est né en 1956. Pendant plus de 10 ans, l'homme a vécu et travaillé en France, jusqu'à ce que le destin en décide autrement. En 1992, sur l'autoroute entre Malaga et Algésiras, un grave accident de voiture stoppe net son retour vers le Maroc. "J'ai frôlé la mort", explique Allal. "Cet accident m'a coûté un an de ma vie que j'ai passé sur un lit d'hôpital. Cela m'a donné le temps de réfléchir et je suis arrivé à une conclusion : si je dois mourir, je préfère

être chez moi, dans mon propre pays”.

Décision prise, Allal s'installe au Maroc et investit son argent dans un supermarché. L'activité prospère et le voilà qui en lance un deuxième, et cetera. Pourtant, il n'a toujours pas oublié son long séjour à l'hôpital. “C'est ainsi que l'idée m'est venue d'en créer un dans ma ville natale. Une manière d'améliorer le sort de mes concitoyens”, confie-t-il. Une manière aussi, pour l'homme d'affaires en herbe, de s'assurer des revenus. “Je suis très content de ma décision, ajoute Allal, au Maroc, plusieurs secteurs sont encore vierges, ce qui présente beaucoup d'opportunités. Vraiment, je n'ai jamais regretté d'être rentré. J'aime mon pays”.

Ce n'est pas le directeur de la banque qui va le contredire. Pour Faïçal Lahlou, les rémigrés fortunés constituent la cible de son entreprise. “Leurs motivations sont différentes, explique-t-il. Certains rentrent car ils sont attachés à leur pays, d'autres veulent être leur propre patron. Enfin, il y a ceux qui veulent améliorer leur standing socio-économique”. Il conclut : “La quasi-totalité des MRE qui reviennent pour investir restent définitivement ici. D'ailleurs, ces retours sont en augmentation visible, en quantité et en qualité. On remarque aussi un rajeunissement des rémigrés, ils semblent avoir retrouvé confiance en le pays”.

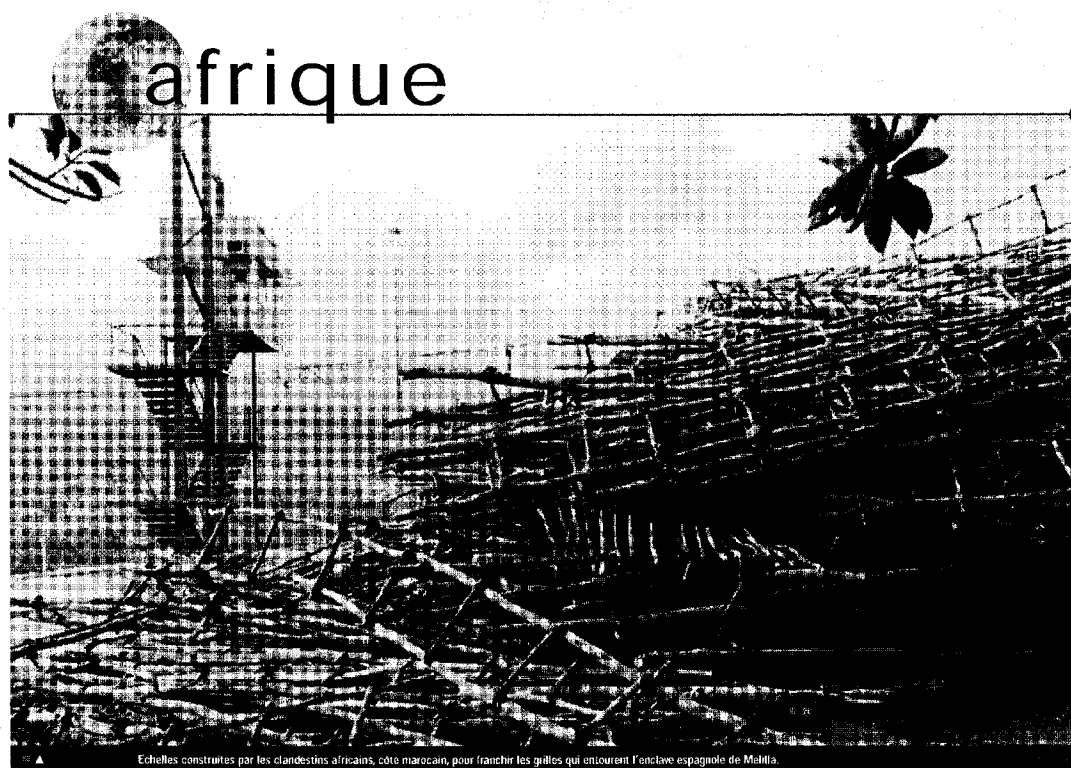
Nabil Rami, 34 ans, fait partie de cette génération de jeunes entrepreneurs qui se sont laissés séduire par les attraits du royaume et sont venus tenter leur chance ici. Le genre de profil auquel pensait peut-être le patron de la société Manpower quand il devisait, sur Jeune Afrique, à propos du “retour des cerveaux”, phénomène nouveau au Maroc. En tout cas, Rami est à la tête d'une start up qui ne détonnerait pas à Silicon Valley. 'Orzone' est spécialisée dans les animations virtuelles, un business où la matière grise est de rigueur. Quoi qu'en pense F. Lahlou, ce n'est pas la confiance qui a poussé le jeune Rami à rentrer. Du moins n'est-elle pas la principale raison.

Quand le 11 septembre 2001, deux avions percutent et détruisent les tours jumelles du World Trade Center, Nabil est dans son bureau, au siège de la société qui l'emploie à l'époque, en Floride. Il dessine le nec plus ultra des simulateurs militaires pour l'armée américaine. Depuis ce jour-là, il sent que les gens le regardaient différemment. “Mon meilleur ami était un peu 'redneck' sur les bords (paysan). Après le 11 septembre, il m'a appelé pour me demander si c'est vrai que l'islam nous enseigne ‘ça’”, se souvient-il.

De plus en plus, les projets sur lesquels travaille Nabil sont mis en stand by. Les nouveaux ne sont plus présentés sous son nom. Avoir un background marocain n'est pas exactement un argument commercial dans l'Amérique de l'après 11 septembre. Mais Nabil est compréhensif : “Le premier Marocain dont l'Américain moyen a entendu parler est Zakaria Moussaoui. Forcément, je n'en veux pas aux gens de me regarder avec méfiance. C'est un sentiment général et, somme toute, prévisible”. Philosophe, le jeune businessman renchérit : “Si demain un Algérien fait exploser le Twin Center à Casa, ses compatriotes au Maroc vont passer un mauvais quart d'heure, croyez-moi”.

Même en relativisant beaucoup, Nabil n'a pu s'empêcher de se demander s'il y a encore un avenir pour lui et sa famille en Floride. Pas seulement sur le plan professionnel. “Déjà, je n'étais pas sûr de vouloir que ma fille grandisse aux Etats-Unis. Et puis, mon frère et ma soeur sont partis... je crois que l'émotion l'a emporté sur la raison”, avoue-t-il. Un an après les événements de New York, sa femme et lui quittent l'Amérique. Au Maroc, le couple découvre une réalité qui n'est pas simple non plus. “S'il m'a fallu une heure pour me mettre au diapason des USA, j'ai mis deux ans pour me réadapter à mon propre pays !”, soupire N. Rami. Le jeune homme est surtout atterré par la manière de faire les affaires ici, la corruption généralisée... Difficile de ne pas comparer ces deux univers. “J'ai appris aux Etats-Unis que si on est compétent et qu'on travaille dur, on réussit. Ici, il faut surtout avoir des amis haut-placés. Je n'ai pas ce genre de relations et je ne veux pas en avoir !”, s'indigne-t-il.

La déception est visible dans ses yeux. Bien que son business soit en train de grandir, Nabil n'exclut pas un retour aux USA. Et l'effet post 11 septembre ? Le jeune marocain préfère se souvenir de l'Amérique d'il y a 10 ans, celle où il n'a jamais fait l'expérience du racisme. Pour autant, il ne regrette pas d'être venu au Maroc. “Si c'était à refaire, peut-être, le referais-je. Mais, cette fois-ci, j'y penserais un peu plus longtemps”, précise-t-il. Il a une raison de plus d'y penser... sa sœur vient d'épouser un maroco-américain et de se réinstaller au pays de l'Oncle Sam. Une “re-rémigrée”, serait-ce le début d'un nouveau phénomène ?



Echelles construites par les clandestins africains, côté marocain, pour franchir les grilles qui entourent l'enclave espagnole de Melilla.

SPECIAL ÉMIGRÉS

SÉNÉGAL

Une pirogue pour le paradis

Depuis quelques semaines, des boat people africains quittent Dakar à destination de l'Europe ou du Brésil, au risque de leur vie. Selon *Nouvel Horizon*, ils sont prêts à tout pour quitter "l'enfer africain".

NOUVEL HORIZON
Dakar

La marine brésilienne vient de faire une découverte macabre : un bateau fantôme charriant des passagers, tous morts, en provenance du Sénégal. Sans doute la destination des victimes de cette tragédie était-elle l'Amérique. Hélas, elles se sont égarées en mer. À l'ouverture de cette nouvelle route de l'immigration clandestine, on s'y attendait un peu. Après avoir utilisé l'avion, le bateau, avec toutes les astuces possibles, après avoir pris le chemin hasardeux des caravanes sahariennes, après avoir tenté la traversée suicidaire du détroit de Gibraltar avec des canots de fortune (*pateras*), après avoir pris d'assaut les barbelés de Ceuta et de Melilla [enclaves espagnoles au Maroc], il ne restait que la voie la plus directe : la mer. Et le moyen de transport le plus inattendu : la pirogue.

Depuis plusieurs semaines, l'information circulait : des pirogues construites pour la haute mer et spécialisées dans la pêche pélagique proposaient d'emmener des candidats à

l'immigration jusqu'en Espagne par la voie des mers. Et elles y réussissaient, selon de nombreuses sources. Confirmation immédiate de la Croix-Rouge canarienne : en une nuit, quelque 500 boat people africains étaient arrivés aux îles Canaries transportés par des piroguiers sénégalais. En une semaine, ils étaient un bon millier. De quoi mettre sur les dents toutes les polices frontalières européennes. Cette nouvelle voie maritime, ces dernières n'y croyaient pas ou ne l'imaginaient pas maîtrisée par les passeurs pour prendre la relève des canots de l'Anger. Il y a eu des bateaux pourris venus d'Afrique centrale ou de l'Est qui se sont lancés régulièrement à l'assaut des côtes européennes. Il y a eu aussi des cargos régulièrement immatriculés qui "vendaient" quelques places à des clandestins. Au péril de la vie de ceux-ci, car beaucoup finissent en mer, jetés par-dessus bord par des marins peu scrupuleux.

La frontière de l'Europe et de l'Afrique noire recule régulièrement, avec le soutien financier des États européens, qui paient pour que les pays africains bloquent les vagues de candidats à l'immigration.

Ces dernières années, elle recule beaucoup trop vite. Avant, la frontière, c'était le poste de police des frontières à l'aéroport. Puis ce furent les rivages européens de la Méditerranée, de la Sicile à la péninsule Ibérique. Depuis quelques mois, c'étaient les ports marocains. Ces dernières semaines, la frontière européenne a reculé jusqu'aux côtes de la Mauritanie. Cette délocalisation progressive des frontières européennes intéresse désormais le Sénégal. Comme dans notre pays on ne manque ni d'imagination ni de courage, et que la pêche ne rapporte plus rien, voilà donc nos braves pêcheurs transformés en passeurs.

RIEN N'ARRÊTERA DONC L'IMMIGRATION MASSIVE

Le problème avec ces nouveaux passeurs, c'est que non seulement ils ont des pirogues immenses qui peuvent faire des milliers de milles nautiques, mais ce sont aussi de bons marins. Il sera donc difficile de les arrêter. Habités à jouer aux pêcheurs pirates avec les marines mauritanienne et bissau-guinéenne et à jeter leurs filets dans les zones poissonneuses de ces

deux pays, ils savent bien que les risques sont moindres avec les gardes-côtes espagnols. Eux, au moins, ils ne leur tirent pas dessus.

L'épuisement des zones poissonneuses sur la côte occidentale de l'Afrique est, à n'en pas douter, la raison fondamentale de la mutation professionnelle des pêcheurs en passeurs, de la même manière que l'appauvrissement des campagnes a poussé des millions d'Africains sur le chemin de l'exode rural et de l'exil. Quant au banditisme dans nos villes, n'est-il pas la conséquence du chômage et du manque de perspectives pour nos citoyens ?

Les Européens, qui sortent tous les mois de nouvelles politiques pour contrer l'immigration, ainsi que les États africains, qui acceptent de prendre des mesures pour arrêter les flots d'émigrés, n'y pourront rien : pour les jeunes Africains, l'enfer est chez soi et le paradis ailleurs, et ils se lanceront toujours désespérément dans la quête de l'eldorado. Rien n'arrêtera donc l'immigration massive. Ni les textes ni les moyens dérisoires utilisés par les clandestins pour forcer les frontières.

Issa Sall

Plus d'infos sur
courrierinternational.com
► Entretien avec
Barka Ba, journaliste
à l'hebdomadaire
sénégalais
l'Espace nouveau

Annexe 6 :

Points de vue divergents ou contrepoint

Courrier international - n° 921 - 26 juin 2008, p. 15



UNION EUROPÉENNE

Les immigrés aussi ont le droit de se défendre

La "directive retour" organisant le retour des clandestins, adoptée le 18 juin par le Parlement européen, démontre à quel point l'Europe a du mal à aborder de manière cohérente la question de l'immigration.

PUBLICO
Léisme

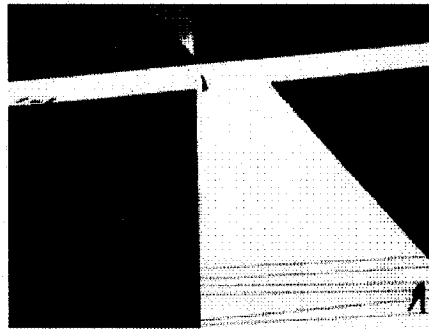
Chaque année, nous célébrons le Jour du Portugal, de Camões et des Communautés portugaises (anciennement Jour de la race sous la dictature ; le 10 juin, jour de la mort du grand poète portugais Luis de Camões, est la fête nationale du pays) et nous avons une pensée pour les millions de Portugais qui sont partis du pays, la plupart d'entre eux de façon clandestine et sans papiers. Ils s'en sont allés en quête d'une vie meilleure ; ils ont contribué au progrès des pays où ils se sont installés et ont aidé le nôtre grâce à l'argent rapatrié chez eux. Dans l'Europe d'aujourd'hui, ils seraient susceptibles de devenir des "criminels".

Avec la "directive retour" votée le 18 juin par le Parlement européen, ces immigrés, leurs familles et même des mineurs seuls pourraient être détenus jusqu'à dix-huit mois sans jugement. Comme il convient pour ce genre de choses, le langage utilisé est onctueux. Les "centres d'accueil" sont, en vérité, des centres d'expulsion collective. Et la directive n'est même pas "du retour", étant donné qu'elle ne garantit pas le rapatriement des immigrés et qu'elle prévoit qu'ils peuvent être livrés à des pays tiers sans aucune évaluation des risques qui en découlent.

L'Europe d'aujourd'hui, avec les dirigeants actuels, n'a même pas le souci de respecter les principes de

► Dessin de Geoff Grandfield paru dans The Independent, Londres.

Dispositions
La "directive retour" prévoit l'expulsion de tout immigré en situation irrégulière dans un délai de sept à trente jours. La rétention peut être décidée en cas de "risque de fuite" ou de refus de partir, pour une durée maximale de six mois - dix-huit mois en cas de "manque de coopération". Elle était illimitée dans sept pays. Ceux dont la loi est plus favorable n'ont pas l'obligation de s'aligner. Tout retour en Europe est alors interdit pour cinq ans.



base des droits de l'homme, ni de réguler l'immigration. On peut défendre l'idée qu'il y ait plus ou moins d'immigration, mais nous devrions tous défendre le fait que l'on se penche sur le sort des immigrés par voie légale ; qu'une réponse leur soit donnée rapidement ; qu'ils aient droit à un recours ; que ceux qui font appel à une main-d'œuvre illégale soient punis et que des êtres humains soient traités, au minimum, en accord avec les droits de l'homme.

Mais l'Europe d'aujourd'hui prétend harmoniser l'expulsion avant d'harmoniser les conditions de régularisation. Au XVIII^e siècle, le Padre

António Vieira [célèbre jésuite portugais - "l'empereur de la langue portugaise", selon Fernando Pessoa - qui milita en faveur du droit des peuples amérindiens] affirmait que l'Inquisition (instituée en 1536) était une "fabrique de juifs" qui servait uniquement à alimenter le pouvoir des inquisiteurs, affaiblissant par là même le pays. Pour satisfaire l'opportunisme électoral de Sarkozy et de Berlusconi, nous rendons plus difficile la régularisation des immigrés pour ensuite pouvoir les pourchasser. Cette directive fera de l'Union européenne une fabrique de clandestins.

Rui Tavares

CONTREPOINT

Un compromis acceptable

La nouvelle "directive retour" est synonyme d'avantages à l'échelle européenne. Car, jusqu'à présent, dans neuf États membres de l'UE, aucun plafond n'était imposé à la durée d'une éventuelle détention aux fins de refoulement. En Irlande, en Grande-Bretagne et au Danemark, pays qui ne veulent pas entendre parler de politique commune sur les réfugiés, la durée de la détention pouvait continuer à augmenter, voire dépasser, six mois. En Estonie, en Finlande, en Grèce, à Malte, aux Pays-Bas et en Suède, des durées de détentions maximales vont être mises en place pour la première fois.

On peut comprendre que nombre de députés aient souhaité obtenir des conditions encore meilleures pour les réfugiés, et qu'ils n'aient pas voulu prendre part à des compromis. Beaucoup ont considéré comme inhumaine une interdiction de retour de cinq ans maximum. Mais là encore, il faut rappeler que des délais plus courts sont autorisés et qu'ils sont valables pour toute l'Union dans certains cas particuliers.

Mais qui rend les partisans de la directive responsables de fosses communes en Méditerranée - comme l'ont fait quelques députés de la gauche allemande lors des débats du Parlement - tente de tirer de façon macabre un profit politique des souffrances des réfugiés. Car, de fait, il n'existe aucune corrélation entre les conditions de refoulement dans l'UE et le nombre de ceux qui ne survivent pas à leur traversée de la Méditerranée.

La classe politique et les organisations de réfugiés doivent désormais évaluer avec une grande rigueur les effets de la nouvelle directive sur le système juridique des États membres. Que l'on soupçonne que les garanties légales fassent l'objet d'une révision à la baisse, et il faudra alors rappeler leurs promesses aux responsables. La majorité n'a pu être obtenue au Parlement européen qu'avec l'assurance que la réforme n'entraînerait pas de fragilisation de la valeur du système juridique, et ce dans aucun État membre.

Danuta Wiegandt,
Die Tageszeitung, Berlin

GRÈCE Le paradis selon Costa-Gavras

Un groupe d'immigrés clandestins en piteux état, serrés dans une barque. Le bateau des garde-côtes apparaît au loin. Illas, terrorisé, se retrouve dans l'eau en un bond. Il est résolu à rejoindre l'Occident par tous les moyens. Il nage en se laissant porter par les vagues qui le rapprochent des côtes. Arrivé à bon port, l'image n'est pas collée à laquelle il s'attendait. Les personnes autour de lui sont... nues. De riches Européens profitent de leurs vacances sur la plage nudiste d'un hôtel de luxe. Ainsi commence le film de Costa-Gavras, *Eden à l'Ouest*, raconte Eleftherios. "Ce nouveau long-métrage, le premier qu'il tourne en Grèce, ne diffère pas des autres réalisations du réalisateur franco-grec : c'est un film politique", explique de son côté Ta Nao.

Ce long-métrage, qui doit sortir en février 2009, raconte l'histoire d'Ilias, un immigré clandestin, sorti d'Olyssée moderne qui part du golfe de Lybie, nage, marche, et fait de l'auto-stop pour arriver à Paris. "Moi, la seule chose que je fais, c'est tourner un film qui parle de notre société. Une société parfois très cruelle. Mais le cinéma ne résout pas les problèmes. C'est avant tout un spectacle", confie Costa-Gavras à Ta Nao. "Je ne crois pas au paradis, et ceux qui croient à ce genre de promesse se trompent." *Eden à l'Ouest* est un film qui touche le peuple grec, qui n'est confronté au problème que depuis quelques années, "mais qui a connu l'émigration depuis l'époque d'Homère. La Grèce d'aujourd'hui est comme l'Albanie ou le Pakistan dans les années 1940, 1950 ou 1960. Quand je suis

arrivé à Paris (pour fuir la dictature en Grèce), le dictionnaire Larousse donnait comme définition du mot Grec : "tricheur aux cartes, habitant de la Grèce". Pour Eleftherios, les premières images d'*Eden à l'Ouest* "ressemblent à la Grèce d'aujourd'hui, qui doit faire face au problème de l'immigration clandestine de masse. Le phénomène a augmenté de 50 % en moins d'un an. Les pays comme la Grèce, qui sont des carrefours de l'immigration clandestine, ont du mal à gérer ces arrivées, constate le quotidien. Les autorités grecques ont beau pointer du doigt les garde-côtes turcs, qui "poussent les immigrés" vers les côtes grecques, rien n'y fait. Le jeu de ping-pong continue entre garde-côtes. Les accords de Schengen obligent la Grèce à accueillir ces nouveaux visiteurs." En

conséquence, "à la frontière orientale du pays, il y a les immigrés qui ont échoué sur nos côtes, et à sa frontière occidentale, il y a ceux que nous retonons dans le pays pour les empêcher de rejoindre l'Europe, poursuit le quotidien. Dans les deux cas, leur vie est loin d'être un paradis." Après les mises en cause de la Grèce par plusieurs organisations des droits de l'homme dont Amnesty International, Eleftherios remarque que "le fait est que l'on nous a promis une politique européenne pour nos frontières mais que cette politique proposée ne tient pas compte des pays non européens qui nous entourent. La Grèce ne sait plus où donner de la tête entre ses côtes et ses montagnes. Et cette situation risque fort de s'aggraver cet été. Alors, quelle est la solution ?

Bibliographie

Avertissement : les documents Internet téléchargés sont en italiques, le titre des pages Internet sont entre guillemets. Dans le cas des titres emboîtés, seule la première page est entre guillemets.

ABUSALEM, Ali. « Standards of Reporting Translated Scripts in News Media » in *Translation Watch Quarterly*, vol. 2, Issue 1, March 2006, pp. 25-35.

AGNES, Yves. *Manuel de journalisme. Écrire pour le journal*, Paris, La Découverte, 2002.

AJBALI Driss. *Violences et immigration*, Strasbourg, Desmaret, 2001.

allAfrica.com. « Content providers »

http://allafrica.com/publishers.html?passed_name=Leadership&passed_location=Abuja#detail (consulté le 15/04/2008).

ALBERT, Pierre. *Lexique de la presse écrite*, Paris, Dalloz, 1989.

Amnesty International. *Spain. The Southern Border. The State turns its back on the human rights of refugees and immigrants* (EUR 41/008/2005), 25/06/2005

<http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR41/008/2005> (consulté et téléchargé le 6/05/2007).

ARMENTIA VIZUETE, José Ignacio et José María Caminos Marcet. *La información: Redacción y Estructuras*, Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, Zarautz, 1998.

Assemblée nationale. « Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile », enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 4 juillet 2007,

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl0057.asp> (consulté le 6/08/2007).

BARATS, Christine. « Les mots de l'immigration. Cas des médias » in *Réseaux – Communication – Technologie – Société*, vol. 19, n° 107/2001, 2001, pp. 149-151.

BBC. « Country profile », Senegal http://news.bbc.co.uk/2/hi/country_profiles/default.stm (consulté les 15/04/2008, 18/07/2008 et 7/08/2008).

BEATON, Morven. « Interpreted Ideologies in Institutional Discourse: The Case of the European Parliament », in *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007, pp. 271-296.

BROOKS, Brian S. et al. (The Missouri Group). *News Reporting and Writing*, 7^e édition, Boston et New-York, Bedford/St. Martin's, 2005.

CALVET, Louis-Jean. « Quel modèle sociolinguistique pour le Sénégal ? » in *Langage et société*, n° 68, juin 1994, pp. 89-108.

CALVET, Louis-Jean. *La Guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Hachette littératures (une première édition de cet ouvrage a vu le jour en 1987 aux éditions Payot), 1999.

CALVET, Louis-Jean. *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation*, s.l., Plon, 2002.

CARBONELL I CORTÉS, Ovidi et Khadija Madouri. « Las huellas de la ideología. Terrorismo e islam en los medios de comunicación » in CORTES ZABORRAS Carmen et María José Hernández Guerrero (coord.), *La traducción periodística*, Cuenca (Espagne), Universidad de Castilla-La-Mancha, 2005, pp. 199-236.

CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française). « Résultat des 2 tours de la présidentielle 2002 » <http://www.elections2002.sciences-po.fr/Enjeux/respres.html> (consulté le 30/07/2007) ; « Résultats complets du 1^{er} tour de l'élection présidentielle » de 2007 <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/index.htm> (consulté le 2/07/2008).

CHERRUAU, Pierre. Entretien du 8/01/2008.

CHESTERMAN, Andrew. *Memes of translation : the spread of ideas in translation theory*, Amsterdam et Philadelphie, John Benjamins, 1997.

CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), « Charte de Munich » <http://www.journalistesctfc.org/site/profession4.php> (consulté le 30/04/2008).

CIA. *The World Fact Book* <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html> (consulté et téléchargé le 16/02/2008).

CNRTL (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales – il englobe le Trésor de la langue française informatisé). Idéologie, éthique <http://www.cnrtl.fr/definition/> (consulté le 30/10/2007 et le 8/08/2008).

Conseil international de la langue française. *Dictionnaire de la presse et des médias : français, espagnol, italien, portugais*, Paris, 1990.

Courrier international <http://www.courrierinternational.com> ;
le film <http://www.courrierinternational.com/contacts/contactscif.asp> (fichier vidéo consulté et téléchargé le 26/04/07) ;
numéro 1 http://www.courrierinternational.com/hebdo/sommaire.asp?obj_id=458 (consulté le 5/07/2007) ;
« rédaction » <http://www.courrierinternational.com/contacts/contactsrh.asp> (consulté le 5/07/2007) ;
« qui sommes-nous ? » <http://www.courrierinternational.com/contacts/contactsassueil.asp> (consulté le 28/02/2008) ;

« planète presse », *Clarín, Fraternité Matin, Le Quotidien d'Oran, Le Soleil, Liberté, Nouvel Horizon, Sud Quotidien*, Sénégal
http://www.courrierinternational.com/planetepresse/planeteP_accueil.asp (consulté entre le 31/07/2007 et le 29/08/2008).

CRYSTAL, David. *An Encyclopedic Dictionary of Language and Languages*, Oxford (Royaume Uni) et Cambridge (États-Unis), Blackwell, 1992.

DARWISH, Ali. « Translating the News. Reframing Constructed Realities » in *Translation Watch Quarterly*, vol. 2, Issue 1, March 2006, pp. 52-77.

DASSAULT. « Groupe Dassault et ses filiales » <http://www.dassault.fr/index.php> (consulté le 30/04/2008) ; « Les filiales du Groupe Dassault », Figaro [SIC]
http://www.dassault.fr/filiale_fiche.php?docid=1838 (consulté le 30/04/2008).

DE CASANOVA Y TODOLÍ, Ubaldo. *Apuntes para una reflexión sobre la profesión preiodística y el oficio de escribir*, Salamanca (Espagne), Amarú, 2005.

Déclaration de Rabat 11/07/2006
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/00_decla_rabat.pdf (consulté et téléchargé le 24/07/2008).

DE LA SERNA, Víctor (coord.). *El Mundo : Libro de Estilo*, Madrid, Ediciones Temas de Hoy, 1996.

DE SWAAN, Abram. *Words of the World. The Global Language*, Cambridge (Royaume Uni), Polity Press, 2001.

DIOP, Babacar et al. *L'impact des journaux en langues nationales sur les populations sénégalaises*, Dakar, Association des chercheurs sénégalais (ACS), 1990.

EFE. « Presentación »
<http://www.efe.com/quesefe/principal.asp?opcion=1&idioma=ESPAÑOL> (consulté le 18/06/2008).

Électricité de France. « La production d'électricité », nucléaire <http://www.edf.fr/accueil-fr/la-production-d-electricite-edf/-nucleaire-120205.html> (consulté le 27/06/2008).

El Mundo. « Socios en Europa » <http://www.elmundo.es> (consulté le 28/04/2008).

ESJ (École supérieure de journalisme de Lille).
« Socpresse – Le Figaro » <http://www.esj-lille.fr/spip.php?article165> (consulté le 28/04/2008) ;
« La presse en Espagne – Prisa... » <http://www.esj-lille.fr/spip.php?article193> (consulté le 28/04/2008) ;
« La presse en Italie » <http://www.esj-lille.fr/spip.php?article174> (consulté le 28/04/2008).

Europa. « L'espace et la coopération Schengen »
<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/133020.htm> (consulté le 26/06/2008) ; « Règlement Dublin II » <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/133153.htm> (consulté le 25/06/2008).

EVENO, Patrick. *Histoire du journal Le Monde : 1944-2004*, s.l. Albin Michel, 2004.

Factiva, <http://www.factiva.com/fr>, (consulté à de très nombreuses reprises entre le 1/06/2007 et le 31/08/2008).

FAPE (Federación de Asociaciones de Periodistas de España). *Código Deontológico*
http://www.fape.es/index.php?option=com_content&task=view&id=101&Itemid=120
(consulté et téléchargé le 7/05/2008).

FIJ-IFJ (Fédération Internationale des Journalistes – International Federation of Journalists).
« La mondialisation... » <http://www.ifj.org/fr/pages/mondialisation> (consulté le 31/01/2008) ; *Declaration of principles on the conduct of journalists*
<http://www.ifj.org/en/articles/ifj-declaration-of-principles-on-the-conduct-of-journalists>
(consulté et téléchargé le 7/05/2008).

FIT-IFT (Fédération Internationale des Traducteurs – International Federation of Translators). « Charte du traducteur » <http://www.fit-ift.org/fr/charte.php> (consultée le 4/04/2008).

FEDLER, Fred *et al.* *Reporting for the Media*, 8^e édition, New York et Oxford, Oxford University Press, 2005.

FOGEL, Jean-François *et al.* (coord.). *Le Style du Monde*, Paris, *Le Monde*, 2002.

FOURQUET, Jérôme. *L'échec de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 2007 : les causes d'une hémorragie*, CEVIPOF, mai 2007 <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/analys0.htm>, (consulté et téléchargé le 30/07/2007).

Frontex (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures) http://europa.eu/agencies/community_agencies/frontex/index_fr.htm (consulté le 16/06/2007) ; *Frontex Annual Report 2006*, 2006,
http://www.frontex.europa.eu/annual_report (consulté et téléchargé le 16/06/2007).

GARCÍA GONZALEZ, José Enrique. « Palabra, espacio y tiempo » in CORTES ZABORRAS, Carmen et María José Hernández Guerrero (coord.), *La traducción periodística*, Cuenca (Espagne), Universidad de Castilla-La-Mancha, 2005, pp. 137-154.

GARCÍA SUÁREZ, Pablo. « Noticias de agencia: Algunos problemas planteados en la traducción español-árabe » in CORTES ZABORRAS, Carmen et María José Hernández Guerrero (coord.), *La traducción periodística*, Cuenca (Espagne), Universidad de Castilla-La-Mancha, 2005, pp. 175-198.

GARDINER, Michael. *The Dialogics of Critique : M.M. Bakhtin and the Theory of Ideology*, London et New York, Routledge, 1992.

GIBBS, Cheryl et Tom Warhover. *Getting the Whole Story: Reporting and Writing the News*, New-York et London, The Guilford Press, 2002.

GOUADEC, Daniel. « Traduction signalétique » in *Meta*, vol. 35, n° 2, 1990, pp. 332-341.

GRANADOS, Antolín. « La realidad narrada y la realidad opinada de la inmigración » in IGUARTUA, Juan José et Carlon Muñiz (eds), *Medios de comunicación, inmigración y sociedad*, Salamanca, Ediciones universidad de Salamanca, 2007, pp. 35-59.

Granma, <http://www.granma.cu> (consulté le 15/05/2008).

GRIJELMO, Álex. *El estilo del periodista*, 16^a edición, nueva edición revisada y ampliada, Madrid, Grupo Santillano de ediciones, 2008.

GRUBER, Marc (Managing Editor). *Media Power in Europe: The Big Picture of Ownership*, Brussels (Belgique), International Federation of Journalists, 2005, 160 pages, <http://www.ifj.org/default.asp?Index=3671&Language=EN> (consulté et téléchargé le 31/01/2008). Il s'agit d'une version mise à jour et augmentée de : WILLIAMS, Granville. *Propriété des médias en Europe : Menaces sur le paysage médiatique*, Bruxelles, Fédération européenne des journalistes, 2002, 78 pages, <http://www.ifj.org/default.asp?Index=760&Language=FR> (consulté et téléchargé le 31/01/2008).

HATIM, Basil et Yan Mason. *The Translator as communicator*, London and New York, Routledge, 1997.

HEILBRON, Johan. « Towards a Sociology of Translation. Book Translations as a Cultural World-System » in *European Journal of Social Theory*, 2(4), 1999, pp. 429-444.

HERNÁNDEZ GUERRERO, María José. « Prensa y traducción » in CORTES ZABORRAS, Carmen et María José Hernández Guerrero (coord.), *La traducción periodística*, Cuenca (Espagne), Universidad de Castilla-La-Mancha, 2005, pp. 155-174.

HERNÁNDEZ GUERRERO, María José. « Técnicas específicas de la traducción periodística » in *Quaderns, Revista de traducció*, n° 13, 2006, pp. 125-139.

HENNESSY, Brendan et F.W. Hodgson. *Journalism: A manual of tasks, projects and resources*, Oxford, Focal Press, 1995.

HIZAOUI, Abdelkrim. Échange de courriels des 28 et 30/05/2008.

HOLLAND, Robert. « Language(s) in the global news. Translation, audience design and discourse (mis)representation », in *Target* 18:2, 2006, pp. 229-259.

HURTADO ALBIR, Amparo. *Traducción y Traductología: Introducción a la Traductología*, 3^e édition, Madrid, Cátedra, 2007.

INED (Institut national d'études démographiques), « Statistiques sur les flux d'immigration » 1994-2004 http://statistiques_flux_immigration.site.ined.fr/fr/admissions/ (consulté le 27/07/2007).

JAUME, Lucien. « “Libéralisme” : un répertoire de fausses évidences », CEVIPOF, <http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/analys0.htm> (consulté et téléchargé le 13/02/2008).

KANG, Ji-Hae. « Recontextualization of News Discourse. A case Study of Translation of News Discourse on North Korea » in *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007, pp. 219-242.

KATAN, David. « “What is it that’s going on here?” » in *Textus*, vol. XII, n° 2, 1999, p. 418.

Label France. « À propos de “Label France” » http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/france_829/label-france_5343/les-numeros-label-france_5570/lf43-petite-enfance_11366/multi-medias_11381/les-dix-ans-courrier-international_21789.html (consulté le 26/04/07).

Lagardère. « Nos chiffres clés 2007 » <http://www.lagardere.com/groupe/chiffres-cles-151.html> (consulté le 27/06/2008) ; « Les sociétés et marques du groupe » http://www.lagardere.com/index.php?coe_i_id=164&submit_search=1&firm=&activity=&country=2&keyword=&x=2&y=6 (consulté le 24/04/2008).

LEE, Chang-Soo. « Differences in News Translation between Broadcasting and Newspapers: A Case Study of Korean-English Translation » in *Meta*, L1, 2, 2006, pp. 317-327.

Le petit Robert de la langue française. Texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey-Debove et Alain Rey, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2006.

Le nouveau Petit Robert de la langue française 2007 (CD-rom). REY-DEBOVE, Josette et Alain Rey (dir.), Paris, Dictionnaires Le Robert/Sejer, 2006.

LEFEVERE, André. « Translation Practice(s) and the Circulation of Cultural Capital: Some Aeneids in English » in BASSNETT, Susan and André Lefevere (ed.) *Constructing Cultures: Essays on Literary Translation*, Clevedon (Royaume Uni), Multilingual Matters, 1998, pp. 41-56.

Legifrance. « Ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France » <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000699737&dateTexte=20080815&fastPos=1&fastReqId=510860944&oldAction=rechTexte> (consulté le 26/06/2007 et le 15/08/2008).

LEPEN2007.FR. « Biographie » <http://www.lepen2007.fr/blog/index.php?bio> (consulté le 16/06/2007). Depuis, le site n'affiche plus qu'une seule page où que l'on clique.

LI, Defeng. « Translators as Well as Thinkers: Teaching of Journalistic Translation in Hong Kong » in *Meta*, L1, 3, 2006, pp. 611-619.

Libro de estilo : El País. edición decimonovena, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2004.

LOZANO, José Carlos. « Newsmaking y gatekeeping: cómo se producen las noticias » in IGUARTUA, Juan José et Carlon Muñiz (eds), *Medios de comunicación, inmigración y sociedad*, Salamanca, Ediciones universidad de Salamanca, 2007, pp. 17-34.

MARTIN-LAGARDETTE, Jean-Luc. *Le guide de l'écriture journalistique*, 6^e éd. mise à jour et enrichie, Paris, La Découverte, 2005.

MEYLAERTS, Reine. « “La Belgique vivra-t-elle” Language and Translation Ideological Debates in Belgium (1919-1940) » in *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007, pp. 297-319.

MICOULAUT, Raymond. *Tchernobyl : L'histoire d'une désinformation*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Ministère (français) des Affaires étrangères et européennes, « Conférence ministérielle Union européenne/Union africaine, Tripoli 22 et 23/11/2006 » http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/afrique_1063/organisations-regionales-africaines_404/union-africaine_12614/conference-ministerielle-union-europeenne-union-africaine-tripoli-22-23-novembre-2006_43113.html (consulté le 24/07/2008).

Ministerio del Interior. *Balance de la lucha contra la inmigración ilegal*, 2007 http://www.mir.es/DGRIS/Balances/Balance_2007/pdf/bal_lucha_inmigracion_ilegal_2007_mir.pdf (consulté et téléchargé le 6/07/2008).

MOIRAND, Sophie. *Les discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.

MORIN, Edgar. *La méthode 6 : Éthique*, Paris, Seuil, 2004.

MORO, Marie Rose. *Le service de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent de l'Hôpital Avicenne : les métissages au service des soins psychiques*, Bobigny, Association Internationale d'EthnoPsychanalyse, 2005 http://www.clinique-transculturelle.org/pdf/presentation_service.pdf (consulté et téléchargé le 9/07/2007) ; *La consultation transculturelle d'Avicenne*, dépliant de présentation http://www.clinique-transculturelle.org/pdf/brochure_consultation.pdf (consulté et téléchargé le 9/07/2007).

MUNDAY, Jeremy. « Translation and Ideology. A Textual Approach » in *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007, pp. 195-217.

Oficina de Justificación de la Difusión http://www.introl.es/f_news.htm (consulté le 2/02/2008).

OJD. *Statuts*, http://www.ojd.com/engine/decouvrir/deco_statutetreglt.php (consulté et téléchargé le 28/08/2007) ; *Déclarations de diffusion sur l'honneur sous la responsabilité de l'éditeur et procès-verbaux de contrôle – Book 2007 – Presse payante, Grand public*, 18/03/2008 00:21, http://www.ojd.com/engine/adhchif/chif_index.php (consulté et téléchargé le 18/03/2008).

ONU (Organisation des Nations unies). *Annuaire statistique* (introduction), 51^e édition, 2008 <http://unstats.un.org/unsd/syb/> (consulté et téléchargé le 11/07/2008).

Oxford (The New Oxford Dictionary of English). Judy Pearsall (ed.), Oxford, New York, Oxford University Press, 2001.

Oxford advanced learner's Dictionary. Ethics http://www.oup.com/oald-bin/web_getald7index1a.pl (consulté le 8/08/2008).

Présidence française du Conseil de l'Union européenne. *Programme de travail, 1^{er} juillet – 31 décembre 2008 : Une Europe qui agit pour répondre aux défis d'aujourd'hui*, http://www.ue2008.fr/PFUE/lang/fr/accueil/presidence_du_conseil/presidence_francaise (consulté et téléchargé le 2/07/2008)

PRIETO RAMOS, Fernando. *Media and Migrants. A Critical Analysis of Spanish and Irish Discourses on Immigration*, Berne (Suisse), Peter Lang, 2004.

PRISA (Promotora de informaciones, S.A.). *Cuentas Anuales individuales del ejercicio 2007, junto con el Informe de Gestión de Auditoría*, 2008, http://www.prisa.es/prisamedia/prisa/media/200802/08/accionistas/20080208prsprsacc_2_Pes_PDF.pdf (consulté et téléchargé le 22/04/2008).

PYM, Anthony. *Negotiating the Frontier. Translators and Intercultures in Hispanic History*, Manchester (Royaume Uni), St Jerome, 2000.

Quid 2007, Dominique et Michèle Frémy, Paris, Éditions Robert Lafont, 2006.

RAGASOL, Olivier. Entretien du 8/01/2008.

RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie). « Positions politiques marquantes » http://www.rcd-algerie.org/details_article.php?Rid=179&Aid=25&titre=Positions%20politiques%20marquantes%20du%20RCD (consulté le 18/07/2008).

Real Academia. *Diccionario de la lengua española*, Real Academia Española, vigésima segunda edición, Madrid, Real Academia Española, 2001, tomo I et II.

Real Academia. *Diccionario de la lengua española*, Real Academia Española, vigésima segunda edición, Real Academia Española, patera, cayuco, ética <http://www.rae.es/> (consulté entre le 15/06/2007 et le 29/08/2008).

RENON, Danielle (présentation de). « Le traducteur et l'interculturalité : le respect de l'identité culturelle de chacun » (Actes de la journée mondiale de la traduction, septembre 2005) in *Traduire*, n° 209, 2006, pp. 49-62.

RENON, Danielle. Entretien du 4/01/2008.

RFI (Radio France Internationale). « La ligne éditoriale » http://www.rfi.fr/talentplusfr/articles/066/article_258.asp (consulté le 3/05/07).

RINGOOT, Roselyne et Yve Rochard. « Proximité éditoriale : normes et usages des genres journalistiques » in *Mots, Les langages du politiques*, n° 77, mars 2005, pp.73-90

RODRIGUEZ, Marie-Soledad. Éditorial in *Les langues modernes*, vol. 98, n° 2, 2004, pp. 3-4.

SALAMA-CARR, Myriam. *La traduction à l'époque abbasside*, Paris, Didier érudition, 1990.

SÁNCHEZ, Dolores. « The Truth about Sexual Difference: Scientific Discourse and Cultural Transfer », in *The Translator*, vol. 13, number 2, 2007, pp. 171-194.

SARKOZY, Nicolas. *Mon projet. Ensemble tout devient possible* <http://www.sarkozy.fr/lafrance/> (consulté et téléchargé le 17/06/2007).

SCHOR, Ralph. *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*. Paris, Armand Colin, 1996.

SCHUDSON, Michael. « The sociology of news production » in *Media Culture and Society*, 1989, vol. 11, n° 3, pp. 263-282.

SCHUDSON, Michael. . « The sociology of news production » in *Social Meanings of News: A Text-Reader*, Thousand Oaks (États-Unis), 1997, pp. 7-22.

Stanford University (États-Unis). « Countries: Senegal » <http://library.stanford.edu/africa/senegal/senenews.html> (consulté le 15/04/2008).

SNJ (Syndicat national des journalistes). « Déclaration des devoirs et des droits des journalistes » http://www.snj.fr/article.php3?id_article=10 (consulté le 7/05/2008).

TAPIA SASOT DE COFEY, María Josefina. « La traducción en los medios de prensa » in *Babel*, vol. 38, n° 1, 1992, pp. 59-63.

TOURY, Gideon. « What are Descriptive Studies into Translation Likely to Yield apart from Isolated Descriptions? » in van LEUVEN-ZWART, Kitty M. et Ton Naaijken (ed.), *Translation Studies: The State of the Art*, Amsterdam et Atlanta, GA: Rodopi, 1991, pp. 179-192.

TFLQ (Trésor de la langue française au Québec). « L'aménagement linguistique dans le monde », Philippines, Sénégal, Tanzanie <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/> (consulté le 14/03/2008) ; Algérie, la politique linguistique d'arabisation http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/algerie-3Politique_ling.htm (consulté le 18/07/2008).

UNESCO Institute for statistics, « Newspapers and periodicals, number of titles » <http://data.un.org/Data.aspx?q=newspaper&d=UNESCO&f=srID%3a25630> (consulté le 15/04/2008 et le 15/08/2008), entre ces deux dates le site a été modifié ; « Langues », 2008 http://portal.unesco.org/culture/fr/ev.php-URL_ID=8949&URL_DO=DO_PRINTPAGE&URL_SECTION=201.html (consulté le 11/08/2008) ; Index Translationum Statistics <http://databases.unesco.org/xtrans/stat/xTransXpert.a?lg=0> (consulté le 15/06/2008)

U.S. Department of State. « *Background Notes* », Algérie, Espagne, France, Maroc, Mauritanie, Philippines, Sénégal <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/> (consulté le 5/02/2008 et le 7/04/2008).

VAN DIJK, Teun A. « The mass media today. Discourses of domination or diversity ? » in *Javnost/The Public* Ljubljana, 1995, vol. 2, n° 2, pp. 27-45, <http://www.discourses.org/OldArticles/The%20mass%20media%20today.pdf> (consulté et téléchargé le 8/04/2008).

VAN DIJK. *Ideología. Una aproximación multidisciplinaria*, Barcelona (Espagne), Gedisa, 1999.

VENUTI, Laurence. *The Scandals of Translation*, London and New York, Routledge, 1998.

VIDAL, José Manuel. « Algunas vivencias de un traductor de prensa » in CORTES ZABORRAS, Carmen et María José Hernández Guerrero (coord.), *La traducción periodística*, Cuenca (Espagne), Universidad de Castilla-La-Mancha, 2005, pp. 379-390.

Vie publique.fr (site proposé par la Documentation française). Glossaire, « La politique d'immigration (1974 - 2005) - Les mots de l'immigration, de l'intégration » <http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-immigration/glossaire-definitions/> (consulté le 10/07/2007) ; « Loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile », <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-relatif-maitrise-immigration-integration-asile.html> (consulté le 7/02/2008).

von FLOTOW, Luise. *Translation and gender : translating in the "era of feminism"*, Ottawa and Manchester, University of Ottawa and St. Jerome, 1997.

WEIL, Patrick. *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1995.

WLODARCZYK, André. « Le Japonais – langue internationale » in *Les langues modernes*, vol. 98, n° 2, 2004, pp. 37-44.

Bibliographie – presse

Avertissement : Factiva.com et Eureka.cc sont accessibles par le site Internet de l'Université d'Ottawa. Europress.com est accessible par le site Internet de la Bibliothèque nationale de France.

Agence de presse sénégalaise

(APS) <http://www.aps.sn/aps.php?page=agence> (consulté le 16/07/2008).

Antenne 2-Europe 1

« François Mitterrand », Club de la Presse Europe 1-Antenne 2, diffusion le 10/12/1989, 19 heures, 1 h 37 min.

Courrier international

Pour les articles provenant de *Courrier international*, j'ai indiqué entre parenthèses, à la suite de la mention de *Courrier international*, le nom du journal d'où provient l'article, puis la ville ou le pays de publication de ce journal. La mention d'une ville n'est pas synonyme de diffusion restreinte : il s'agit simplement de la ville où est édité le journal. Les numéros antérieurs à 2000 ne s'affichent pas en format pdf, il n'y donc pas de numéro de page.

----- Numéro 1, 8/11/1990

http://www.courrierinternational.com/hebdo/sommaire.asp?obj_id=458 (consulté le 5/07/2007).

----- « 100 mots de la décennie : D'airbag à zrakomlat... », *Courrier international*, n° 523, 9/11/2000.

----- *Courrier international*, n° 814, 8/06/2006.

AYLLÓN, Daniel. « On n'embarque plus pour l'Espagne », *Courrier international* (*Público*, Madrid), n° 920, 19/06/2008, p. 30.

BARBULO, Tomás. « L'ange gardien des sans-papiers », *Courrier international* (*El País*, Madrid), n° 814, 8/06/2006, p. 20.

MOUSSA, Zio. « Les Français veulent-ils rétablir la "traite négrière" ? », *Courrier international* (*Fraternité Matin*, Abidjan), n° 812, 24/05/2006, p. 38.

PRIETO, Joaquín. « Aux Canaries, les clandestins ne font que passer », *Courrier international* (*El País*, Madrid), n° 812, 24/05/2006, p. 22.

RAMIREZ, Cynthia. « Tepito, quartier insoumis », *Courrier international* (*Letras libres*, Mexico), n° 896, 3/01/2008, pp. 48-50.

SALL, Issa. « Une pirogue pour le paradis », *Courrier international* (Nouvel Horizon, Dakar), n° 814, 8/06/2006, p. 38.

SCHUT, Bart. « Retour à la case départ », *Courrier international* (Tel Quel, Casablanca), n° 814, 8/06/2006, p. 39.

TELLEZ, Juan José. « Ados porteurs d'espoir », *Courrier international* (ABC, Madrid), n° 814, 8/06/2006, p. 54.

THUREAU-DANGIN, Philippe. « Ne fermons pas nos portes » (éditorial), *Courrier international*, n° 814, 8/06/2006, p. 6.

VICENT, Manuel. « Les nouveaux espagnols : à droite sans complexe. Vingt-quatre heures de la vie d'un Espagnol », *Courrier international* (El País, Madrid), n° 493, 13/04/2000, p. 34-35.

El Mundo

Articles consultés dans Factiva et sur le site Internet d'*El Mundo* <http://www.elmundo.es> (tout au long des mes travaux).

----- « Manifestación de pescadores », *El Mundo*, 22/08/2006.

El País

Articles consultés dans Factiva.com et sur le site Internet d'*El País* <http://www.elpais.com> (tout au long des mes travaux).

BÁRBULO, Tomás. « El salvavidas de los inmigrantes », *El País*, 7/05/2006.

C.E.C. « El presidente anuncia que en 2007 duplicará la ayuda al desarrollo para frenar la inmigración », *El País*, 20/08/2006.

CEMBRERO, Ignacio. « España redobla su apuesta por Marruecos con una nueva visita de don Juan Carlos », *El País*, 10/07/2006.

EGURBIDE, P. et C. E. CUÉ. « El Gobierno exige a Senegal que ponga freno a los cayucos y avisa de que expulsará a los irregulares », *El País*, 5/09/2006.

GALÁN, Lola. « La España de hoy, en el 'Moliner'. La nueva edición del diccionario de uso del español 'fotografía' un país más rico y más mestizo », *El País*, 9/09/2007.

NIETO, Marta (entrevista). « Xabier Aierdi Codirector del Observatorio de la Inmigración : "No hay alternativa real a la política de puertas abiertas a los inmigrantes" », *El País*, 27/03/2006.

PRIETO, Joaquín. « Freno a la inmigración en Canarias », *El País*, 24/04/2006.

WADE, Abdulaye. « Inmigración, el ejemplo español », *El País*, 26/06/2006.

Fraternité Matin

Articles consultés à partir du site d'allAfrica.com <http://allafrica.com/> (consulté entre le 16/07/2008 et le 15/08/2008).

MOUSSA, Zio. « Or, diamant, pétrole, café, cacao... et maintenant, les cerveaux ! », *Fraternité Matin*, 9/05/2006.

Label France

CHANDA, Tirthankar. « Les dix ans de “Courrier International” » in *Label France* n° 43, 04/2001, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/france_829/label-france_5343/les-numeros-label-france_5570/lf43-petite-enfance_11366/multi-medias_11381/les-dix-ans-courrier-international_21789.html (consulté le 26/04/07).

L'Express

Articles consultés dans Factiva tout au long des mes travaux et, ponctuellement, dans Eureka.cc et Europress.com.

CHARLES, Gilbert et Besma Lahouri. « 3,7 millions de musulmans en France : Les vrais chiffres » *L'Express*, 4/12/2003, p. 82.

DEMETZ, Jean-Michel. « France-Espagne. Des polices mano en la mano », *L'Express*, 22/08/1996, p. 50.

Le Figaro

Articles consultés dans Factiva (sans numéro de page) tout au long des mes travaux et, ponctuellement dans Europress.com.

ACUNA, Ramon-Luis. « Le contrôle des flux migratoires en Europe. Madrid, gardien de la porte sud de Schengen », *Le Figaro*, 25/02/1998, p. 5.

CAMBON, Diane. « Neuf cents clandestins mineurs confiés aux régions espagnoles », *Le Figaro*, 7/10/2006, p. 5.

M.-C.T. « Le ministre de l'Intérieur signe un premier accord d'immigration “concertée” », *Le Figaro*, 25/09/2006.

OBERLÉ, Thierry. « Le Maroc a bouclé ses frontières », *Le Figaro*, 29/09/2006, p. 3.

Le Monde

Sauf mention contraire, articles consultés dans Factiva tout au long des mes travaux et, ponctuellement, dans Eureka.cc et Europress.com.

----- « L'actionnariat du Monde » [SIC] in *Le Monde* (Supplément : *Les comptes du groupe 2003*), 5/06/2004, p. XIV http://medias.lemonde.fr/medias/pdf_obj/sup_comptes-monde_040604.pdf (consulté et téléchargé le 19/04/2008).

----- « Le groupe » in *Le Monde* (Supplément : *Les comptes du groupe 2003*), 5/06/2004, pp. IV-V http://medias.lemonde.fr/medias/pdf_obj/sup_comptes-monde_040604.pdf (consulté et téléchargé le 19/04/2008).

----- « Le quotidien leader en France » in *Le Monde* (Supplément : *Les comptes du groupe 2003*), 5/06/2004, p. VII http://medias.lemonde.fr/medias/pdf_obj/sup_comptes-monde_040604.pdf (consulté et téléchargé le 19/04/2008).

BEAUGÉ, Florence. « L'Algérie, absente de la réunion, est accusée de laxisme par le Maroc », *Le Monde*, 11/07/2006, p. 5.

BERNARD, Philippe *et al.* « Un entretien avec Charles Pasqua » in *Le Monde*, 2/06/1993, pp. 1 et 13.

BOLE, Richard Michel. « Gibraltar, détroit de la mort. Des milliers d'Africains risquent leur vie pour tenter d'en bâtir une autre en Europe », *Le Monde*, 24/04/1992, p. 1.

BREDELOUP, Sylvie ET Olivier Pliez. « L'Afrique en mouvement », *Le Monde*, 28/03/2006, p. 28.

COLOMBANI, Jean-Marie. « Construire dans la crise » in *Le Monde* (Supplément : *Les comptes du groupe 2003*), 5/06/2004, pp. I et XVI http://medias.lemonde.fr/medias/pdf_obj/sup_comptes-monde_040604.pdf (consulté et téléchargé le 19/04/2008).

FOTORINO, Éric. « A nos lecteurs » *Le Monde*, 19/04/2008, pp. 1-2.

HOPQUIN, Benoît. « Des immigrants sans bagages », *Le Monde*, 14/10/2006, p. 32.

MEYER, Jean-Baptiste. « L'immigration sélective, une spoliation », *Le Monde*, 5/05/2006, p. 21.

SERVICE MÉDIAS. « L'endettement pèse sur la santé financière du groupe » in *Le Monde* 1/06/2007, p. 21 <http://www.lemonde-infocomcgt.fr/spip.php?article167> (consulté et téléchargé le 18/04/2008).

TUQUOI, Jean-Pierre. « La première conférence euro-africaine sur les migrations clandestines se réunit à Rabat », *Le Monde*, 11/07/2006, p. 5

WADE, Abdulaye. « Immigration : l'exemple espagnol », *Le Monde*, 21/06/2006, p. 18.

Lemonde.fr

----- « Madrid lance un "Plan Afrique" pour lutter contre l'émigration clandestine », *Lemonde.fr*, 4/07/2006.

Le Monde diplomatique

Article consulté dans Eureka.cc.

GRESH, Alain. « Ces immigrés si coupables, si vulnérables... », *Le Monde diplomatique*, mai 1993, p. 3.

Le Soleil

Articles consultés à partir du site d'allAfrica.com <http://allafrica.com/> (consulté entre le 16/07/2008 et le 15/08/2008).

----- « Jacques Diouf, directeur général de la FAO émigration, expression de l'insécurité alimentaire », *Le Soleil*, 12/07/2006.

----- « MR [SIC] Ousmane Ngom à la conférence de presse : “nous partons de rabat confiants” », 12/07/2006.

CISS, Malick. « Après leur retour au bercail, Farba Senghor propose des solutions », *Le Soleil*, 3/06/2006.

DEMBA FALL, Habib. « Priorité à la gestion concertée de la migration et au développement : l'esprit de Rabat conforte les positions sénégalaises », *Le Soleil*, 12/07/2007.

DIAGNE, Mbagnick Kharachi. « Louga - Développement de “Ndiang-Baa-Mbodj” : les émigrés s'impliquent », *Le Soleil*, 10/05/2006.

DRAMÉ, Pape Sanor. « Accord bilatéral, Dakar et Paris s'entendent sur la gestion des flux migratoires », *Le Soleil*, 25/09/2006.

MANÉ, Daouda. « Immigration choisie ou fuite des cerveaux », *Le Soleil*, 5/05/2006.

MBAYE, Ousmane Noel. « Négociations de Paris sur la gestion des flux migratoires - Ousmane Ngom - « Il faut rompre avec la politique du fait accompli », *Le Soleil*, 4/09/2006.

NDIAYE, Mamadou Aïcha. « Emigration clandestine – marche de sensibilisation des jeunes pêcheurs de Guet-Ndar », *Le Soleil*, 21/08/2006.

SADIO, Moussa. « Migrations – le plan Reva est la solution, estime Wade », *Le Soleil*, 12/09/2006.

SANÉ, Idrissa. « Immigration vers l'Europe : pourquoi les africains échouent au Maghreb », *Le Soleil*, 9/05/2006.

SARR, Diouldé. « Atelier sur la migration », *Le Soleil*, 3/08/2006.

THIAM Abdoulaye. « Les senegalais du Nord-Pas-de-Calais - un exemple d'intégration réussie », *Le Soleil*, 28/07/2006.

Libération

----- « Jacques Chirac et le conservatisme à la française » in *Libération*, 30/10/1984, pp. 3-7.

Liberté

Articles consultés sur le site Internet de *Liberté* <http://www.liberte-algerie.com/> (entre juillet 2007 et juillet 2008).

BENFODIL, Mustapha. « Les Algériens aiment-ils leurs pays ? », *Liberté*, 5/04/2006.

BOUATTA, Djamel. « Offensive franco-espagnole », *Liberté*, 21/05/2006.

CHEKRI, Saïd. « Le plan d'action des experts », *Liberté*, 6/04/2006.

HAMMADI, Souhila. « Une stratégie commune pour le continent », *Liberté*, 3/04/2006.

TAMANI, Salim. « Paris et Madrid font pression sur Alger », *Liberté*, 27/04/2006.

RFI (Radio France International)

----- « Polémique Amara : Sarkozy appelle à l'apaisement », RFI, 9/10/2007, http://www.rfi.fr/actufr/articles/094/article_57503.asp (consulté le 10/10/2007).

LEBEL, Frédérique. « Accents d'Europe », reportage, RFI, diffusion le 2/07/2007 <http://www.rfi.fr/communfr/dynamiques/RechercheIntuitionBeta.aspx?recherche=consultation%20transculturelle%20%20&date-rech-debut=200706&date-rech-fin=200707&filterState=true&filterLeft=343&filterRight=355> (fichier audio consulté et téléchargé le 9/07/2007).

Sud Quotidien

Article consulté à partir du site d'allAfrica.com <http://allafrica.com/> (consulté entre le 16/07/2008 et le 15/08/2008).

FAYE, I. L. « Création d'un observatoire général des flux migratoires, un visa pour « accès limité et réglementé », *Sud Quotidien*, 25/09/2006.

Tel Quel

SCHUT, Bart. « Émigrés. Pourquoi ils reviennent », *Tel Quel*, n° 213 http://www.telquel-online.com/213/maroc5_213.shtml (consulté le 29/07/2008).

TF 1

« Immigration - Chirac », TF1, diffusion le 20/06/1991, journal de 20 h.

Bibliographie – Illustrations

Géoconfluences, « La Méditerranée, une géographie paradoxale » <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/Medit/MeditDoc2.htm> (consulté le 15/07/2007).